



REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME SOIXANTE-SEPTIÈME

ANNÉE 1910. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1910

DC 611
M. 21 175

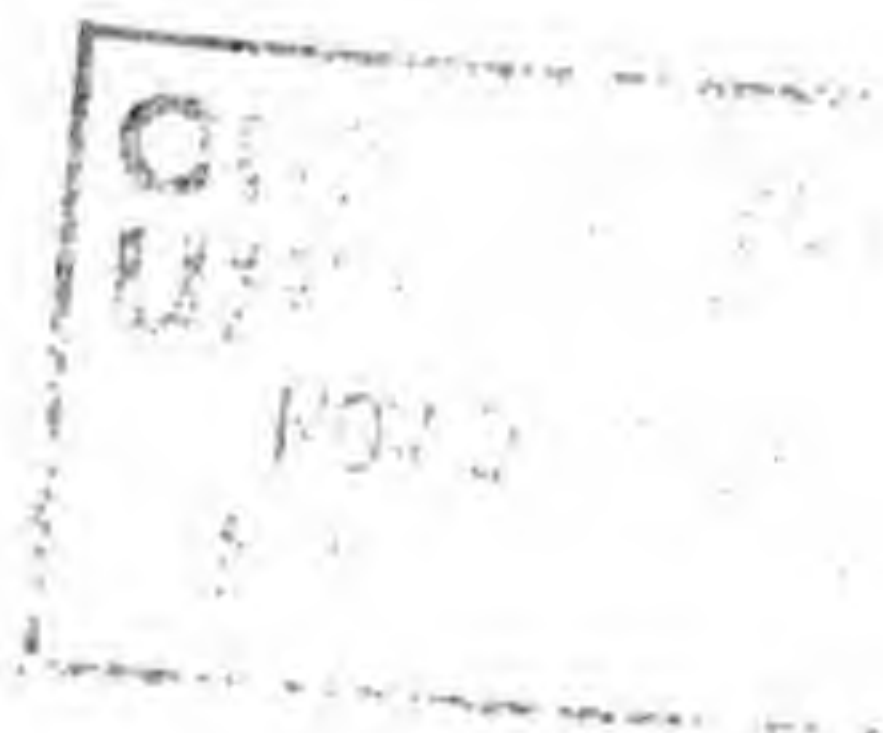
V. 67 REVUE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU MAINE

TOME LXVII. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1910. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS

IMPRIMERIE FLEURY

28, Place de la République.

LE MANS

A. DE SAINT-DENIS

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1910

SOMMAIRE
DE LA
PREMIÈRE LIVRAISON DE 1910

- 1^o LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ. Page 5
- 2^o LES PEINTURES MURALES DE L'ANCIENNE ÉGLISE D'ARTINS, d'après une note de MM. P. CLÉMENT et A. HALLOPEAU. Page 32
- 3^o PONTVALLAIN, par M. HENRI ROQUET. Page 41
- 4^o LE CHATEAU DE MONTÉCLER ET SES SEIGNEURS, par M. MAURICE PASSE. Page 88
- 5^o CHRONIQUE : Admission de nouveaux membres. — Mort et obsèques de M. Adolphe Singher. — La vieille maison du carrefour de la Sirène, note de M. le vicomte de Montesson. — Les stations préhistoriques des environs de Sablé. — Au sujet de la *Vie de dom Guéranger*. Page 101
-

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

Membres du Bureau

MM. ROBERT TRIGER, C \dagger , PRÉSIDENT.
Marquis de BEAUCHESNE, VICE-PRÉSIDENT.
Dom B. HEURTEBIZE, SECRÉTAIRE HONORAIRE.
ÉDOUARD DE LORIÈRE, }
PAUL BRINDEAU, O, } SECRÉTAIRES.
ALBERT MAUTOUCHET, TRÉSORIER.
ABBÉ PATARD, }
XAVIER GASNOS, } BIBLIOTHÉCAIRES-ARCHIVISTES.

Membres d'Honneur

MM. le général de BOISDEFFRE, ancien chef d'État-major de l'armée, ancien ambassadeur extraordinaire en Russie, grand officier de la Légion d'honneur, au château de Boisdeffre, par Oisseau-le-Petit (Sarthe), et 5, quai Voltaire, à Paris, 7^e A.
Léopold DELISLE, C \otimes , O I, membre de l'Institut, ancien administrateur général de la Bibliothèque Nationale, rue de Lille, 21, à Paris, 7^e A.

MM. De LASTEYRIE (le comte Robert), ☼, ☉, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'École nationale des Chartes, ancien député, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7^e A.

HÉRON DE VILLEFOSSE, ☉ ☼, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur au Musée du Louvre, président de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques, rue Washington, 16, Paris, 8^e A.

LE VAYER (Paul), ☼, ☉ I, ✚, ✚, conservateur honoraire de la Bibliothèque de la ville de Paris, inspecteur des Travaux historiques, à La Porte d'Orne, à Ballon (Sarthe).

De LA TRÉMOILLE (le duc), membre de l'Institut, avenue Gabriel, 4, Paris, 8^e A.


Membres Honoraires


MM. ALLARD (Paul), C ✚, ancien magistrat, directeur de la *Revue des Questions historiques*, à Senneville, par Fécamp (Seine-Inférieure).

BÉTHUNE (le baron Joseph), ✚, vice-président de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, conseiller provincial de la Flandre occidentale, conservateur du Musée archéologique, chalet de Rouxhove, à Courtrai (Belgique).


DUBOIS (Marcel), ☼, ancien élève de l'École Normale supérieure et de l'École d'Athènes, docteur ès-lettres, professeur à la Sorbonne, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris, 6^e A.

GENTIL (Ambroise), ☉ I, professeur de l'Université en retraite, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, rue de Flore, 86, au Mans.


MM. De GHELLINCK-VAERNEWYCK (le vicomte), , ancien président de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, château d'Elseghem, par Peteghem, et rue de l'Industrie, 15, à Bruxelles (Belgique).

De GRANDMAISON (Louis),  I, archiviste-paléographe, président honoraire de la Société archéologique de Touraine, ancienne rue de l'Archevêché, 13, à Tours.


KNIGHT, bibliophile et collectionneur, High Street, à Ventnor, Ile de Wight (Angleterre).



De LA CROIX (le R. P. Camille), , membre non résidant du Comité des Travaux historiques, à Poitiers.


LECESNE (Henri), président de la Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène),  I, archiviste-paléographe, membre du Comité des Travaux historiques, directeur de la Société française d'archéologie, rue de Phalsbourg, 13, Paris, 17^e A., et à Vieux-Moulin (Oise).

PERCY GODDARD STONE, membre de l'Institut royal des architectes anglais, secrétaire particulier de la Société des Antiquaires de Londres pour le Hampshire et l'île de Wight, Merston cottage, Ile de Wight (Angleterre).


POTTIER (le chanoine),  I, président de la Société d'archéologie de Tarn-et-Garonne, inspecteur de la Société française d'archéologie, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Montauban (Tarn-et-Garonne).


TRAVERS (Émile), C , , archiviste paléographe, directeur-adjoint de la Société française d'archéologie, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, rue des Chanoines, 18, à Caen (Calvados).

MM. SEPET (Marius), , archiviste paléographe, conservateur à la Bibliothèque Nationale, rue Vaneau, 23, Paris, 7^e A.


Membres Fondateurs (1)


De BEAUCHESNE (le marquis), licencié ès-lettres, correspondant de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique, membre titulaire de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, maire de Souvigné-sur-Sarthe, au château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe), au château de Lassay (Mayenne), et 8, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

Des CARS (le duc), , conseiller général de la Sarthe, au château de Sourches, par Bernay (Sarthe), et 80, rue de Lille, Paris, 7^e A.

FLEURY (Gabriel), , correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur de la Société française d'archéologie, lauréat de l'Institut, imprimeur à Mamers.

De LA ROCHEFOUCAULD, duc de DOUDEAUVILLE (comte), maire de Bonnétable, rue de Varenne, 47, Paris, 7^e A. et château de Bonnétable (Sarthe).

Le COMTE (Ernest), , ancien conseiller général de la Sarthe, au château de Montigny, par La Fresnaye (Sarthe), et 124, rue de Provence, à Paris, 8^e A.

TRIGER (Robert), , docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, inspecteur général de la Société française d'archéologie, correspondant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique et de la Société des Antiquaires de France, aux Talvasières, et rue de l'Ancien Évêché, 5, au Mans.

(1) Sont membres fondateurs tous les membres qui veulent bien seconder généreusement les efforts de la Société par le versement, en plus de leur abonnement à la *Revue*, d'une souscription annuelle de 50 francs.

Membres Titulaires

S. G. M^{sr} de BONFILS, évêque du Mans.

S. G. M^{sr} DUBOIS, archevêque de Bourges.

S. G. M^{sr} MÉLISSON, évêque de Blois (Loir-et-Cher).

M^{mes} D'ACHON, au château de la Roche-de-Gennes, par Gennes (Maine-et-Loire).

D'AILLIÈRES (Fernand), au château d'Aillières, par Mamers (Sarthe), et rue Bayard, 16, Paris, 8^e A.


MM. D'ANGÉLY-SÉRILLAC (le comte), ancien conseiller général, maire de Doucelles, au château de Sérillac, par Beaumont-le-Vicomte (Sarthe).

ANGOT (l'abbé), à Sainte-Gemme-le-Robert (Mayenne).


AUBURTIN (Albert), président du Tribunal, place Girard, 8, au Mans.

AVENEAU DE LA GRANCIÈRE (Paul), au château de Beaulieu, en Vignan (Morbihan), et rue Pasteur, à Vannes.


BARBIER (Joseph), ancien procureur de la République, avocat, square de Luynes, 1, Paris, 7^e A.

De BASTARD D'ESTANG (le comte), , maire d'Avoise, ancien sous-préfet, ancien président de la Société, au château de Dobert, par Avoise (Sarthe), et 21, rue Saint-Dominique, à Paris, 7^e A.

De LA BEAULUÈRE (Louis), au château de la Drujoterie, maire d'Entrammes (Mayenne).

De BEAUMONT (le comte Charles), , au château de Chatigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).

BÉLIN (l'abbé), missionnaire diocésain, à La Chapelle-du-Chêne, par Sablé (Sarthe).

BELLEVILLE (Charles), , chef d'escadron d'artillerie territoriale, château de Méhoncourt, par Le Mans.

MM. BERTRAND DE BROUSSILLON (le comte Arthur),
❶, ❧, archiviste-paléographe, ancien conseiller de
préfecture de la Sarthe, président de la Société des
Archives du Maine, rue de Tascher, 15, au Mans,
et à Pont-sur-Yonne (Yonne).

BIENAIMÉ (Amédée), rue Marchande, 15, au Mans.
De LA BOUILLERIE (le baron), ancien vice-président
de la Société, château de la Bouillerie, par Crosnières
(Sarthe), et 80, rue de l'Université, Paris, 7^e A.

BOULAY DE LA MEURTHE (le comte), président
de la Société d'Histoire contemporaine, rue de
l'Université, 23, à Paris, 7^e A.

BRANCHU (Georges), rue Saint-Charles, 11, au Mans.
BRIÈRE (l'abbé), curé de Souillé, par La Bazoge
(Sarthe).

BRINDEAU (Paul), ❶, ancien archiviste, rue Victor
Hugo, 54, au Mans.

CALENDINI (l'abbé), président de la Société d'Histoire,
Lettres et Sciences de La Flèche, directeur des
Annales fléchoises, curé de Saint-Mars-d'Outillé
(Sarthe).

CALENDINI (l'abbé), curé de Chassillé, par Épineu-
le-Chevreuil (Sarthe).

CANDÉ (le docteur), ancien médecin de la marine, lau-
réat des Sociétés de Géographie, au Lude (Sarthe).

M^{me} CARTERET, rue Crossardière, à Laval.

MM. De CASTILLA (Charles), au château d'Amigné, par
Changé (Sarthe).

CELIER (Alexandre), ❧, avocat, ancien secrétaire de
la Société, place Saint-François-Xavier, 1, à Paris,
7^e A., et aux Mortrais, par Coulans (Sarthe).

De CHAMILLART DE LA SUZE (le marquis), au
château du Plessis de Vaiges, par Noyen (Sarthe).

CHANSON (l'abbé Léon), vicaire général honoraire,
doyen du Chapitre, 17, rue de Ballon, au Mans.

MM. CHARDON (Charles), à Marolles-les-Braults, et 57, rue de Flore, au Mans.

De CHARENCEY (le vicomte), conseiller général, maire de Nauvay, par Moncé-en-Saosnois (Sarthe), et 6, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

CHAROY (Maurice), notaire, rue Gougéard, 15, au Mans.

De CLÉRIC (le général, comte), C ✱, avenue de Paris, 77, au Mans.

CLOUET (le baron), château du Grand-Logis, à Mayenne (Mayenne).

COTTEREAU (Marcel), sculpteur, rue du Clos-Margot, 3, au Mans.

CORBIN (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix, rue Sainte-Hélène, 9, au Mans.

CORMAILLE (Victor), à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).

M^{me} De COURCIVAL (la marquise), rue de Bellechasse, 46, Paris, 7^e A., et château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe).

M. De COURDOUX (André), ancien conseiller municipal, rue Champgarreau, 10, au Mans, et au château de la Bretonnière, par Domfront-en-Champagne (Sarthe).

M^{me} De COURTILOLES, au château de Courtilloles (Sarthe), par Alençon.

MM. DEGOULET (Paul), rue du Mouton, 22, au Mans.

DELAUNAY (le docteur), ancien interne des hôpitaux de Paris, rue de la Préfecture, 14, au Mans.



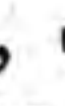

DENIS (l'abbé), curé de Saint-Pierre-de-Chevillé, par Château-du-Loir.

DESLÉS, rue des Champs, 21, au Mans.

M^{gr} DESHAYES, prélat de la Maison de Sa Sainteté, vicaire général honoraire, sous-supérieur de l'Ecole de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.

M. DESVIGNES (l'abbé), curé-doyen de La Suze (Sarthe).


- M. DEVAUX (l'abbé), curé de Pirmil, par Noyen (Sarthe).
M^{me} DOBREMER (Alfred), rue Nicolo, 67, Paris, 16^e A.
MM. DUGUÉ (Albert), ancien conseiller général, rue du
Bourg-d'Anguy, 24 bis, au Mans.
DUTREIL, ancien officier, député de la Mayenne,
rue de Marignan, 27, à Paris, 8^e A.
DUVAL (Ambroise), propriétaire-expert, à Sillé-le-
Guillaume (Sarthe).
D'ELVA (le comte Olivier), au château de Coulans
(Sarthe).
ERARD (Denis), ancien sous-officier au 33^e Mobiles,
rue des Maillets, 36, au Mans.
EYNAUD (Pierre), au château de Coudreuse, à Chan-
tenay (Sarthe).
De FARCY (Paul), vice-président de la Commission
historique de la Mayenne, Saint-Martin-la-Forêt, par
Angers (Maine-et-Loire).
FOUCHÉ (Ernest), ingénieur des Arts et Manufactures,
maire de Saint-Saturnin, ancien député et conseiller
général de la Sarthe, avenue de Paris, 31, au
Mans.
FRANÇOIS (Jules), architecte diplômé, place de la
Préfecture, 14, au Mans.
FROGER (le chanoine), aumônier des Marianites,
rue Jeanne d'Arc, 17, au Mans.
De FROMONT de BOUAILLES (André), rue Chanzy,
74, au Mans.
GALPIN (Gaston), député et conseiller général de la
Sarthe, au château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe),
et 61, rue la Boétie, Paris, 8^e A.
GARNIER (Louis), architecte des monuments histo-
riques, rue de Nantes, 35, à Laval.
GASNOS (Xavier), docteur en droit, rue de l'Herberie,
1, au Mans.

- MM. GASSELIN (Robert), O , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, château de Courtangis, par Lamnay (Sarthe), et rue de Paris, 13, au Mans.
- De GASTINES (le comte Charles), maire de Chaufour, château de la Denisière, par Coulans (Sarthe).
- GAUDINEAU (Léon), maire de La Flèche, rue des Capucins, 4, La Flèche (Sarthe).
- GIRARD (l'abbé), professeur d'histoire à l'École Supérieure de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.
- GIRAUD (Pierre), avenue de Paris, 70, au Mans.
- GOUVRION (Émile), rue Volney, 21, à Mayenne (Mayenne).
- M^{re} GRAFFIN, , , professeur à l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas, 47, Paris, 6^e A.
- MM. De GRANDVAL (Georges), maire de Trangé, au château de la Groirie, et rue du Cirque, 2, au Mans.
- GROSSE-DUPERON, juge de paix, vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, à Mayenne.
- GUERRIER (Louis), architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue du Mouton, 20, au Mans.
- GUERRIER (M.), ancien professeur au collège Saint-Louis, rue du Père-Mersenne, 10, au Mans.
- GUILLOREAU (le R. P. dom), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).
- HALLOPEAU (Louis-Alfred), docteur ès-sciences, 4, Cité de Varenne (51, rue de Varenne), Paris, 7^e A., et château de la Poissonnière, par Couture (Loir-et-Cher).
- HÉRY (Paul), , ancien président du Conseil des Prud'hommes, membre de la Commission du Musée, rue Saint-Vincent, 35, au Mans.
- HEURTEBIZE (le R.-P. dom Benjamin), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).

MM. De JUIGNÉ (le marquis), député, conseiller général, au château de Juigné (Sarthe).

De LA BARRE de NANTEUIL (le vicomte), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, à Alençon (Orne).

M^{me} De LA BARRE de NANTEUIL (la baronne), château de la Chevalerie-Hautéclair, par Alençon (Orne).

MM. LABICHE (colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, président de la Société des officiers en retraite, rue des Fontaines, 80, au Mans.

De LA PESCHARDIÈRE (André), rue Champgarreau, 14, au Mans.

De LA TOUANNE (le vicomte), directeur général de la Compagnie d'Assurance mutuelle immobilière, rue Gougéard, au Mans.

LATOCHE (Robert), archiviste-paléographe, rue de l'Odéon, 10, Paris, 6^e A.

LAURAIN (Ernest), archiviste de la Mayenne, rue du Lycée, 7, à Laval (Mayenne).

M^{me} LEBLANC (Edmond), à Mayenne (Mayenne).


MM. LE COINTRE (Georges), rue Jullien, Alençon (Orne), et au château de l'Isle, par Alençon.

L'ELEU (André), avocat, docteur en droit, président de l'Association républicaine, rue du Mouton, 31, au Mans.

LEMERCIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine-de-Rochefort, à La Ferté-Bernard (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), ancien député et conseiller général de la Sarthe, château de Rive-sarthe, par Malicorne (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), château de Boisdoublé, par Torcé (Sarthe).

LE SASSIER-BOISAUNÉ (le commandant), , au château de la Roche, par Brûlon (Sarthe).

MM. De LINIÈRE (Raoul), ancien officier, capitaine au 28^e régiment territorial, secrétaire de la Société d'Histoire, Lettres et Sciences de La Flèche, château du Maurier, par Foulletourte (Sarthe), et rue de Tascher, 23, au Mans.

De LORIÈRE (Édouard), ancien capitaine de cavalerie, maire d'Asnières, au château de Moulin-Vieux, par Avoise, et rue Saint-André, 10, au Mans.

LOUDIÈRE (l'abbé), ancien élève de l'École St-Aubin, vicaire à Notre-Dame de la Couture, rue la Scierie, 3, au Mans.

LOUVEL (Albert), quai Louis Blanc, 138, au Mans.

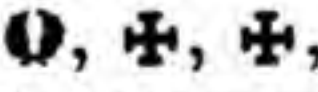
LUZU (Roger), élève de l'École des Chartes, rue de Commaille, 8, à Paris, 7^e A.

M^{me} MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, 9^e A., et à Saint-Prix (Seine-et-Oise).

MM. De MAISONNEUVE (le marquis Ed.), ancien inspecteur des Forêts, rue de Lorraine, 40, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et au château de la Jaille, à Chahaignes (Sarthe).

MALLET (Dominique), ancien élève de l'École normale supérieure, ancien officier au 33^e Mobiles, ancien rédacteur en chef de *la Sarthe*, villa Poirier, 9, Paris, 15^e A., et à Ribarbeau, à Beaufay (Sarthe).


MAUTOUCHET (Albert), 9, rue de la Motte, au Mans.





MENJOT D'ELBENNE (le vicomte), , secrétaire d'ambassade, ancien sous-chef du bureau historique aux Affaires Étrangères, vice-président de la Société des Archives du Maine, ancien conseiller d'arrondissement, au château de Couléon, par Tuffé (Sarthe).


De MONHOUDOU (le vicomte), chef d'escadron de cavalerie territoriale, conseiller d'arrondissement, château de Monhoudou, par Marolles-les-Braults (Sarthe).



MM. MONNOYER (Charles), imprimeur, 12, place des Jacobins, au Mans.

De MONTESSON (le marquis René), ancien capitaine de cavalerie, ancien conseiller général de la Sarthe, rue Pierre-Belon, 11, au Mans, et au château de Maquillé, par Louplande (Sarthe).


De MONTESSON (le vicomte Charles), , chef de bataillon en retraite, rue Sainte-Croix, 8, au Mans, et au château de Montauban, par Le Mans.

MORANCÉ (le chanoine), , , , , ancien aumônier du 4^e Corps d'armée, curé de Saint-Louis du Prytanée, à La Flèche (Sarthe).

MORANCÉ (Joseph), , président de la Société d'Horticulture, conservateur du Musée archéologique, rue des Fontaines, 32, au Mans.



MOREAU (Émile), , , président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, rue du Lieutenant, 8, à Laval.

MOULLÉ (Amédée), à Saint-Rémy-de-Sillé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe).

De NICOLAY (le comte), , conseiller général, au château de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).







NIVERT (Henri), notaire, place de l'Éperon, 24, au Mans.


De NOAILLES (le vicomte), ancien capitaine au 8^e bataillon de chasseurs à pied, chef de bataillon au 26^e régiment territorial d'infanterie, au château de Saint-Aubin-de-Locquenay, par Fresnay-s-Sarthe (Sarthe), et 43, rue de l'Université, Paris, 7^e A.

NOUTON (le colonel), , , colonel d'artillerie en retraite, rue de l'Étoile, 19, au Mans.


NUTT (David), 57, Long Acre, Londres, *Maison Hachette*, boulevard Saint-Germain, Paris, 5^e A.


PATARD (l'abbé), curé de Villaines-sous-Malicorne, (Sarthe).

- MM. POIX (le docteur), rue Chanzy, 36, au Mans.
PRALON (l'abbé), chanoine titulaire, archiprêtre de la Cathédrale, rue Saint-Vincent, 21, au Mans.
REBUT (Didier),  I, ancien professeur agrégé de l'Université, rue des Châlets, 15, au Mans.
RICORDEAU (Auguste), architecte, place du Château, 18, au Mans.
ROMET (Adrien), rue du Mail, 1, au Mans.
ROMET (Paul), négociant, conseiller général de l'Orne, rue du Pont-Neuf, 24, Alençon, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).
ROMMÉ (Édouard), villa Jeanne d'Arc, à Sougé-le-Ganelon (Sarthe).
ROQUET (Henri), à Laigné, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe).
De ROUGÉ (le vicomte Jacques), lauréat de l'Institut, ancien auditeur au Conseil d'État, au château de Bois-Dauphin, par Précigné (Sarthe), et rue de l'Université, 35, à Paris, 7^e A.
De SAINT-DENIS (Albert), libraire-éditeur, rue Saint-Jacques, 1, au Mans.
De SAINT-LAURENT (le baron), , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, rue Édouard-Charlon, 13, à Versailles, et château de la Bouverie, à Saint-Mars-la-Bruyère (Sarthe).
SAVARE (Joseph), O , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, boulevard François I^{er}, 25, au Havre (Seine-Inférieure).
SÉGUIN (Léon), O ,  I, directeur de la Compagnie du gaz, rue Franklin, 2, au Mans.
SENART (Émile), , membre de l'Institut, conseiller général de la Sarthe, au château de la Pelice, par La Ferté-Bernard (Sarthe), et rue François I^{er}, 18, à Paris, 8^e A.



MM. SINGHER (Gustave), , directeur des Assurances Mutuelles mobilières, président de la Société de Tir, rue Chanzy, 37, au Mans.

De SOUANCÉ (le comte), château de Mondoucet, par Souancé (Eure-et-Loir), et rue Saint-Blaise, 72, à Alençon (Orne).


SURMONT (Armand), C , avocat, ancien conseiller municipal, rue Robert-Garnier, 15, au Mans.

De TALHOUET (le marquis), C , ancien conseiller général, maire du Lude, au château du Lude (Sarthe), et 2, avenue Bosquet, à Paris, 7^e A.

THIBAUDIN (Alexis), docteur en droit, juge au tribunal du Mans, boulevard Négrier, 18, au Mans.

TOURNOUER (Henri), , , président de la Société historique et archéologique de l'Orne, conseiller général, château de Saint-Hilaire, par Nocé, (Orne), et 5, boulevard Raspail, à Paris, 7^e A.

TRENTESAUX (Paul), ancien vice-président du tribunal, avenue de Paris, 8, au Mans.



URSEAU (le chanoine), , I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, rue du parvis Saint-Maurice, 4, Angers.

De VAUBLANC (Adrien), rue du Mail, 2, au Mans et au château des Trocheries, par Saint-Jean-de-la-Motte (Sarthe).

VAVASSEUR (l'abbé Joseph), curé de Crannes-en-Champagne, par Vallon (Sarthe).

De VERCLY (Xavier), ancien inspecteur des Forêts, place Girard, 5, au Mans.

VERDIER (Paul), ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Erpell, 10, au Mans et au château de la Coussaye, par Bressuire (Deux-Sèvres).

De VERDIÈRE (le général de division, baron), G. O , , place de la République, 33, au Mans.

- MM. VÉRITÉ (Pascal), architecte des monuments historiques, rue des Bas-Fossés, 15, au Mans.
De VÉZINS (le marquis), conseiller d'arrondissement, au château de Malicorne (Sarthe).
De VIENNAY (le comte), au château de Saint-Christophe, par Ségrie (Sarthe).
VINCENT (le docteur), ancien président de la Société de Médecine, rue Sainte-Croix, 45, au Mans.
YZEUX (Octave), rue d'Hauteville, 8, au Mans, et au château de la Blanchardière, à Sargé, près Le Mans.
BIBLIOTHÈQUE de la ville du Mans.
CERCLE DE L'UNION, place de l'Étoile, au Mans.

Membres Associés

- MM. ADIGARD, avocat, député et conseiller général de l'Orne, à Domfront (Orne) et 4, rue Chomel, Paris, 7^e A.
ALMA (l'abbé), curé-doyen de Mayet (Sarthe).
ASHER, Unter der Linden, à Berlin.
AUBURTIN (Georges), ingénieur civil, place Girard, 8, au Mans.
AVICE (Gustave), chef de bataillon au 28^e régiment territorial, rue Scribe, 13, à Paris, 9^e A., et au château de la Forêttrie, à Allonnes, près Le Mans.
M^{me} BACHELIER (René), rue Sainte-Croix, 2, au Mans.
MM. De BEAUREPOS (le comte), ✠, au château de Cerisay, à Assé-le-Boisne, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
BELLENGER (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix, au Mans.
BERTHELOT (Eugène), architecte, 7, rue Andrieux, à Paris, 8^e A.
BESNARD (l'abbé), curé-doyen de Beaumont-s-Sarthe.
BEZARD (Lucien), ancien professeur à l'Université de Budapest, Silberathgasse, 2, villa Alice, Strasbourg-Robertsau (Alsace).

- M. BLANC (Maurice), entrepreneur, juge au tribunal de Commerce, Quai de l'Amiral-Lalande, 30, au Mans.
- M^{me} BLANCHARD (Jacques), rue de Courcelles, 45, Paris, 8^e A.
- MM. BLÉTRY (René), au château de la Freslonnière, (Sarthe), à Souigné-sous-Ballon, et rue Chanzy, 13, au Mans.
- BLOUÈRE (Raphaël), docteur en droit, ancien magistrat, à Ecommoy (Sarthe).
- BORDEAUX (Albert), maire de Rouessé-Fontaine, château de Brestels, par Bourg-le-Roi, (Sarthe).
- M^{me} BOUCHET, château de la Boisardière, à Bazouges (Sarthe).
- MM. BOUDET (l'abbé), curé de Pontlieue, au Mans.
- BOUVERET (Joseph), ❶, rue Dumas, 11, au Mans.
- BOUVIER (l'abbé), rue de Tascher, 12, au Mans.
- M^{me} De BREUIL (la comtesse), au château de Peschescul, par Parcé (Sarthe).
- MM. BRIANCHON (Henri), négociant, vice-président de la 111^e section des Vétérans, à Fresnay (Sarthe).
- CAMBUZAT (le commandant), ❸, chef d'escadron d'artillerie en retraite, rue Bruyère, 8, au Mans, et au château des Epichelières, par Louplande (Sarthe).
- CHARDON (Charles), avocat à la Cour d'Appel de Paris, capitaine au 25^e régiment territorial, rue de Villersexel, 6, Paris, 7^e A., et à Fresnay-sur-Sarthe.
- De CHASTEIGNER (le comte), maire de Rouillon, au château de Rouillon, par Le Mans.
- De CHAUVIGNY (René), ❶, 32, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, à Paris, 7^e A., et au château de la Massuère, par Bessé (Sarthe).
- CHAUVIN (Henri), ❸, ❶, ingénieur des Arts et Manufactures, président de la Chambre de Commerce, à Poncé (Sarthe).

- M^{me} CORNU (Henri), à Joué-en-Charnie (Sarthe), et rue Montauban, 4, au Mans.
- MM. CROSNIER (Joseph), rue Desportes, 1, au Mans.
- De CUMONT (le comte), conseiller général, au château de l'Hôpital, par Crissé (Sarthe).
- DAVID (Félix), place Girard, 6, au Mans.
- DAVID (l'abbé), curé de Vallon-sur-Gée (Sarthe).
- DEROME (le capitaine), 槁, adjudant-major au 115^e régiment d'Infanterie, à Mamers (Sarthe).
- DESCARS (Amédée), rue Pierre-Belon, 8, au Mans.
- DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert), avocat, rue Pierre Belon, 47, au Mans, et à Dollon (Sarthe).
- DIDION (l'abbé), curé-doyen de Fresnay (Sarthe).
- DULAU, 3, Soho Square, à Londres, chez M. Le Soudier, 174 - 176, boulevard Saint - Germain, Paris, 6^e A.
- DUMAINE (l'abbé), vicaire général honoraire, vice-président de la Société historique de l'Orne, à Séez (Orne).
- DUPLAY (Georges), ingénieur, rue de Beauregard, 1, à Laval (Mayenne).
- DURAND (Georges), secrétaire général de la C^{ie} des Chemins de fer départementaux, rue de Fleurus, 1, au Mans.
- DURGET (Charles), ancien notaire, trésorier de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, rue de Tours, 9, à Laval.
- M^{sr} De DURFORT, Protonotaire apostolique, chanoine honoraire du Mans et de Rennes, rue Julien Bodereau, 101, au Mans.
- MM. De L'ESTOILE (le baron), 槁, officier supérieur en retraite, château de Corbohay, à Conflans (Sarthe), et rue Dubignon, 25, au Mans.
- De FOLLIN (le vicomte), château de l'Épine, au Mans.

M^{me} FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.

MM. FOUCHARD, notaire honoraire, rue Chanzy, 25, au Mans.

FRAIN DE LA GAULAIRIE (Édouard), conservateur adjoint de la bibliothèque de Vitré (Ille-et-Vilaine).

De FRESNAY (le marquis), château de Montcorbeau, par Ambrières (Mayenne).

De GASTINES (le vicomte Emmanuel), maire d'Ardenay, par Le Breil (Sarthe).

GAULIER (Robert), sculpteur, rue de Flore, 112, au Mans.

De GAYFFIER, 5, rue Bruyère, au Mans.

GOUGAUD (le docteur), ancien médecin de la Marine, avenue de Paris, 36, au Mans.

GOUIN (l'abbé), vicaire-général honoraire, chanoine titulaire, place du Château, 23, au Mans.

GOUPIL (Albert), licencié ès-lettres, libraire-imprimeur, quai Jehan Fouquet, 2, à Laval.

GRAFFIN (Roger), au château de Belval, par Nouart (Ardennes).

Des GRAVIERS (Albert), notaire honoraire, rue Champgarreau, 7, au Mans, et rue du Four, 46, à Paris.

GREVEL, King-Street, 33, Covent garden, Londres (Angleterre).

GRIFFATON, (Julien), rue Bécлар, 14, à Angers (Maine-et-Loire).


GUILLLOTIN (V.), négociant, rue de Prémartine, 57, au Mans.

HARDOUIN DU PARC (André), rue Robert-Garnier, 21, au Mans, et au château de Chemouteau, par Mauprevoir, (Vienne).

De LA HAUGRENIÈRE, au château de Marigné, par Bazouges (Sarthe).

HÉBERT (Georges), avoué, rue de Paris, 21, au Mans.

- MM.** **HUPIER** (Charles), ancien maire d'Ancinnes (Sarthe).
JANVIER (Anatole), industriel, au Val-de-l'Huisne, à Pontlieue, au Mans.
JAUNEAU (Maurice), rue Saint-Bertrand, 1, au Mans.
JOUIN (le docteur), ☼, cité Trévis, 11 *bis*, Paris, 9^e A., et aux Tilleuls, à Bourg-le-Roi (Sarthe).
JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE (Maurice), ingénieur des Constructions civiles, rue de Rennes, 148, à Paris, 6^e A., et rue de Bretagne, à Alençon.
LACROIX (l'abbé), curé de Coulaines, près Le Mans.
LACROIX (Auguste), rue de Turbigo, 16, à Paris.
LAINÉ (Marcel), ancien notaire, avenue Thiers, 63, au Mans.
LAINÉ (l'abbé), ancien curé d'Yvré-le-Pôlin, à Parigné-l'Évêque (Sarthe).
LA MACHE (Charles), avocat, docteur en droit, maire du Tronchet, au château du Tronchet, par Beaumont-sur-Sarthe, et rue Vanneau, à Paris, 7^e A.
De **LAMANDÉ** (Henri), au château de Doussay, à La Flèche (Sarthe).
LAMOUREUX, à Souigné-sous-Ballon (Sarthe).
De **LANDEVOISIN** (le baron Armand), château des Places, à Daon (Mayenne).
De **LA SELLE** (le comte Paul), au château de la Barbée, par Bazouges (Sarthe).
LE BRETON (Paul), sénateur de la Mayenne, à Saint-Mélaine, près Laval (Mayenne).
LE BRUN (Marcel), boulevard Lamartine, 45, au Mans.
LEFEBVRE (l'abbé), chanoine titulaire, vicaire général, place du Château, 4 *bis*, au Mans.
M^{sr} LEGENDRE, Camérier secret de S. S., chanoine honoraire du Mans, professeur d'archéologie biblique et d'hébreu, doyen de la Faculté de théologie, rue Rabelais, 3, à Angers.

- MM. LEGOUÉ (l'abbé) curé de Maresché, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
- LEGUY (René), expert, rue d'Hauteville, 18, au Mans.
- LE MORE (le comte), au château de la Fougeraie, à Saint-Paterne (Indre-et-Loire).
- LENOBLE (Albert), avenue Rapp, 12, Paris, 7^e A.
- LE PARC (le chanoine), ancien archiprêtre de Bonnétable, boulevard Négrier, 24, au Mans.
- LE RÉVÉREND (l'abbé), curé de Saint-Christophe-du-Jambet, par Ségrie (Sarthe).
- LEROUX (Joseph), architecte diplômé, rue du Mouton, 25, au Mans.
- LESAGE, ancien élève de l'École des Beaux-Arts de la ville de Paris, sculpteur, place Thiers, au Mans.
- LUSSON (le colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, avenue de Paris, 29, au Mans.
- MAIRE (Émile), négociant, membre de la Chambre de Commerce, rue des Minimes, 4, au Mans.
- MÉLISSON (Émile), expert, rue du Mail, 3, au Mans.
- MIGNON (l'abbé), chanoine honoraire, curé de la Couture, au Mans.
- M^{me} De MONTALEMBERT (la comtesse), au château du Coudray, par Meslay (Mayenne), et 122, rue de Grenelle, à Paris, 7^e A.
- MM. De MONTÉCLERC (le marquis), au château de Montéclerc, par Évron (Mayenne).
- OLIVIER (l'abbé), ancien curé-doyen de Fresnay-sur-Sarthe, aumônier de Notre-Dame du Rancher, à Téloché (Sarthe).
- ORY (Joseph), rue du Gué-de-Maulny, 20, au Mans.
- PAIGNARD (Léopold), ancien conseiller général, maire de Savigné-l'Évêque (Sarthe).

- MM. PALLU DU BELLAY (Joseph), lieutenant au 125^e d'infanterie, 2, rue du Pont-Neuf, à Poitiers (Vienne).
PARKER (J.), 27, Broad Street, Oxford, (Angleterre).
PARKER (Marc), C \clubsuit , O \clubsuit , \clubsuit , publiciste, rue Coëtlogon, 7, Paris, 6^e A.
PASSE (Maurice), à Évron (Mayenne), et rue Rosa-Bonheur, 2, à Paris.
PAVIE (René), avocat, rue Saint-Bertrand, 17, au Mans.
PICHEREAU (Louis), rue Colbert, 9, à Versailles.
POIRIER-BÉALU, juge au tribunal de commerce, à Mayenne.
POTTIER (l'abbé), membre de la Société française d'archéologie, aumônier de Béthanie-Fontenailles, par Écommoy (Sarthe).
QUERUAU-LAMERIE (E.), rue des Arènes, 6 *bis*, à Angers.
RAGUENET de SAINT-ALBIN (Olivier), au château des Arcis, par Meslay (Mayenne), et rue Étienne Dolet, 3, à Orléans (Loiret).
De RASILLY (le vicomte Raoul), château de la Porte, à Daon (Mayenne).
RENAULT (Georges), conservateur du Musée de Vendôme, Les Capucins, à Vendôme (Loir-et-Cher).
RICHARD (Jules-Marie), \mathcal{Q} , ancien archiviste du Pas-de-Calais, place du Gast, à Laval.
Du RIVAU, château de Brusson, à Soulitré, par le Breil (Sarthe), et rue de Tascher, 17, au Mans.
ROBVEILLE (l'abbé), rue du Château, 3, au Mans.
De ROMANET (le vicomte Olivier), rue St^e-Croix, 7, au Mans, et au château des Guillels, par Mortagne (Orne).
ROULLEAU (René), conservateur honoraire des Forêts, rue Champgarreau, 20, au Mans.

MM. ROYER (Lionel), peintre, C \clubsuit , rue Chézy, 24, Neuilly-sur-Seine.

M^{mes} De SAINT-RÉMY, rue de Tascher, 25, au Mans.

De Sainte-Preuve de la Sicotière (la baronne),
château de Boisbulant, par Alençon (Orne).

MM. SALMON, architecte, rue du Sépulcre, 21, au Mans.

De Sarrauton (Joseph), ancien conseiller d'arrondissement, Grande-Rue, 29, à Bonnétable (Sarthe).

De Sars (le vicomte Albert), conseiller d'arrondissement, château de Bellebranche, par les Agets-Saint-Brice (Mayenne), et 31, avenue de Saxe, Paris, 7^e A.

SAUVÉ (l'abbé Henri), chanoine honoraire, maître des cérémonies de l'église cathédrale, 26, rue du Lycée, à Laval.

De Semallé (le comte), au château de Frébourg, près Mamers, et 16 bis, avenue Bosquet, Paris, 7^e A.

STECHELT (G. E.), 76, rue de Rennes, à Paris, 6^e A.

SURMONT (Georges), \clubsuit , ancien capitaine du génie, aux Hattonnières, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe), et 7, rue d'Assas, à Paris, 6^e A.

TABOULET, à La Palisse (Allier).

M^{me} THORÉ (Henri), rue des Plantes, 38, et aux Cerisiers, route de Bonnétable, au Mans.

MM. THORÉ (Stéphane), ingénieur des chemins de fer de l'État, impasse Le Roi, 6, à Nantes (Loire-Inférieure).

TISON (Henri), licencié en droit, à Savigné-l'Évêque.


TOUBLET (l'abbé), curé d'Auvers-le-Hamon (Sarthe).

TRICONNET (Paul), à Coulongé, par Le Lude (Sarthe).

TUAL (Henri), au château de la Futaye, par Le Mans et rue de la Tour, 72, Paris, 16^e A.

UZUREAU (l'abbé), directeur de l'*Anjou historique*, 103, faubourg Saint-Michel, Angers.

De VAISSIÈRE (Emmanuel), \clubsuit , ancien sous-préfet, au château de Vassé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe), et 50, rue de l'Université, Paris, 7^e A.

- MM. VALLÉE (Eugène), rue des Bergers, 6, Paris, 15^e A.
De VANNOISE (le vicomte), château de Saint-Mars-la-Bruyère (Sarthe).
VAVASSEUR (l'abbé Émile), curé-doyen de Pontvallain (Sarthe).
VÉTILLART (Henri), O , inspecteur général des Ponts-et-Chaussées, rue Brémontier, 14, à Paris, 17^e A., et 11, rue Montauban, au Mans.
M^{me} VÉTILLART (Joseph), Château-Lavallière (Indre-et-Loire).
MM. VICAIRE (Georges), directeur du *Bulletin des Bibliophiles*, 51, rue Scheffler, à Paris, 16^e A.
VIELLE (Ludovic), à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).
VOISIN, au bourg des Aulneaux, par La Fresnaye-sur-Chédouet (Sarthe).
ABBAYE BÉNÉDICTINE DE CLAIRVAUX, Grand Duché de Luxembourg.
ARCHIVES NATIONALES, rue des Francs-Bourgeois, à Paris.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE, au Mans.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE, à Alençon.
BIBLIOTHÈQUE de la ville d'Alençon.
— — d'Angers.
— — de Laval.
— — de Mayenne.
BIBLIOTHÈQUE de l'Institution Notre-Dame, à La Flèche (Sarthe).
— du Prytanée militaire, La Flèche (Sarthe).

Sociétés et Revues correspondantes

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES,
Paris.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SORBONNE, *Paris.*

ALENÇON, *Société historique et archéologique de l'Orne.*

AMIENS, *Société des Antiquaires de Picardie.*

ANGERS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts.*

— *Revue de l'Anjou*, 83, rue Saint-Laud.

— *L'Anjou historique.*

ANGOULÊME, *Société archéologique et historique de la
Charente.*

ARRAS, *Académie d'Arras.*

— *Commission des Monuments historiques du Pas-de-
Calais.*

AUTUN, *Société Éduenne des Lettres, Sciences et Arts.*

AUXERRE, *Société des Sciences historiques et naturelles de
l'Yonne.*

AVRANCHES, *Société d'Archéologie.*

BAR-LE-DUC, *Société des Lettres et Sciences de Bar-le-Duc.*

BAYEUX, *Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

BEAUVAIS, *Société académique d'Archéologie, Sciences et
Arts de l'Oise.*

BELFORT, *Société d'Émulation.*

BESANÇON, *Société d'Émulation du Doubs.*

BLOIS, *Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher.*

BORDEAUX, *Société archéologique de la Gironde.*

— *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

BOURGES, *Société des Antiquaires du Centre.*

— *Société historique du Cher.*

BREST, *Société académique de Brest.*

BRIVES, *Société archéologique de la Corrèze.*

CAEN, *Académie de Caen.*

— *Société des Antiquaires de Normandie.*

CAEN, *Société française d'Archéologie et Bulletin monumental.*

CAHORS, *Société des Études littéraires du Lot.*

CAMBRAI, *Société d'Émulation de Cambrai.*

CHALON-SUR-SAOSNE, *Société d'histoire et d'archéologie.*

CHAMBÉRY, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie.*

— *Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.*

CHARTRES, *Société archéologique d'Eure-et-Loir.*

CHATEAUDUN, *Société Dunoise.*

CHATEAU-THIERRY, *Société Historique et Archéologique.*

CHERBOURG, *Société académique de Cherbourg.*

CLERMONT-FERRAND, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

— *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.*

— *Bulletin de la Haute Auvergne.*

COMPIÈGNE, *Société historique de Compiègne.*

CONSTANTINE, *Société archéologique de Constantine.*

COUTANCES, *Société académique du Cotentin.*

DIJON, *Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

DRAGUIGNAN, *Société d'Études archéologiques.*

FONTAINEBLEAU, *Société historique du Gâtinais.*

GRANVILLE, *Société d'Études historiques et économiques.*

GRENOBLE, *Académie Delphinale.*

LA FLÈCHE, *Société d'Histoire, Lettres, Sciences et Arts.*

LA ROCHELLE, *Académie de La Rochelle.*

LA ROCHE-SUR-YON, *Société d'Émulation de la Vendée.*

LAVAL, *Commission historique et archéologique de la Mayenne.*

LE HAVRE, *Société havraise d'Études diverses.*

LE MANS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.*

LIMOGES, *Société archéologique et historique du Limousin.*

LONS-LE-SAULNIER, *Société d'Émulation du Jura.*

LYON, *Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.*

LYON, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

LILLE, *Commission historique du département du Nord.*

MACON, *Académie de Mâcon.*

MARSEILLE, *Académie des Sciences, Lettres et Arts de Marseille.*

MEAUX, *Société d'Archéologie de Seine-et-Marne.*

MELUN, *Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne.*

MENDE, *Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère.*

MONTAUBAN, *Société archéologique de Tarn-et-Garonne.*

MONTBRISON, *La Diana, Société historique et archéologique du Forez.*

MONTPELLIER, *Société pour l'Étude des Langues Romanes.*

MORTAGNE, *Documents sur la province du Perche.*

MOULINS, *Société d'Émulation de l'Allier.*

NANCY, *Société d'Archéologie lorraine.*

— *Académie de Stanislas.*

NANTES, *Société archéologique de Nantes.*

— *Société des Bibliophiles bretons.*

— *Revue de Bretagne et de Vendée.*

NIMES, *Académie du Gard.*

NIORT, *Société historique et scientifique des Deux-Sèvres.*

NOYON, *Comité historique et archéologique.*

ORLÉANS, *Société archéologique et historique de l'Orléanais.*

PARIS, *La Correspondance historique et archéologique, 28, rue Serpente.*

— *Revue des Questions historiques, 53, rue de Babylone.*

— *Revue historique, 108, boulevard Saint-Germain.*

— *Société des Antiquaires de France.*

— *Société Bibliographique, 5, rue Saint-Simon.*

— *Société de l'Histoire du Protestantisme français, 16, place Vendôme.*

PÉRIGUEUX, *Société historique et archéologique du Périgord.*

POITIERS, *Société des Antiquaires de l'Ouest.*

- QUIMPER, *Société archéologique du Finistère.*
RAMBOUILLET, *Société archéologique.*
RENNES, *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.*
ROMANS, *Bulletin d'Histoire ecclésiastique.*
SAINT-BRIEUC, *Société d'Émulation des Côtes-du-Nord.*
SAINT-OMER, *Société des Antiquaires de la Morinie.*
SAINT-QUENTIN, *Société académique de Saint-Quentin.*
SAINTES, *Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis.*
SENLIS, *Comité archéologique de Senlis.*
SENS, *Société archéologique de Sens.*
SOISSONS, *Société archéologique et scientifique.*
TOULON, *Société académique du Var.*
TOULOUSE, *Académie.... de Toulouse.*
— *Société archéologique du Midi de la France.*
— *Université de Toulouse.*
TOURS, *Société archéologique de Touraine.*
TROYES, *Société académique de l'Aube.*
VANNES, *Société polymatique du Morbihan.*
VENDOME, *Société archéologique, scientifique et littéraire
du Vendômois.*
BRUXELLES, *Société royale d'Archéologie, 11, rue Ra-
veïnslein.*
— *Société des Bollandistes, 14, rue des Ursulines.*
LUXEMBOURG, *Institut royal, grand ducal.*
STOCKHOLM, *Académie royale d'Archéologie.*
WASHINGTON, *Institut Smithsonian.*
-

LES
PEINTURES MURALES
DE
L'ANCIENNE ÉGLISE D'ARTINS

C'est, on se le rappelle, la *Revue historique et archéologique du Maine* qui fit connaître la première, en 1890, les curieuses peintures murales découvertes dans l'église de Poncé (Sarthe) par notre confrère M. l'abbé Toublet, curé de cette paroisse.

Deux ans plus tard, elle avait l'heureuse fortune de publier sur ces peintures une remarquable étude de M. Laffillée, architecte des monuments historiques, et elle ajoutait ainsi un important chapitre à l'histoire de l'école régionale de peintures murales qu'on peut désormais appeler *l'école de la Vallée du Loir*.

Depuis cette époque, notre Société ne s'est jamais désintéressée de la question, et en 1904 encore, au cours de l'excursion dans la Vallée du Loir, elle accordait toute son attention aux peintures murales de l'église de Saint-Jacques-des-Guérets et de la chapelle Saint-Gilles-de-Montoire.

La nouvelle étude publiée par MM. P. Clément et L.-A. Hallopeau, dans le *Bulletin archéologique*, sur les peintures murales de l'ancienne église d'Artins, se rattache donc très

Extrait du BULLETIN

PL. XIII.



directement à plusieurs de nos publications antérieures. Elle se rattache non moins directement à notre « territoire », car, si le bourg d'Artins fait aujourd'hui partie du département de Loir-et-Cher, il appartenait jadis à l'ancien diocèse du Mans et il est même célèbre dans la vie de saint Julien, le premier évêque du Mans. Enfin, l'église d'Artins est devenue depuis 1905 la propriété d'un de nos concitoyens, M. J. Chappée, qui l'a sauvée de la destruction.

A ces divers titres, nous serions déjà en droit d'accorder, dans cette revue, une place exceptionnelle au travail de MM. Clément et Hallopeau.

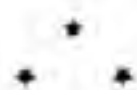
Une circonstance particulière nous en fait un devoir.

Le travail de MM. Clément et Hallopeau est accompagné, dans le *Bulletin archéologique*, de la reproduction en couleurs d'une très intéressante aquarelle due au talent de M^{me} Hallopeau, et représentant l'une des principales scènes de la décoration murale de l'église d'Artins, une charge de cavalerie. Or, M. Hallopeau a eu l'aimable et généreuse attention, avec la bienveillante autorisation du Ministère, de faire tirer cette belle planche à un chiffre d'exemplaires suffisant pour l'offrir à la *Revue historique et archéologique du Maine*.

Tous nos confrères, nous en sommes assuré, se joindront à nous pour remercier M. et M^{me} Hallopeau de ce généreux témoignage de sympathie, qui nous apporte un encouragement fort apprécié, pour remercier aussi le Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'avoir bien voulu le faciliter. Avec grand intérêt, tous liront les extraits suivants de l'étude de MM. Clément et Hallopeau : ils leur permettront de mieux comprendre la scène reproduite par l'aquarelle de M^{me} Hallopeau.

R. T.

LXVII 3.



L'ancienne église paroissiale d'Artins (abandonnée depuis 1866) se compose d'une grande construction rectangulaire, soutenue par des contreforts et comprenant deux parties bien distinctes.

La nef, d'époque romane, est plus ancienne que le chœur et se terminait vers l'Est par une abside demi-circulaire, dont nous venons de mettre les fondations à découvert. Elle était éclairée par des fenêtres en plein cintre, aujourd'hui murées : deux encadrements de meurtrières sont encore apparents sur la façade méridionale : une ouverture semblable a été également supprimée à l'Ouest, au-dessus du portail.

Cette chapelle primitive, construite en petites pierres non appareillées, devait être bâtie sur le modèle de l'église de Saint-Jacques-des-Guérets. Au XII^e siècle, l'abside demi-circulaire s'écroula ou fut détruite.

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, on éleva un gracieux portail au-dessous du pignon de la façade occidentale, où se trouve l'entrée de l'église... Ce portail présente une particularité remarquable : on y trouve un bénitier extérieur, le bénitier des lépreux et des excommuniés...

Vers la fin du XII^e siècle, on construisit le chœur actuel, bâtiment rectangulaire de même largeur et à peu près de même longueur que la nef. Les murs, en pierres calcaires appareillées, reposent sur des soubassements en silex et roches siliceuses reliés par un ciment, qui sont là pour barrer la route au Loir débordé. Tous les historiens ont adopté l'opinion de M. de Pétigny qui attribue ces soubassements en silex à l'époque gallo-romaine.

Sur le chevet plat du chœur est bandé un grand arc en tiers-point. Cette arcade avait peut-être été établie pour faire communiquer le chœur avec une abside, qui a disparu ou n'a jamais été construite.

[... Des fenêtres en arc-brisé, hautes et étroites, éclairaient le chœur. .. qui a subi, depuis le XIV^e siècle, de nombreux remaniements.... et, à l'origine, était couvert par des voûtes de pierre..... Au XVI^e siècle, on substitua à ces voûtes un lambris de bois. Ce lambris s'est peu à peu disloqué et a fini de s'écrouler en 1905 : il portait l'inscription suivante, en lettres gothiques, recueillie par M. Clément : « *Mathurin Dolibon de ce mur ma chambrille en l'an 1542* »].

Le lambris de bois, qui recouvre encore la nef, a été refait au XVIII^e siècle : il porte la signature des charpentiers I. Seguineau et G. Rougeau, et fut terminé le 17 octobre 1777. Vers la même époque sans doute fut élevée la flèche en charpente et ardoises, qui existe à la jonction de la nef et du chœur.

Les XII^e, XIII^e et XIV^e siècles furent néfastes pour la vieille église... [De nouveaux remaniements, des adjonctions fâcheuses et des badigeonnages déplorables modifièrent de plus en plus son aspect primitif].

Peintures murales du chœur. — A la fin du XIII^e siècle, le chœur avait été orné de peintures, qui, d'après M. H. Laffillée, étaient contemporaines des peintures de la seconde époque de Saint-Jacques-des-Guérets ; la pluie, qui pénètre depuis un demi-siècle dans cette partie de l'église, a détaché le badigeon, entraîné l'enduit presque partout et lavé le reste des peintures, dont il subsiste fort peu de chose. On remarque seulement, du côté de l'épître, un martyr de saint Laurent, puis deux personnages avec fragments de bordure masqués par la charpente soutenant le clocher. En face et du côté de l'Evangile, se trouvent quelques débris de personnages isolés et les vestiges d'un crucifiement ; au-dessous de la croix, étaient deux scènes presque complètement effacées : la Mort du juste (?) et la Flagellation.

Sur la partie inférieure des murailles, une draperie peinte formait soubassement, suivant l'usage adopté à toutes les

époques jusqu'à la Renaissance. L'ocre rouge et l'ocre jaune sont les tons dominants de ces peintures, qui ont été appliquées sur une décoration antérieure, formée de doubles traits rouges rectangulaires, imitant les joints de la maçonnerie. M. de Pétigny a décrit une disposition analogue qui existait encore en 1849 dans la chapelle de l'ancienne commanderie des Hospitaliers à Artins.....

Peintures murales de la nef. — Dans la nef, le badigeon du mur méridional a fait disparaître des peintures, dont plusieurs débris importants furent retrouvés en 1907 par M. Clément et par M. l'abbé Baudet, ancien curé d'Artins. Ces peintures sont formées de couches, mises les unes sur les autres à des époques successives. Les plus anciennes sont des fresques à personnages du XII^e-XIII^e siècle, recouvertes beaucoup plus tard par une décoration à la détrempe (XIV^e-XV^e siècle), qui se compose d'ornements et de bordures sans grand intérêt ; enfin deux litres, comprenant des écussons armoriés et découvertes aussi en 1907 par M. Clément, furent encore jetées successivement sur une portion des murailles.

Les fresques primitives ressemblent tout à fait à certaines peintures de Poncé, de Saint-Jacques-des-Guérets et de Saint-Gilles de Montoire (première époque) ; elles appartiennent à cette école française de la Vallée du Loir, que nous ont révélée les remarquables découvertes de M. l'abbé Haugou (1) et de M. l'abbé E. Toublet (2) ; le pieux artiste

(1) L'abbé Haugou. *Les peintures murales de Saint-Jacques-des-Guérets*, dans le *Bulletin de la Société archéologique... du Vendômois*, 1890, p. 303-313, et 1891, p. 280-290.

(2) Robert Triger. *Les peintures murales de Poncé*, dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. XXVIII (1890) p. 103-110. — L'abbé E. Toublet. *Les peintures murales de Poncé, Première partie : La paroisse et la Seigneurie de Poncé*, dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. XXX (1891) p. 129-176. — H. Laffillée. *Les peintures murales de Poncé*, dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. XXXI (1892), p. 21-53.

du moyen âge les a appliquées sur le mortier encore frais, suivant la méthode savamment décrite par M. Laffillée (1).

Ces fresques, qui semblent remonter à l'époque de Philippe-Auguste, occupent toute la partie inférieure du mur méridional de la nef ; elles formaient un grand tableau entouré par une large bordure, au-dessous duquel une draperie peinte servait de soubassement. C'est une scène militaire, représentant une charge de cavalerie. Les guerriers sont coiffés du heaume, vêtus du haubert, chaussés de housseaux de mailles, éperonnés d'or ; les lances sont en arrêt. Des cavaliers, protégés par des rondaches et des heaumes pointus, semblent fuir, devant des chevaliers portant de grands écus armoriés et des heaumes arrondis.

Malgré son état de délabrement, cette peinture est remarquable encore, à la fois par l'allure des personnages et par la richesse des détails. Les chevaux n'ont point de caparaçons armoriés ; mais les boucliers, les housses, les courroies des étriers présentaient une ornementation luxueuse. C'est probablement un épisode de la Croisade, analogue à celui qu'on voit à Ponce, et peint également près de l'entrée de l'église.

Aux extrémités du champ de bataille on aperçoit des cavaliers chrétiens qui s'éloignent. A gauche, voici un chevalier qui marche vers l'Orient, caché derrière un grand écu ; la housse du cheval porte la croix. A droite, c'est un blessé perdant le sang par la bouche et regardant vers l'Occident.

On distinguera, à Artins, la particularité suivante. La muraille, qui est en petites pierres très rugueuses, a reçu

(1) H. Laffillée, *Les peintures murales de Ponce*, p. 24. — *Une école de peinture au XII^e siècle dans la Vallée du Loir*, dans le *Bulletin de la Société archéologique du Vendômois*, (1898) et *L'Ami des Monuments et des Arts*, n° 36, 7^e volume, 1893, p. 95-112. — *La peinture murale en France avant la Renaissance*, conférence faite à l'École Nationale des Beaux-Arts, 2^e édition, 1904.

deux couches d'enduit ; sur la première couche, le peintre a tracé des lignes rouges, soit pour essayer sa teinte et s'exercer la main, soit pour faire l'essai d'une décoration qui aura immédiatement été jugée insuffisante. Sur ces lignes rouges on a appliqué un second enduit qui a reçu les fresques à personnages, dans lesquelles se trouvent comme tons l'ocre rouge, l'ocre jaune, le noir, le gris et une petite préparation de bleu. La présence de ces deux enduits superposés rend la recherche des fresques extrêmement difficile. En beaucoup de points, le deuxième enduit a mal adhéré au premier : aussi a-t-il été impossible de retrouver un seul personnage complet.

Le mur septentrional de la nef avait été recouvert également par des fresques, dans la seconde moitié du XII^e siècle. En enlevant un enduit très adhérent, fait avec de la terre et du chanvre, nous avons retrouvé un fragment de la peinture primitive. Au dessous d'une large bordure jaune et rouge apparaissent quelques personnages nus, très petits, orientés dans toutes les directions. Sur ce fond, dont le ton général est de couleur rose pâle, se détachaient deux démons gigantesques à l'ocre rouge ; il ne reste que le front, les yeux, un nez et un bras de ces personnages, qui portent sur leurs têtes une sorte de crête. Un autre démon, presque entièrement effacé, était peint à droite des deux précédents. (1)

Litres intérieures, peintes autour de la nef et du chœur.
— Sur les murs de la nef et du chœur, deux litres furent appliquées l'une par dessus l'autre, à des époques successives. Les enduits des murailles ont été repiqués à 3^m 60 au-dessus du sol, pour recevoir la litre la plus ancienne.

(1) Ces indications donnent à croire que la fresque en question, dont il ne reste que des fragments, devait avoir pour sujet la *Résurrection des Morts* et le *Jugement dernier*. [P. D.]

Dans le chœur, les peintures du XIII^e siècle furent ainsi fortement endommagées ; et, sur le mur méridional de la nef, la litre détruisit la plus grande partie d'une belle fresque du XII^e-XIII^e siècle. Cette fresque était peinte au-dessus du grand tableau précédemment décrit : elle avait les mêmes dimensions, était encadrée par la même bordure jaune et rouge, et représentait aussi un épisode de la croisade.

Nous avons retrouvé, au-dessus de la litre, des têtes et crinières de chevaux ; au-dessous de la litre, ce sont des jambes de chevaux, des pieds de cavaliers protégés par des housseaux de mailles, une rondache et le cadavre d'un Sarrasin coiffé de son heaume pointu.

Les deux litres se composaient chacune d'une large bande noire de même hauteur, 0^m 62, sur laquelle étaient peints des écussons armoriés.

La litre la plus récente ne comprenait que des écussons circulaires aux armes de Le Coigneux : « d'azur à trois pores-épics d'or », chaque écu timbré d'une couronne de marquis et entouré de deux palmes vertes, qu'attachait un cordon rouge. Ces écussons, séparés les uns des autres par une distance de 2^m 10 à 2^m 50 environ, appartiennent au milieu du XVIII^e siècle ; ils sont là, sans doute, pour honorer la mémoire de Gabriel II Le Coigneux, seigneur de la Roche-Turpin et d'Artois.

..... [La litre antérieure remonte probablement au XVII^e siècle]. Ce ne sont que des vestiges dont l'interprétation est fort difficile. On remarque dans la nef trois armoiries identiques, plus hautes que la litre et occupant les places d'honneur, c'est-à-dire le milieu des trois murailles ; le même motif armorié formait le centre de la litre extérieure, au dessus du portail : deux lions supportent un écu très petit, tenu obliquement, timbré d'un heaume de profil, que surmontent de riches lambrequins et une tête d'oiseau pour cimier.

Des écussons beaucoup plus grands, nombreux et variés, étaient peints sur la litre, entre les trois armoiries précédentes : ils sont effacés presque partout et n'existent qu'à l'état de silhouettes.

..... L'écusson mi-parti le plus intéressant occupe le mur septentrional... Son parti senestre est aux armes de Charlotte Errault, fille de François Errault, chevalier, seigneur de Chémans, garde des sceaux de France, et de Marie de Loynes.

..... La litre la plus ancienne de l'église d'Artins fut donc peinte entre la mort de Charlotte Errault, qui dut avoir lieu vers 1597, et le 31 août 1673, date à laquelle les seigneuries de la Roche-Turpin et d'Artins passèrent par adjudication à la famille des Le Coigneux.

.

P. CLÉMENT ET L.-A. HALLOPEAU.



PONTVALLAIN

Pontvallain (*Ponvalen*, 1164, 1267 ; *Ponvaleno*, 1167 ; *Sancti Petri de Ponvalen*, 1175 ; *Ponvallain*, 1184 ; *Pontvalein*, 1216 ; *Pontevalentino*, *Ponte-Valentino*, 1230 ; *Pontem-Valein*, 1234 ; *Pont-Volain*, 1380 ; *Pont-Valain*, 1427 ; *Pontevalen*, *Pontevalenti*, 1438 ; *Pontvallain*, 1570 ; *Ponvallin*, 1669), aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de La Flèche, faisait partie, avant 1789, du doyenné d'Oizé et de l'archidiaconé de Château-du-Loir. Il dépendait de l'élection de La Flèche et, au point de vue judiciaire, de la justice seigneuriale de La Faigne, dont les appels se reportaient à la sénéchaussée de Château-du-Loir. Un receveur des aides y résida pendant tout le XVIII^e siècle.

Le bourg est bâti au pied d'un coteau, à trois ou quatre cents mètres de l'Aune, que l'on traversait encore à gué en 1768 (1), pour aller à Mayet. Il se compose d'une grande rue formée par la route du Mans au Lude, autrefois voie romaine, et de deux autres petites rues se dirigeant vers Mansigné et Mayet. Sa population est de 674 habitants et celle de la commune de 1561 habitants (recensement de 1906 (2)).

(1) Archives de la Sarthe, II. 66.

(2) La population était en 1761 de 1305 habitants, répartis en 332 feux. (Archives d'Indre-et-Loire, C. 336.)

HISTOIRE RELIGIEUSE

I

L'ÉGLISE

L'église, dédiée à saint Pierre, comprend une nef romane, longue de 17 mètres et large de 8 mètres 30, et un bas-côté au sud, large de 6 mètres 20, soutenu par des colonnes romanes à chapiteaux sans ornements. Le chœur seul, long de 11 mètres 50, a conservé tous les caractères de sa construction primitive. Il est éclairé par deux fenêtres ogivales du XIV^e siècle, dont une, la première, est surmontée à l'extérieur de quatre modillons ou corbeaux engagés dans la muraille. Sa voûte, aux nervures soutenues par des anges, appartient au style plantagenet, particulier à la fin du XII^e siècle ou aux premières années du XIII^e.

La nef a été réparée à différentes époques. Elle avait en 1780 « 51 pieds de long sur 24 pieds de large, mesurée dans œuvre » ; du côté du midi se trouvait adossée « une partie collatérale de 20 pieds de large aussy dans œuvre, distribuée en trois chapelles », celles de la Pitié, du Rosaire et de Saint-Martin (1).

Le retable de la chapelle de la Vierge provient du prieuré de Château-l'Hermitage.

Deux pierres tombales sont encastrees, l'une dans le premier pilier de la nef, l'autre à l'autel du Rosaire. Voici leurs inscriptions.

I

*Ainsi qua foz cest chose dure
Mourir coment ou peu pesson (2)*

(1) Étude de Pontvallain, minutes René-Jean Huard.

(2) Pensons.

En davant gist en sepulture
Pbre discret Wenys Wyvon
Septebre mort luy fist blason
Diziesme ior en mil v ces
Et par legs fist dotation
De seze sols par an cyens
Lame de luy toz ses parens
En gloire ou ciel soint coloqz (1)
Plaise por eulz a toz lisans
Pater noster dire une foiz.

II.

Jen davant trops corps sont inhumez
Dös marchns en leur temps bie nomez :
Jehan Michart, Guillemine so epöse,
Et Jehan Michart leur filz qi près repose
Lequel bailla de vouloir autentique
A tousiourmes six blas à la fabrique
Et vingt cinq solz pour estre dict
Une messe le iour de son obit
Affin que plus de luy il soit meöire (2)
Donna la vitre a . . . ou lhystoire
Sainte . . . cöpte est peinte et figurée.
En octobre la troiziesme iournée
De la deesse Atropos fut frappé 1531. (3)
Dictes pr les trös requiescat in pace.

Le 28 octobre 1799, les Chouans mirent le feu au clocher, pour déloger les jeunes gens de la commune qui s'y étaient réfugiés. Les trois cloches fondirent et tombèrent, et la charpente du clocher, consumée par les flammes, s'écroula sur les bâtiments du prieuré, que l'on eut beaucoup de peine à préserver. Les malheureux jeunes gens, pour con-

(1) Colloqués, mis en une place.

(2) Mémoire.

(3) Atropos, l'une des trois Parques, celle qui coupait le fil de la vie.

jurer le péril qui les menaçait, durent traverser la voûte du sanctuaire, toute brûlante, et descendre à l'aide des cordes des cloches, par une lucarne encore visible aujourd'hui à l'extrémité orientale du chœur. Sauf trois qui tombèrent sous les balles des Chouans, tous réussirent à s'échapper (1).

L'église resta ainsi délabrée pendant plus de vingt ans, témoignage irrécusable de toutes les horreurs déchainées par la guerre civile. On ne reconstruisit sa façade qu'en 1822, avec un clocher terminé comme ceux de Provence, par une lanterne, de forme élégante.

Les registres de l'état civil de la paroisse (2) mentionnent de nombreux baptêmes de cloches : le 27 avril 1621 (3), le 30 mai et le 1^{er} juin 1675, le 25 août 1704, le 12 avril

(1) Archives de la Sarthe, L. 277, et notes diverses.

(2) Ces registres commencent en 1562. Un de leurs feuillets, le 139^e, fait partie de la riche collection de documents manceaux de M. J. Chappée et renferme ces notes intéressantes du vicaire Jehan Le Marchant :

« Le quatorziesme jour du mois de may mil six cens dix a esté tué le Roy en la ville de Paris par ung nommé François Ravillart, de la ville d'Angoulesme.

« Le vendredy cinquiesme jour du mois de septembre l'an mil six cens quatorze, le Roy Louis tresiesme, fils de Henry le Grand, quatriesme du nom, feist son entrée en la ville du Mans avecques millions d'allégresses et joyes des Manseaux. Moi Le Marchant je le veis mettre soubs son poesle à la vieille porte de ladicte ville et mille aultres magnificences innumérables.

« L'an mil six cens quinze fut l'année des grandes neiges. Elles commencèrent le troisieme jour de febvrier et y en avoit encore sur la terre le vingtiesme jour de mars ensuivant. Elles estoient de hauteur d'homme en plusieurs lieux. J'en parle comme scavant, moy Le Marchant.

« Entre le sabmedy neufviesme et dixiesme jour du mois de may 1615 fut la grande gelée qui perdit toutes les vignes et noyers et beaucoup d'arbres fruitiers et continua ladicte gelee jusques au mercredy et jeudy ensuivant, à nostre grand dommaige. » (Cabinet de M. J. Chappée.)

(3) « Le jour de monsieur Sainct Marc la seconde cloche fut fondue es hales et le second jour d'après en l'an mil six cens vingt et un les bénédictions furent faictes par moy Maudoux, ouré, et fut nommée Marie par M^e Mathurin Jullian, baillif de Pontvallain, et dame Marie de Vallée, femme de M. de Germaincourt. » (Cabinet de M. J. Chappée, 138^e feuillet d'un registre de l'état civil de Pontvallain.)

1726 et le 12 mai 1742 (1). Le clocher possède aujourd'hui trois cloches : la première bénite en 18.., la deuxième, acquise par souscription publique, le 2 septembre 1855, et



L'ÉGLISE DE PONTVALLAIN.

Dessin de M. A. Crétois.

la troisième, donnée par M. l'abbé Jean Coulon, curé-doyen de Pontvallain, le 9 septembre 1866.

(1) Registres de l'état civil de Pontvallain. — Les deux cloches bénites le 2 mai 1742 furent fondues à Pontvallain par Jean-Baptiste Lebrun et

Le dimanche 5 février 1708, à l'issue de la grande messe, les habitants de Pontvallain, « ès personnes » de M^e Jacques Maulny, curé de la paroisse, Urbain Belin, bailli de la chàtellenie de la Faigne, M^e Georges Hubert, sieur de la Drouardière, etc., donnent pouvoir à M^e Pierre Leblanc, sieur de Villeneuve, procureur de la fabrique, de « faire faire à l'horloge ce qui est nécessaire pour quelle soit bien réglée, avecques un chapeau au dessus de la closture, afin que la pluie qui pourroit tomber par le dosme den haut ne puisse la rouiller ; clore les trous qui sont autour de la boeste den haut et au bas et à lentour des poids et pieds droicts qui tiennent ladite boëste, de carreaux et les faire clouter ; mettre une porte au bas de l'échelle, afin d'empescher de monter ceux qui nont pas de droict » (1). Cette horloge fut détruite par l'incendie du 28 octobre 1799. La population en acquit une autre par souscription publique en 1847.

Le cimetière, comme dans toutes les paroisses, entourait autrefois l'église : c'était, à Pontvallain, le petit cimetière. Le 25 mars 1758, jour de Pâques, M^e Louis Cherouvrier, curé de la paroisse, assisté de son vicaire, bénit un nouveau cimetière dans une pièce de terre appartenant à la fabrique, « située à côté de l'église » (2). Le grand cimetière, dès le XV^e siècle, était placé sur la gauche de la route de Mansigné, en face de l'école publique actuelle des filles (3). La municipalité en résolut le transfert en 1836 et acheta dans ce but, à l'entrée de la route de la Faigne, un terrain qu'elle fit entourer de murs et bénir le 24 octobre 1841.

Jean-Baptiste Bollée, « fondeurs demeurants paroisse de Brucanne en Lorraine ». (Étude de Pontvallain, minutes de M^e Urbain Levillain.)

(1) Étude de Pontvallain. — *Chroniques de Pontvallain*, ms., p. 18.

(2) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(3) Archives de la Sarthe, G. 766, H. 74, etc.

Dans un champ nommé le *Champ-Rouge*, situé sur le bord de la route du Mans, à un kilomètre du bourg, on a trouvé à diverses époques de nombreux cercueils en grès coquiller, quelques-uns garnis de leur couvercle, renfermant des squelettes complets ou des ossements solides et noirâtres.

II

LE PRIEURÉ. — LA CURE

Le nom de Pontvallain apparaît pour la première fois dans un document certain vers la moitié du XII^e siècle. L'église, dédiée à saint Pierre, appartenait alors par droit héréditaire à un seigneur laïc, Hugues de Semur, qui, pour la rédemption de son âme et celle de ses aïeux, la donna à Dieu et à l'abbaye de la Couture avec tout ce qu'il possédait à Pontvallain, avec son fils Geoffroy, que les moines accueillent favorablement dans leur ordre, et aussi avec lui-même lorsqu'il voudra y entrer en religion. Richard, abbé de la Couture, et ses religieux acceptèrent ces libéralités avec gratitude. Pour en jouir paisiblement, et surtout éviter des difficultés auxquelles ils s'attendaient, ils allèrent trouver à Mayet Henri II, roi d'Angleterre, comte d'Anjou et du Maine, seigneur de Château-du-Loir et comme tel suzerain de toute la contrée. Admis en sa présence, dans un préau situé entre la chapelle et la cour royale, ils lui demandèrent de bien vouloir leur confirmer l'aumône des biens qui venaient de leur être donnés à Pontvallain. Au moment même où ils lui adressaient cette supplique, Hamelin de la Faigue et Goslin (ou Joslen) de Semur intervinrent et s'opposèrent à toute approbation de sa part, l'un en qualité de seigneur suzerain, l'autre comme héritier d'Hugues de Semur. Henri II, quelque peu embarrassé, fit comparaître devant

lui ses officiers de Mayet et Hugues de Semur lui-même, et sur leur assurance formelle, par serment, que les biens en litige étaient de son fief et non de celui de la Faigne, comme d'ailleurs tous ceux possédés par la Couture à Pontvallain, il les concéda alors en aumône à cette abbaye, en présence d'Étienne, sénéchal d'Anjou, de Pierre Guy, de Jean de Meilna et de beaucoup d'autres témoins (1).

Goslin, dont la contestation n'avait pas été jugée, remit à l'abbaye de la Couture le tiers des dimes de la forêt de la Faigne, devant Guérin, doyen d'Oizé (*Osiaco*), Ives, maître d'école, Esgare, chapelain, et plusieurs autres. Guillaume de Passavant, évêque du Mans (1144-1187), approuva cette concession tout aussitôt. L'abbé de la Couture donna par faveur à Goslin cinquante sous mansais, et à ses deux fils deux sous, à son frère aîné deux sous, et sept sous à *Mercenaria*, sa mère (2). De concert avec Guillaume de Semur, son cohéritier, Goslin remit l'église de Pontvallain sur l'autel de saint Julien, entre les mains de l'évêque. Celui-ci, du consentement d'Albéric, archidiaque et archiprêtre de Pontvallain, la transmit aux religieux de la Couture pour la posséder à perpétuité, en spécifiant qu'ils auraient les deux tiers de toutes les prémices de la paroisse et qu'aux cinq grandes fêtes de l'année, Noël, la Purification de la bienheureuse Vierge Marie, Pâques, la fête du bienheureux Pierre aux liens et la Toussaint, ils auraient deux parts des oblations (3).

Vers 1175, les moines de la Couture eurent une discussion avec Albéric, chapelain de Saint-Pierre de Pontvallain, au sujet d'une place avec une parcelle de terre (*oscha*) y attenant, donnée autrefois à vie à Raoul, son prédécesseur,

(1) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, édité par les bénédictins de Solesmes, chartes 139, 140 et 141.

(2) *Ibid.*, charte 109.

(3) *Ibid.*, charte 83.

pour y construire un édifice. André, abbé de la Couture, et ses religieux, ne lui tinrent pas rigueur. S'efforçant de rendre le bien pour le mal, ils lui concédèrent cette place et cette parcelle aux mêmes conditions. Pour éviter des difficultés qui pourraient survenir dans la suite, Guillaume de Passavant scella de son sceau les lettres de concession, en présence de Raymond, cellerier, de Guillaume de Teloché, d'Herbert de Fillé, de Guillaume de Loué, de maître Bernard et de plusieurs autres témoins (1).

Tous les adversaires cependant n'avaient pas désarmé. Hamelin de la Faigne continua à soutenir ses droits sur le fief de Semur et assassina le 6 août 1210 Geoffroy Belvant, abbé de la Couture. Pris de remords et désireux d'obtenir pardon et d'arrêter les poursuites, il reconnut sa faute et accorda en 1216, en son nom et au nom de ses complices, à l'abbé et au couvent de la Couture une rente de dix sous mansais par an et à perpétuité, à la Toussaint, sur ses revenus de la Faigne, pour célébrer l'anniversaire de sa victime. Il leur concéda en outre le droit de prendre dans ses bois de la Faigne de la bruyère pour le chauffage de leur four de Pontvallain et les quitta de tout hommage pendant sa vie (2).

Les successeurs d'Hamelin regardèrent toujours comme une de leurs principales prérogatives le titre de fondateurs de l'église de Pontvallain et un certain nombre d'entre eux s'y firent inhumer dans le chœur. Le 25 août 1710, les habitants de la paroisse, réunis en assemblée générale, donnèrent procuration à Claude Le Moine, leur procureur de fabrique, de rendre hommage au châtelain de la Faigne pour l'église de Saint-Pierre de Pontvallain et le petit cime-

(1) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, édité par les bénédictins de Solesmes, charte 124.

(2) *Ibid.*, charte 246.

tière, « tenus sous la charge et devoir du service divin » (1).

L'abbé de la Couture acquit le 25 mars 1267, de Hardoin de Liboys, chevalier, et d'Agnès, sa femme, un quartier de vigne au clos de la Bernardière, pour six livres tournois ; et en 1319, frère Guillaume Roussel, prieur de Pontvallain, de Colin Belledant et de Denise, sa femme, une pièce de terre près la Coconnière, contenant la tierce partie d'un quartier, pour le prix de 70 sous de monnaie courante (2).

Lors de la vente des biens du clergé ordonnée par un édit de Charles IX du mois de février 1563, pour rétablir l'équilibre de son budget grevé par les dépenses considérables faites pour la répression des désordres qui éclatèrent dans toutes les provinces « sous prétexte de religion », le moulin de la Lande avec les mouteaux accoutumés et deux prés fut distrait du prieuré de Pontvallain et vendu à noble homme René de Maumouchin, sieur de Challuau, pour 800 livres (3).

Le prieuré comprenait en 1789 le Haut et le Bas-Prieuré, vendus en 1791 au profit de la Nation : le Haut-Prieuré (aujourd'hui propriété de M. Fougery), à Jean Blisson, de Pontvallain, pour 3.100 livres, et le Bas-Prieuré, avec les pressoirs, les champs de la Pierre (quatre journaux), de la Jauge (un journal), de la Gareune (un demi-journal), de l'Hermitage (un demi-journal), de la Mauberdière (un demi-journal), du Verger (un demi-journal), au bout duquel était construite la grange dimeresse, une prairie de douze hommées, un journal et demi de terre à l'entrée du clos des Masnières, trois journaux de terre au clos de Vaumembert, et une portion de terre au devant du prieuré, à Joseph Herrault, marchand à Écommoy, pour 20.300 livres ; et le

(1) Étude de Pontvallain, minutes Julien Tournet.

(2) Archives de la Sarthe, H 22 et 29.

(3) Archives de la Sarthe, G. 431.

moulin de la Lande, vendu le 6 fructidor an IV à Alexandre Drouet d'Aubigné, de Pontvallain, pour 2.686 livres (1).

Les revenus annuels du prieuré, annexé à l'office de chambrier de la Couture, étaient en 1789 de 1.600 livres, en dîmes et en fonds, et ses charges de 72 boisseaux de mouture à distribuer aux pauvres.

Ses prieurs connus sont : Jacques, 126.-1292 ; Robert Matheraz, chanoine du Mans, 1300 ; Guillaume Roussel, 1317 ; Habert de l'Aunay, 1324 ; Jehan Vendosmoys, chevalier, 1393 ; Thoreau, 14. . ; le cardinal de Saint-Marc, 1428 (2) ; Jehan Barbe, 14. . ; Guy de Domagné, 1432-1438 ; Guillaume Richehome, 1476 ; André Domousche, 1487 ; Thomas Duval, 1515 ; Louis Dupuis, 1613-1614.

La cure, à la présentation de l'abbé de la Couture, par le don d'Hugues de Semur, valait 1350 livres en 1789 (3).

Un arrêt du Parlement en faveur de M^e Noël Drouard, « vicaire perpétuel », et des habitants de Pontvallain, contre les religieux, prieur et couvent de la Couture, rendu le 26 juin 1703, condamne ceux-ci à exécuter les réparations du chanceau de l'église de Pontvallain et du clocher et à fournir les calices, les livres et les ornements nécessaires pour le service divin, et donne note du consentement des

(1) M. et M^{me} Maurice Graffin, propriétaires de la maison du Bas-Prieuré, y ont installé en juillet 1871 un hospice pour les vieillards, suivant le vœu de M. Casimir Perdriau, ancien receveur général, leur oncle, inhumé à Pontvallain le 23 octobre 1868. Deux religieuses de la congrégation des Sœurs Marianites de Sainte-Croix sont chargées de la direction de cet établissement.

(2) Guillaume Fillastre, né à La Suze en 1344, décédé à Rome le 6 novembre 1428. Professeur de mathématiques et de jurisprudence à Reims, il devint successivement doyen du chapitre de cette ville, archevêque d'Aix, cardinal en 1411 et légat du pape en France. Outre le prieuré de Pontvallain, il posséda jusqu'à sa mort ceux de Bellême, de Sarcé, de Luché et plusieurs autres, dont il avait été pourvu, et la dignité d'archidiacre de Laval. (Le Corvaisier de Courteilles, *Histoire des Evêques du Mans*, p. 717-718. — Archives de la Sarthe, H. 550.)

(3) Archives de la Sarthe, L. 348.

habitants à aliéner pour ces réparations un petit logis et un jardin, de 6 livres de revenu, légués à l'église par Louis Leroy le 12 avril 1669, à charge par les religieux de fournir le surplus (1).

Les religieux n'ayant pas voulu exécuter cet arrêt avant que les habitants n'eussent eux-mêmes commencé, transigent, le 25 février 1735, avec M^e Louis Durfort, curé de Pontvallain, et Jean Hubert, sieur de la Patrière, procureur de la fabrique, pour éviter des « coûts et frais..... et vivre en paix et union ». Les habitants payent aux religieux « en or, argent et monnaie ayant cours », la somme de 192 livres pour les 32 années de jouissance du petit logis et du jardin non payées, c'est-à-dire depuis l'arrêt de 1703, et 200 livres pour le dédommagement du petit logis, dont ils ont disposé des matériaux. « A l'égard des 200 livres ci-dessus,..... comme lesdits religieux doivent la somme de 25 livres par an aux habitants pour le luminaire de l'église, les religieux les tiennent quitte des 200 livres, à condition que la rente de 25 livres sera réduite à celle de 15 livres par an, à partir du jour de Noël dernier.....

« Lesdits religieux se sont ainsy départis à l'advenir de la propriété et jouissance de la rente de 6 livres assignée sur le logis et le jardin au profit des habitants, qui en disposeront comme bon il leur semblera, sans être tenus de payer à l'advenir ladite rente. » Comme l'emplacement de ce logis et ce jardin dépendent en partie du fief du prieuré, les religieux renoncent « à réclamer leurs droits et s'obligent de plus de faire faire incessamment les réparations nécessaires au chanceau et au clocher de l'église » (2).

Les biens de la cure et de la fabrique furent vendus nationalement en 1791 et 1792. La cure possédait alors le bordage de la Foucherie, loué 60 livres en 1747, adjugé à René

(1) Bibliothèque du Mans, n^o 471.

(2) *Chroniques de Pontvallain*, p. 15 et 22, ms.

Cornilleau, de Pontvallain, pour 5.575 livres ; une vigne aux Masnières, adjugée à Jean Bellanger, de Pontvallain, pour 400 livres ; un pré et un taillis au Gué-Morin, cédé à Jean Pilon, de Pontvallain, pour 710 livres ; le champ de la Pelouse, vendu à la veuve Joseph Cottereau, de Pontvallain, pour 110 livres ; la vigne de Pinceloup, adjugée à Jérôme Joubert, de Pontvallain, pour 185 livres ; le champ de la Noë, cédé à René Livet, d'Yvré-le-Pölin, pour 230 livres ; une vigne au clos des Martinières, vendue à Pierre Bellanger, de Pontvallain, pour 1.600 livres ; et une portion de pré à Galles (Mayet), adjugée en l'an II à Alexandre Drouet, de Château-du-Loir, pour 1.750 livres. Le champ de la Fabrique, à la fabrique, loué 4 livres 10 sous à Louis Jouy, boucher, en 1745, fut acquis par René Huard, Pierre Bellanger et Joseph Garot, curé de Pontvallain, pour 430 livres, et le petit cimetière (2 chainées), situé derrière l'église, par Pierre Bougard, aussi de Pontvallain, pour 370 livres.

De nombreuses rentes foncières étaient en outre dues à la cure et à la fabrique : 10 s. légués le 19 septembre 1557 par M^e Jacques Ferrand, prêtre, sur une maison appelée *le Pilier Vert* ; 13 s. légués vers 1600 par Phelippes Thourodes, sieur des Martinières et receveur de la Faigne, sur deux pièces de vigne aux Martinières ; 6 s. donnés par M^{re} Raoul de Daron, seigneur dudit lieu, à la charge de vigilles et de messes des trépassés, et assis sur une hommée de pré à Mayet ; 2 livres 5 s. sur les Touches ; 9 s. et une livre de cire jaune sur la métairie de la Foucarie ; 5 s. et 2 pintes d'huile sur le lieu de l'Hommeau ; 2 s. 6 d. sur le lieu de la Donnerie, à Vaas ; 3 s. 6 d. sur les lieux de la Petite-Brosse ; 2 s. sur le clos des Falluères ; 2 s. 6 d. sur deux maisons au bourg ; 15 s. sur un pré d'une journée de faucheur, dus autrefois à la chapelle Saint-Jacques et annexés à la cure ; 10 livres sur une pièce nommée la Fontaine, près le cimetière. Certains particuliers fournirent à la fabrique, en septembre 1772, de nouveaux titres

pour les rentes qu'ils lui devaient : Barthélemy Dupuy, 10 livres ; Joseph Planson, 5 s. ; la demoiselle Mersenne, veuve du sieur de la Roche, 5 s. ; Robert Hubert, 5 s. ; Jean Lemeunier, 10 s. ; Jean Martin, 10 s. ; M^e Robert Martin, notaire royal, 3 boisseaux de blé et 15 s. ; Antoine-René Hubert des Morières, 3 s. ; M^{lle} Le Tessier, du Mans, 10 s. ; Ambroise Planson, 10 livres ; Pierre-François Rottier des Forges, 5 s. ; et Médard Rivière, sieur de Chantelou, 5 s. (1).

La paroisse était administrée, au milieu du XII^e siècle, comme nous l'avons vu, par Raoul, puis vers 1175 par Albéric, son successeur (2). Par suite des guerres et des troubles qui ont désolé le pays et détruit les documents historiques, aucun nom de ses curés ne nous est connu avant le XIV^e siècle. Nous trouvons en 1378 et 1381, Jean de Neuville, puis Jean de Villethibault en 1438 ; Jehan Decheardi, 1457 ; Jean de Crepeul, 1476 ; Julien Gaignard, 1487 ; Jean de la Porte, 1487 ; Jacques Buisneau, 1562 ; Edin Brissard,-1566 ; Jacques Quanette, 1566-.... ; Jehan Begays,-1569 ; Michel de Vezins, 1569-1575 ; Jean Guébrunet, 1575-.... ; Jean Fournier, 1594-1621 ; Charles Maudoux, 1621-1631 ; Innocent Fournier, 1631-1644 ; Nicolas Jacques, 1650-1661 ; Christophe Narrays, docteur en théologie de la faculté de Paris, 1662-1663 ; René Gaupuceau, 1665-1686 ; Noël Drouard, bachelier en théologie, 1686-1705 ; Jacques Maulny, maître ès arts, 1705-1716 ; Pierre-René Le Tessier, 1716-1719 ; René Perroche, 1719-1733 ; Louis-Michel Durfort, 1733-1756 ; Louis Cherouvrier, licencié en théologie, 1756-1760 ; Joseph Garot du Verger, 1760-1793 ; Nicolas Beauchef, 1801-1806 ; Jacques-Jean-Baptiste Beauchef, 1806-1837 ; Jean Coulon, 1838-1867 ; François Pelet, 1867-1876 ; Louis-René Julienne, 1876-1904 ; Louis Leduc, 1905-1906 ; Émilien Vavasseur, 1906.

(1) 1^{er} registre de l'état civil de Pontvallain. — Étude de Pontvallain, minutes Pierre Haméau (1747 et 1749) et Robert Martin (1772).

(2) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, chartes 83 et 124.

Des vicaires les aidèrent toujours dans leur ministère, dès le XV^e siècle. Nous allons citer les noms de quelques-uns d'entre eux : Jean Colas, 1482 ; Innocent Esnault, 1512 ; Gervais Charpentier, 1514 ; Jehan Le Marchant, 1607-1632 ; René Moricet, 1617-1627 ; René Le Bourcier, 1625-1652 ; Gervais Le Bourcier, 1644-1649 ; Olivier Couret, 1650-1710 ; René du Chesne, 1663-1706 ; Guillaume Martineau, 1667-1721 ; Michel-François Le Long, 1675-1728 ; Gervais Rottier des Forges, 1700-1730 ; Jean Tournet des Bordes (1), 1722-1737 ; Louis-Michel Durfort, 1732-1733 ; Pierre-Julien Heuzé (2), 1750-1752 ; Louis Cherouvrier, 1753-1756 ; Robert-Charles Martin de la Vallée, 1761-1780 ; François-Anne Gouzay, 1775-1776 ; Nicolas Beauchef, 1776-1780 ; Jean-Baptiste Beucher, 1782-1791 ; René-François Prévost, 1789-1791 ; Joseph Thoreau de Maisonneuve, 1790-1792, etc.

(1) Jean Tournet, sieur des Bordes, était fils de Jean Tournet, sieur de la Martinière, avocat en la châtellenie de la Faigue, et de Perrine Pousse ; il décéda à Pontvallain le 14 mai 1737. Il avait eu pour frères et sœurs : 1^o Anne (1700) ; 2^o Perrine (1701-1707) ; 3^o Michel (1702), sieur des Bordes, uni le 12 mai 1736 à Marie Durfort, fille de M^e Louis Durfort, huissier royal et de l'hôtel de ville du Mans, et de Marie Le Tessier ; 4^o Pierre (1704) ; 5^o Joseph (1707) ; 6^o Louis-Daniel (1708-1749), sieur des Froulinières, avocat en la châtellenie de la Faigue, marié le 21 novembre 1740 à Madeleine Cornilleau, qui lui donna Louis-Antoine (1742), Madeleine (1743-1754), et Louis-Antoine Tournet (1744) ; 7^o Antoine Tournet (1712), sieur des Plantes en 1736, époux le 27 avril 1744 de Marguerite Coulon, et père d'Antoine (1744), Marguerite (1745), Renée-Marguerite (1746), Madeleine (1753), Michel (1755) et François Tournet (1757). (Registres de l'état civil de Pontvallain.)

(2) Pierre-Julien Heuzé, baptisé dans l'église Saint-Benoît du Mans le 9 février 1715, était fils de M^e Robert Heuzé, chirurgien-major du régiment de La Fère, et de Jeanne-Julienne Lherbette, qu'il avait épousée le 3 mars 1710. Il eut pour frère et sœurs : 1^o Jean-Baptiste-Louis Heuzé, docteur en médecine au Mans, paroisse du Grand-Saint-Pierre, en 1757 ; 2^o Madeleine-Julienne Heuzé, baptisée le 28 décembre 1720 à Pontvallain, où elle décéda le 6 janvier 1723 ; 3^o Jeanne-Julienne Heuzé, unie à Pontvallain, le 21 novembre 1746, à Alexandre de La Fontaine, chevalier, seigneur du Bourgneuf, veuf de Jeanne Narais, et demeurant paroisse de Saint-Julien-en-Champagne en 1757. (Esnault, *Inventaire des Minutes anciennes des notaires du Mans*, t. IV, p. 117, 202 et 203. — Registres de l'état civil de Pontvallain).

M. Garot et deux de ses vicaires, Jean-Baptiste Beucher et Joseph Thoreau de Maisonneuve, prêtèrent le serment demandé par la Constitution civile du clergé ; seul, René-François Prévost, son autre vicaire, refusa de suivre leur exemple.

M. Garot administra le baptême pour la dernière fois en qualité de curé de Pontvallain le 14 novembre 1792. Deux jours plus tard, il clôt les registres paroissiaux et les remet entre les mains du maire, qui nomme un officier municipal pour les rédiger à sa place. Élu officier municipal le 23 décembre suivant, il reprend possession de ses registres et les signe comme officier public jusqu'au 3 mars 1793, où il est remplacé par le citoyen Pierre Bougard.

Le 27 messidor an IV (15 juillet 1796) et le 7 ventôse an V (25 février 1797), il se présente devant l'administration municipale du canton de Pontvallain avec Robert-Charles Martin La Vallée, ex-curé de Sarcé, domicilié à Pontvallain, et Joseph Mersenne-Chambrin, ex-curé de Mansigné et y demeurant, « tous les trois pensionnés par la nation », et jure solennellement, avec tous les fonctionnaires publics et salariés, haine à la Royauté et à l'anarchie » et « attachement et fidélité à la République et à la Constitution de l'an III » (1). Toutes ses concessions aux idées révolutionnaires et tous ses serments ne le préservèrent pas des persécutions. Il s'enfuit en mars 1797 et se cacha à La Flèche, où sa domestique, M^{me} Papin, lui portait une ou deux fois par semaine, au péril de sa vie et « à pied, afin d'être moins remarquée, tout ce qui lui était nécessaire pour le vêtement et la nourriture ». A la fin de 1799, il reparut à Pontvallain, habillé en laïque, et y vécut en simple particulier, dans une petite maison de la Ruée, « proche les halles », sur la route de Mayet, qu'il avait achetée et qu'il donna à sa vieille domestique avec une

(1) Archives de la mairie de Pontvallain.

pièce de terre d'un demi-journal et un taillis, le 5 messidor an VIII (24 juin 1800). Il y mourut le 25 floréal an X (15 mai 1802), à l'âge de 75 ans, sans avoir rétracté ses serments, et fut inhumé le lendemain dans le cimetière de Pontvallain par le curé de Mansigné (1).

Nicolas Beauchef, qui avait été son vicaire de 1776 à 1780, le remplaça dans sa cure au rétablissement du culte, en 1801. Plutôt que de prêter serment, il avait émigré en Allemagne, en 1792, puis en Angleterre, avec son frère Jacques-Jean-Baptiste, comme lui prêtre réfractaire. Jacques Beauchef, pour vivre, exerça le métier de cordonnier, jusqu'au jour où un seigneur anglais le rencontra et lui confia l'éducation de ses enfants (2).

Jean-Baptiste Beucher devint en 1792 curé constitutionnel de Requeil et renonça à toute fonction ecclésiastique le 10 messidor an II (29 juin 1794) (3). Joseph Thoreau abjura son sacerdoce et finit par se marier civilement (4).

René Prévost, quoique non assermenté, continua à exercer son ministère à Pontvallain pendant la Révolution (1792-1800). Il parcourut sous divers déguisements tout le pays environnant, consolant les malades, bénissant les mariages, baptisant les enfants ou validant les baptêmes conférés par les prêtres intrus de la contrée : Garot, curé de Pontvallain ; Beucher, curé de Requeil ; Mersenne-Chambrin, curé de Mansigné, et Coutard, son vicaire ; Poilpré, récollet, curé de Luché ; La Pommeraye, récollet, curé du Lude ; Robert Martin La Vallée, curé de Sarcé ; Hariau, curé de Coulongé ; Jean Pilon et Joseph Belin, prêtres intrus d'Aubigné ; Hubert, curé de Lavernat ; Penon, religieux, curé de Vaas ; Lebouc, curé de Verneil ; Roussel, curé d'Écommoy, lequel

(1) *Chroniques de Pontvallain*, ms.

(2) *Ibid.*

(3) Archives municipales de La Flèche.

(4) Archives de la fabrique de Pontvallain.

est déjà marié en novembre 1796 ; Chicouane, curé de Dissé-sous-Le-Lude, etc. (1)

Il se retirait à Pontvallain, chez M^{me} Rottier des Forges, dont la maison, située au haut du bourg, renfermait une cachette où il se réfugiait au moindre danger. Il fut dénoncé à plusieurs reprises à l'administration centrale du département de la Sarthe, en février et août 1797. « Il y a quinze jours, disait à cette dernière date le citoyen Raguideau, juge de paix de Mayet, cinq chouans très bien costumés ont monté la garde autour de la maison de la veuve Desforges, à dix heures du matin », pendant qu'il disait la messe (2). « La population était pleine de respect pour lui. Quand il célébrait la messe dans la maison où il se cachait, la foule était tellement nombreuse qu'on voyait jusqu'à cent cinquante personnes en dehors de l'appartement » (3).

III

L'AUMONERIE DE SAINT-ÉLOI. — LE COLLÈGE. LES CHAPELLES. — LA CONFRÉRIE DE LA CHARITÉ. AUTRES BIENS ECCLÉSIASTIQUES.

L'AUMONERIE DE SAINT-ÉLOI

Vers l'an 1200, Robert de Longuelande (4), chevalier, donna à Dieu et à la Maison-Dieu de Coëffort du Mans, pour

(1) Archives de la fabrique de Pontvallain.

(2) Archives de la Sarthe, L. 214.

(3) *Chroniques de Pontvallain*, ms.

(4) Longuelande, fief de la paroisse de St-Ouen-en-Belin, relevant de la châtellenie de Vaux. A la fin du XII^e siècle, Robert de Longuelande reçut des moines de Saint-Vincent du Mans, pour lui et son successeur, le droit de communication au four du bourg de Saint-Martin de Laigné. Différentes chartes mentionnent encore son nom en 1214 et 1215. (*Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans*, t. I, p. 205. etc.)

le salut de son âme et de celles de ses ancêtres, une maison qu'il avait construite à Pontvallain (*in villa de Ponte-Valenti*), avec une autre maison contiguë, pour recevoir et hospitaliser les pauvres pèlerins et les malheureux, et cent sous mansais de rente sur ses vignes, prés, cens et fromentelles, pour leurs dépenses. Il investit cette aumône par les mains d'Hamelin, évêque du Mans (1190-1214), qui concéda aussitôt à Julien, maître procureur de Coëffort, la libre faculté de jouir de cet établissement et d'y placer un fidèle homme des frères pour aumônier des pauvres (1).

La nouvelle aumônerie (2) ne tarda pas à prospérer, grâce aux bienfaits d'un certain nombre de paroissiens de Pontvallain. Un pieux donateur lui ayant constitué 16 sous mansais de rente sur un pré à Cellé, Herbert de Vendômois, Herbert, son fils aîné et héritier, et Hamelin, son fils puîné, abandonnèrent le pré au maître et frère qui la dirigeait, le mercredi après *Invocabit me* de l'année 1265 (v. st.), avec tout ce qu'ils pouvaient avoir dessus, et l'en mirent en possession au nom de sa maison. Le maître en son nom et avec l'assentiment de ses frères déchargea Herbert de Vendômois et ses héritiers de toute rente sur ce pré, qu'ils sont tenus de défendre contre tous s'ils en sont requis, moyennant une redevance annuelle d'un denier tournois à la Nativité de Notre-Dame, réclamée à l'aumônerie de Pontvallain.

Le lundi avant l'Ascension 1302, Laurent *Morare* vendit au maître et aux frères de Coëffort une pièce de vigne contenant environ journée à deux hommes, sise à Pontvallain

(1) Le maître de l'aumônerie de Saint-Éloi remplit toujours sa mission. Le 3 septembre 1618, le curé de Pontvallain baptisa dans son église Jacques, fils de Jehan Papon et de Marie Cousturier, sa femme, de la paroisse de Saurcené près Bellême, « accouchée à Lhostel Dieu de Pontvallain ». (Registres de l'état civil de Pontvallain.)

(2) Pontvallain possédait en outre à cette époque une ou plusieurs maladreries ou léproseries ; le lieu sur lequel elles étaient édifiées, près de la Faigne, en a conservé le nom de « *Les Maladreries* ».

« ou fié Hubert Davoise », pour 25 s. tournois, laquelle devait au seigneur de fief une maille de cens au temps des vendanges. Gervaise Guasselin et Agaisse, sa femme, leur cédèrent le samedi après le dimanche *Oculi mei* 1316 « environ journée à deux hommes de vigne size ou fié Droet Gancier », pour 30 s. tournois. La même année, le lundi avant la sainte Catherine, ils acquirent de Jehan de Ponceaux, dit Normand, et de Jehanne, sa femme, de Mansigné, pour 12 livres tournois « une pièce de terre et des vignes contenant environ deux quartiers o les haies sis en ladite paroisse, ou fié Aubin de Poillié, jouxte les vignes desdits achetcours ».

Jean des Touches, de Pontvallain, s'accorda le mardi après le dimanche où l'on chante *Lætare Jerusalem* 1326 avec les maîtres et frères de Coëffort et consentit que ceux-ci retinssent « et ce heritaument et a tousjourmais toutes les chouses immoibles et héritaux ou acquests de feu Gevraise de la Poissonnière et de feu Johanne, sa fille, jadis condonnée de ladite meson », à condition de lui en payer, ainsi qu'à ses héritiers, les devoirs dus anciennement et les obéissances tels Gevraise et sa fille les lui faisaient, et moyennant cent livres tournois qu'ils lui donnent « en deniers nombreux ».

Par une charte du mois de septembre 1329, datée de La Fontaine-Saint-Martin (1), Philippe VI de Valois, roi de France et comte du Maine, leur concéda gracieusement l'indemnité du quartier de terre sur lequel était construite l'aumônerie de Pontvallain, sur le grand chemin du Mans à Saumur, et où devaient être établis une chapelle et un cimetière (2). Quelques années plus tard, en juin 1341, Jean,

(1) Charles de Valois et Philippe VI, son fils, possédaient un *manoir* à La Fontaine-Saint-Martin. Philippe VI de Valois y fit de nombreux séjours, notamment en 1329. (Ambroise Ledru, *Le château royal et le manoir du Gué-de-Maulny. La Province du Maine*, t. X, p. 110.)

(2) Archives de la Sarthe, G. 766.

duc de Normandie, son fils donna « au mestre de la Maison-Dieu de Pontvallain..... au prouffit de la dicte maison, deux charetées de tremble a prendre chascune sepmaine, perpétuellement, en » sa « forest de Douvre pour chaufer les povres malades de la dicte maison » (1).

Un dénombrement dressé en 1432 par Gervaise Moncelet, maître et administrateur de la Maison-Dieu de Pontvallain, nous indique la composition de son domaine à cette époque. « L'oustel, la chapelle, ovecques toutes les appartenances », étaient tenus « au divin service » du châtelain de la Faigne ; « un lieu appelé *la Maladerie*, sis près la Faigne, devait à ce seigneur, 9 s. de cens ; « les Civières », 9 boisseaux de froment ; « les grandes vignes », 3 s. de cens ; « journée à trois hommes de prez, sise au Gué de Laune », 3 d. de cens ; « une partie de journée d'un homme sise entre les choses Denis Dugué..... ; quatre quartiers de gasts sis à Beauregard que soloit tenir feu Johan Tailles ». Du fief des Touches relevaient « lestre et appartenances de la Poissonnière, tant vigues comme terres, prez, tant ou fief du Perray que oudit fief », tenu à 41 s. 2 d. de rente inféodée au jour de la fête aux morts. En dépendaient encore « ou fie de Robert Neveu, quatre quartiers de vigne sis à Chevigné, ovecques quatre journaux de terre..... sis près Loumeau au Bourgaignon », tenus à 4 d. de cens ; « un journal de terre sis à la Croix couverte », tenu à 5 boisseaux de seigle et 1 den. de cens ; deux quartiers au Perray ; deux autres quartiers de vigne « ou cloux des Martinières ou fief Johan Lemercier », tenus à 6 s. de cens.

En rentes de blé, elle percevait au jour de l'Angevine, en 1443 : du seigneur de la Patrière, « sur lestre et appartenances de la Patrière », deux septiers et une mine (2) de

(1) Archives nat., JJ. 73, fol. 269, n° 336. — Abbé Ledru, *Les Pèlerinages à la sainte Vierge dans le diocèse du Mans. La Province du Maine*, t. X, p. 313.

(2) Un septier contenait 12 boisseaux et une mine 6 boisseaux.

froment ; de Jamet Bourcier, « pour feu Johan de Launay autrement dit du Ruisseau », six boisseaux de froment ; de Macé Morault, un septier de seigle ; de Guillaume Connez, un septier de seigle ; de Deshayes, de Sarcé, quatre boisseaux de seigle ; des héritiers de Macé Drouard, sur les terres de la Drouardièrre, quatre boisseaux de seigle ; de deux autres particuliers, deux mines de seigle et une de blé ; du seigneur du Petit-Mangé, six boisseaux de froment « que souloit poier un nommé Creprel, seigneur de ladite terre » ; de « la dame de la Guanerie (1), sur sa terre et appartenances que tient à present M^e Johan Langlois, sire de Vignolle, seigneur et possesseur de ladite terre », huit boisseaux de froment ; du prieur de Château-l'Hermitage, trois mines d'avoine « sur ses choses de Vernoil ».

Maitre zélé et habile, Gervaise Moncelet, deuxième du nom, appliqua tous ses soins, pendant sa longue administration (1443-1480), à augmenter le domaine de la maison qui lui était confiée. Il acquit beaucoup de terres, dont une partie avec ses deniers personnels, qu'il donna le 21 avril 1480 à la Maison-Dieu de Pontvallain, à la charge de deux messes le dimanche et le mercredi de chaque semaine, pour le salut de son âme et de celles de ses parents et amis trépassés : une maison avec deux journées de terre au fief de la Faigne ; une maison avec un jardin d'un demi-journal, aboutant aux choses du fief de la Guérinière ; une autre maison avec un journal de terre, au fief du prieur de Pontvallain, tenue à un denier tournois de cens et à 2 s. 6 d. envers la fabrique ; une autre maison ; deux journées de terre ; une journée à deux hommes de courtils ; une maison avec deux journées de terre aux fiefs du prieur d'Oizé et du sieur de la Roche de Mayet, et tenue d'eux à 12 d. tournois de cens par moitié ; deux journées de terre au fief de la Boivinière ; deux quartiers de gasts au clos de Char-

(1) A Verneil-le-Chétif.

gefebves ; quatre quartiers de vigne aux Martinières ; un journal de terre et trois quartiers de gasts près la Poissonnière ; deux journaux de gasts au fief de Moulinneuf ; trois autres quartiers de gasts ; 10 s. de rentes inféodées ; quatre quartiers de gasts tenus du sieur de Chantelou ; une hommée de pré près la Drouardière, au fief du sieur des Touches ; deux hommées de pré, tenues du sieur des Ruisseaux à 5 d. tournois, et un pré de deux hommées nommé le pré de l'Isle.

L'aumônerie de Saint-Éloi de Pontvallain fut réunie en 1552 à la mense de la Maison-Dieu de Coëffort et confiée avec elle aux Lazaristes en 1645, par lettres-patentes du roi Louis XIV.

Le temporel de cette aumônerie comprenait en 1676 : le bordage de Saint-Éloi et ses dépendances, joignant cette chapelle, loué 135 l. en 1737, 205 l. en 1771 et 280 en 1780 ; une maison proche ce bordage ; le lieu de Pont-Michon ; le bordage de Fessard (loué 110 l. en 1669, 142 l. en 1739, 160 en 1765, 190 en 1772 et 300 en 1782) ; deux quartiers en gasts sis à Penloux et deux quartiers pareils à la Pilletière ; des terres, taillis, vignes et pâtures au lieu de la Fosse ; un journal de terre à Pâtimon, le tout à Pontvallain ; le bordage de la Fissonnière, à Mansigné ; dix quartiers de terre au lieu de Poissard, à Mansigné ; des terres en la vallée de Vaux, paroisse de Verneil ; des rentes de : 8 boisseaux de froment sur le curé de Verneil, assignés sur le lieu de la Gasnerie, appartenant à la cure ; 30 boisseaux de froment sur le lieu de la Patrière, à Mansigné ; un boisseau de froment et 5 s. sur le lieu du Ruisseau, à Pontvallain ; 12 boisseaux de seigle et 2 poules sur le lieu de la Moraudière ; 8 boisseaux de seigle sur les lieux de Beauverger et de la Preuverie ; 4 livres sur une portion de pré « sis ès bas jardins en Pontvallain », derrière l'église ; 45 s. sur une portion de terre « ès grands jardins en Pontvallain », 7 s. 6 d. sur le pré de la Boutifière ou Boussifière, à Pontvallain ;

20 s. sur un journal de terre à Mouasné ; 8 livres sur la pièce de la Fontaine, proche le cimetière ; 12 s. sur trois pièces de terre près la Cossonnière ; une charretée de foin sur le grand pré du moulin de Fessard et 40 s. sur le champ des Pierres ; droit de pêche dans l'Aune, depuis la roue du moulin de Fessard jusqu'au pont de l'Arche ou chaussée.

Les prêtres de la Mission le louèrent le 25 janvier 1659 à Louis Rolland, marchand à Pontvallain, pour 320 livres de fermage annuel, 12 chapons gras, 10 boisseaux de noix et 10 boisseaux de marrons mesure du Mans, avec l'obligation « de faire dire et célébrer en laditte chapelle deux messes par chacune semaine aux jours accoustumés et de fournir de pain et de vin pour la célébration dicelles et autres qui se pourraient dire, faire blanchir le linge et tenir continuellement la chapelle nette » (1).

La Révolution vendit tous les biens de l'aumônerie de Saint-Éloi, comme biens nationaux, en l'an II et en l'an III : les lieux de la Maison-Dieu et du Petit-Paumichon, à Charles Chevalier, de Pontvallain, pour 24.300 livres ; celui de Fessard, au même individu pour 25.525 livres ; le taillis de Bas-Bois (2 arpents et demi), à Julien Bouzeau, de Pontvallain, pour 3.550 livres ; le bordage de la Fissonnière, à Mansigné, à Louis-Pierre Hardiau, de Mansigné, pour 2.372 livres 14 s. ; le champ Pétrimoux (3 boisselées), à Simon Boutteville, pour 4.000 livres. Une portion de lande de 15 ares et le champ de Pauloup (44 ares), lui appartenant, furent aliénés en 1813 pour 185 et 400 francs.

La chapelle Saint-Éloi était construite sur le bord de la route du Mans. Elle est aujourd'hui convertie en maison particulière (2).

(1) Archives de la Sarthe, G. 745

(2) Archives de la Sarthe, G. 352, 759 et 766, H. 74, 75 et 550. — Etude de Pontvallain. — Noms de quelques-uns de ses maîtres et administrateurs : Gervaise Moncelet, 1432 ; Denis de Pauver, 1438 ; Gervaise Monce-

LE COLLÈGE

Le collège de Pontvallain devait sa fondation à M^e Charles Michard, fils de Michel Michard et de Perrine, sa femme, tenu sur les fonts baptismaux dans l'église de Pontvallain le 24 octobre 1609 par Charles de Laval, seigneur de la Rosière, et Anne Viole, femme de Gabriel de Laval, seigneur de la Faigne. Cet homme de bien devint docteur en théologie, conseiller et aumônier du roi et curé de Saint-Sauveur, à Paris. Il mourut à Pontvallain le 26 janvier 1681 et y fut inhumé le lendemain, dans l'église paroissiale (1).

Ce collège existait déjà le 26 octobre 1656, ainsi que nous le fait constater un acte attestant la fondation à cette date d'une rente constituée « de 55 livres 11 s. 1 d., donnée par feu M^e Jacques Fournier, prêtre, en son vivant curé de Saint-Sauveur de Paris, pour une grande messe, tous les jeudis de chacune semaine dans l'église paroissiale de Pontvallain, à perpétuité » (2).

Ses premiers titulaires connus, nommés par le curé, les parents du fondateur et les principaux habitants, sont Michel-François Le Long, prêtre (1697-1711), Georges Clouet (1711) et Jean Tournet, surpris par la mort dans l'exercice de ses fonctions le 14 mai 1737.

Le dimanche 1^{er} juin 1738, à l'issue des vêpres et après

let, 1443-1480 ; Jean Maulny, prêtre, 1494 ; Macé Cordeau, 1520 ; Guy de Rousty, prêtre, 1598-1601 ; Louis de Courtoys, écuyer, 1601-1618 ; Claude Buisson, 1618-1630 ; François Rousseau, 1630-1650 ; Pierre Vivet, clerc, du diocèse de Tours, 1650 ; Nicolas Maillard, 1671. — M^e Guy de Rosty, prêtre, confrère de l'église collégiale de Coëffort, prend possession de l'aumônerie de Pontvallain le 25 février 1600, en présence de M^e Jehan Perroux, prêtre, vicaire de ladite aumônerie et y demeurant, et de M^e Jehan Troismailles, aussi prêtre, demeurant en la paroisse de Mansigné. (Archives de la Sarthe, G. 352, fol. 118.)

(1) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(2) *Chroniques de Pontvallain*, ms.

le son de la cloche en la manière accoutumée, M^e Pierre Hamon, procureur fiscal de la châtellenie de Pontvallain et la Faigne, et les « manans et habitans », nomment pour remplacer M^e Jean Tournet, prêtre, « dernier maistre des petites écoles » de la paroisse, « parent de funct M^e Charles Michard prestre, vivant curé de Saint-Sauveur à Paris », M^e François-Gabriel Rocher, prêtre vicaire à Pontvallain, « pour par luy montrer et enseigner les lettres et sciences aux enfants de la paroisse, et gratuitement aux pauvres...., et pour le regard des riches et aisés ne demander que 5 sols par mois à chaque écolier, soit qu'ils soient grands ou petits, françois ou latins, au moyen qu'il se tiendra assiduellement à enseigner ladite jeunesse et tiendra ladite école deux fois le jour aux jours ouvrables, fors les jeudis, et fera les cathéchismes conformément aux ordonnances du diocèse en l'église dudit Pontvallain aux heures ordinaires ; à la charge en outre par ledit sieur Rocher d'aller toutes les semaines de chaque mois et notemment tous les samedis de chaque semaine avec ses écoliers dans la chapelle de Saint-Joseph dire et faire l'oraison ordinaire conformément à la fondation, comme aussy de dire et célébrer tous les jeudis de chaque semaine, à commencer au jour et feste de la Toussaint prochaine, la messe du Saint-Sacrement, conformément à la fondation faite par funct M^e Jacques Fournier, prestre, curé dudit Saint-Sauveur à Paris, moyennant la rétribution qu'il en persevera du procureur de fabrique en charge dudit Pontvallain ». Le curé de Pontvallain, les parents du fondateur et les habitants consentent en outre que M^e François Rocher « prenne et reçoive les fruits, revenus et émolumens des terres nommées les Berquinières, présentement affermées à huit ou neuf livres, à charge de payer les cens et rentes féodales excédentes ou non excédentes dues pour raison des susdits héritages, le tout aux clauses, charges et conditions portées par la fondation » (1).

(1) Étude de Pontvallain, minutes Jean Le Bourcier.

M^e François Rocher démissionna du collège le 29 novembre 1750. Les habitants nommèrent le 6 décembre suivant M^e Pierre Jamin, clerc tonsuré, puis le 22 août 1756, pour remplacer celui-ci, M^e Thomas Bellanger, vicaire, qui remplit les fonctions de principal jusqu'à son départ pour la cure de Saint-Georges, près Le Mans, en octobre 1771.

Le collège resta vacant plusieurs années. Le 8 septembre 1772, les habitants louèrent tous ses biens : la maison, au bourg, composée d'une chambre basse avec cheminée et four, cave dessous, haute chambre et cabinet à côté, grenier sur le tout, avec un appentis et jardin y attenant (maison de la Grande-Rue, habitée aujourd'hui par M^{me} veuve Bouttier), pour 30 livres par an ; un quartier de vignes au clos des Masnières, un autre quartier au clos des Basses-Besnardières, une pièce de terre près la Moraudière, deux arpents de pâture et une boisselée de terre près les lieux de la Patrière et du Ponceau, pour 37 livres 5 s. Ils décidèrent que la somme provenant de cette location serait employée aux réparations et réfections de la maison (1).

Les habitants ne tardèrent pas à souffrir de cette situation. Le 4 juin 1775, ils reconnaissent qu'il serait très « à propos d'avoir un deuxième vicaire pour dire la deuxième messe et enseigner la jeunesse de la paroisse, auquel l'on donnerait le revenu dudit collège, sous la réserve néanmoins de la somme de douze livres qui serait prélevée tous les ans..... pour employer aux réparations et réfections des bastimens. Et comme le revenu dudit collège n'est pas suffisant », ils déclarent « être prêts et offrant de donner au prestre qui se chargera de dire la deuxième messe et fera l'écolle une seconde glaine honneste au tems de la récolte de chacune année, tant qu'il fera ledit exercice, sans par luy être tenu aux réparations dudit collège, en supposant que ledit prestre

(1) Étude de Pontvallain, minutes Robert Martin.

remettrait la somme de douze livres tous les ans ès mains du procureur en exercice de la fabrice » (1).

Ils s'assemblèrent à nouveau le 29 octobre suivant et firent choix ce jour, « suivant les intentions du fondateur », de six députés, Ambroise Plançon, René Cornilleau, Pierre Bougard, Olivier Mauxion, Jean Cornilleau et Jean Besnard, « pour nommer conjointement avec ledit sieur curé et un des plus proches parents » de M^e Charles Michard, « un prestre en estat d'enseigner la jeunesse de ladite paroisse et le pourvoir du collège ». Ceux-ci, le 12 novembre, confient la direction du collège, aux conditions ci-dessus à M^e François-Anne Gouzay, prêtre, vicaire de la paroisse (2).

Les vicaires ci-après dirigèrent le collège jusqu'à la Révolution : Nicolas Beauchef (1777-1780), G.-H. Dufay (1780-1781), Nicolas Baillif (1781-1782), Jean Papin (1783-1786), Michel Danguy (1786-1788) et Jean-Baptiste Beucher (1788-1791).

M^e Beucher ayant donné sa démission de principal, le conseil municipal, à la demande de Julien Leroux, son procureur, loua pour cinq ans le collège et ses biens, le 6 mars 1791, sans se préoccuper autrement des enfants et de leur instruction : la maison, excepté la chambre et le cabinet réservés pour la mairie, à Louis Goutard, pour 30 livres ; les Marientras ou Châtaigneraie, à Louis Fournier, pour 10 livres, et la vigne de la Besnardière, à Louis Cosnard, pour 10 livres (3).

Le collège avait vécu : en l'an IV, la Nation vendit sa maison et son jardin à André Jamme, pour 4.000 livres ; la lande de la Berquinière et le champ de l'Aunette à Jean-Joseph Martin, pour 1.600 livres ; le champ Long (un journal), à Innocent-Sylvestre Lépine, pour 12.000 livres ; le

(1) Étude de Pontvallain, minutes René-Jean Huard.

(2) *Ibidem*.

(3) Étude de Pontvallain, minutes René-François Tison.

champ des Marientras (une boisselée), à Louis-Hyacinthe Thuillier, pour 3.000 livres ; et un quartier de vigne des Besnardières, à Simon Boutteville, pour 3.200 livres.

Le collège devait au fief de Semur, c'est-à-dire au prieuré de Pontvallain, 3 d. 1 obole de cens et rente inféodée, au jour de saint Pierre-aux-Liens, et une corvée à faner (1).

LES CHAPELLES

De nombreuses chapelles existaient autrefois dans la paroisse, fondées par la piété des fidèles.

La *Chapelle de Sainte-Catherine de la Faigne*, desservie dans l'église paroissiale de Pontvallain, devait sa fondation à Beaudouin des Roches, chevalier, seigneur de la Faigne, et à Marguerite de Courcillon, son épouse, qui la dotèrent du bordage du Grand-Mouasné ou Moiné, à Pontvallain (loué 135 livres en 1734 et 150 en 1743), à charge par son titulaire de célébrer deux messes par semaine pour le repos de leurs âmes. Leurs successeurs en conservèrent la présentation.

Jean Cornilleau et Guillaume Bellanger, de Pontvallain, acquirent le 25 mai 1791 le lieu du Grand-Moiné, comme bien national, pour 10.500 livres.

Cette chapelle possédait en outre une pièce de terre appelée le Champ-Long, près les Moraudières, louée 6 l. 10 s. en 1750 (2).

(1) Archives de la Sarthe, H. 66.

(2) Archives de la Sarthe, G. 878. — Étude et registres de l'état civil de Pontvallain. — Noms de quelques titulaires de la chapelle de Sainte-Catherine : Macé Brocet, prêtre, 1439 ; Charles de Courtandon, 1473 ; Marin Perroux, clerc, 1603 ; René Roullin, 1604 ; Charles de Laval, clerc tonsuré du diocèse de Chartres, étudiant au collège de Navarre, 1604 ; Marin Perroux, clerc, 1610 ; Estienne Lebert, 1625-1638 ; Antoine du

La *Chapelle de Saint-Martin*, également à la présentation du seigneur de la Faigne, était desservie dans l'église, à l'autel de ce saint. Son titulaire devait deux messes par semaine.

Ses revenus consistaient dans le lieu de la Cave, à Aubigné, affermé 170 livres et 12 poulardes en 1758, 180 liv. et 12 poulardes en 1770, et 200 livres et le même nombre de poulardes en 1777 ; deux hommées de pré, louées 20 livres en 1776, et vendues 800 livres le 13 juin 1792 à Louis Lelarge, fermier à Pontvallain ; un pré en marais d'une hommée, acquis le 31 octobre 1792 par Louis Fontenay, de Mansigné, pour 120 livres ; trois quartiers de vigne au clos des Masnières, adjugés le 30 novembre 1791 à René Huard, notaire à Pontvallain, pour 670 livres ; et en diverses rentes foncières : 35 s. 6 d. sur la terre de la Boivinière, 3 boisseaux de froment sur la Hurlière, 12 boisseaux de seigle sur les lieux du Cormier et de la Noë, 9 boisseaux de seigle et 2 s. 6 d. sur le lieu du Ruisseau (1).

Chapelle de Saint-Julien de la Ruguenière. — Jean de la Porte fonda cette chapelle le 14 février 1511, en exécution du testament de Macée Pigueulle, son aïeule, et de Guillaume

Chesne, 1658-1662 ; Estienne de Laval, 1675 ; Noël Drouard, bachelier en théologie, curé de Pontvallain, 1694-1705 ; Michel-François Le Long, prêtre habitué à Pontvallain, 1705-1728 ; Pierre Jamin, principal du collège, 1728-1760 ; Charles Cézaire, prêtre du diocèse d'Amiens, 1771-1774 ; Jean-Baptiste Levasseur, chapelain du château de la Roche-de-Vaux, 1774-1789).

(1) Archives de la Sarthe, G. 878, H. 76 et 77. — Étude de Pontvallain. — Titulaires : Hardouin Thourodes, 1518 ; René Joubert, prêtre, 1586 ; Martin François, clerc du diocèse de Chartres, 1603 ; René Le Bourcier, vicaire de Pontvallain, 1625-1652 ; Dorville,-1675 ; Estienne de Laval, sous-diacre, 1675-.... ; Abel Maudoux,-1707 ; Charles Trouillet, prêtre, sacriste de Mayet, 1707-1729 ; François de La Rue, curé de Saint-Martin de Château-du-Loir, 1730-1743 ; Joseph de la Groye, vicaire de Saint-Ouen-en-Belin, 1744-1758 ; Charles-Jules-Armand Jouanne de Saint-Acard, prêtre du diocèse de Paris, 1771-1789.

de la Porte, prêtre. Le seigneur du château de Sarcé y présentait, comme étant aux droits du seigneur de Mazouet, à Vaas, suivant une transaction devant les notaires de Mayet, en date du 18 juillet 1737. Elle était desservie dans l'église et le prêtre qui en était pourvu devait une messe par semaine.

Sa dotation comprenait le lieu de la Basse-Raguenière, relevant à foi et hommage simple du fief des Touches sous le devoir de 60 s. de rachat, par abonnement de M^{re} Ambroise de Germaincourt, écuyer, seigneur de Buffes, du Perray et des Touches. Ce lieu, loué 125 livres en 1748 et 1756, et 150 en 1775, payait chaque année 8 s. de rente foncière à la fabrique, 12 s. au curé de Pontvallain, et 45 s. au doyen d'Oizé, à condition par eux de faire le service de Guillaume de la Porte avec vigiles des morts, le jour de saint Denis (1). Il fut vendu le 1^{er} mars 1791, comme bien national, à Joseph Picault, de Pontvallain, pour 9.250 livres.

La *Chapelle de Notre-Dame de Pitié ou de Piété*, à la présentation du seigneur de Fautereau, avait été fondée en avril 1523 par Péan Heuriau et Guillemine More, sa femme, et décrétée le 19 avril 1528. Elle était desservie dans l'église et chargée de trois messes par semaine, dont une le dimanche.

(1) Archives de la Sarthe, G. 337 et 4 6, et *Pouillé de 1772*. — Étude et registres de l'état civil de Pontvallain. — En furent titulaires : M^{re} François de Langlée, prêtre, présenté en 1554, par Jeanne de La Porte, veuve de M^{re} Philippe de Langlée, dame du lieu et seigneurie de Mazouet, à Vaas ; de Fossé, -1657 ; René de Bouillé, sieur des Aulnays, 1657-1667 ; Claude de Bouillé, sieur de Thévalles, clerc tonsuré, 1674-1703 ; René de Bouillé, 1703-1707 ; René Rivière, 1707-.... ; Jacques Rivière de Chantelou, prêtre, bachelier de l'université de Poitiers, doyen de l'église collégiale de Saint-Pierre-de-la-Cour,-1727 ; Pierre-Hubert de Bouillé, clerc tonsuré, 1727-1753 ; Joseph de Bouillé, seigneur de Mazouet, en 1756, et plus tard demeurant aux Touches, où il décéda le 12 janvier 1781, 1753-1780 ; René-Antoine Jarret de La Mairie, curé de Nogent-le-Bernard, 1780-1785 ; Louis-Florent de Sallet, clerc tonsuré demeurant à Nogent-le-Bernard, 1785-1789.

Elle possédait pour dotation : le lieu du Boulay, affermé 80 livres en 1774 et 90 livres et 6 poulardes en 1775, et vendu le 25 mai 1791 à Charles Martineau, de Sarcé, pour 4.825 livres ; une maison avec jardin, au bourg, louée 36 livres en 1739, adjudgée le 28 juin 1791 à François Fontenay, de Pontvallain, pour 3.400 livres ; 6 boisseaux de seigle mesure de Château-du-Loir, 6 boisseaux d'orge mesure de Mayet et 48 s. en argent de rente foncière à l'Angevaine sur le lieu de la Hugerie, à Vaas ; et 5 livres sur le lieu de Cassé (1).

La *Chapelle des Saints-Innocents* fut fondée en 1524 par Innocent Esnault, prêtre, et en 1532 par Denis Letendre et Michelle Esnault, ses héritiers. Elle était à la présentation des plus proches parents du fondateur du côté paternel alternativement avec ceux du côté maternel. Le prêtre qui la desservait devait une messe chaque semaine.

Ses revenus, évalués à 150 livres en 1772 et à 244 livres en 1790, provenaient de deux quartiers de vigne au clos des Perrais ou des Cossets ; de trois autres quartiers au clos des Masnières, de deux autres près les Méchinières et d'un autre près les Coignardières, vendus au profit de la Nation, en 1791, à Charles Chevalier, marchand à Pontvallain, pour 1.275 livres ; des champs de la Galette, du Puits et de la Jauge, acquis en 1791 par Pierre Bourges, Jean Dubain et Jean Bellanger, de Pontvallain, pour 1.625 livres, 1.250 livres et 1.034 livres ; d'une rente de 6 livres sur le lieu de la Petite-Moraudière, pour une messe le premier mardi

(1) Archives de la Sarthe, G. 359 et H. 66. — Étude de Pontvallain. — Titulaires connus : Guillaume Richer, ..-1576 ; Jacques Le Royer, 1576-... ; Michel Huet, auquel succède Thomas Le Roy en 1651 ; Boureau, 169... ; Jean Bourge, clerc tonsuré, 169...-1713 ; François-Gabriel Rocher, vicaire de Pontvallain, puis principal du collège et curé d'Oyé, en Bourgogne, 1738-1775 ; Joseph de Bouillé, 1775-1781 ; René Le Lardeux, curé de Moncé-en-Belin, 1781-1789.

de chaque mois, et d'une autre rente de 6 livres sur les lieux de la Harderie et Balestre (1).

La *Chapelle du Chêne-Vert*, desservie dans l'église à l'autel de Notre-Dame de Pitié, avait été fondée le 31 décembre 1535 par Étienne Aubry et Macée More, sa femme qui donnèrent à cet effet le lieu de l'Aubrière et une rente de 16 boisseaux de seigle et de 2 de froment, le tout mesure de Château-du-Loir, sur le lieu de la Collinière, à Coulongé, dépendant de leur fief de la Hemerie, à Pontvallain.

En 1666, ce bénéfice consistait en trois journaux de terre et deux quartiers de vigne, et 16 boisseaux de seigle et 2 de froment, sans maison ni bâtiment ; ces terres, louées 40 livres en 1767, formaient autrefois le lieu de l'Aubrière. Louis Le Large, de Pontvallain, les acheta comme bien national le 19 avril 1791, pour 400 livres.

Le plus proche parent du fondateur présentait à cette chapelle. Son titulaire devait deux messes par semaine, réduites à 16 en 1772 (2).

Chapelle de Sainte-Barbe. — Le 28 novembre 1554, Guillaume Richardeau, fonda cette chapelle. Les prieur et religieux de la Couture, à cause de leur prieuré de Pontvallain, la présentaient à un des parents du fondateur par préférence. Elle devait deux messes par semaine.

(1) Archives de la Sarthe, G. 878 et L. 348, et *Pouillé de 1772*. — Registres de l'état civil et étude de Pontvallain. — Noms de quelques-uns de ses titulaires : Jean Passin, 1575 ; Guillaume Viel, 1575 ; Guillaume Martineau de la Pierre, prêtre habitué à Pontvallain, 1667-1726 ; René Gallet, vicaire de Mareil-sur-Loir, puis de Cerans et curé de Gastines, 1726-1772 ; René Fouqueray, prêtre habitué à Noyen, 1772-1780 ; Jean-Baptiste Fouqueray, son frère, curé de Gastines, 1780-1789 ; Jacques Lefranc, clerc tonsuré du diocèse d'Angers, 1789-1790.

(2) Archives de la Sarthe, G. 878. — Étude de Pontvallain. — Titulaires : René Boisourdy, curé de Sarcé, 1650 ; François Boisourdy, 1658-1710 ; Jacques Pousse, 1710-1714 ; Jean Aline, chanoine de Saint-Pierre-de-la-Cour, 1714-1763 ; Pierre Abafour, régent au collège de Sablé, puis vicaire de Mayet et de Villiers-Charlemagne, 1763-1789.

Ses revenus, estimés à 150 livres en 1772, provenaient d'une maison avec jardin près du petit cimetière, de 5 quartiers de vigne au clos des Chapelles et au clos des Besnardières, du champ de l'Aiguillée (un journal), du pré de Sainte-Barbe (une hommée et demie), vendus comme bien national le 29 mars 1791 à Pierre Bellanger de Pontvallain, pour 6.125 livres ; de deux rentes foncières de 100 s. sur l'auberge de l'*Écu de France*, au bourg, et de 17 s. 6 d. sur le champ Dupuy.

Elle devait, pour raison de son domaine, foi et hommage simple au fief de Semur et 22 s. 4 d. de service, plus deux corvées à faucher et à faner les foins, et 60 s. de rachat à mutation de chapelain (1).

Le 12 juin 1791, à l'issue des vêpres, Jean-Joseph Martin de la Vallée, maire, Michel Taveau, Jean Martin, Julien Pioger, Jean Le Meunier, Jean Cornilleau, officiers municipaux, Joseph Bellanger, procureur de la commune, et plus de cent autres particuliers, tous « habitants de ladite paroisse et faisant la plus saine partie d'icelle », se réunissent « au banc d'œuvre, lieu où se tiennent les assemblées ordinaires », et décident à l'unanimité que tous les vendredis de chaque semaine, depuis le premier mai de chacune année jusqu'au premier novembre, il soit en l'honneur de la bienheureuse sainte Barbe, à son autel, en l'église dudit Pontvallain, célébré une messe basse à cinq heures précises du matin ». Afin que les fidèles puissent y assister, « la

(1) Archives de la Sarthe, G. 359 et 878, H. 66 et 76. — Registres de l'état civil et étude de Pontvallain. — Noms de quelques-uns de ses titulaires : Innocent Fournier, prêtre, 1599-1621 ; Jehan Foucher, vicaire de Pontvallain, 1633-1651 ; Charles Michard, prêtre, 1651 ; Philippe de Marne, 1651 ; Michel Guillemer, vicaire de Pontvallain, 1684-1706 ; Jean Cullier, 1711-1721 ; Mathieu-François Delanoüe, curé de Pruillé-l'Éguillé, 1724 ; Michel-François Le Long,-1731 ; Jean Tournet des Bordes, vicaire de Pontvallain, 1731-17..., auquel succède Joseph Le Bon ; Robert-Charles Martin de La Vallée, vicaire de Pontvallain, puis curé de Sarcé, 1757-1789.

grosse cloche.... sera pendant un quart d'heure.... sonnée en plein son et en finissant le son il sera seulement donné une branlée avec cette même cloche et celle du dôme en double ». Et du premier novembre au premier mai, ils veulent qu'il soit en « l'honneur du bienheureux saint Sébastien, également à l'autel où est sa statue exposée, célébré aussi une messe basse à huit heures précises du matin, annoncée comme celle ci-dessus ». La célébration de la première de ces messes commença le vendredi suivant (1).

La *Chapelle des Trois-Marie de Bossé*, à la présentation du prieur commendataire de Château-l'Hermitage, était desservie dans l'église de Pontvallain, à l'autel du Rosaire. Elle possédait par son acte de fondation les métairies de l'Arcy-Brûlé, à Mayet, de la Saulaye et de l'Épinay, à Sarcé, quelques dîmes dans cette dernière paroisse, et en rentes foncières 30 boisseaux d'avoine mesure de Château-du-Loir, 4 poulets, 2 chapons, et 27 s. 6 d. en argent sur plusieurs maisons, au bourg de Saint-Nicolas, annexe de la paroisse de Mayet. Ses revenus étaient évalués à 450 livres en 1772. Elle était chargée de trois messes par semaine (2).

La *Chapelle de la Bergevinière* avait été fondée par..... Narais en 1659. Le plus proche parent du fondateur y présentait. Nous ignorons quelle était sa dotation.

François-Gabriel Rocher en était titulaire en 1741 (3).

La *Chapelle Saint-Jacques*, dont la fondation nous est inconnue, était annexée à la cure en 1626, depuis déjà

(1) Étude de Pontvallain, minutes Tison.

(2) Archives de la Sarthe, B. 920 et *Pouillé de 1772*. — Ses titulaires connus sont : Guillaume de Germaincourt, 1514 ; Adam Dugué, 1532-1543 ; Michel Taille,-1554 ; Jehan Durand, 1598-1605, tous les quatre religieux au prieuré de Château-l'Hermitage ; François Minault de la Cherbonnière, chanoine régulier, 1736-1773 ; Nicolas-Charles Carrey,-1790.

(3) Archives de la Sarthe, *Pouillé de 1772*. — Étude de Pontvallain.

longtemps. Ses revenus se bornaient alors à une rente de 15 s. sur un pré « d'une journée de faucheur estant en Guinselin ou fief du chastel de la Faigne » (1).

La *Chapelle de Saint-Joseph* était située dans le grand cimetière, depuis un temps très éloigné. Les registres paroissiaux de l'état civil en font mention dès 1600. Le 6 mars 1678, Jean Adam, prêtre, chanoine de Bueil, y fonda une messe le premier samedi de chaque mois et y affecta un capital de 175 livres 5 s., pour lequel le 20 mai 1754 Laurent et René Davignon constituèrent une rente de 8 livres 15 s. 3 d., devant M^e Martin, sieur de La Vallée, notaire à Pontvallain.

Cette chapelle, qui n'eut jamais de titulaire, était desservie par le curé et ses vicaires. Au commencement de la Révolution, elle était « pour ainsi dire tombée en ruines et hors d'état de recevoir les fidèles ». Le 12 juin 1791, la municipalité décida d'y effectuer toutes les réparations dont elle pouvait avoir besoin (2).

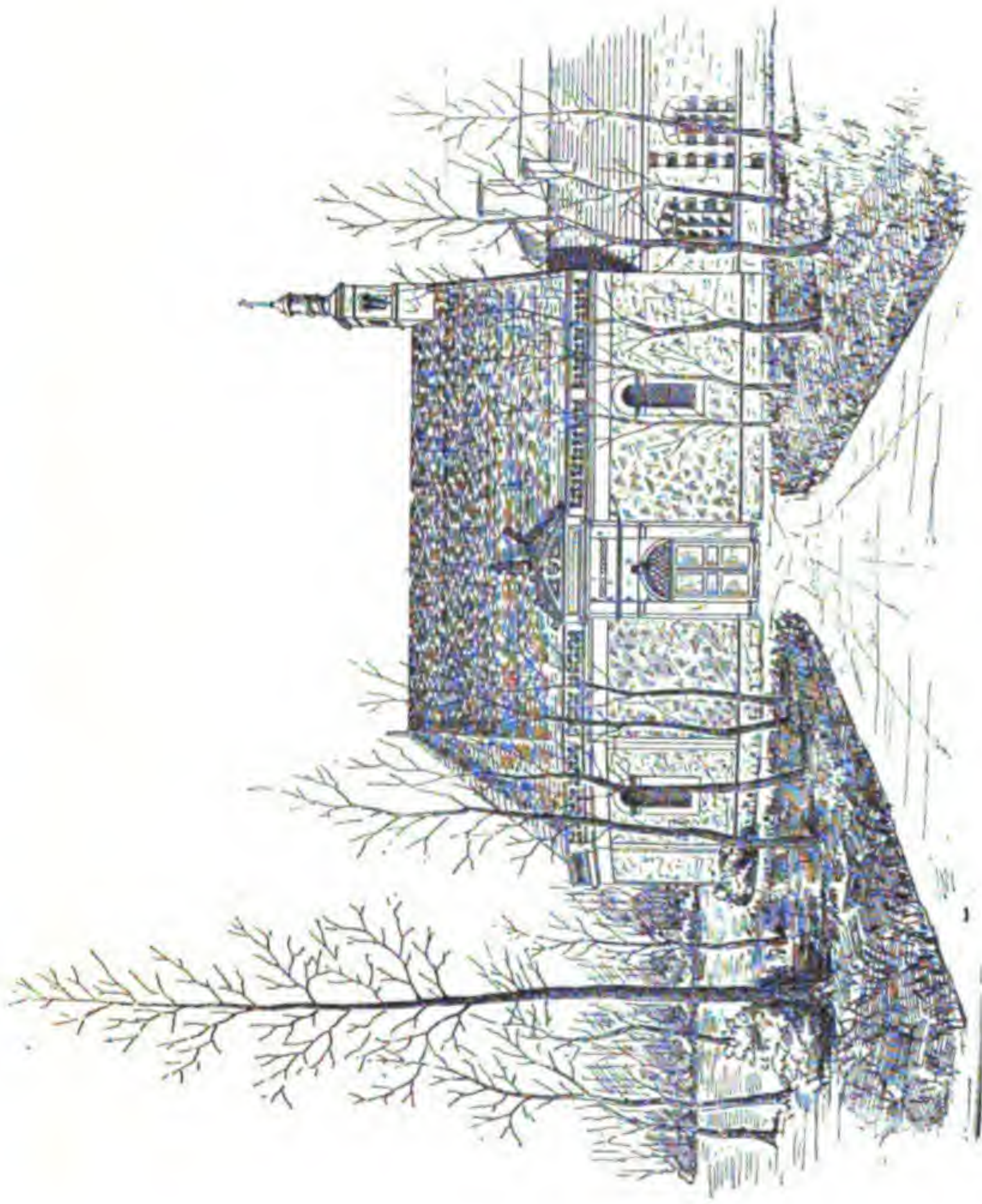
LA CHAPELLE DE LA FAIGNE

La chapelle de Notre-Dame de la Faigne est située au milieu des bois et de la verdure, près des ruines du vieux château du même nom, à deux kilomètres et demi du bourg de Pontvallain.

Selon la tradition locale, au temps où le seigneur de la Faigne adorait encore les faux dieux, des chrétiens vivant sur ses domaines déposèrent dans une touffe de coudriers (certaines personnes disent sur un hêtre) une statue de la Vierge, aux pieds de laquelle ils venaient souvent

(1) Mairie de Pontvallain, 1^{er} registre de l'état civil.

(2) Étude de Pontvallain, minutes Martin et Tison.



CHAPELLE DE NOTRE-DAME DE LA FAIGNE.

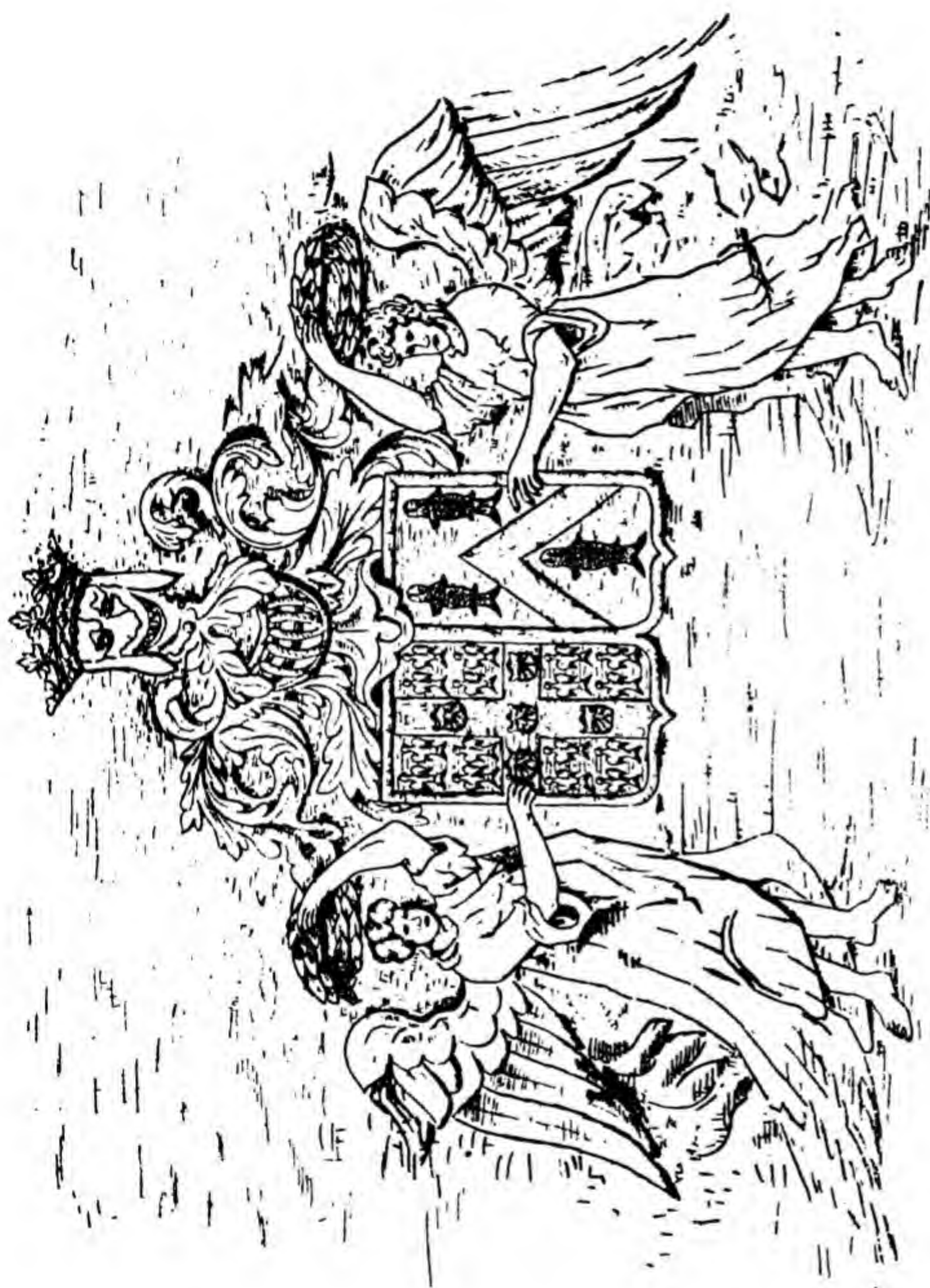
Dessin de M. A. Crètois.

prier. Irrité du culte rendu à cette statue, ce seigneur s'en empara et essaya de la briser. Ne pouvant y parvenir, il l'emporta dans son château, pour mieux la soustraire à la dévotion de ses sujets. Le lendemain, à sa grande surprise, la statue était revenue à sa place. Il l'enleva de nouveau les jours suivants et l'enferma soigneusement lui-même sous les verrous, dans le lieu où il gardait ses trésors. Peine inutile : la statue retourna chaque fois au milieu des coudriers. Ce prodige l'émut profondément. Il se fit instruire des vérités de la foi et baptiser et devint l'un des adorateurs les plus fervents du vrai Dieu. Sur l'emplacement de la touffe de coudriers il fit construire une chapelle, dans laquelle il déposa la statue de la Vierge, qui depuis lors y est dévotement honorée.

Cette chapelle, au-devant de laquelle s'étendent de fraîches pelouses plantées de jeunes arbres qui, dans quelques années procureront un ombrage agréable, ne présente rien de remarquable dans son architecture. Elle renferme vis-à-vis la porte d'entrée, une autre petite chapelle dédiée à saint Augustin, bénite le 28 août 1787 par M^e Alexandre de Cattey, bachelier de Sorbonne, curé d'Yvré-le-Pôlin et doyen rural d'Oizé, en présence du maréchal comte de Mailly et de Blanche-Charlotte-Marie-Félicité de Narbonne-Pelet, son épouse, et d'une nombreuse assistance (1). Une dalle en marbre noir, scellée dans la muraille adossée à la maison du garde, rappelle cet événement. Ses murs sont ornés de bas-reliefs en bois et en plâtre et de plusieurs tableaux religieux assez remarquables.

Une dame de la Faigue, Anne-Louise Le Meusnier, femme de Charles de Laval, repose au milieu de la nef. La pierre funéraire en marbre noir, qui recouvre ses restes, porte cette inscription accompagnée des armes de son mari, *parti de Laval et Le Meusnier*.

(1) Registres de l'état civil de Pontvallain.



ARMES DE CHARLES DE LAVAL, SEIGNEUR DE LA FAIGNE, ET D'ANNE LE MEUSNIER,
SON ÉPOUSE (1688).

Dessin de M. E. Gaulupeau.

CY GIST HAVTE ET PVISSANTE DAME MADAME
ANNE-LOUISE LE MVSNIER, FILLE DE HAVLT
ET PVISSANT SEIGNEVR M^{re} PIERRE LE
MVSNIER, CHEVALIER, SEIGNEVR DE SAINT
PRIX, RVBELLE ET AVTRES LIEVX, CONSEILLER
DV ROY EN SES CONSEILS D'ESTAT ET PRIVÉ
ET PRÉSIDENT A MORTIER EN SON PARLEMENT
DE METZ, ÉPOVSE DE HAVT ET PVISSANT
SEIGNEVR MESSIRE CHARLES DE LAVAL, CHEVALIER,
SEIGNEUR DE LA FAIGNE, PONTVALIN, BUAT,
GOVRNAY, ET AVTRES LIEVX, LAQVELLE DÉCÉDA
LE 22 IVIN 1688 ET A DÉSIRÉ ESTRE INHVMÉE
EN SA CHAPELLE PAR VNE SINGVLIÈRE DÉVOTION
ET Y A FONDÉ A PERPÉTIVITÉ VNE MESSE LES
LVNDY ET IEVDY DE CHACVNE SEMAINE, LES
AVTRES MESSES ONT ESTÉ FONDÉES PAR LES
SEIGNEVRS ET DAMES DE LA FAIGNE SES
PRÉDÉCESSEVRS.

REQVIESCAT IN PACE.

AMEN.

Un frontispice, supporté par des pilastres d'ordre toscan, décore la porte d'entrée. Sur la frise du fronton est gravée cette sentence :

DIEV GARE DE MAL LE PELERIN.

Au-dessus on remarque une vieille statue de la sainte Trinité, du XV^e siècle, en marbre blanc : le Père Éternel, assis et couronné, tient devant lui le Christ en croix. Une colombe, qui manque dans ce groupe, occupe habituellement l'espace compris entre la tête de Dieu le Père et les bras de la croix (1).

(1) De Caumont, *Abécédaire d'archéologie. Architecture religieuse*. Caen, Leblanc-Hardel, 1886, p. 671.

Le clocher a la forme d'un campanile italien. Le 21 novembre 1844, M. Jean Coulon, curé de Pontvallain, bénit sa cloche, du poids de 40 kilogrammes, donnée par le comte et la comtesse de Mailly et nommée par eux Ferry-Aliénore (1).

La tradition fait remonter l'origine de Notre-Dame de la Faigne à une haute antiquité. Il n'y a là rien d'invraisemblable, car cette chapelle était celle érigée par le châtelain de la Faigne dans la *baille* ou basse-cour de son château pour son usage personnel et celui de sa famille et de ses serviteurs. Jean des Roches la mentionne, pour la première fois, dans ses aveux de 1393 et 1407 (2).

Cent ans plus tard, elle est très fréquentée par les habitants de la contrée, qui y viennent honorer et prier la sainte Vierge. Le 17 juillet 1495, Jacqueline, femme de Jehan Richardeau, de la paroisse de Mansigné, lui laisse par testament douze deniers tournois (3).

René II de Laval, seigneur de la Faigne, malade et désirant revoir encore tous ses parents, présenta « ses humbles supplications à Nostre-Dame de la Faigne », avant de partir en litière, le 16 février 1532 (v. st.), pour Le Lude, Marcilly et Maillé, où il mourut le 4 mars suivant (4).

Le 26 mai 1583, Mathurin Cador, maçon, demeurant à la Perrinière, à Saint-Ouen-en-Belin, se recommande dans son testament « à Nostre-Dame de la Faigne » (5).

(1) Archives de la fabrique de Pontvallain.

(2) Archives nationales, P. 344/1, cotes 1103/2 et 1103/3.

(3) « Item j'ay que dessus donné et laissé a N^{re} Dame de la Faigne, a monsieur saint Jullien du Mans, a monsieur saint Michel du Mont, a chaicun douze deniers tournois, a la bouaiste de N^{re} Dame d'Oysé troys solz, le tout a une foiz poyez. » (Archives de la fabrique de Mansigné.) — L'église d'Oizé a aujourd'hui pour patron Saint-Hilaire.

(4) Comte B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigne et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 290.

(5) Archives de la fabrique de Saint-Ouen-en-Belin. — Abbé Ambroise Ledru, *Les Pèlerinages à la sainte Vierge dans le diocèse du Mans (Notre-Dame de la Faigne). La Province du Maine*, t. X, p. 340.

Quatre messes étaient célébrées chaque semaine dans la chapelle de la Faigne en 1679, par « le pricur et curé de Pontvallain et le prieur de la Pittié, membre de l'abbaye de l'Épau » (1). Le prieur de Pontvallain devait sa messe le vendredi (2). Anne-Louise Le Meusnier, épouse de Charles de Laval y fonda elle-même, comme nous venons de le voir, deux messes le lundi et le jeudi de chaque semaine (3).

Le lundi de la Pentecôte de chaque année, écrivait un religieux bénédictin en 1745, « un grand concours de peuples », vient à la Faigne « vénérer une très antique et miraculeuse image de la Vierge et se faire réciter l'évangile de *Beata Maria in Sabatto* ». Notre-Dame de la Faigne était alors « en grand honneur dans tous les pays d'alentour et fort célèbre par ses miracles, surtout en faveur des femmes stériles » (4).

Certains abus se glissèrent dans cette chapelle vers 1820: M. Lefranc, vicaire général de Mgr de La Myre, enjoignit le 20 février 1821 à M. Jacques Beauchef, curé de Pontvallain, d'en prendre la clef et de ne la confier qu'à une personne placée sous ses ordres. Aucun prêtre ne pouvait y célébrer la messe sans sa permission et les honoraires des évangiles devaient être mis à sa disposition. Le 9 juillet 1822, Mgr de La Myre, assisté de M. Lefranc et de M. Beauchef, curé de Pontvallain, en fit la visite en présence de

(1) Archives de la Roche-de-Vaux. Aveu de Charles de Laval, seigneur de la Faigne, du 21 mars 1679.

(2) Abbé Ambroise Ledru, *in loco cit.*, p. 316.

(3) En 1648, la peste et la dyssenterie faisaient de nombreuses victimes. Le 24 juin, M^e Jacques Nicolas, curé de Pontvallain, assisté de M^{es} Gervais Le Bourcier, son vicaire, Jean Foucher et Jacques Huberson, prêtres habitués, et de M^e Olivier Couet, diacre, alla « en procession » à Notre Dame des Ardrillers, à Saulmur », avec « près de cinq cens » de ses paroissiens, tant hommes que femmes, pour demander à la Vierge la cessation de ce fléau. (Registres de l'état civil de Pontvallain.)

(4) *L'Année de Marie....*, d'après le manuscrit d'un moine bénédictin daté de l'année 1745, et mis au jour par M. l'abbé L.-M. B.... Paris, Haton, frères, 1870, t. II, p. 302.

M. le comte de Mailly, son propriétaire, pair de France et maire de Pontvallain, et édicta cette ordonnance :

« 1^o Dans aucun cas, à moins d'une permission spéciale, signée de nous et de l'un de nos vicaires généraux, la chapelle de la Faigne ne sera ouverte avant le lever du soleil, et sera toujours fermée avant son coucher.

» 2^o Jamais on n'y récitera d'évangiles sur les fidèles pendant la célébration de la sainte messe ni pendant les instructions.

» 3^o Jusqu'à ce qu'il y ait un chapelain établi par qui de droit pour desservir ladite chapelle, aucun prêtre, quel qu'il soit, ne pourra ni y dire la messe, ni y exercer aucune autre fonction, sans une permission par écrit de nous ou de nos vicaires généraux, ou de M. le curé de Pontvallain » (1).

M. de Mailly la restaura avec beaucoup de goût en 1827, et y fit ajouter extérieurement une galerie en pierre dans le style de la Renaissance, au sommet des murs, pour masquer la base du toit. M. Beauchef, curé de Pontvallain, la bénit le 5 janvier 1828, en présence de nombreux fidèles.

Notre-Dame de la Faigne est toujours en grande vénération et l'on continue à y venir de très loin en pèlerinage. Chaque samedi, le curé de Pontvallain ou son vicaire y célèbre régulièrement la messe à 7 heures en été et à 8 heures en hiver, et certaines paroisses environnantes y viennent prier à des dates fixes : Sarcé le mardi de la Pentecôte, Aubigné le jeudi suivant, etc.

Le grand pèlerinage a lieu le lundi de la Pentecôte. Ce jour-là, dès quatre heures du matin, la chapelle est trop étroite pour contenir tous les pèlerins, et depuis ce moment jusqu'à onze heures plusieurs prêtres sont constamment occupés à réciter des évangiles. Une grande messe solennelle y est chantée à dix heures. C'est une véritable fête publique, où se trouve une foule de petits marchands et

(1) *Chroniques de Pontvallain*, ms. Placard imdr., in-f^o.

où l'on compte trois ou quatre mille personnes. Le soir, on danse dans les chaumières installées en bordure sur la route d'Écommoy.

Le 4 juin 1900, Mgr de Bonfils, évêque du Mans, présida lui-même ce pèlerinage, auquel prirent part environ cinq mille personnes venues de tout le pays avoisinant, à pied, en voitures, ou par le tramway du Mans à Mayet.

LA CONFRÉRIE DE LA CHARITÉ

Une confrérie de la Charité existait autrefois à Pontvallain. Nous en trouvons trace en 1652 et 1762 (1).

Le 11 décembre 1652, discret M^e René Le Bourcier, prêtre, demeurant à Pontvallain, fonde une messe basse chaque dimanche de l'année dans son église paroissiale, devant l'autel de la Charité, à charge par le célébrant de faire la recommandation de son âme et à la fin de la messe de dire un *de profundis* à voix basse devant l'autel, à son intention. « Et attendu que les frères de la Charité dudit Pontvallain ont accoustumé faire dire audit autel le troisieme dimanche de chacun moys une messe pour ceux de ladite confrairie, il veult et entend que la messse quil fonde cedit jour troisieme dimanche de chaque moys soit tant pour luy que pour tous ceux de ladite confrairie, et que celuy jour on face la recommandation de luy et de tous les aultres dicelle Charité ». Il lègue dans ce but, à perpétuité, la somme de trente livres tournois à prendre à la Toussaint sur son lieu et bordage de la Larderie et veut qu'après son décès

(1) Les confréries de Charité étaient instituées pour soulager les pauvres de la paroisse où elles étaient établies, visiter les malades, ensevelir les morts, assister aux inhumations et pourvoir à celles des indigents. La date de la fondation de la confrérie de Charité de Pontvallain et ses statuts nous sont inconnus. — Voir sur ces institutions charitables : Gabriel Fleury, *Les anciennes confréries de Charité dans le Maine. La Province du Maine*, t. II, p. 264-274 et 302-307.

M^e Gervais Le Bourcier, prêtre, son neveu, jouisse de cette somme chaque année, « sans quil la puisse transporter, eschanger ni permuter à quelque personne que ce soit, ne pour quelque raison que ce puisse estre, à la charge de dire luy-mesme ledit service s'il est demeurant audit Pontvallain, et s'il demeure ailleurs le faire dire, et en cas d'absence dira luy mesme chaque dimanche un *de profundis* pour luy Le Bourcier ». En outre, il déclare vouloir que son plus proche parent du nom de Le Bourcier, « estant clerc tonsuré jouisse desdites 30 livres de legs, ou sil ne sen trouve du nom de Le Bourcier, son plus proche parent ou allié estant tonsuré, à la charge de faire dire ledit service et de fréquenter les classes, et estant fait prestre de dire luy mesme ledit service, sil est demeurant à Pontvallain, ou le faire dire sil ny demeure, et ainsy successivement et à perpétuité tant et si long temps quil se pourra trouver des clercs tonsurés parens et portant le nom dudit Le Bourcier, ou dautres ses parens par alliance » (1).

Julien Cornilleau, clerc tonsuré, en fut titulaire de 1716 à 1730.

Avant de mourir, M^e Pierre Hameau, notaire royal à Pontvallain, lègue par son testament, le 8 mars 1762, 12 livres en argent à remettre « au huictain et au bout de l'an..... entre les mains de la dame de charité pour les plus pauvres de Pontvallain » (2).

AUTRES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

Le prieuré conventuel de Château-l'Hermitage (3) possé-

(1) Archives de la Sarthe, G. 359, f^o 271.

(2) Étude de Pontvallain.

(3) Le prieuré conventuel de Château-l'Hermitage, à six kilomètres de Pontvallain, appartenait à l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Augustin. Ses armes étaient celles de France : *d'azur à trois fleurs de lis d'or, deux en chef et une en pointe*. Cauvin (*Essai sur l'Armorial*

dait à Pontvallain le lieu de la Savinière, adjudgé comme bien national, le 6 avril 1791, à Joseph Herrault, d'Écommoy, pour 2.600 livres ; le bordage de la Saulais, acquis le 11 mai 1791, par Jean Cornilleau et Joseph Bellanger, de Pontvallain, pour 7.425 livres ; la métairie de Ségrie, adjudgée le 8 juin 1791, à Étienne Herrault, fermier à Pontvallain, pour 14.500 livres ; les métairies de la Genevière et de Grosbois, acquises le 27 germinal an II, par Pierre Lavallette, de La Flèche, pour 13.000 et 17.900 livres ; les bois taillis du Parc, des Gauches et de la Genevière, adjudgés le même jour, à Eustache Lemercier, d'Écommoy, à René Cornilleau et à Charles Chevalier, de Pontvallain, pour 1.000, 3.825 et 14.500 livres ; le lieu de Fessard et le taillis des Bas-Bois, acquis le 17 fructidor an II, par Charles Chevalier et Julien Bouzeau, cultivateurs à Pontvallain, pour 27.455 livres ; 2 arpents de terre au clos des Côteaux, aliénés à Jean-Joseph Martin-Lavallée, de Pontvallain, pour 803 livres.

Il y percevait en outre chaque année diverses rentes foncières, entre autres : 6 s. vers le bâton pastoral et 14 sous à la recette du couvent, sur deux arpents de terre près le moulin de Tirouet ; 3 livres 10 s. sur le lieu de la Guérinière ; 30 s. sur le Clos-au-Moine, et 24 boisseaux de seigle sur le prieuré (1).

• L'abbaye du Loroux, au diocèse d'Angers, y était propriétaire dès le XIII^e siècle de la métairie de la Couture (2). Jean-Baptiste Pihery de Sivré, de Luché, l'acquit de la Nation le 15 février 1791, pour 60.000 livres (3).

du diocèse du Mans, p. 59) leur ajoute à tort, d'après l'*Armorial des Généralités* : un château de même, porté en cœur.

(1) La métairie de Ségrie était louée 220 livres et 6 poulardes en 1784. — Archives de la Sarthe, II. 533, 542, 544 et 550.

(2) Archives de la Sarthe, II. 835.

(3) Confisquée le 29 pluviôse an VII sur J.-B. Pihery de Sivré, dont le fils était émigré, et estimée 2.5000 livres à cette date, la métairie de la Couture est revendue le 16 février 1810, au profit de la Nation, à M. René-

Dès le XIII^e siècle, les religieux de l'abbaye de l'Épau, étaient possesseurs de la métairie de la Piété ou Pitié. En 1263, ils achetèrent de Guillaume de Poillé (1) ses vignes de Pontvallain, sises au fief d'Herbert de Vendômois, et en 1274, de Robin, dit Fornillon, d'Alix, son épouse, et de Théobald, leur fils, une autre vigne au même fief. La même année, ils acquirent encore une autre vigne au même lieu, de Guarin Gaultier, chevalier, du consentement de son épouse Jeanne et de Guillaume, leur fils. L'abbé de l'Épau, Henri, céda en 1451, à Pierre Guillart et à sa femme, paroissiens de Pontvallain, trois places de maisons, un jardin et une portion de terre au bourg de Pontvallain, en échange de droits qu'ils pouvaient avoir sur la métairie de la Bonde, près le Gué-Perré, à Yvré-l'Évêque (2).

Les métairies de la Guérinière et de la Pitié, qui lui appartenaient, furent vendues en 1791, comme bien national, la première à René Hubert, de Luché, pour 25.200 livres, et la dernière à Innocent Lépine, de Mansigné, pour 14.500 livres (3).

Le prieuré de La Fontaine-Saint-Martin jouissait à Pontvallain de plusieurs vignes au clos des Martinières et de Pinceloup (5 quartiers et demi), adjudgées le 30 mars 1791 à Joseph Herrault, d'Écommoy, pour 525 livres ; et d'une rente foncière de 22 s. 6 d. au jour des Trépassés, sur la métairie de la Rogerie (4).

H. ROQUET.

(A suivre.)

François Tison, notaire à Pontvallain, pour 50 100 francs. (Archives de la Sarthe, L. et Q.)

(1) Poillé, fief de la paroisse de Mansigné.

(2) Abbé L. Froger, *L'abbaye de l'Épau, du XIII^e au XV^e siècle. Revue historique et archéologique du Maine*, t. XXXIV, p. 281. — Archives de la Sarthe, H. 909.

(3) La métairie de la Guérinière était louée 200 livres et celle de la Pitié 180 livres en 1771. (Étude de Pontvallain.)

(4) Archives de la Sarthe. H. 1508 et 1523.

LE CHATEAU DE MONTÉCLER ET SES SEIGNEURS ⁽¹⁾

En 1568, Louis de Montécler dont la propriété de famille était le château de Bourgon, dans la paroisse de Montourtier, épousait Renée Nepveu, héritière de la terre de Launay-Péan, située non loin de l'abbaye bénédictine d'Évron.

Les ancêtres de l'épousée étaient de petits seigneurs du pays qui rendaient hommage au seigneur du Tremblay en Saint-Christophe-du-Luat. Le manoir alors existant datait du XV^e siècle, et Louis de Montécler résolut d'élever une demeure plus en rapport avec son rang et la haute situation qu'il possédait dans le Maine.

Le château qu'il entreprit de reconstruire était situé au bord de l'ancienne voie romaine de Jublains à Angers, à la limite de la forêt de Charnie, et dépendait de la baronnie

(1) *La Revue* ne veut pas tarder à insérer cette intéressante notice d'ensemble et elle remercie d'autant plus M. Passe de la lui avoir communiquée que, jusqu'ici, elle n'a rien publié sur le château de Montécler, l'un des plus importants du Maine. Toutefois, la famille de Montécler a joué un rôle si considérable que, dès maintenant, notre érudit confrère le marquis de Beauchesne veut bien nous promettre de revenir plus longuement sur l'histoire de certains de ses membres et de préciser notamment, à l'aide de nombreux documents inédits, le rôle militaire de Louis de Montécler.

[Note de la Rédaction.]



CHATEAU DE MONTÉCLER (MAYENNE)

Mamers. — Imp. G. Fleury

de Sainte-Suzanne, qui faisait elle-même partie de la vicomté de Beaumont réunie depuis 1371 au duché d'Alençon.

Lorsque le seigneur de Montécler portait ses pas à l'est de son château, il rencontrait bientôt le territoire de la baronnie d'Évron, alors rattachée au comté du Maine, mais le Père abbé, qui en était baron, ne lui tenait pas rigueur car il reconnaissait en lui le protecteur et l'ami, le bienfaiteur de l'abbaye.

Le monument actuel est de la fin du XVI^e siècle : il fut terminé en 1610, et semble postérieur d'un demi siècle à la transformation accomplie par François de Bouillé au château du Rocher. Bien différent de ce dernier, il ne s'en rapproche ni par le style, ni par l'ornementation. Il diffère également du château de Foulletorte.

Louis de Montécler, sieur de Courcelles, ne paraît pas avoir cherché à imiter ses voisins ; habitué à une existence guerrière, il semble s'être inspiré surtout de l'idée de défense et on chercherait vainement dans son œuvre la trace de l'architecture italienne. Il ne fut séduit ni par les beautés du pavillon central de Foulletorte, construit par Jacques de Vassé, ni par la finesse de la galerie du Rocher avec ses pierres délicieusement sculptées.

En revanche, Montécler offre un aspect imposant avec son pavillon d'entrée qui fait rêver aux combats de jadis, avec ses tours, ses belles fenêtres, sa cour d'honneur régulière et bordée par une construction monumentale. Tout indique la puissance d'une famille ancienne et de noble origine. Le château est d'un très bel effet : précédé d'une avenue d'arbres séculaires, il a pour encadrement une forêt spacieuse et bien percée.

Comme Foulletorte, Montécler est resté inachevé, et on y remarque des pierres d'attente.

L'intérieur présente, à gauche en entrant, une grande salle carrée, ornée de portraits de famille ; à droite, un vestibule permet de pénétrer dans le grand salon, long de

15 mètres et d'une largeur de 8 mètres ; cet appartement est carrelé de petits pavés, les murs sont ornés de vieilles tapisseries et des meubles anciens garnissent cette vaste pièce.

Un grand escalier monumental conduit aux étages supérieurs. Un long vestibule semblable à celui du rez-de-chaussée commande des chambres spacieuses et remplies de souvenirs. A l'extrémité du couloir se trouve la *chambre du roi* dite aussi *chambre dorée* : le plafond est soutenu par de petites solives : on remarque une belle cheminée en lambris peints et sculptés et un grand lit. On attribue les décorations de cet appartement à Aimé Bouvier, peintre de Château-Gontier, chargé des travaux de Montécler en 1693.

Le château possède au-dessus des écuries une salle des gardes, car les seigneurs de Montécler conservèrent longtemps le droit de commander à des hommes d'armes, et le souvenir des dragons de Montécler est resté dans tous les mémoires : des inscriptions sur les murs témoignent de leur séjour.

On pénétrait jadis au château en passant sur deux ponts-levis, l'un pour les piétons, l'autre pour les cavaliers. Le pont-levis pour les cavaliers et les voitures existe toujours ; celui des piétons a disparu.

Le pavillon d'entrée est très remarquable ; il fut commencé au XV^e siècle, ainsi qu'un autre aujourd'hui détruit, qui n'était pas moins élégant.

La chapelle est du XVII^e siècle et possède quelques parties intéressantes.

La seigneurie de Launay-Péan dépendait de celle du Tremblay, et par la hiérarchie féodale, de celle d'Entrammes qui ressortissait elle-même à la juridiction de Château-Gontier. La baronnie de ce nom était une des six qui composaient la vicomté de Beaumont et comme le château de Launay en dépendait pour la juridiction, les plaideurs de sa

mouvance devaient faire appel à la sénéchaussée de Beaumont.

Par acte du 18 mars 1605, la seigneurie de Launay fut érigée en châtellenie ; elle avait pour fiefs la Roussière et Monterintin, mais à partir de ce moment elle dut relever de Sainte-Suzanne. Toutefois elle continua de faire partie de la vicomté de Beaumont.

En 1616, la châtellenie fut érigée en marquisat en faveur d'Urbain de Montécler. Enfin, André de Montécler, frère d'Urbain, possesseur du Tremblay, fief dominant de Montécler, obtint du roi d'élever le marquisat en franc-allevé noble. Dès lors, le domaine jouit de la faveur, peu commune à cette époque, de posséder tous les droits qui peuvent appartenir à un propriétaire ; il ne devait aucune redevance et relevait directement du roi.

Mais quels étaient donc ces seigneurs de Montécler qui portaient pour armes : *De gueules au lion d'or couronné et lampassé de même ?*

Ils apparaissent très loin dans l'histoire.

En 1250, cent soixante-dix-neuf ans avant la Pucelle, tout près de Domrémy, la prévosté de Montecière relevait du bailliage de Chaumont en Champagne.

Quelques-uns de ses seigneurs s'éloignèrent. En 1293, Renaud de Montecière et Martine sa femme étaient fixés en Anjou et paroissiens du Bourg-d'Iré. Ils donnent le lieu de la Touche à l'abbé de Saint-Nicolas d'Angers.

Plus tard, Guillaume épouse Charlotte de Courceriers, de cette même famille à laquelle devait s'unir Ambroise de Loré, le célèbre défenseur du Maine. Il est chevalier de Guillaume de Sillé.

En 1419, Jean de Montécler est fait chevalier et commande une compagnie de deux chevaliers, quinze écuyers, vingt archers, tous de l'Anjou. C'est à ce seigneur, dont les ancêtres avaient résidé au pays de Jeanne d'Arc, qu'était réservé l'honneur de combattre aux côtés de l'héroïne avec

le duc d'Alençon, vicomte de Sainte-Suzanne, que la Pucelle appelait alors le « gentil duc ».

Jehan de Montécler, « canonnier demourant à Angers », fut mandé par le roi pour aller au siège d'Orléans ; il y parut avec éclat en 1429 et la grosse couleuvrine, dont il dirigeait les coups, causa de grands dommages aux Anglais. Gai et plaisant, il contrefaisait le mort pour donner une fausse joie aux ennemis et bientôt il reparaisait plus terrible et plus redoutable que jamais. Maître Jean transportait sa couleuvrine d'endroits en endroits et partout elle était un objet d'effroi pour les assiégeants. Au commencement de mars, ceux-ci commencèrent à creuser un fossé destiné à aller d'une bastille à une autre ; le canonnier de Montécler tua en deux coups cinq personnes parmi lesquelles lord Gray, neveu de Salisbury, qui peu auparavant avait lui-même perdu la vie alors qu'il commandait les opérations du siège.

Le 14 juin, l'armée royale victorieuse à Orléans et Jargeau attaqua Beaugency ; les Anglais s'étaient réfugiés dans le château ; les Français les y assiégèrent sous les ordres de la Pucelle. Le joyeux canonnier Jean de Montécler, était là avec sa couleuvrine et il fit merveille. Le 17 juin, à minuit, sir Richard Gonthier, bailli d'Évreux, qui commandait la garnison, offrit de capituler.

C'est vers cette époque que la famille de Montécler s'implanta dans le Maine. Jehan fut effectivement l'acquéreur de la terre de Bourgon aux environs de Mayenne, et l'adroit canonnier qui avait contribué d'une façon si brillante à la délivrance d'Orléans continua à guerroyer contre les Anglais de Sainte-Suzanne.

En 1541, les deux frères René et Louis de Montécler habitaient le château de Bourgon. René épousa Claude des Haies, dame de Fontenailles ; de cette union naquit Madeleine de Montécler, femme de Urbain de Laval, seigneur de Boisdaphin, maréchal de France, et Catherine de Monté-

cler, femme de Claude de Bueil-Sancerre, seigneur de Courcillon.

Louis, sieur de Courcelles et frère de René, est le premier qui apporta son nom dans la paroisse de Châtres. Il épousa en effet, le 12 juillet 1568, Renée Nepveu, héritière du manoir de Launay-Péan. En 1569, il était guidon de la compagnie de monsieur de Chauvigny, en même temps que son frère était gouverneur de Laval. Le sieur de Courcelles recevait en 1589 les compliments de Henri III : il fut du parti de la Ligue et fut fait chevalier de l'ordre du roi.

Urbain, fils du sieur de Courcelles, épousa, le 12 avril 1598, Marie de Froullay ; il fut chevalier de Saint-Michel (1602), gentilhomme ordinaire, conseiller d'état et d'épée (1606), lieutenant d'une compagnie de cinquante hommes d'armes (1620), mestre de camp (1632). De 1631 à 1636 il n'habitait pas le château de Montécler, mais le manoir de Raveton, au bailliage d'Alençon. Il fut inhumé en 1641 dans la chapelle Saint-Joseph de l'église de Châtres.

Louis-Joseph, fils du précédent, fut armé chevalier de Malte dans l'église d'Évron, combattit aux Ponts-de-Cé en 1620, assista à beaucoup d'affaires importantes et fit partie d'une expédition au Canada. Blessé dans une bataille où il mit en fuite deux régiments espagnols, Louis-Joseph de Montécler mourut le 3 octobre 1650 à Mézières, lieutenant général des camps et armées du roi. Il fut inhumé dans l'église de Châtres ; son cœur est resté dans l'église des Cordeliers de Mézières (1657).

André, frère de Louis-Joseph, mourut lui aussi en 1657 ; il était chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, mestre de camp d'un régiment de deux cents hommes ; il épousa Marie de La Flèche. Il fut inhumé dans la chapelle Saint-Joseph de l'église abbatiale d'Évron. André se voyant mourir avait demandé aux religieux de permettre à ses héritiers de placer sur sa fosse une pierre de marbre, soutenue par quatre lions de deux

pieds environ au-dessus du sol. Les quatre lions ont disparu, mais la pierre tombale existe encore aujourd'hui avec l'inscription. Elle est malheureusement déposée sur la place de l'Église, la partie supérieure inclinée sur le mur de cet édifice près la porte d'entrée ; il est très regrettable que ce souvenir mortuaire, qui se rattache d'une façon si intéressante à l'histoire d'Évron, n'ait pas retrouvé sa place dans une chapelle et qu'il reste exposé aux intempéries.

En 1671, Louis-Joseph de Montécler, seigneur de la chàtellenie de Fouilloux, doit vingt livres de taille au seigneur de la Trémouille, comte de Laval, pair de France ; il doit 40 sols pour la terre de Saint-Jean de Mayenne ; il doit pour la chàtellenie de Montchevrier 4 livres de taille et quarante jours et quarante nuits de garde en la ville de Laval.

Louis-Joseph, gouverneur de Laval, fut inhumé en 1686 dans l'église de Saint-Tugal.

Joseph-François-Georges obtint en 1738 des lettres ordonnant l'enregistrement des lettres de marquisat obtenues en 1616. Cet enregistrement eut lieu à la chambre des comptes de Paris en 1739. Ce seigneur épousa Hyacinthe de Menon de Turbilly, morte en 1742, et il en eut plusieurs enfants :

1^o Hyacinthe-François-Georges.

2^o Joseph-François-Georges né le 2 novembre 1724 au château de la Rongère ; après avoir été plusieurs fois chapelain et prieur de Changé, docteur en théologie, abbé d'Uzerches, vicaire général d'Angers, grand doyen de Saint-Maurice de cette ville, membre de l'Académie d'Angers, il mourut en 1768.

3^o Henri-François, chevalier de Malte, prieur d'Entrammes et colonel d'un régiment de dragons de Montécler ; il est mort en 1774 au château de la Lande de Niafle.

4^o Louis-Augustin, dit le chevalier de la Rongère, enseigne de vaisseau.

5^o Jean-Gaspard, dit abbé de la Rongère.

6^o Charlotte-Hyacinthe-Josèphe épousa Louis-André de Landivy au château de la Lande de Niasle. La Lande resta dans cette famille jusqu'en 1825.

7^o Charlotte-Suzanne.

Revenons à Hyacinthe-François-Georges, le premier des enfants de Joseph-François-Georges et de Hyacinthe Menon de Turbilly. Il naquit le 8 mai 1719 et fit en qualité de mousquetaire et lieutenant-colonel de cavalerie les campagnes de Westphalie, de Bohême et du Rhin, assista au siège de Maëstricht et fut présent à beaucoup de batailles. Sa vie glorieuse fut couronnée par le grade de maréchal de camp (10 février 1759). Il mourut peu après, le 5 octobre 1764, seigneur de Saint-Denis-des-Coudrais, dans la Sarthe. Ce seigneur avait épousé en 1740 Marie-Charlotte de Monthulé.

Marie-Charlotte de Monthulé, veuve de Hyacinthe-François-Georges, vivait encore sous la Terreur ; elle fut emprisonnée, mais on lui permit de rentrer chez elle sous la garde de deux sans-culottes.

Hyacinthe-François-Georges et Marie-Charlotte de Monthulé eurent une fille unique, connue en 1777 sous le nom de dame de Châtres ; elle était ainsi qualifiée depuis la mort de son père. En 1766, Hyacinthe-Jeanne de Montécler, demoiselle, fille unique héritière de feu Hyacinthe-François-Georges, comte de Montécler, seigneur de Chéronne, plaide contre Thomas Busson. Elle épousa, le 19 juillet 1768, René Georges-Marie de Montécler son parent, que nous pourrions appeler aujourd'hui son oncle à la mode de Bretagne. Ce seigneur fut membre de l'assemblée provinciale de Touraine et émigra en 1791.

Désormais, le rôle guerrier et féodal des seigneurs de Montécler était terminé, la crise révolutionnaire allait tout emporter et réduire le château au plus triste état d'abandon. A la suite du départ de René-Georges-Marie, les biens que

la marquise sa femme possédait en propre furent mis sous séquestre ; on accusait cette dame d'être mère d'émigré, mais elle présenta sa défense, et le premier prairial de l'an III, Dubois-Dubais, représentant du peuple en mission dans les départements de l'Orne, de la Sarthe et près les armées, arrête que le séquestre est provisoirement levé, sauf à la citoyenne de Montécler à se pourvoir près le comité de législation pour le faire prononcer définitivement. En conséquence, les fourrages de Montécler ne seront pas transportés dans les greniers de la nation comme le demandait avec instance le citoyen Peton garde des magasins à fourrages.

Le château de Montécler était la propriété de Madame de Montécler. Le château de famille du marquis était la Rongère, dans la commune de Saint-Sulpice. La marquise suivit d'abord son mari pendant l'émigration, mais elle revint pour faire valoir ses droits et sauver ses biens ; elle y réussit puisqu'elle put obtenir la levée du séquestre. Cependant le château de Montécler demeura inhabité ; il ne reçut que des visites passagères, car, au retour de l'émigration, M^{me} de Montécler s'installa à Paris où elle était mieux placée pour défendre ses intérêts. M. de Montécler resta à la Rongère ; la vie de Paris ne convenait pas à sa santé ébranlée et ses rares voyages dans la capitale n'avaient pour but que de revoir les membres de sa famille ; pendant la saison d'été tous se trouvaient réunis à la Rongère.

Le domaine de Montécler étant négligé depuis longtemps, M. de Montécler se rendit compte de la nécessité d'avoir un régisseur et son choix tomba sur un homme d'une honnêteté parfaite et d'une loyauté à toute épreuve, M. Bourmault licencié ès lois, procureur fiscal, qui fut maire d'Évron de 1800 à 1807. Le propriétaire et l'homme de confiance eurent toujours des rapports empreints de la plus grande cordialité. Les lettres du marquis à son régisseur révèlent la reconnaissance la plus sincère et un véritable attachement.

Les pages écrites dans des moments si difficiles ou à la fin de la tourmente révolutionnaire ne pouvaient guère contenir que des renseignements relatifs à des affaires d'intérêt ; on y trouve cependant quelques détails qui jettent un certain jour sur l'état du pays à cette époque et sur la difficulté des communications. On y lit des phrases comme celle-ci : « Je projette, à moins de choses imprévues, d'aller coucher à Montécler où je serai bien aise de vous trouver, mais ne vous donnez pas la peine de faire une course difficile, vu les mauvais chemins que vous avez d'ici chez vous. »

Dans une lettre datée du 19 janvier 1801, M. de Montécler se plaint encore de l'état des chemins :

« Enfin Monsieur, mes misères m'ont permis d'arriver »
» ici, mais non sans peine et sans avoir couru risque de »
» verser plusieurs fois et ayant bourdé tout à fait ce qui »
» m'a obligé de faire partie de la route à pied..... Je me »
» rends vendredi à Château-Gontier pour ensuite aller à »
» Angers et me rendre auprès des miens, j'espère que je ne »
» trouverai pas de chemins tels qu'ils sont d'ici Laval, »
» j'aimerais beaucoup mieux aller chez vous ; jugez de notre »
» grande route. »

Malgré tout M. et M^{me} de Montécler n'étaient pas encore rassurés en l'an IX. Un homme d'affaire écrivait alors : « Vous connaissez l'arrêté des consuls relatif aux radiations ; »
» il est favorable à la famille qui nous intéresse et me »
» renverra à Chéronne, ce que je désire beaucoup. »

Lui-même, M. de Montécler laissait percer ses inquiétudes : « J'ignore le temps que je passerai près de vous ; les »
» circonstances en décideront et d'après la lettre dont je »
» vous parle ci-dessus, on est toujours comme l'oiseau sur »
» la branche ; j'ai peine à croire pourtant à ce qu'on me »
» mande et j'espère que ce ne sont que de fausses nou- »
» velles. »

Au milieu des angoisses il y avait cependant des moments de bonheur pour la famille : la crise révolutionnaire était terminée et l'ordre se rétablissait peu à peu. Le 8 brumaire an IX, un de ses correspondants écrivait à M. Bourmault : « Je viens de passer trois jours à Paris, à l'occasion de » l'arrivée de Madame de Montécler dont le retour a été » célébré par une fête charmante que ses enfants avaient » préparée. On a joué deux jolies pièces (comédies), l'une » intitulée *la Bonne Mère* et l'autre *les Rivaux d'eux-mêmes*. » Il y avait grande société : acteurs et actrices ont bien joué » leurs rôles : mademoiselle Eugénie, fille de la bonne mère » et soubrette dans la dernière pièce, a parfaitement rempli » son rôle : jugez de la satisfaction de la maman. »

Pendant ce temps le château de Montécler restait désert et les scellés y étaient apposés. Les propriétaires y faisaient quelques apparitions, mais les salles n'étaient pas habitables. M. de Montécler ayant un jour le désir de s'y rendre, se demandait s'il serait possible d'ouvrir le rez-de-chaussée et il manifestait l'intention de coucher dans une pièce relativement chaude qu'il appelait « la niche ».

Mademoiselle Eugénie, cette jeune personne qui jouait si agréablement la comédie de salon à Paris, était née en 1782 ; elle épousa à la Rongère, le 3 novembre 1801, Gaspard-Marie de Montécler, son oncle à la mode de Bretagne, et lui apporta la terre de Montécler.

Le marquis Gaspard de Montécler et son épouse eurent pour fils le marquis Henri-Jean de Montécler, qui s'unit le 27 juin 1837 à demoiselle Louise-Charlotte de Boisjordan ; il mourut en 1883. Son fils, le marquis René de Montécler, marié à demoiselle du Fou, eut trois enfants : l'aîné le marquis Henri de Montécler a épousé mademoiselle de Tudert et a conservé le château ancestral qu'il restaure d'une façon grandiose.

Quelques-uns des seigneurs de Montécler reposent dans l'église de Châtres. Il y avait autrefois sous la chapelle

Saint-Joseph un caveau où les corps étaient déposés : ils étaient rangés dans des cercueils de plomb posés sur des tréteaux de bois. On peut citer :

Urbain de Montécler, mestre de camp (1632).

Louis-Joseph de Montécler, lieutenant général des camps et armées du roi (1657).

Longtemps on vit dans le chœur de l'église deux pierres tombales : la première reposait sur quatre piliers de pierre de taille, c'était celle de Jean, seigneur de la Saugère, qui possédait la seigneurie de paroisse avant qu'elle ne soit rattachée au château de Montécler. La seconde, sans inscription, faisait voir, incrustés dans la pierre, une croix avec le bâton, un bouclier et une épée. En 1742, Joseph-François de Montécler fit abaisser les pierres tombales : elles furent détruites pendant la Révolution.

Comme les seigneurs de Montécler possédaient la moitié de la paroisse de Saint-Christophe-du-Luat, ils eurent un enfeu dans l'église de ce nom : on y voit encore une pierre tombale mutilée ; elle était jadis soutenue par un pilier en marbre.

Jean-François de Pompadour qui était devenu en 1683 l'époux de Marie-Françoise de Montécler, mourut le 6 mars 1684 ; il fut aussi inhumé dans l'église de Saint-Christophe. On lit en effet dans la chapelle, du côté droit, l'inscription suivante :

« Cy gist hault et puissant seigneur messire Jean-François de Pompadour, marquis de Rochefort, enseigne des gardes du roi et lieutenant général de haut et bas Limousin, qui avait épousé Marie-Françoise de Montéclair en l'année 1684. Priez Dieu pour le repos de son âme. »

Un de Montécler fut inhumé dans l'église de Saint-Tugal près Laval ; un autre, chevalier de Malte, repose dans l'église d'Évron.

Les seigneurs de Montécler dorment leur dernier sommeil. Cependant, autour du vieux manoir, des bruits étranges semblent sortir de la profondeur des bois : on dit que les

guerriers reviennent ! C'est Louis-Joseph de Montécler qui met en fuite des régiments Espagnols ; c'est Henri-François, chevalier de Malte, colonel d'un régiment de dragons ; c'est Hyacinthe-François-Georges, maréchal de camp qui fit les campagnes de Westphalie, de Bohême et du Rhin ! Les habitants croient entendre encore dans la nuit des froissements d'épées, le bruissement des armures, le galop furieux des chevaux ; c'est la grande chevauchée des dragons de Montécler !

Au-dessus de l'antique demeure seigneuriale plane la grande ombre de Jehan de Montécler, le défenseur d'Orléans, l'ennemi juré des Anglais, le compagnon de Jeanne d'Arc et du duc d'Alençon « le gentil duc de la Pucelle » ! (1)


MAURICE PASSE.


(1) Sources : De Wismes : *Le Maine et l'Anjou*. — Abbé Angot : *Dictionnaire de la Mayenne et Épigraphie*. — Abbé Gérault : *Notice sur Évron*. — Pesche : *Dictionnaire du Maine*. -- *Lettres de Montécler*, communiquées et cédées gracieusement par une personne d'Évron. — M. A. France dans sa *Vie de Jeanne d'Arc* (I, 164) signale particulièrement le rôle de Jean de Montéclerc au siège d'Orléans.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison, le Bureau de la Société a admis :


Comme membres honoraires :

MM. GENTIL (Ambroise),  I, professeur de l'Université en retraite, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, rue de Flore, 86, au Mans.

De GRANDMAISON (Louis),  I, archiviste paléographe, président honoraire de la Société archéologique de Touraine, ancienne rue de l'Archevêché, 13, à Tours.

Comme membres titulaires ou associés :




M^{me} D'ACHON, château de la Roche-de-Gennes, par Gennes (Maine-et-Loire).

MM. BELLEVILLE (Charles), , chef d'escadron d'artillerie territoriale, château de Méhoncourt, par Le Mans.

BERTHELOT (Eugène), architecte, rue Andrieux, 7, Paris.

M^{me} CORNU (Henri), rue Montauban, 4, au Mans, et à Joué-en-Charnie (Sarthe).

MM. DUGUÉ (Albert), ancien conseiller général de la Sarthe, rue du Bourg-d'Anguy, 24 bis, au Mans.

- MM. De GASTINES (le comte Charles), maire de Chaufour, château de la Denisière, par Coulans (Sarthe).
HÉBERT (Georges), avoué, rue de Paris, 21, au Mans.
JANVIER (Anatole), industriel, au Val-d'Huisne, à Pontlieue, Le Mans.
JAUNEAU (Maurice), rue Saint-Bertrand, 1, au Mans.
NOUTON (le colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, rue de l'Étoile, 19, au Mans.
PAVIE (René), avocat, rue Saint-Bertrand, 17, au Mans.
REBUT (Didier),  I, ancien professeur agrégé de l'Université, rue des Châlets, 15, au Mans.
SINGHER (Gustave), , directeur des Assurances Mutuelles Mobilières, président de la Société de Tir, rue Chanzy, 37, au Mans.
VINCENT (le docteur), ancien président de la Société de Médecine, rue Sainte-Croix, 45, au Mans.
-

L'année 1910 s'est ouverte pour notre Société par un deuil bien imprévu et bien pénible.

L'ami dévoué et généreux qui avait restauré avec tant de goût la Maison dite de la Reine Bérengère, qui y avait installé dans des conditions si exceptionnelles la Société historique et archéologique du Maine et depuis dix-huit années avait tant contribué à son développement, M. Adolphe Singher, est mort au Mans, le 15 janvier, dans sa 74^e année, enlevé en quatre jours par une pneumonie.

C'est pour la Société tout entière une perte irréparable qui sera vivement ressentie par tous nos confrères.

M. Adolphe Singher était né à Mexico le 14 juillet 1836. Son père, M. Jérémie Singher, avait fondé dans cette ville un journal français l'*Universel*. En 1838, lors de la rupture

de la France avec le Mexique, l'*Universel* se trouva être le seul organe et le seul appui de nos compatriotes. Ce rôle, rempli avec fermeté et modération, exposa M. Singher à de grands dangers et le fit expulser. En récompense de ses services, le gouvernement de Louis-Philippe le créa chevalier de la Légion d'honneur.

M. Jérémie Singher s'installa ensuite au Mans dont il devint maire et où il fonda la *Société d'assurances Mutuelles Mobilières*.

En 1872, M. Adolphe Singher prit, à son tour, la direction de cette Société et l'administra d'une manière toute paternelle jusqu'en 1902, époque à laquelle il fut remplacé par son fils, M. Gustave Singher, et nommé directeur honoraire.

M. Adolphe Singher était commandeur de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, président de l'Automobile-Club de la Sarthe, vice-président du Comité de la Croix-Rouge du Mans, administrateur de la Compagnie du Gaz, Membre d'honneur de la Société historique et archéologique du Maine.

A la nouvelle de sa mort, le Bureau de notre Société s'est aussitôt réuni en séance extraordinaire. Il a fait déposer une couronne sur le cercueil de notre très regretté confrère et invité par une circulaire spéciale tous les Membres de la Société résidant au Mans à se joindre à lui pour assister en groupe aux obsèques.

Ces obsèques ont été célébrées le mercredi 19 janvier à l'église de la Couture, en présence d'une affluence considérable appartenant à toutes les classes de la population.

Par une aimable attention de M. Gustave Singher, le président de la Société historique et archéologique du Maine avait l'honneur de tenir l'un des cordons du poêle, avec M. le Marquis de Montesson, président du Conseil d'Administration de la Mutuelle Mobilière, M. Séguin, directeur de la Compagnie du Gaz, M. le colonel Nouton, M. Blanchard, secrétaire du Conseil d'Administration de la Mutuelle,

M. Louismet, chef des Bureaux, M. le vicomte de la Touanne, directeur général de la Mutuelle Immobilière, et M. Saugeron, inspecteur principal.

En l'absence de M. le Marquis de Beauchesne, retenu à son grand regret par une indisposition, MM. Brindeau, de Loriaire, l'abbé Patard et X. Gasnos, membres du Bureau, conduisaient la députation, très nombreuse, de la Société historique et archéologique du Maine.

Au cimetière, cinq discours ont été prononcés : par M. le Marquis de Montesson, au nom du Conseil d'Administration de la Mutuelle Mobilière, par M. le docteur Moreau, au nom de l'Automobile-Club, par M. Robert Triger, au nom de notre Société, par M. le vicomte de la Touanne, au nom de la Mutuelle Immobilière et par M. Saugeron, au nom des inspecteurs et employés de la Mutuelle Mobilière.

Bien que ces discours aient déjà été publiés, nous avons le devoir de reproduire dans cette revue celui du Président de notre Société qui rappelle plus particulièrement les titres de M. Singher au souvenir de nos confrères.

DISCOURS DE M. ROBERT TRIGER

Messieurs,

M. Adolphe Singher a si généreusement soutenu les efforts de la Société historique et archéologique du Maine et tant contribué, depuis dix-huit années, à son développement, que cette Société a le douloureux devoir, elle aussi, de rendre à son très regretté confrère un suprême hommage de gratitude.

Profondément attaché à la ville du Mans, M. Adolphe Singher avait au plus haut degré le culte des traditions locales. Il aimait, en patriote et en artiste, nos souvenirs historiques, nos monuments, et surtout ce Vieux-Mans,

dont les anciennes maisons aux silhouettes élancées et aux sculptures délicates nous conservent des vestiges si pittoresques des arts du Moyen-Age et de la Renaissance.

C'est pour sauver d'une destruction alors inévitable l'un des plus précieux joyaux du Vieux-Mans, qu'après avoir déjà formé une magnifique collection de faïences, M. Singher acheta, en 1891, la maison dite de la Reine Bérengère et entreprit sa restauration.

Vous avez suivi vous-mêmes, Messieurs, les phases successives de cette restauration. Tous, vous avez apprécié la persévérance, la générosité et le goût exquis avec lesquels M. Singher a poursuivi son œuvre. Tous, vous savez comment il l'a complétée en installant, dans ce cadre merveilleux pour une Société savante, la Société historique et archéologique du Maine, et en y créant un musée d'objets d'art du plus vif intérêt.

Aujourd'hui, la maison dite de la Reine Bérengère n'est plus seulement l'une des curiosités de la Ville du Mans, l'une des attractions préférées des diverses classes de la population ; elle est connue, — je puis dire célèbre — dans la France entière et à l'étranger, en Belgique, en Angleterre, en Italie...

Les registres des visiteurs sont assurément des documents bien flatteurs pour l'amour-propre manceau. On y lit les signatures, souvent les félicitations de très hautes notabilités.

La Société historique et archéologique du Maine, pour sa part, Messieurs, a eu l'honneur de recevoir dans cet élégant logis bien des membres de Sociétés savantes, bien d'éminents confrères de France et de Belgique. Les uns et les autres ont été également charmés de l'accueil si cordial et parfois princier de M. Singher, également émerveillés de ce qu'il avait accompli. Beaucoup ont résumé leurs impressions en nous disant qu'une œuvre artistique de cette importance, *exclusivement due à l'initiative privée et à la*

générosité d'un simple citoyen, leur paraissait une œuvre *très exceptionnelle*, que les plus grandes cités pouvaient envier à la ville du Mans.

De telles appréciations, émanées de savants et d'artistes étrangers, suffisent à montrer combien la restauration de la maison de la Reine Bérengère a contribué à la renommée artistique de notre ville.

Je ne crains pas d'ajouter qu'elle a contribué aussi à sa prospérité, en y arrêtant de nombreux touristes et en procurant des occasions de profits fort honorables à bien des travailleurs.

Et ce fut là, Messieurs, pour notre excellent confrère, un résultat plus apprécié encore que la renommée.

M. Adolphe Singher était essentiellement bon, compatissant et charitable. L'une de ses grandes joies était de faire gagner ses concitoyens, d'assurer du travail aux ouvriers ; il les aimait avec désintéressement, sans arrière-pensée d'ambition politique ; il ne restait insensible à aucune de leurs misères, à aucune de leurs souffrances.

En toutes circonstances, il donnait largement, sans compter, toujours heureux de faire plaisir et de rendre service.

Cette charité inspirée par le cœur, lui a valu auprès des bons travailleurs — qui ne sont jamais ingrats — une popularité bien méritée, qu'il considérait comme la meilleure des récompenses. Elle lui a valu, aussi, la faveur, au dernier moment, de voir arriver courageusement la mort et de l'affronter en chrétien.

Le suprême exemple offert par M. Singher nous apporte, Messieurs, un espoir bien réconfortant. Il nous apporte la consolation de ne pas dire, aujourd'hui, à notre regretté ami, l'adieu définitif qui désespère, mais de lui donner rendez-vous dans un monde meilleur, où la Charité et la Bonté compatissante, comme l'amour de la Patrie, recevront leur éternelle récompense.

En attendant, Messieurs, la Société historique et archéologique du Maine estimera toujours un grand honneur d'avoir été associée à l'œuvre artistique si généreusement entreprise par M. Adolphe Singher pour la gloire du Vieux Mans. Elle conservera un inoubliable souvenir des jours brillants qu'il lui a procurés, de l'amical appui qu'il n'a cessé de lui prêter. Elle prie M. et M^{me} Gustave Singher d'agréer l'expression de ses plus profondes sympathies et elle dépose sur cette tombe le pieux hommage de son inaltérable reconnaissance. »

Par lettre en date du 20 janvier, M. Gustave Singher a bien voulu adresser ses remerciements au président de la Société historique et archéologique du Maine et le charger expressément « d'être son interprète auprès de tous les » membres de la Société pour les remercier du suprême » hommage qu'ils ont rendu à son vénéré père et de la belle » couronne qu'ils ont déposée à ses pieds ».

En raison de ce deuil cruel, le Bureau a décidé que la grande conférence archéologique de M. Lefèvre-Pontalis sur les *Vieux Châteaux de la France*, primitivement fixée au 12 février, serait ajournée au 7 mars.

LA VIEILLE MAISON DU PONT-NEUF ET DU CARREFOUR
DE LA SIRÈNE

A l'occasion de la découverte, que nous avons signalée, d'une corniche et d'un pilier sculptés sous la devanture de la maison située à l'angle gauche de la rue du Pont-Neuf, au Mans, M. le vicomte de Montesson, veut bien nous communiquer quelques notes inédites qui pourront permettre de reconstituer l'histoire de cette maison.

De ces premières notes, il résulte que la maison, « joignant la rue du Pont-Neuf, aboutant d'un bout au ruisseau » du Merdereau, d'autre bout à la rue tendant du carrefour » du Dauphin (ou de la Sirène) au puits de la Barillerie », relevait au XVI^e siècle du fief de Saint-Pavace, dépendance de l'abbaye de Saint-Vincent, et qu'elle était occupée en 1540 par un « marchand apothicaire » nommé Alexandre Vénard.

Dans les dernières années du XVI^e siècle — avant 1604 tout au moins — cette maison fut incendiée. Sur son emplacement, M^e Michel Barreau, bourgeois du Mans, et sa première femme Jacqueline Regnault, firent reconstruire deux maisons contiguës, et cette reconstruction semble en effet, concorder — à bien peu d'années près — avec le style des sculptures qu'au premier abord nous avions attribuées à la fin du XVI^e siècle.

Dans la seconde moitié du XVII^e, les héritiers de Michel Barreau vendent les maisons par lui rebâties à la famille de Gontault. L'un des documents retrouvés par le vicomte de Montesson nous apprend expressément que, le 9 mars 1672, « par devant Sébastien Bellenger, notaire royal au » Mans, honneste femme Marguerite Regnaut, veuve de » feu Jacques Barreau, vivant marchand maître cirier », vend en son nom et en celui de ses enfants mineurs, « à » Messire François de Gontault, chevalier, seigneur de » Bouron et de Moigny, maître d'hostel du Roy, gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine exempt des » gardes du corps de la défuncte Reyne Mère de S. M. et à » dame Renée Leboucher son espouse, demeurant au Mans, » paroisse de Saint-Nicolas, ung logis situé audit » Mans, sur le carrefour de la *Cirène*, en ladite paroisse de » Saint-Nicolas, composé d'une boutique sur ledit carrefour, une autre petite boutique au bout, sur la rue du » Pont-Neuf, une grande salle, une cuisine, cave, cellier

» dessoubz, quatre chambres haultes, trois greniers sur les
» chambres, etc. »

Seize ans plus tard, en 1688, l'immeuble est devenu la propriété des deux filles de François de Gontault, Marie de Gontault, épouse de François de Cohade, demeurant à Paris, rue Culture-Sainte-Catherine, et Renée de Gontault, épouse de Jacques de Courtoux demeurant au Mans.

En 1747, il est compris dans une déclaration faite aux religieux de Saint-Vincent par « Anne-Louise Langlois, femme de Nicolas-Jacques Le Boucher, écuyer, conseiller du Roi, receveur des tailles de l'Élection du Mans, demeurant au château de Chaîne de Cœur.

Nous ne saurions trop remercier M. le vicomte de Montesson d'avoir eu l'aimable pensée de communiquer à la *Revue* ces indications déjà si intéressantes, extraites de divers dossiers des Archives de la Sarthe. On pourrait, dès maintenant, les compléter à l'aide de l'*Inventaire des anciennes minutes des notaires du Mans* (1) qui donne de nombreux renseignements sur les familles Barreau, de Gontault, Langlois et Le Boucher, mais ces développements dépasseraient les limites de cette note, et il ne sera possible de terminer désormais l'histoire de la maison du Pont-Neuf que lorsque ses sculptures auront été de nouveau dégagées.

Si les circonstances, à notre vif regret, n'ont pas permis de les garder apparentes, ces sculptures ne sont pas perdues pour l'avenir ; grâce aux précautions prises par l'architecte, M. Grigné, leur conservation demeure au moins assurée sous la devanture neuve du magasin de charcuterie qui occupe depuis peu le rez-de-chaussée de la maison.

Ajoutons que l'année dernière, au moment des fêtes de Jeanne d'Arc, très brillantes au Mans, cette vieille maison du Pont-Neuf avait déjà attiré l'attention de la population

(1) Dressé par l'abbé G. Esnault et publié par l'abbé E. Chambois Le Mans, Imp. Leguicheux, 1895-1898, 6 vol. in-8.

par un fait peu banal. Le bazar qu'y tenaient alors M. et M^{me} Boisseau-Lebrun, intelligemment approvisionné en drapeaux, bannières et écussons de Jeanne d'Arc, avait été dévalisé de telle façon par la foule des acheteurs, que la veille de la fête, le samedi 3 juillet, ne pouvant plus suffire à la vente et aux livraisons, les honorables commerçants avaient été contraints de « fermer boutique » ! Sur leur devanture, contre laquelle les retardataires frappaient à grands coups, une pancarte annonçait au public ce nouveau succès — aussi original qu'imprévu — de la Libératrice de la Patrie.

R. T.

Les Stations préhistoriques des environs de Sablé. — Notre confrère M. le baron de la Bouillerie, ancien vice-président de la Société, a fait le dimanche 13 février à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, une très intéressante communication sur les découvertes de l'époque préhistorique dans les environs de Sablé.

Il a passé successivement en revue les quatre stations du Camp de César, à Vion, de Sainte-Anne, à Juigné, de Sablé et de la Bouverie, étudiant avec une compétence toute particulière les divers objets trouvés sur ces points par M. Marcel Dolbeau.

Ses consciencieuses recherches, appuyées de l'autorité d'un savant professeur du Muséum de Paris, lui ont permis de constater l'authenticité incontestable de bon nombre des objets recueillis par M. Dolbeau et l'existence certaine des quatre stations de Vion, de Juigné, de Sablé et de la Bouverie.

Cette communication qui rend justice à plusieurs des découvertes de M. Dolbeau et confirme par là même les termes généraux de la note publiée dans cette *Revue* en

1908, paraîtra *in extenso* dans l'un des prochains bulletins de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

Au sujet de la Vie de Dom Guéranger. — Ayant été mis en cause personnellement dans une récente critique de la *Vie de Dom Guéranger*, nous considérons comme un devoir d'éviter, sur un point au moins, toute fausse interprétation de notre pensée.

Plusieurs des membres de notre famille dont nous nous efforçons de suivre les traditions, ont eu l'honneur de connaître M^{sr} Bouvier et Dom Guéranger. Tous leur ont conservé, à l'un et à l'autre, un égal sentiment de profonde et respectueuse sympathie, n'attachant qu'une importance secondaire aux incidents d'un conflit d'ordre exclusivement ecclésiastique, qu'il n'appartenait pas aux laïques de juger.

Plus que jamais, après cinquante années qui enlèvent tout caractère d'actualité à la discussion, nous restons fidèle à cet exemple; nous n'entendons voir dans « la querelle des *Pontificalia* » qu'un *épisode accessoire* de la vie de deux hommes éminents dont les multiples services suffiraient, certes, à excuser, s'il en était besoin, quelques erreurs de procédés.

Par cela même que nous demeurons un ami dévoué de l'Ordre bénédictin, nous ne voulons pas qu'on puisse s'autoriser de l'intérêt que nous a offert la *Vie de Dom Guéranger*, pour dénaturer notre pensée dans des articles qui ne semblent nullement nécessaires à la gloire de M^{sr} Bouvier.

Certains épisodes nouveaux, ou peu connus jusqu'ici, nous ont paru mis en pleine lumière : aucun n'a modifié notre opinion sur l'ensemble des événements, des situations

et des œuvres. Cette opinion domine les incidents de détail : elle ne peut être influencée par des difficultés passagères, vieilles de plus d'un demi-siècle, et qui sont, d'ailleurs, souvent inévitables dans la carrière d'hommes de valeur, sincèrement convaincus de leurs droits.

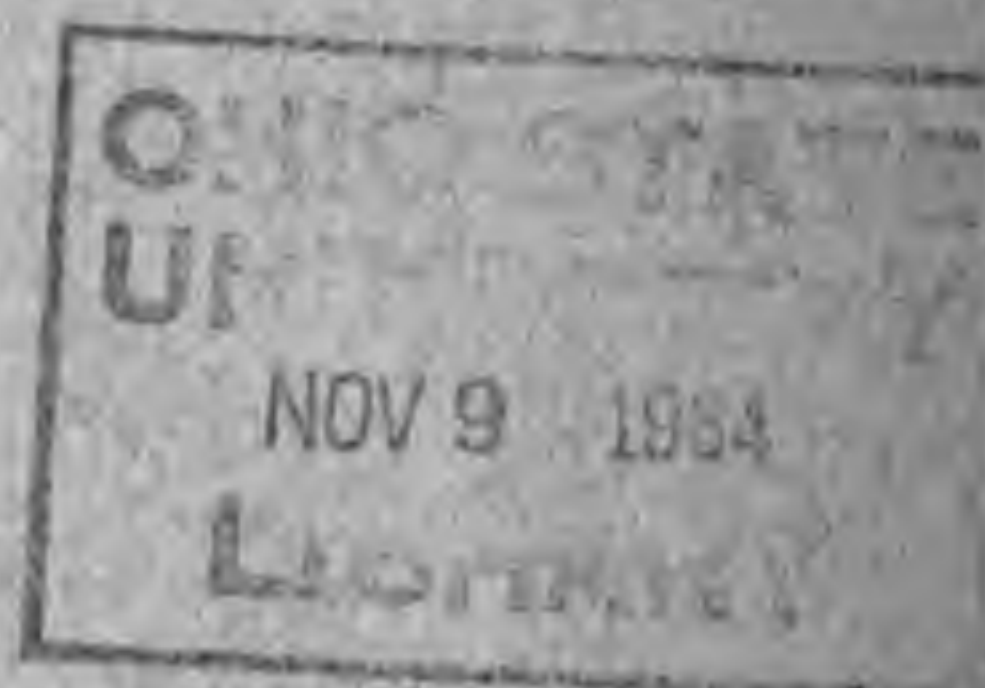
Nous renouvelons donc aujourd'hui, avec un égal empressement, à M^{sr} Bouvier et à Dom Guéranger, l'hommage de respectueuse gratitude que leur mériteront toujours, de notre part, leur dévouement à l'Église et l'éclat qu'ils ont jeté, à tant de titres, sur le département de la Sarthe.

ROBERT TRIGER.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXVII. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1910. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS
IMPRIMERIE FLEURY
28, Place de la République.

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS
Libraire, Place Saint-Nicolas.

1910

SOMMAIRE
DE LA
DEUXIÈME LIVRAISON DE 1910

- 1^o L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DU MANS AVANT LA RÉVOLUTION, par
M. ROBERT TRIGER. Page 113
- 2^o LOUIS DE MONTECLER, GOUVERNEUR DE LAVAL, par M. le
Marquis DE BEAUCHESNE. Page 151
- 3^o PONTVALLAIN (*suite*), par M. HENRI ROQUET. Page 167
- 4^o LE CLERGÉ FRANÇAIS A MUNSTER, par M. l'abbé LOUIS
CALENDINI. Page 184
- 5^o CONFÉRENCE ARCHÉOLOGIQUE de M. E. LEFÈVRE-
PONTALIS. Page 197
- 6^o LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ARCHÉOLOGIE ET LE DÉGAGE-
MENT DE L'ENCEINTE GALLO-ROMAINE DU MANS, par
M. ROBERT TRIGER. Page 201
- 7^o CHRONIQUE : Admissions et Nécrologies. — Deux œuvres
patriotiques : le monument du sous-lieutenant Richard
à La Flèche et le monument commémoratif des combats
de Changé, en 1871. Page 222
-

L'ANCIEN ÉVÊCHÉ

DU MANS

AVANT LA RÉVOLUTION

Le diocèse du Mans, qui comprenait avant la Révolution le Maine tout entier, le Passais et une partie du Bas-Vendômois, était alors l'un des diocèses les plus vastes et les plus recherchés du royaume.

Depuis le XVI^e siècle, il eut à sa tête des prélats de haute naissance, très écoutés à la cour, et l'évêque occupa, au point de vue social comme au point de vue religieux, le premier rang dans la société de la province. Au Mans même, aucune autre autorité administrative ou judiciaire ne contrebalançait son influence.

Le palais épiscopal du Mans demeura ainsi, dans les derniers siècles, le véritable centre de la vie provinciale, pendant que l'ancien Palais des Comtes devenait plus modestement le siège de l'administration municipale et judiciaire. Non seulement, l'évêché du Mans abrita d'illustres prélats, tels que le cardinal de Luxembourg, légat du Saint-Siège, les cardinaux Louis de Bourbon, Jean du Bellay et Charles d'Angennes, mais, dans bien des circonstances graves, il vit se réunir les assemblées des trois Ordres, et, en 1614, lors du passage au Mans du roi Louis XIII et de la reine Marie de Médicis, il eut l'honneur de donner l'hospitalité au roi de France.

LXVII. 8

Les multiples souvenirs qu'évoquait cet ancien palais épiscopal n'ont pu, cependant, le préserver de la destruction et la Révolution l'a presque entièrement rasé.

Il n'est donc pas sans intérêt de préciser aujourd'hui ce qu'était, sous l'ancien régime, cette demeure des évêques du Mans habitée par tant de personnages.

La perte des archives et la destruction de tous les bâtiments du Moyen-Age rendraient la restitution téméraire pour les époques anciennes. A défaut de l'aspect primitif, les documents que nous avons réunis indiquent au moins les dispositions générales des antiques constructions qui existaient encore au commencement du XVIII^e siècle, et ils nous permettront, à partir de cette date, de pénétrer dans la vie intime des habitants du palais épiscopal, d'entrevoir leurs goûts, leur manière de vivre, de reconstituer dans ses détails intimes « le train de maison » d'un évêque « grand seigneur ». Les transformations sociales de l'époque contemporaine ont si radicalement modifié la situation du clergé en France que ces souvenirs sont déjà bien loin !

Le sujet aura, en outre, le mérite de la variété et des contrastes imprévus. Les dépendances de l'évêché du Mans étant devenues, sous la Révolution, une maison d'arrêt, nous aurons, pour suivre leur destinée jusqu'à la dernière heure, à décrire après la vie fastueuse des jours heureux les misères d'une prison révolutionnaire, où nous retrouverons bien des noms connus. Comme l'ancienne société qui l'avait construit et lui avait donné une si brillante animation, le Palais des Évêques du Mans s'effondrera lamentablement.

Enfin, en s'ajoutant à nos précédentes notices sur l'Hôtel de Ville du Mans et la place des Jacobins, ce travail terminera la tâche que nous nous étions imposée de compléter la topographie historique de ce quartier des Jacobins auquel nous rattachent de si chers souvenirs.

CHAPITRE PREMIER

La « Maison de saint Bertrand » et les premières « Maisons épiscopales » du Mans. — Construction au XII^e siècle de l'évêché définitif par Hildebert de Lavardin. — Le Palais épiscopal de Guillaume de Passavant. — Travaux de Geoffroy d'Assé et d'Adam Chastelain. — La chapelle du Cardinal de Luxembourg : description de cette célèbre chapelle.

Bien que cette étude ait plus particulièrement pour objet la reconstitution de l'ancien évêché du Mans d'après des documents inédits du XVIII^e siècle, nous ne pouvons nous dispenser de rappeler, comme préambule, ses principales transformations aux époques antérieures.

La première indication précise sur la résidence des évêques du Mans nous est fournie par le testament de saint Bertrand, en date du 27 mars 616. Dans ce texte fameux, d'une authenticité incontestable, le saint évêque donne à la basilique de saint Pierre et de saint Paul une maison qu'il a fait construire à ses frais à l'intérieur des murs, avec un petit oratoire dédié à saint Michel (1).

Cette maison, qui a toujours conservé le nom de « *Maison de saint Bertrand* », était située sur l'emplacement exact de l'escalier dit monumental. Maintes fois remaniée dans la suite des temps, elle n'a été totalement démolie qu'en 1846, pour le dégagement de la Cathédrale. D'après la description très complète qu'en a faite alors l'abbé Lottin, elle gardait à la partie supérieure de sa façade occidentale deux belles fenêtres romanes, s'appuyant sur un cordon horizontal et surmontées d'une archivolte (2).

(1) *Actus Pontificum Cenomannis in urbe degentium*, édition Busson et Lédru. Le Mans, 1902, p. 115.

(2) L'abbé Lottin, *La Maison de saint Bertrand*, dans les *Archives historiques de la Sarthe*, p. 79. Des dessins de cette maison existent aux Archives de la Sarthe, fonds municipal, et dans l'Album du Vieux Mans de M. Singher.

Sans aucun doute, la « *Maison de saint Bertrand* » servit tout d'abord de manoir épiscopal, car le donateur avait ajouté dans son testament : « Je supplie le seigneur évêque qui me succédera que cette maison soit toujours entretenue aux frais de l'église..... et qu'elle soit destinée à recevoir les évêques et les religieux qui desservent le susdit oratoire : on y a vu des prodiges et il doit être l'objet d'une vénération spéciale ».

Deux cents ans plus tard, l'évêque Aldric (832-857) donne à ses chanoines, pour l'établissement d'un cloître, « la maison que ses prédécesseurs et lui-même ont longtemps habitée au midi de la cathédrale » (1), maison qui, par son orientation, semble correspondre encore à celle de saint Bertrand.

On présume qu'à la suite de cette donation le manoir épiscopal fut déplacé de quelques mètres et reporté un peu plus à l'occident (2). En tout cas, il resta dans les environs de la place Saint-Michel, et c'est de ce même côté que l'évêque Avesgaud, entre les années 997 et 1036, rebâtit en pierre l'évêché qui précédemment n'était qu'une modeste maison en bois (3).

Pour la première fois, son successeur, l'évêque Gervais (1036-1055) possède au nord-est de la cathédrale, sur l'emplacement actuel de la Psallette, une habitation qu'il donne au Chapitre (4) ; mais cette habitation est celle de sa famille « *aulam patris* » et il ne l'a occupée qu'à titre privé.

A la fin du XI^e siècle, la maison épiscopale du Mans est donc toujours aux abords du cloître des chanoines. Elle est très endommagée pendant les guerres anglo-normandes, et Hildebert de Lavardin, à son retour d'Italie en 1101, entreprend de la reconstruire « sur un vaste plan ». Il la transfère

(1) *Gesta domni Aldrici*, édition Charles et Froger. Mamers, 1889, p. 79.

(2) L'abbé Lottin, *La Maison de saint Bertrand*, etc.

(3) *Actus Pontificum*, etc., p. 356.

(4) *Actus Pontificum*, etc., p. 370.

alors dans le domaine donné par l'évêque Gervais, au nord-est de la Cité, c'est-à-dire sur l'emplacement que l'évêché du Mans occupera désormais jusqu'à la Révolution (1).

Soit que le nouveau palais épiscopal n'ait pas été entièrement terminé par Hildebert, soit qu'il ait souffert des terribles incendies de 1134 et 1136, Guillaume de Passavant y exécute à son tour, quarante années après, des travaux considérables dont les *Gestes* de cet évêque nous ont laissé une description enthousiaste.

« Il y éleva, dit le narrateur (2), du côté de l'église de Saint-Ouen, une vaste grange faite et couverte en pierre. Non loin de ce bâtiment, il construisit pour son habitation une chambre nommée la *haute chambre*, parfaitement éclairée par deux croisées, une de chaque côté ; leur travail surpassait encore la matière quoique celle-ci ne fut pas sans prix, car la façon de ces croisées et la construction de la chambre témoignaient du génie de l'architecte qui avait su imprimer le sceau et l'éclat de son talent à toutes les parties de son œuvre. Près de cette chambre, il bâtit une chapelle qui, comme les premières œuvres de l'artiste, étincelait de beautés. Les tableaux, qui y étaient peints avec un admirable talent, représentaient au naturel différentes espèces d'êtres vivants : non seulement ils fixaient les yeux, mais ils captivaient l'attention au point qu'on oubliait ses propres occupations et qu'on se livrait tout entier au plaisir de les considérer. En vain, les affaires pressaient : on restait oisif et comme fasciné par ces peintures. En troisième lieu, il bâtit, près de la chapelle, une salle dont tout le travail, surtout celui des fenêtres, brillait de tant de beautés qu'on l'aurait cru fait par une main plus habile encore, ou plutôt que l'artiste s'était surpassé lui-même.

(1) *Actus Pontificum*, etc., p. 405 ; A. Dieudonné, *Hildebert de Lavardin*. Mamers, Fleury et Dangin, 1898, in-8.

(2) *Actus Pontificum*, etc., p. 465.

« Au-dessous, dans les cours des maisons qu'il avait achetées, le même évêque planta un verger où il mit des arbres greffés de toutes les espèces de fruits, tous admirables à la vue, de sorte que ceux qui étaient aux croisées et ceux qui étaient dans le verger étaient également dans l'admiration de ce qu'ils voyaient, les uns de la beauté des arbres et les autres de la beauté des fenêtres.

« A l'entrée de la salle, au-dessous d'une croix portée par un agneau sculpté en pierre, il plaça ces deux vers qu'il avait lui-même composés :

« *Sub cruce qui transis, devota mente retracta,
Quod tibi vita datur, Xpisti cruce morte subacta.* »

« Il enferma d'un mur le verger et les maisons épiscopales, depuis la grange jusqu'au bout du verger. Enfin, il établit devant la salle un aqueduc souterrain qui amenait et déposait de l'eau dans un bassin de pierre où ceux qui arrivaient se lavaient les mains. »

Ce palais épiscopal de Guillaume de Passavant, nous apprend le même chroniqueur dans un autre passage, possédait trois chapelles : l'une, la chapelle inférieure, était dite *Chapelle des Moines* ; l'autre, entre la chambre et la salle, était appelée la *chapelle peinte* ; la troisième se trouvait en haut, dans la tour, près l'église cathédrale. L'évêque y avait placé trois lampes qui devaient brûler toutes les nuits en l'honneur de Dieu et de la Bienheureuse Vierge (1).

Abstraction faite des exagérations, une telle description ne permet pas de douter qu'au XII^e siècle, l'évêché du Mans ne fut digne de la cathédrale et, comme elle, un spécimen fort intéressant de l'architecture romane. Malheureusement, de tout l'édifice, il ne subsiste de nos jours que quelques débris de la chapelle supérieure mentionnée ci-

(1) *Actus Pontificum*, etc., p. 470.

dessus, dont il faut voir, croyons-nous, les derniers restes dans les parties hautes des ruines de l'entrée de la Psallete (1).

Quoi qu'il en soit, le palais épiscopal de Guillaume de Passavant peut être considéré comme la première demeure vraiment monumentale des évêques du Mans. Nous sommes même porté à penser qu'il correspond à l'époque de la plus grande splendeur architecturale de cette demeure.

La construction avait dû être aussi soignée que la décoration était luxueuse ; plus d'un siècle, en effet, s'écoule avant qu'on n'y retrouve trace de travaux. Vers la fin du XIII^e siècle seulement, l'évêque Geoffroy d'Assé est cité comme ayant restauré à grands frais les édifices épiscopaux du Mans (2), mais de cette brève mention on ne peut conclure à une transformation de l'évêché proprement dit.

Par contre, dans les premières années du XV^e siècle, la construction du transept septentrional de la cathédrale détermine au palais épiscopal des modifications qui ne sont pas sans intérêt.

Dès 1392, pour préparer cette construction, les chanoines commencent à faire abattre « les vieux murs où il avait une chapelle de la Magdelaine par en haut qui avait sa veue sur l'ostel épiscopal, et de l'autre part, estoit la chapelle Saint-Jehan qui pareillement avait sa veue sur ledit ostel épiscopal » (3). Par là même, ils détruisent la chapelle supérieure de l'évêché de Guillaume de Passavant.

De son côté, l'évêque Adam Chastelain entreprend, dans l'enclos de l'évêché, la construction de « grans, haulx,

(1) V. au sujet de ces ruines : E. Lefèvre-Pontalis, *La Nef de la cathédrale du Mans*, et A. Ledru, *La cathédrale Saint-Julien du Mans*, p. 205.

(2) *Martyrologium Capituli Cenomanensis*, fol. 97, cité par dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, IV, p. 598.

(3) A. Ledru, *Adam Chastelain et le Transept nord de la Cathédrale (1422-1424)*, dans *L'Union historique et littéraire du Maine*, mars 1894.

volontaires et non nécessaires édifices » qui obstruent certaines fenêtres de la cathédrale et lui attirent de graves démêlés avec le Chapitre. Au dire de l'avocat de l'évêque, cependant, Adam Chastelain n'a fait que de démolir « un corps de vieux édifices de LXX pieds de long qui avait grand agout devers l'église », et le remplacer par un bâtiment moins élevé de dix pieds, établi sur l'emplacement de l'ancien chapitre qui lui a été concédé par les chanoines. Mais le nouveau bâtiment, qui devait être à 10 ou 15 pieds de l'église, en est à trois ou quatre au plus et ses poutres en touchent les murailles. D'autre part, s'il ne nuit pas à la clarté de la chapelle de la Madeleine *qui n'existe plus*, il peut en gêner le rétablissement.

Après deux années de dispute, on finit par s'entendre. L'évêque obtient la faculté de continuer ses constructions, à charge de laisser démolir plus tard ce qui pourrait entraver la restauration de la chapelle de la Madeleine.

La restauration n'ayant point eu lieu, le bâtiment d'Adam Chastelain restera paisiblement debout, et, au XVIII^e siècle, nous le retrouverons dans les constructions indiquées sous le numéro 16 de notre plan.

Ces constructions, à vrai dire, ne furent jamais que des annexes, et Adam Chastelain accomplit peut-être des travaux plus intéressants du côté des cuisines, que les chanoines lui reprochent d'avoir crénelées et aux abords desquelles on a reconnu les restes d'une élégante galerie à arceaux surbaissés (1). S'il fallait en croire Maulny, il eut restauré aussi la salle synodale.

En somme, l'œuvre la plus considérable qu'on puisse sûrement attribuer à Adam Chastelain fut la construction, entre les années 1417 et 1422, de la tour dite des *Corde-liers* [12], qui forma l'angle N.-E. de la nouvelle enceinte dite de l'Évêché et dont la base s'est conservée sous la terrasse même de notre jardin.

(1) V. plus loin notre description de cette partie de l'ancien évêché.

La construction de la tour des Cordeliers, en précisant la date de l'achèvement de cette partie des remparts, marque une époque décisive pour l'histoire du Palais épiscopal du Mans. Elle marque l'époque où, par suite des luttes continuelles de la guerre de Cent-Ans, on dut définitivement l'enfermer dans une cuirasse de pierre. Désormais, tout développement de son enclos deviendra impossible ; il faudra y accumuler les constructions les unes sur les autres, et, jusqu'à la Révolution, les évêques du Mans ne pourront disposer que d'un modeste emplacement d'environ 70 à 80 ares. Nous verrons plus loin combien un espace aussi parcimonieusement mesuré gênera les améliorations futures (1).

Le cardinal de Luxembourg lui-même se contenta des vieux appartements de ses prédécesseurs, plus ou moins remaniés ; mais, avec la libéralité et les goûts artistiques qui le distinguaient, il trouva moyen de doter son palais épiscopal d'une chapelle qui devait rester, dans les souvenirs des Manceaux, le joyau architectural de l'ancien évêché.

D'après une tradition très plausible, confirmée d'ailleurs par le style de l'édifice, cette chapelle eut été bâtie sur les plans du célèbre architecte Simon Hayeneufve, l'un des précurseurs de la Renaissance en France et l'une des gloires artistiques du Maine au XVI^e siècle (2). Son emplacement est nettement fixé par les documents cités plus loin et par les plans que nous publions. Elle s'élevait dans la partie

(1) D'après un ancien plan possédé par M. Vérité et nos constatations personnelles au cours de ce travail, nous croyons pouvoir dire que l'enceinte spéciale de l'Évêché ne se rattachait pas à celle de la porte du château entre les tours Margot [21] et du Papegeai [27], comme l'avaient cru MM. Hucher et Landel et comme semble l'indiquer la direction du mur figuré sur notre premier plan ci-joint, mais qu'elle venait rejoindre perpendiculairement le mur romain entre la tour de la Psallette [14] et la tour Margot [21].

(2) Simon Hayeneufve est trop connu depuis quelques années pour qu'il soit nécessaire de le présenter de nouveau au lecteur et de rappeler les nombreux articles qui lui ont été consacrés.

orientale du palais épiscopal, en retour d'équerre avec la salle synodale et en saillie sur la cour inférieure (au n° 7 du plan). La date de sa construction peut être sûrement placée entre les années 1509 et 1519, après le séjour du cardinal de Luxembourg à Rome, qui l'avait converti à l'art antique, et avant l'époque où l'éminent prélat reçut du pape Jules II le titre de légat. Tous les historiens, en effet, rapportent que Philippe de Luxembourg faisait allumer pendant la nuit un fanal dans la lanterne du dôme pour guider les courriers qui lui étaient alors envoyés des divers points du royaume.

La chapelle du cardinal de Luxembourg ayant été démolie à la Révolution ne nous est plus connue que par des descriptions qu'il importe tout d'abord de rappeler et que nous reproduirons scrupuleusement dans l'ordre chronologique, en leur ajoutant quelques lignes inédites.

« La chapelle de l'Évêché, écrit dès 1757 l'historien Maulny, est d'une grande beauté. Son dôme est admiré des curieux et *elle passe pour la plus belle chapelle de l'Europe* ! Philippe de Luxembourg la fit bâtir en 1510 » (1).

« La grande chapelle, nous dit ensuite en 1767 l'entrepreneur architecte Julien Crochard (2), s'ouvre sur la salle sinodale par une porte de menuiserie à deux vantaux, avec cadres et losanges où sont les armes de Mgr de Luxembourg. Elle a 56 pieds 6 pouces de longueur sur 30 pieds de largeur, mesure hors d'œuvre, au rez-de-chaussée de la cour. Son aire est carrelé en compartiments de pierres de taille blanches et de pierres d'ardoises. La nef de ladite chapelle a 30 pieds 3 pouces de longueur sur 22 pieds 3 pouces de largeur dans œuvre, voûtée en voute ogive, de pierres de taille. Au bout est le chœur, construit à huit pans, surmonté d'un dôme et

(1) Maulny, *Observations historiques sur la paroisse du Crucifix*, dans l'*Almanach du Maine* de 1758.

(2) Archives de la Sarthe, B, 21.

d'une espèce de lanterne, aussi à huit pans, le tout de pierres de taille, environné de huit vitraux dont un, du côté de la nef, est rempli de maçonnerie. Lesdits chœur, dôme et lanterne, sont ornés d'architecture hors et dedans. L'édifice est construit de murs en partie de pierres de taille, le dôme est couvert d'ardoises avec une galerie de pierres de taille ; autour, la lanterne est couverte de plomb et la nef d'ardoises. Sous le dôme (en sous sol) est une salle voutée et sous la nef une cave également voutée.

« A côté de la chapelle ci-dessus, en est une autre, de 19 pieds de longueur sur 10 pieds 2 pouces de saillie, dans l'arrière cour, servant de sacristie (n° 8 de notre plan). Elle est voutée en voute augive, construite de murs et couverte d'ardoises en forme de dôme. »

En 1792, après avoir constaté que « la chapelle du Palais épiscopal est d'une structure solide », l'expert Chaplain-Renaudin déclare à son tour qu'elle est « d'une architecture antique, très curieuse et hardie, particulièrement par la forme de la lanterne dômée qui surmonte l'édifice. »

Au commencement du XIX^e siècle, Chesneau-Desportes complète dans les termes suivants ces premières indications : « La chapelle de l'Évêché était un monument où régnaient l'un sur l'autre les trois ordres dorique, ionique et corinthien, élevés sur un soubassement toscan. Il était surmonté d'une superbe coupole et digne d'être compté au nombre de ceux dont s'honore l'architecture française par l'élégance, la pureté de son style et la hardiesse de sa composition. Il avait été construit d'après les dessins et sous la direction d'un habile architecte, maître Simon Hayeneuve. Depuis qu'il existait, il servait de modèle à tous les artistes qui faisaient leur état de bâtir. »

Enfin, en 1890, dans un intéressant article de journal (1),

(1) *Simon Hayeneuve et la chapelle de l'ancien évêché du Mans*, dans *le Nouvelliste de la Sarthe* des 7 et 8 février 1890.

M. Chardon résume ainsi tous les renseignements qu'il a pu recueillir : « La chapelle de l'Évêché était à huit pans. Les fenêtres, à sommet à plein cintre, étaient divisées en deux par un meneau central et une ouverture ronde se découpant dans la tête de l'arc au-dessus du meneau. Au-dessus de ces fenêtres régnait une corniche très saillante, sur laquelle reposait une galerie figurée à balustres, ornée sur les angles de consoles renversées. Au-dessus, s'élevait une coupole octogone, surmontée d'un campanile d'un diamètre beaucoup moindre, à huit ouvertures à plein cintre, recouvert d'une seconde petite coupole amortie par une boule que surmontait une petite croix. Une console renversée décorait chaque angle du campanile. A tous les angles de la construction, des contreforts, butant le monument, s'élevaient jusqu'au dessus de la corniche supérieure.

« A l'intérieur, d'après M. Ouvrard de Linières (1), la chapelle était surtout remarquable par l'élévation de ses voûtes et les quatre arcades qui en formaient la principale. Cette mention précieuse, toute laconique qu'elle est, révèle bien la caractéristique de la construction, l'imposition d'une coupole sur les quatre arcs de la chapelle octogone et les pendentifs qui les réunissaient. Tout le long de la frise, on lisait plusieurs fois répétée la devise favorite du cardinal de Luxembourg, *Memento homo*, qu'on voit encore sur d'autres édifices de son temps. »

La chapelle de l'Évêché, l'œuvre maîtresse de Simon Hayeneufve, suffirait pour consacrer par la nouveauté et l'originalité du style la renommée du grand artiste. « Elle marquait, comme le dit très justement M. Chardon, avec une révolution complète dans l'architecture française, l'introduction, réalisée pour la première fois dans un monument religieux en France et par un Français, des formes de

(1) *Annuaire de la Sarthe pour 1820, Notice des plus notables changements et embellissemens opérés dans la ville du Mans depuis un demi-siècle.*

l'art que Brunelleschi à Florence, Alberti à Rimini, les San Gallo à Rome, avaient implantées en Italie, à l'exemple de l'antique.

« Cette introduction de la coupole et de la lanterne dômée dans une chapelle construite au nord de la Loire vers 1510, se trouve être en avance d'un quart de siècle au moins sur toute autre tentative similaire. Elle fait de Simon Hayeneufve le précurseur des Philibert Delorme, des Jean de l'Épine, des Sohier, des Bullaut, des Lescot, qu'on a regardés, bien à tort, comme les premiers artistes nationaux qui aient initié la France à l'art de la Renaissance italienne. Tout ce que les célèbres architectes des châteaux royaux, voire même les Italiens de Fontainebleau, n'osèrent faire avant 1550, un manceau, un homme d'église plus familier avec le silence du temple qu'avec le bruit de la cour, l'avait fait dès le temps de Louis XII en 1510, dans une ville de l'ouest, au Mans, la cité épiscopale de Philippe de Luxembourg. » Le grand cardinal, amateur d'art passionné, et l'humble artiste provincial, subjugués par les merveilles qu'ils avaient entrevues sur le sol italien, s'étaient compris pour prendre l'initiative d'une nouveauté vraiment extraordinaire, qui devait faire dire de nos jours à Léon Palustre que « le Maine une fois encore avait devancé les autres provinces dans le mouvement artistique de la Renaissance » (1).

En dépit des appréciations enthousiastes de quelques rares connaisseurs, le XVIII^e siècle, époque de décadence pour l'architecture religieuse, ne semblera pas apprécier à sa valeur cette curieuse chapelle de l'Évêché du Mans. Il la négligera.

En 1712, son modeste mobilier n'est point digne du monument. Sur l'autel se trouvent « une croix, six chandeliers et deux bocalx de bois doré, garnis de plaques de fer blanc avec des lis dorés et argentés. La fenêtre du

(1) Léon Palustre, *La Renaissance en France, Maine*.

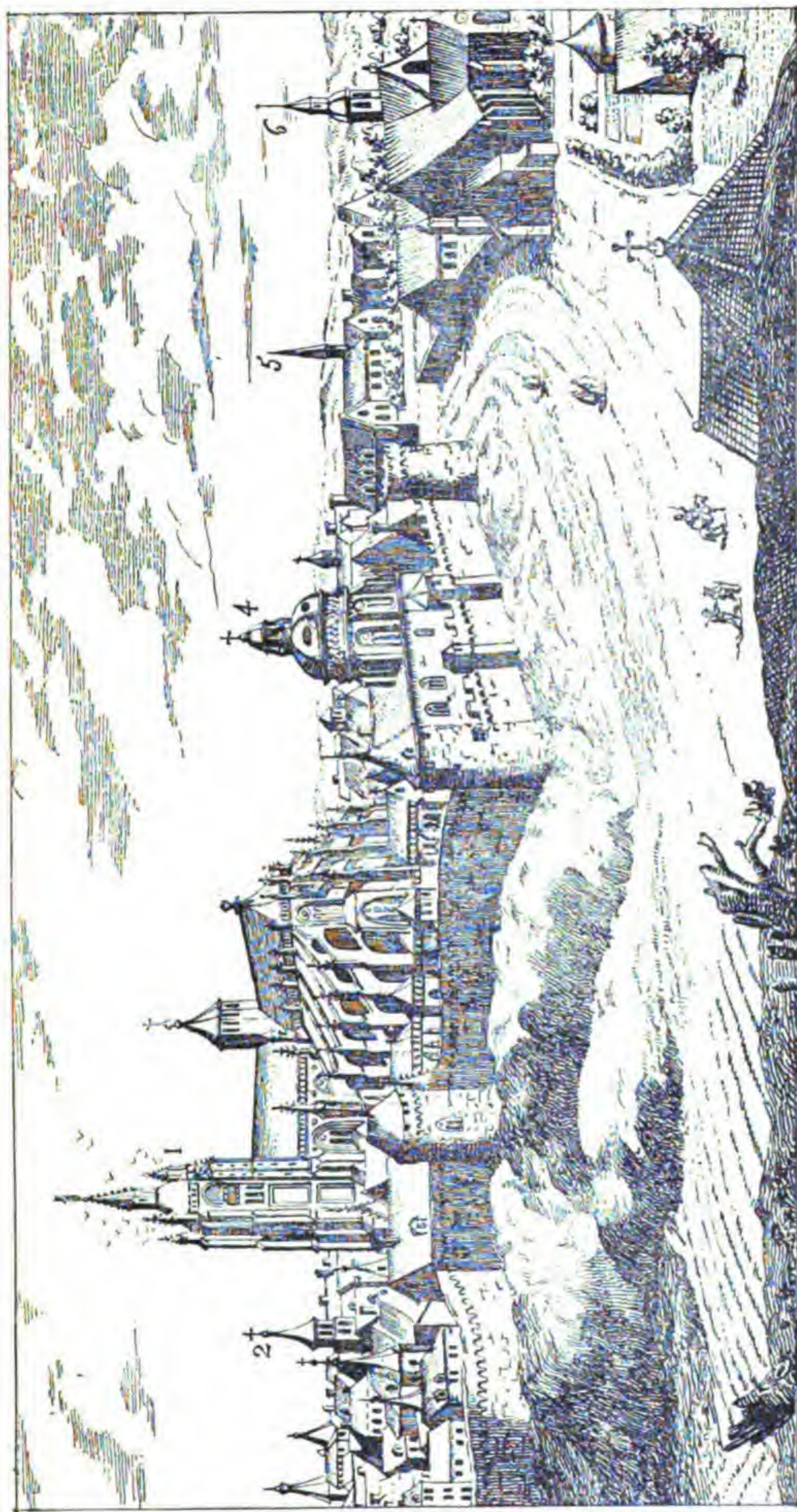
chevet est voilée par un rideau d'étamine à fond bleu, bordé de rouge, sur lequel est une figure de croix. Des carreaux de bois, couverts de mocade rouge rayée de blanc, deux grandes bancelles et deux petits prie-Dieu forment tout l'ameublement ». Seuls quelques tableaux, représentant *les Sept Sacrements* (1), *le Crucifiement de saint Pierre*, *Saint Sébastien* et le *Saint-Suaire*, indiquent une réminiscence artistique. Un peu plus tard, on y verra « des fauteuils à bois doré garnis de damas blanc ou de velours cramoisy, des tabourets peints en blanc recouverts de velours d'Utrecht, des tables recouvertes de tapisserie », un vulgaire ameublement de salon ! (2)

Bien mieux, en 1765, la chapelle de Philippe de Luxembourg et de Simon Hayeneufve tombe en ruines, faute de réparations essentielles ! Mgr de Froullay est obligé d'y consacrer d'urgence 3.000 livres pour la mettre en état de subsister.

Ces travaux fort difficiles au dire d'un contemporain, et exécutés par l'entrepreneur Julien Crochard, sont loin d'être suffisants. Deux ans après, le même entrepreneur signale, en sa qualité d'expert, de nouvelles réparations non moins utiles. « Deux immenses lézards déchirent les murs extérieurs ; il manque douze pieds de pierres de taille à l'architrave au-dessous du dôme et trois pieds à la corniche au-dessus de la frise, neuf pieds à l'architrave au-dessous de la galerie. Les meneaux des fenêtres, réparés avec de la

(1) Ces toiles étaient vraisemblablement des copies des célèbres *Sept Sacrements*, exécutés à Rome par le Poussin pour la collection de notre compatriote Fréart de Chantelou et qui furent copiés dans sa galerie par le peintre manceau Boinard. (V. H. Chardon, *Amateurs d'art et collectionneurs Manceaux du XVII^e siècle*). Au dire de Pesche (*Dictionnaire de la Sarthe*), les *Sept Sacrements* de l'ancienne chapelle de l'évêché se trouvaient en 1829 dans l'église de Chassillé (Sarthe). Ils n'y sont plus malheureusement depuis longtemps déjà, et une vague tradition prétend qu'ils furent transportés à Lille.

(2) Inventaires cités au chapitre II.



LE MANS AU XVII^e SIÈCLE

[Avant la création de la place des Jacobins.]

- 1. Cathédrale.
- 2. Saint-Michel-du-Cloître.
- 4. Chapelle de l'Évêché.
- 6. Les Cordeliers.

Pierre de Saumur au lieu de pierre dure, sont à refaire : trois cents pieds de vitraux sont brisés. Le pignon qui est sur l'arcade du bout de la nef est lézardé et corrompu : une partie de l'architrave, de la frise et de la corniche, à l'intérieur, est à remplacer. »

Tant bien que mal, toutefois l'édifice subsistera jusqu'à la Révolution, grâce à cette « structure solide » qui faisait l'admiration de l'expert Chaplain-Renaudin. Il était donc facile de le conserver et notre temps, plus juste appréciateur des chefs-d'œuvre de l'architecture, eut été heureux de restaurer comme elle le méritait cette chapelle de l'ancien évêché, document artistique si honorable pour la ville du Mans.

L'ignorance et le vandalisme de l'époque révolutionnaire ne lui en laisseront pas le soin. La chapelle du palais épiscopal, vendue nationalement, sera démolie par le nouvel acquéreur. Un citoyen « ami des arts », indigné de cette destruction, ne pourra « qu'en dresser un dessin qui restera, avec la vue du Mans au XVII^e siècle gravée à Paris chez Chéreau, le principal document relatif à l'édifice.

La vue du Mans au XVII^e siècle est depuis longtemps connue et nous-même l'avons publiée plusieurs fois déjà. Son intérêt est tel, cependant, pour notre sujet que nous n'hésitons pas à la reproduire ici de nouveau. On y voit très distinctement, au n^o 4 de la légende, la chapelle de l'Évêché avec son chœur octogone, son dôme et son lanternon. Elle forme avec le chœur gothique de la cathédrale un contraste d'autant plus frappant qu'il est rare de rencontrer côte à côte deux morceaux d'architecture aussi dissemblables.

Quant au dessin de l'époque révolutionnaire, il était l'œuvre de Maulny et fut envoyé à Paris pour être gravé. Postérieurement, toute trace en fut perdue et notre regretté confrère, M. Henri Chardon, qui désirait beaucoup retrouver ce dessin, l'a cherché pendant de longues années avec toute son ardeur et toute sa sagacité d'érudit. Nous aussi l'avons longtemps cherché en vain.

LXVII. 9

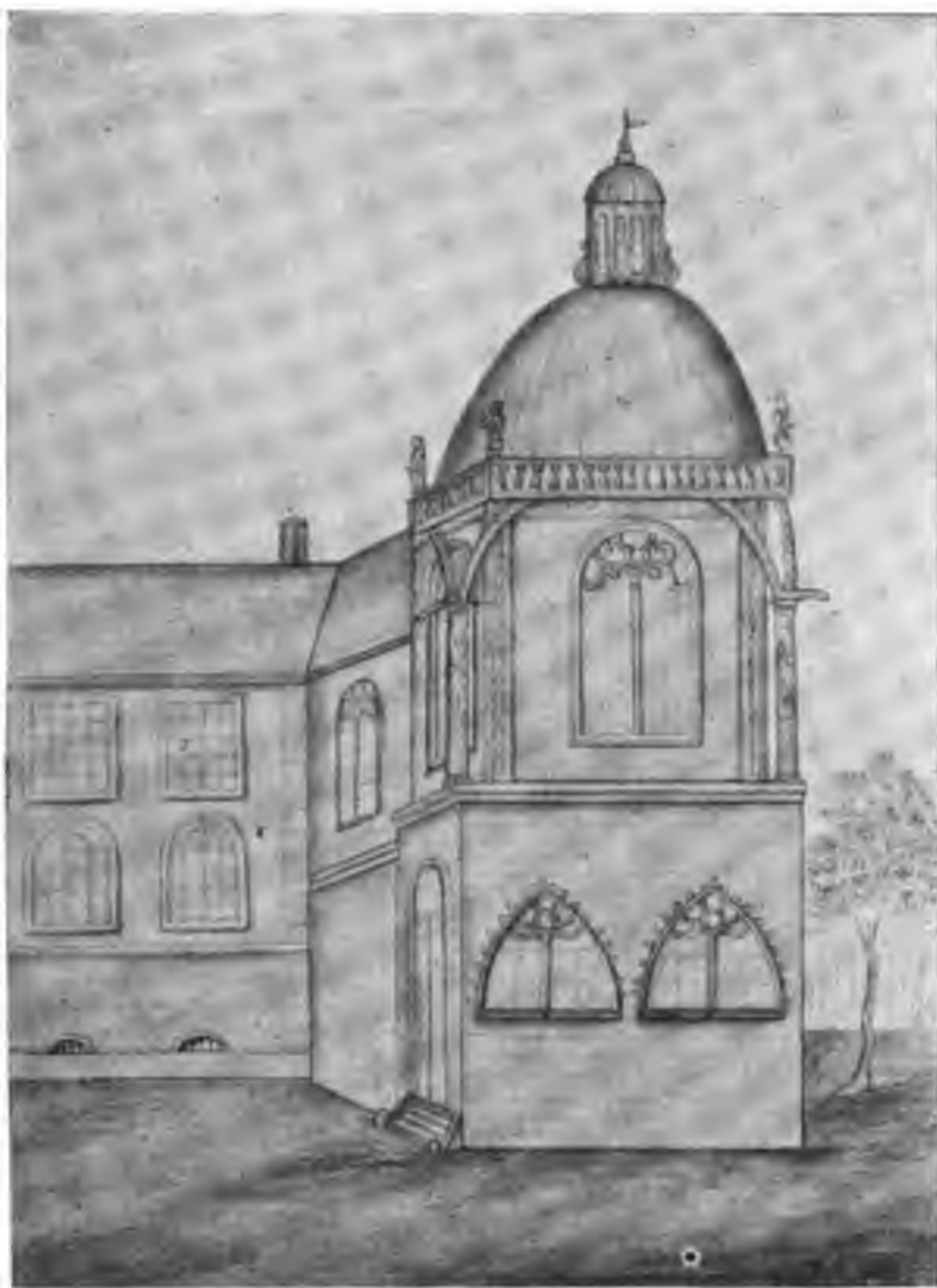
Aujourd'hui, nous croyons reconnaître enfin le croquis de Maulny dans le dessin ci-contre, conservé à la Bibliothèque Nationale, au Cabinet des Estampes, avec d'autres dessins de Maulny, sous la désignation inexacte de « *Partie de l'Abbaye de Beaulieu* ».

Un simple coup d'œil sur les deux vues anciennes de l'abbaye de Beaulieu que l'on possède au Mans, suffit, en effet, pour convaincre que l'édifice représenté par ce dessin ne correspond, ni par les dispositions de son plan, ni par son style, à l'église de l'abbaye de Beaulieu dont la tour était beaucoup plus élevée et, à part son dôme et son lanternon, d'un aspect architectural tout différent : cette église, d'ailleurs, remontait aux XII^e et XIII^e siècles et avait été restaurée en 1754, époques qui ne correspondent en rien au genre du dessin (1).

Le plan des bâtiments figurés sur notre dessin est rigoureusement, au contraire, celui de l'ancienne chapelle de l'Évêché et de ses abords. Il indique, très nettement entre autres, une partie inférieure ou mieux un sous-sol bâti sur plan carré ainsi que le représentent pour la chapelle de l'Évêché les meilleurs plans géométriques qui en ont été conservés, puis, en retour d'équerre vers la gauche, un bâtiment avec sous-sol et étage supérieur, conforme de tous points, comme nous le verrons, à la description des appartements aménagés par Mgr de Jouffroy-Gonssans dans l'ancienne salle synodale : de même, l'arbre figuré à droite, répond exactement à l'emplacement du quinconce planté à la même époque de ce côté de la chapelle de l'évêché.

En élévation, certains rapprochements ne sont pas moins

(1) Des deux vues de l'abbaye de Beaulieu qui fournissent les documents de la comparaison, l'une date de 1695, l'autre de 1739. Cette dernière, postérieure à la reconstruction de la maison conventuelle de 1702, reproduit plus particulièrement l'aspect exact de l'abbaye au moment de la Révolution, il semble de toute impossibilité d'y retrouver l'édifice figuré sur le dessin de Maulny.



DESSIN PRÉSUMÉ DE L'ANCIENNE CHAPELLE DE L'ÉVÊCHÉ
PAR LOUIS MAULNY

Bibliothèque Nationale. Estampes (Sarthe : Le Mans, Va, 194).

frappants. On retrouve notamment, au-dessus du sous-sol, nécessité par la déclivité du terrain, la corniche et les grandes fenêtres en plein cintre, divisées en deux par un meneau ; au-dessus de ces fenêtres la galerie à balustres, la grande coupole, la lanterne à huit ouvertures décorée à chaque angle d'une console renversée et recouverte d'une seconde petite coupole, que décrivent tous les documents relatifs à la chapelle de l'évêché.

Dans son ensemble, le dessin semble bien représenter un édifice du style de la Renaissance avec les mélanges d'ornementation qui caractérisent l'époque de transition où vivait le cardinal de Luxembourg.

L'objection la plus sérieuse qu'on puisse faire contre l'identification que nous proposons, c'est que la forme octogonale du chœur à huit pans n'est pas suffisamment indiquée, ou tout au moins qu'elle est mal indiquée. Cependant, les colonnes qui tiennent lieu de contreforts aux angles sont bien dégagées comme le comportait cette disposition, établie au-dessus d'un soubassement sur plan carré.

Ajoutons que le croquis est mal fait ainsi que la plupart des dessins de Maulny : il laisse entrevoir beaucoup d'inexpérience et des fautes de perspective qui permettent de se demander si « le citoyen ami des arts » ne s'est pas embrouillé quelque peu dans la figuration des pans latéraux.

En définitive, tout en nous gardant d'une affirmation absolue que nous n'autoriserons pas à nous reprocher, nous sommes fortement porté à voir, dans ce dessin de la Bibliothèque Nationale, le fameux dessin de l'ancienne chapelle de l'évêché, tant cherché par nos devanciers.

Il ne donne, il faut le reconnaître, qu'une idée bien imparfaite de l'édifice, et son imperfection même ne peut qu'accroître encore les regrets causés par la démolition de l'œuvre de Simon Hayeneufve.

La perte demeure cruelle pour l'amour propre des habitants du Mans, car ce serait pour eux un honneur de possé-

der aujourd'hui la première chapelle bâtie en France dans le goût italien. Puisse, au moins, cette perte leur servir de leçon et les mettre en garde, à l'avenir, contre les errements des passions politiques toujours si funestes pour l'art national (1).

CHAPITRE II

Louis XIII à l'Évêché du Mans. — Le Palais épiscopal en 1723. — Description générale des appartements de l'évêque, la salle synodale, la grande chapelle, la tour des Cordeliers et le Belvédère ; le secrétariat, la tour du Trésor et les cuisines ; l'officialité ; les remises, les écuries et la tour Margot ; les prisons de l'Officialité. — Travaux de Mgr de Froullay et de Mgr de Grimaldi, 1757-1777.

Depuis la construction de la chapelle du cardinal de Luxembourg jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, le Palais épiscopal du Mans ne paraît pas avoir subi d'importantes modifications. On ne saurait s'en étonner, car les évêques de cette période l'abandonnèrent souvent pour résider de préférence dans leurs châteaux de Touvoie ou d'Yvré-l'Évêque, qui leur offraient un séjour beaucoup plus agréable.

L'Évêché du Mans eut cependant le grand honneur de donner l'hospitalité, en 1614, au jeune roi Louis XIII, de passage dans la ville, et ce fait suffit à prouver que l'édifice conservait une certaine splendeur.

Nous n'avons pas, malheureusement, la description des appartements occupés par le souverain. Nous connaissons

(1) Au moment même où nous écrivons ces lignes, nous en avons une nouvelle preuve dans la situation lamentable faite à l'ancienne abbaye de Saint-Vincent par la loi de séparation. Depuis que le Grand Séminaire a été expulsé, personne ne veut de la pauvre abbaye dont les belles salles des XVII^e et XVIII^e siècles demeurent tristement abandonnées et exposées à des détériorations de plus en plus regrettables. Dès maintenant, pour remettre l'édifice en état et l'utiliser, il faudra des sommes considérables.

seulement, grâce à la curieuse relation d'Hardouin Le Bourdais, la décoration qu'avait reçue pour cette circonstance solennelle la porte d'entrée !

« Au dessus de la porte de l'Évesché, hostel de Leurs
» Majestez, se voyait un tableau dans lequel estoit repré-
» senté la Ville du Mans avec les festes, joyes et esba-
» mens, et au-dessus un Ciel dans lequel paraissait un
» grand œil autour duquel estoit escrit :

LVDOVICVS BORBONIUS

» Et au dessous, ce distique contenant l'anagramme du
» nom :

» *Omnis te laudat populus dicitque beatam qui SVB*
» *DIVINO, te videt, VRBS OCULO.*

» Heureuse vrayment, ajoute Hardouin Le Bourdais, ceste
» ville regardée de cet œil divin, et plus heureux encore
» les peuples nez sous le règne d'un si bon Prince, qui
» leur donne la liberté, la concordance, l'abondance et la
» fœlicité ! » (1)

Les Manceaux, sans doute, avaient voulu dissimuler par l'ingéniosité de leur flatterie les ruines d'aspect quelque peu mélancolique qui, dans la réalité des choses, décoraient la porte de leur évêque !

En 1614, en effet, l'entrée principale du Palais épiscopal s'ouvrait, comme au Moyen-Age, au fond de la place du

(1) *Discours sur l'ordre tenu à l'entrée de Leurs Majestez en la ville du Mans*, au Mans, 1614, réimprimé par l'abbé G. Esnault sous ce titre : *Entrée solennelle du roi Louis XIII et de Marie de Médicis en la ville du Mans, le 5 septembre 1614*. Le Mans, Monnoyer, 1880.

Contrairement à l'indication que semble donner cette citation, la reine Marie de Médicis, qui accompagnait son fils, ne logea pas à l'évêché, mais au Grabatoire qu'habitait alors le maréchal de Lavardin, gouverneur du Maine.

Château, là où s'ouvre aujourd'hui le portail de la Psallette et où se voient toujours des restes de constructions romanes.

Elle s'ouvrait en ce même endroit encore à la mort de Mgr Rogier du Crévy, en 1723, date de la première « visite et montrée » qui va nous permettre de reconstituer en détail l'Ancien Évêché du Mans.

C'est donc par le portail actuel de la Psallette, en passant « sous un porche surmonté d'un pavillon qui contient la chambre du suisse », que nous pénétrerons pour la première fois, le 15 octobre 1723, dans l'antique demeure des évêques du Mans avec les experts Pierre Gendrot et Jean-Baptiste Coulom, chargés de la liquidation de la succession de Mgr Rogier du Crévy (1).

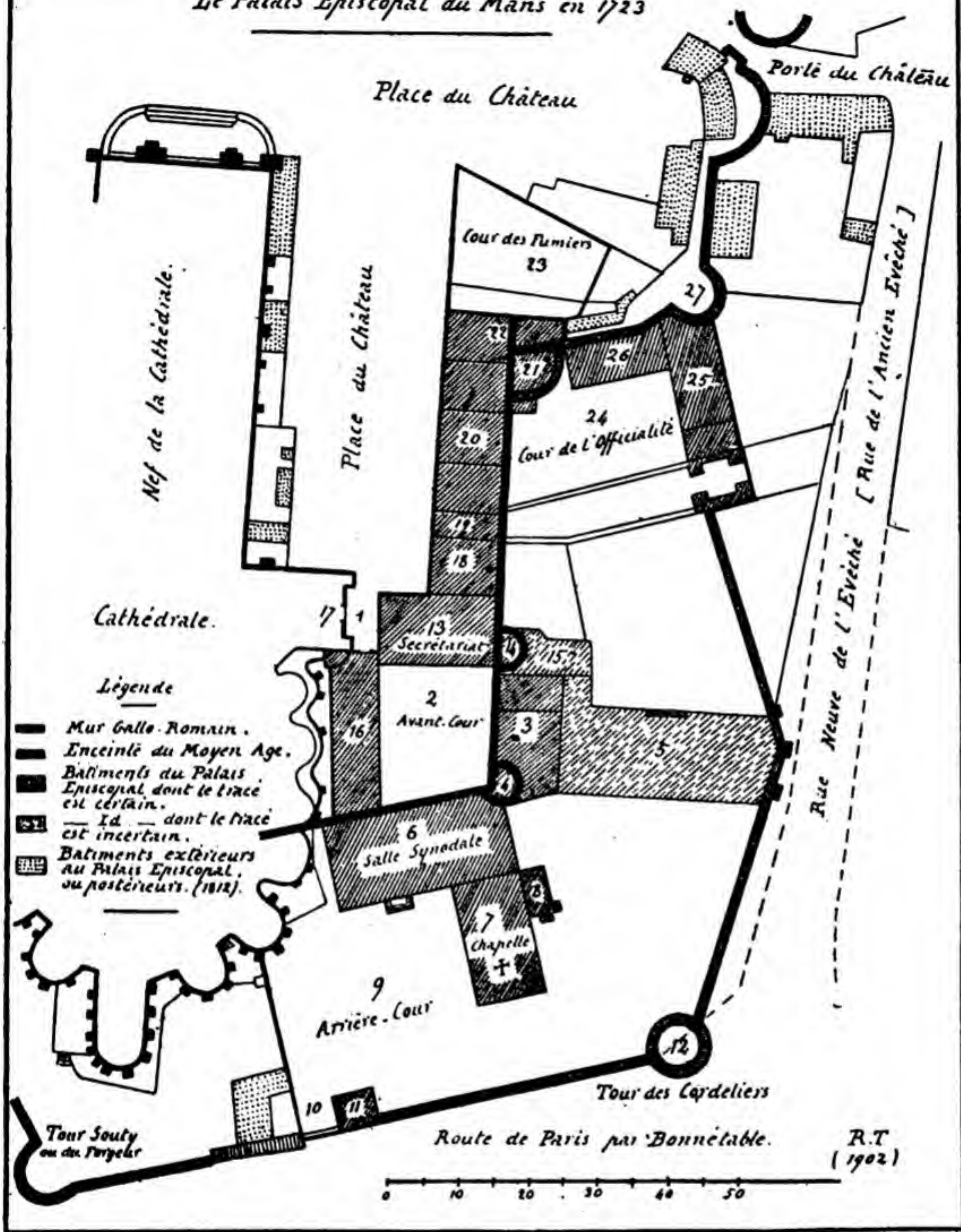
Nos guides sont pressés et peu soucieux d'érudition, comme tous les gens d'affaires. Nous n'avons pas, dès lors, à en espérer des observations archéologiques bien intéressantes, mais ils sont consciencieux et ils n'oublieront rien. Au besoin nous pourrons, d'ailleurs, compléter ou contrôler leurs dires par la description d'un de leurs successeurs, l'architecte Julien Crochard, qui procédera à la même opération en 1767, lors du décès de Mgr de Froullay (2).

Au fond de « l'avant-cour » qui correspond aujourd'hui à la cour de la Psallette [n° 2 du plan], en face de la cathédrale et par conséquent au nord, sur l'emplacement actuel des classes, Pierre Gendrot et Jean-Baptiste Coulom nous montrent tout d'abord « un corps de bâtiment de 72 pieds de face sur 31 pieds 1/2 de largeur, présentant le pignon sur ladite cour et exploité par un perron saillant [3] ». Ce bâtiment, sans étage, comprend au rez-de-chaussée un vesti-

(1) Archives de la Sarthe, fonds municipal, 821 bis. *Visite et montrée du Palais épiscopal du Mans*, 15 octobre 1723 et jours suivants.

(2) Archives de la Sarthe, B, 21. *Visite et montrée du Palais épiscopal du Mans et de ses dépendances*, 30 août 1767 et jours suivants.

Le Palais Episcopal du Mans en 1723



L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DU MANS

D'après les plans les plus anciens et le premier plan cadastral.

[La rue Neuve de l'Évêché, aujourd'hui rue de l'Ancien Évêché ne sera ouverte qu'en 1788.]

bule ou antichambre et une grande salle qui servira de salle à manger sous Mgr de Froullay. Au-dessus, des greniers ; dans le sous-sol, des bûchers, des celliers et une petite chambre à feu « habitée jadis par le concierge des anciennes prisons ».

Au bout de la grande salle, s'élève « une espèce de donjon ou tour en partie ronde et en partie à pans, à trois étages », contenant, au rez-de-chaussée un « salon à manger », transformé par Mgr de Froullay en « salon de compagnie », avec deux cachots dessous ; au premier étage une antichambre ; au deuxième une chambre à feu ; au troisième une autre chambre « avec un couroir pris dans le couvert pour loger les domestiques » (1).

En arrière de ces premières constructions, dans une direction tendante vers la rue actuelle de l'Ancien Évêché et sur le terrain qui est aujourd'hui notre propriété, se prolongent plusieurs autres « corps de logis [nos 5 et 15 du plan].

L'un, de 27 pieds sur 16 1/2, à côté de la grande salle et du salon, en saillie sur une arrière-cour, contient au rez-de-chaussée une chambre servant autrefois de prison ; au premier étage — de niveau avec le salon par suite de la déclivité du sol — un cabinet « faisant partie de l'appartement du seigneur évêque » et devenu en 1767 la chambre à coucher de Mgr de Froullay ; au deuxième étage, une chambre à feu avec cabinet et « garde-robe » ; au troisième,

(1) A l'angle nord-est de l'avant-cour se trouvait une ancienne tour de l'enceinte gallo-romaine, la tour dite de l'Évêché [4], dont l'abbé Voisin a reconnu les fondations, vers 1858, sous un petit escalier de la terrasse de la Psallette. L'abbé Voisin, *Le Mans à tous ses âges*, Le Mans, Monnoyer, 1862, un vol. in-8, p. 56. Cf. aussi, *Nouvelles explorations sur les remparts du Mans*, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, tome XIV, 1859-1860, p. 89-122. Landel et Hucher, *Description des enceintes successives de la ville du Mans* ; Hucher, *Étude sur l'histoire et les monuments du département de la Sarthe*. Le Mans, Monnoyer, 1856, in-8, p. 27.

une autre chambre à feu avec un cabinet également et un garde-meuble.

L'autre corps de logis, de 36 pieds sur 30 1/2, au bout du salon, et de l'appartement de l'évêque, est distribué « d'une salle de compagnie de plain pied avec le salon, d'un passage s'ouvrant sur la terrasse du *Belvédère*, d'une anti-chambre conduisant à la bibliothèque et d'une garde-robe ». A côté de la salle de compagnie, dans une tour saillante sur l'arrière-cour, se voit « une petite chapelle de 14 pieds 2 pouces de longueur sur 10 pieds 3 pouces de largeur, dont le haut est lambrissé de doilles de menuiserie à la rencontre de la charpente en forme d'arc de cloître ». Au-dessus de la salle de compagnie, un appartement nommé *Chamillard*, composé « d'une chambre à feu, d'un cabinet, d'un corridor et d'une garde-robe », appartement d'honneur sans aucun doute ; à l'étage supérieur, une grande chambre froide prise dans le comble. Dans le sous-sol, d'anciennes prisons transformées en caves et bûchers.

En retour du dernier de ces bâtiments s'en élève un troisième, de 23 pieds sur 15 1/2, à plusieurs étages lui aussi, où se trouve, en outre de diverses chambres et cabinets, la bibliothèque. Il est desservi par plusieurs petits escaliers de service et par un grand escalier dont la cage, de 20 pieds sur 15, forme saillie dans l'arrière-cour.

Après avoir ainsi exploré tout un groupe de bâtiments qui disparaîtront quelques années avant la Révolution et qui formaient alors la partie centrale du palais épiscopal, entre la cour de la Psalette et la rue de l'Ancien Évêché (1),

(1) Le mur de fond de la maison que nous habitons rue de l'Ancien Évêché, 5, est établi en partie sur un énorme massif de maçonnerie ancienne, très apparent encore dans les caves, et qui appartient sans aucun doute aux soubassements de l'un de ces bâtiments. Il nous a été impossible, toutefois, de reconstituer les contours exacts de ce groupe de constructions et nous avons dû nous borner à indiquer sous les nos 5 et 15 l'emplacement général qu'elles devaient recouvrir.

Pierre Gendrot et Jean-Baptiste Coulom nous ramènent brusquement à notre point de départ, dans l'avant-cour (cour de la Psalette), en face du premier bâtiment qu'ils nous ont décrit. Pour nous permettre de mieux nous orienter, ils ont l'attention de nous placer par là même face au nord, les yeux sur l'étoile polaire.

Là, ils nous montrent « aux deux costés de laditte avant-cour, deux ailles de bâtiments » qui se développent à droite et à gauche, perpendiculairement au chœur de la cathédrale.

La première de ces ailles, située à notre droite et par conséquent à l'est, contient la *Salle sinodale* de 95 pieds de face sur 45 de largeur, avec caves et bûchers dessous [n° 6 du plan].

Cette salle, dite du *Synode*, est la plus vaste et la plus remarquable de l'ancien évêché du Mans : c'est la grande salle des assemblées ecclésiastiques et politiques, qui est pour le palais épiscopal ce que la grande salle du XII^e siècle est pour le palais des anciens comtes du Maine (1). Mgr de Gonssans devant la transformer vers 1780, et pour ainsi dire la détruire par de nouveaux aménagements, les moindres détails ont ici leur intérêt. La *Salle sinodale* est, paraît-il, « pavée de gros blocs, lambrissée de menuiserie peinte, et a un plafond de planches, servant de plancher au-dessus, attaché sur des lambourdes qui portent sur les tirants ; la charpente du comble est cintrée par dessous et couverte d'ardoises en forme de mansarde ». Dans les pignons s'ouvrent de grandes fenêtres à meneaux de pierre, garnies de vitraux (2).

(1) Cf. la restitution et les plans de cette grande salle du Palais des Comtes du Maine dans notre travail *L'Hôtel de Ville du Mans*, 1898.

(2) D'après Maulny, *Observations sur la paroisse du Crucifix*, dans l'*Almanach du Maine* de 1758, la Salle du Synode eut été bâtie ou tout au moins réparée par l'évêque Adam Chastelain dans les premières années du XV^e siècle.

De la salle synodale, qu'ils traversent bien trop vite à notre gré, nos experts nous introduisent directement dans « *une grande chapelle* en saillie sur l'arrière-cour, sous laquelle est une serre qui servait autrefois de chapelle pour les prisonniers [7], un cellier voûté à côté » surmonté de la sacristie [8]. Cette grande chapelle, si brièvement mentionnée, n'est autre que la chapelle construite par le cardinal de Luxembourg et que nous serions heureux de mieux connaître. Décidément, si Pierre Gendrot et son confrère ont le mérite de n'être pas bavards, ils ont le tort de ne pas être plus artistes qu'historiens.

En tout cas, il nous faut suivre fidèlement nos guides dans la salle synodale et descendre avec eux dans l'arrière-cour [9], par « le perron à quatre rampes de pierre et à piliers construit au derrière dudit sinode ». Cette arrière-cour a déjà, en 1723, une issue sur la place des Jacobins : c'est une porte cochère que Mgr de La Vergne de Tressan a obtenu l'autorisation d'ouvrir dans le mur de ville, en 1689, lors de la création de la place (1). A côté de ce portail [10] se trouve un logement de concierge [11] et un peu plus loin un puits. La cour est close sur la place et sur les fossés correspondant à la rue actuelle de l'Ancien Évêché par les murs de ville et la tour dite *des Cordeliers* ou du *Belvédère* [12].

Cette tour, située à l'angle nord-est de l'enceinte du palais épiscopal, vis-à-vis le couvent des Cordeliers, a été bâtie comme nous l'avons vu, par l'évêque Adam Chastelain : elle a 14 toises 1/2 de circonférence. C'est à son sommet qu'en 1562, les dames de Vignolles et de Baladé, en ferventes huguenotes qu'elles étaient, s'étaient placées, l'arquebuse à la main, pour contempler l'incendie du couvent des Cordeliers.

Au XVIII^e siècle, on l'appelle aussi tour du *Belvédère*

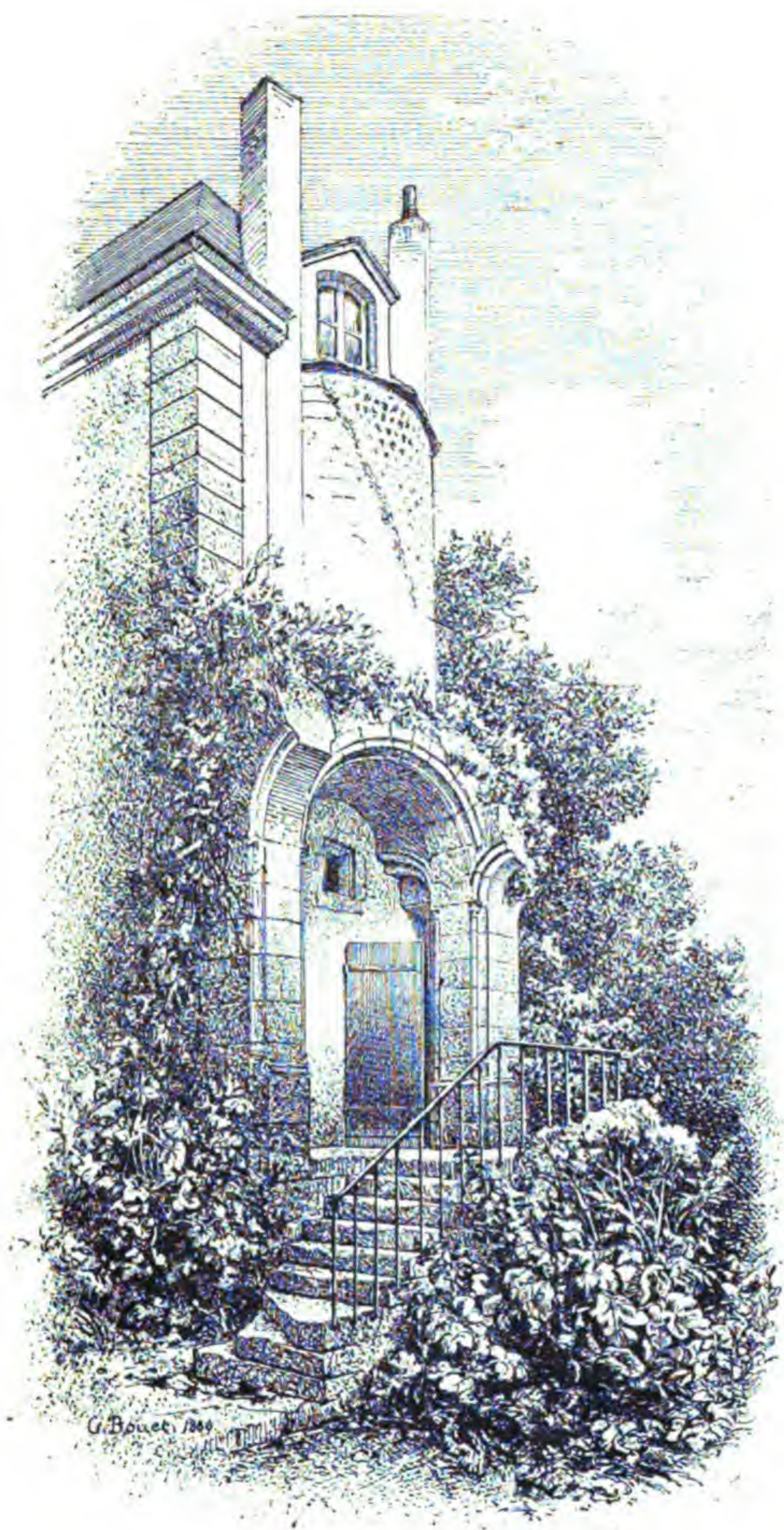
(1) *Extraits des registres de l'Hôtel de Ville du Mans*. Archives de la Sarthe, fonds municipal, 187.

parce qu'elle est surmontée d'un petit pavillon ou belvédère auquel on accède par une terrasse qui communique avec le corps de logis central. « Le *Belvédère*, bâti en haut du plat de forme a 12 pieds 2 pouces de longueur sur 9 pieds 8 pouces de largeur : il est construit en charpente, à huit pans ; le dedans et le plafond sont lambrissés de menuiserie, peints et dorés. La charpente du comble, faite en impériale, est couverte d'ardoises taillées en écailles de poisson, couronnée d'une boule et d'un faucheur que soutiennent quatre dauphins en plomb ». Le luxe relatif de ce pavillon n'a rien de surprenant : c'est un des coins préférés de l'évêque, le seul où, à défaut de jardins, il puisse prendre l'air et apercevoir les dehors. Enfermés dans leur enceinte de vieilles murailles, sans vue sur la ville ni la campagne, ses autres appartements sont d'une tristesse mortelle.

Revenons maintenant pour la seconde fois à notre point initial, dans l'avant-cour (cour de la Psallette), et pénétrons dans l'aile de l'ouest que nous avons laissée à notre gauche.

Cette aile se compose d'un bâtiment de 55 pieds de longueur sur 37 1/2 de largeur, dont la façade est parallèle à la salle synodale [13]. Le rez-de-chaussée est occupé par une chambre à feu servant de *secrétariat*, une autre chambre à feu et divers cabinets ou corridors ; le premier étage par des appartements analogues, « le tout servi par un escalier de pierre dont la cage est une tour à pans saillante dans la cour ». C'est l'ancien bâtiment du Secrétariat que Mgr de Froullay reconstruira bientôt : son emplacement correspond à l'habitation actuelle du directeur de la Psallette qui est précisément le nouveau secrétariat de Mgr de Froullay, seule partie du Palais épiscopal conservée depuis la Révolution.

Au bout, engagée « entre ledit bâtiment et les cuisines », est une tour appelée la tour du *Trésor* [14] qui n'est autre qu'une vieille tour de l'enceinte gallo-romaine, dite sur les plans récents de cette enceinte tour de la *Psallette*. On



TOUR DE LA PSALLETTE

Dessin de M. G. Bouet, communiqué par M. G. Fleury.

en aperçoit encore des parties très apparentes au pignon nord de la Psallette, et M. l'abbé Charles en a donné un excellent dessin de M. Bouet dans son étude sur *L'Enceinte gallo-romaine du Mans* (1). Jusqu'en 1858, la base incontestablement romaine conservera sa forme circulaire avec un diamètre de 5 mètres ; des fouilles pratiquées de nos jours feront connaître qu'elle s'enfonce profondément dans le sol. La partie supérieure a été reconstruite à l'époque romane en pierres de petit appareil, sans chaines de briques.

Au XVIII^e siècle, le sous-sol de la tour du *Trésor* ou de la *Psallette* est une cave ; le rez-de-chaussée, de niveau avec le Secrétariat, « un cherbonnier » ; le premier étage, la chambre du cuisinier, et le deuxième est occupé « par la chambre qui servait autrefois de trésor ».

« La partie inférieure, ajoute l'abbé Charles, fut comprise dans une sorte de galerie dont les arceaux surbaissés retombaient sur de fines colonnettes dans le goût délicat du XIV^e siècle. Les fragments qui subsistent de cette galerie suffiraient pour donner une idée de la somptuosité du Palais épiscopal au Moyen-âge. » Il faut croire, en effet, que dans le principe les appartements les plus vulgaires avaient été fort soignés comme construction, ou que les siècles postérieurs n'avaient guère apprécié leur architecture, car à l'époque où nous visitons l'ancien évêché du Mans, la galerie si fort admirée de notre confrère, fait modestement partie du bâtiment des cuisines.

Ce bâtiment, de 41 pieds sur 26 1/2, est contigu à la tour précédente [3] : la moitié environ de sa façade donne sur la cour d'entrée : il contient la cuisine, une décharge, une lavanderie et une « salle du Commun ». Or, Julien Crochard, un peu plus archéologue que ses prédécesseurs, nous

(1) *Revue historique et archéologique du Maine*, tome IX et X, et à part, Mamers et Le Mans, 1882, in-8.

apprend que toutes ces pièces « sont sous voûte, en deux parties, en forme d'arc de cloître ». Dès lors, il est bien difficile, selon nous, de ne pas reconnaître dans les arceaux et les colonnettes du bas de la tour de la Psalette les ruines de ces voûtes.

Enfin, avant de sortir de l'avant-cour pour nous conduire à l'officialité et aux prisons qui ont leur entrée distincte sur la place du Château, Pierre Gendrot et Jean-Baptiste Coulom, jaloux de ne rien oublier, nous montrent encore au sud « de ladite avant-cour » le long de la cathédrale, un « corps de remises et de chambres de domestiques, de 62 pieds sur 20, supporté par des piliers de pierre de taille et attenant par un bout au porche d'entrée [16] ».

Tel était, en 1723, le Palais épiscopal proprement dit. Comme on le voit, il se composait dans son ensemble de trois groupes principaux de bâtiments dont la cour actuelle de la Psalette occupait le centre : 1° Au nord, entre cette cour et la rue de l'Ancien Évêché les appartements privés de l'évêque ; 2° à l'est, du côté de la place des Jacobins, la salle synodale et la chapelle ; 3° à l'ouest, du côté de la place du Château, le Secrétariat et les cuisines englobant la tour gallo-romaine dite du *Trésor*.

Ces trois groupes de bâtiments ayant été détruits ou totalement modifiés avant la fin du XVIII^e siècle, la description que nous devons à nos experts, si imparfaite qu'elle soit, peut seule donner une idée des dispositions primitives de l'ancien évêché du Mans ; elle présente un intérêt d'autant plus vif qu'elle se rapporte forcément à un état de lieux bien antérieur à l'époque où elle a été faite.

Ajoutons que, depuis le XV^e siècle, le Palais épiscopal communiquait avec la cathédrale par une porte pratiquée à l'extrémité du transept septentrional, à deux pas du porche d'entrée de l'évêché ; l'élégante arcature de cette porte se voit encore dans le mur extérieur du transept, près du portail de la Psalette [17].

Mais, avant la Révolution, un évêché n'était pas seulement, comme aujourd'hui, le siège de l'administration religieuse du diocèse, il était aussi le siège d'une juridiction ecclésiastique, l'*Officialité*, qui possédait ses prisons spéciales (1). D'autre part, la haute situation sociale de l'évêque lui imposait un train de maison qui nécessitait de nombreuses dépendances.

Au Palais épiscopal proprement dit se joignaient donc au Mans des annexes importantes, qui s'étendaient à l'ouest, sur la place du Château, entre la cathédrale et la rue dite de l'Ancien Évêché. Leur visite étant indispensable pour compléter notre exploration, nous allons y suivre de nouveau nos guides, toujours curieux par profession.

« Au dehors dudit Palais épiscopal, nous disent-ils, est un bâtiment de 22 pieds de face sur 30 de largeur, joignant le Secrétariat. » Il renferme, au rez-de-chaussée, une chambre « servant d'auditoire pour l'*Officialité* » ; au premier étage une chambre à feu « où se tiennent les assemblées du Clergé » et un cabinet, avec grenier dessus. C'est actuellement la maison de M. le chanoine Gouin [18].

« Au bout, un bâtiment prolongé de 96 pieds 1/2 sur 31 », dont le plus grand côté est parallèle à la nef de la cathédrale, contient « un porche d'entrée pour communiquer de la place du Château dans la cour de l'*Officialité* [19], des écuries à la suite [20], puis le pavillon de la sellerie installé au rez-de-chaussée d'une tour de ville, la tour *Margot* (2). Au-dessus du porche, la chambre des archives et le cabinet du secrétaire [21]. A la suite, des écuries et des greniers. Le premier étage de la tour est occupé par une chambre à

(1) Sur l'ancienne juridiction de l'*Officialité*, cf. l'excellent ouvrage de M. Paul Fournier, *Les Officialités au Moyen-Age*. Paris, Plon, 1880, in-8.

(2) D'origine romaine et reconstruite aux XIV^e et XV^e siècles, la tour *Margot* marque le point d'attache de l'enceinte dite du Château avec le mur gallo-romain.

feu et un cabinet, le second par un autre appartement servant, en 1723, de magasin à l'avoine. A côté de la tour *Margot*, adossé au mur de ville et sur la cour dite des *Fumiers* [23], « un corps de remises, de 19 pieds de face sur 27, basti de charpenterie couvert de bardeaux, avec un portail à deux vantaux » s'ouvrant à l'ouest sur la place du Château [22].

Au fond de la cour de l'Officialité [24], Pierre Gendrot et son confrère nous montrent en dernier lieu les *prisons de l'Officialité* qui comprennent deux autres bâtiments.

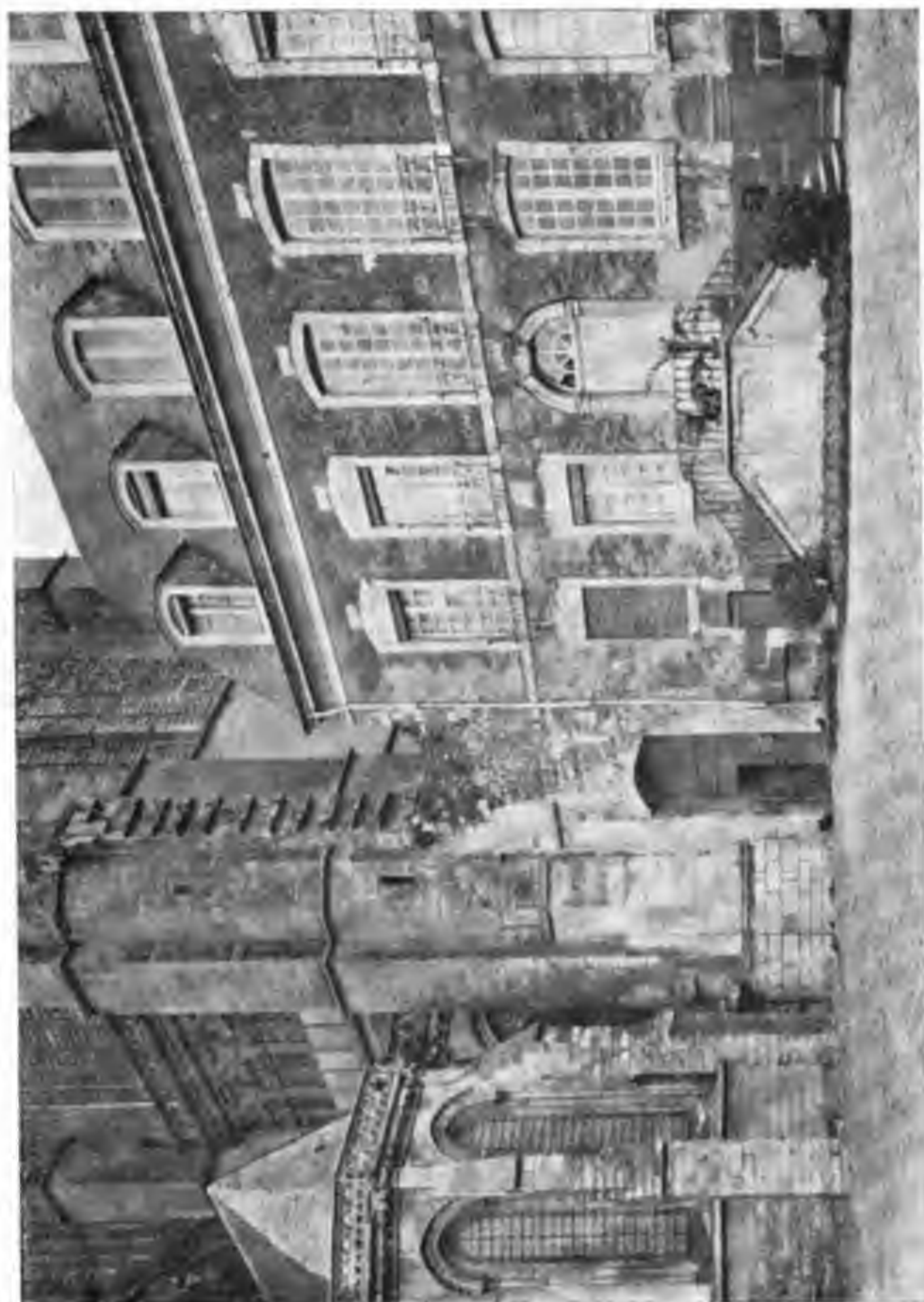
L'un, parallèle à la rue actuelle de l'Ancien Évêché, de 90 pieds sur 19 1/2, s'appuyant à l'une de ses extrémités à la tour du *Papegai* [27], contient au rez-de-chaussée « le logement du concierge, une chapelle, un cellier, une salle ou cuisine, un vestibule, une chambre froide et un cabinet de latrines ; au premier étage trois chambres à feu, grenier dessus » [25].

L'autre bâtiment, de 45 pieds sur 12, en retour du précédent, contient quatre cachots appuyés en appentis contre les murs de ville [26].

Lorsque nous aurons ajouté que la *Cour des prisons* renferme une glacière et qu'elle est séparée du Palais épiscopal proprement dit par « le petit jardin de l'Officialité », nous n'aurons plus qu'à remercier nos guides et à prendre congé d'eux. Grâce à leurs descriptions, nous connaissons, autant que possible désormais, l'ancien Palais épiscopal du Mans, tel qu'il était encore en 1723.

A défaut d'un plan détaillé que nos documents ne permettent pas d'établir pour cette première époque avec une exactitude assez rigoureuse, nous pouvons au moins en donner avec l'aide de Pierre Gendrot et de Jean-Baptiste Coulom, un croquis combiné d'après divers plans postérieurs.

Dès le milieu du XVIII^e siècle, une partie du Palais épiscopal, de date très ancienne sans doute, menaçait ruine et des réparations urgentes s'imposaient. Mgr de Froullay,



L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DU MANS

Secrétariat reconstruit par Mgr de Froullay (aujourd'hui la Psallette).
Cliché de M. Vivet.

évêque du Mans de 1723 à 1767, les commença en 1757 par la reconstruction du secrétariat (1).

Sur le même emplacement, il éleva un bâtiment neuf, de 55 pieds 1/2 de façade, vis-à-vis la Salle du Synode, et de 29 pieds 9 pouces de largeur. Le rez-de-chaussée, à trois pieds au-dessus du niveau de la cour actuelle de la Psallette, fut distribué d'un vestibule « contenant un escalier de charpenterie à noyau recreusé avec une rampe de fer », d'une chambre à feu de chaque côté avec un cabinet et une garde-robe ; le premier étage de deux chambres à feu ayant aussi chacune son cabinet et sa garde-robe, et d'un grand pallier. « Aux croisées, nous dit Maulny (2), Mgr de Froullay fit graver et peindre les armoiries de plusieurs évêques du Mans, ses prédécesseurs les derniers, au nombre douze, pour faire honneur aux prélats d'une illustre naissance et parmi eux des cardinaux. »

Comme nous l'avons rappelé plus haut, ce bâtiment neuf du Secrétariat est la seule partie de l'ancien évêché du Mans qui ait échappé à la Révolution [13]. C'est aujourd'hui l'habitation du directeur de la Psallette, et l'on voit encore sur les linteaux des croisées les dates correspondantes aux armoiries des évêques, grattées à l'époque révolutionnaire (3). Le cintre de la porte d'entrée a même conservé le cartouche sculpté qui portait les armes de Mgr de Froullay, avec la date de 1723, année de son intronisation.

L'année qui suivit la reconstruction du secrétariat, en 1758, Mgr de Froullay modifia l'entrée de ses appartements privés. Il l'établit « dans une partie du Synode qu'il décora

(1) *Mémoires de Maulny*, Archives de la Sarthe, fonds municipal 21, tome II, p. 172. La date de 1757 donnée par ce manuscrit nous semble incontestable, car l'auteur, contemporain des faits, les inscrivait au jour le jour dans son journal.

(2) *Mémoires de Maulny*, Archives de la Sarthe, fonds municipal, 21, tome II, p. 172.

(3) Ces dates sont celles de 1519, 1535, 1546, 1556, 1587, 1601, 1637, 1648, 1671, 1712 et 1723.

et qui devint la plus belle pièce du Palais épiscopal » (1).

En 1763, au mois d'avril, l'importance de plus en plus grande que prenaient la place des Jacobins et la route de Paris par Bonnétable, lui inspira un changement plus considérable encore. Il fit abaisser à hauteur d'appui, sur une longueur de 64 pieds, la partie des murs de ville qui fermait l'évêché sur la place des Jacobins, et il la surmonta « d'une grille de fer terminée par deux pilastres de pierre dure ». Dans cette grille s'ouvrit « une porte de fer à deux batans, avec un couronnement de même métal où furent placées les armoiries de Froullay, *d'argent au sautoir de gueules engrelé de sable*, avec les ornements épiscopaux » (2).

Dès lors, la nouvelle grille, substituée à la porte cochère de 1689, devint, au détriment de la porte actuelle de la Psalette, la principale entrée du Palais épiscopal : ce fut au dire des contemporains, « un magnifique ouvrage qui contribua à l'embellissement de la ville » (3).

L'« arrière-cour » de notre description précédente devint par là même aussi la cour d'honneur de l'évêché. Cette cour d'honneur [9] se trouva fermée, au sud, par une terrasse contiguë à la cathédrale, à l'ouest, par la Salle du Synode, dont le beau perron à repos, avec rampes de pierre et de fer, formait désormais l'accès direct du Palais, au nord, par la grande chapelle et par une autre grille que Mgr de Froullay fit également placer dans le prolongement de la chapelle.

Les grilles de l'évêché, œuvres remarquables d'une époque où l'art de la serrurerie fut porté à une haute perfection, demeureront longtemps célèbres dans les souvenirs des habitants du Mans : après la Révolution l'on dira même qu'elles auraient suffi pour payer le montant de la vente nationale.

(1) *Mémoires de Maulny*, II, p. 172.

(2) *Mémoires de Maulny*, II, p. 185.

(3) *Mémoires de Maulny*, II, p. 185.

Deux années encore avant sa mort, en 1765, Mgr de Froullay fit réparer la grande chapelle qui avait été fort négligée, paraît-il, et lui consacra une somme de trois mille livres.

Son successeur, Mgr de Grimaldi, absorbé par les travaux si regrettables qu'il avait entrepris à la cathédrale, ne continua pas ces premières restaurations. Il se contenta d'ouvrir en 1769, avec le consentement du Chapitre, une communication directe entre la Salle du Synode et l'une des chapelles de la cathédrale, aujourd'hui chapelle du Sacré Cœur, « afin d'entrer dans son église sans sortir de chez lui » (1). C'est à cette occasion que l'on construisit, avec les débris d'un ancien jubé, la porte monumentale, qu'on voit toujours à l'entrée de la chapelle du Sacré Cœur, en vis-à-vis de celle de la sacristie, et que l'on condamna la porte du transept septentrional qui établissait précédemment la communication avec l'évêché : on transporta devant cette porte, à l'intérieur du transept, l'autel paroissial du Crucifix qui fut décoré lui aussi avec les débris du jubé et qui devait rester jusqu'à nos jours dans ce nouvel emplacement.

Les vieux bâtiments du Palais épiscopal, et surtout les appartements privés de l'évêque, achevèrent donc de se dégrader sous l'épiscopat de Mgr de Grimaldi. Ils devinrent à ce point inhabitables que le prélat, lorsqu'il ne résidait pas au château d'Yvré-l'Évêque, son séjour préféré, en était réduit à se réfugier au secrétariat et qu'il dut bientôt étudier un plan complet de reconstruction.

Son transfert à l'évêché de Noyon, en 1777, ne lui laissa pas le temps d'exécuter ce plan. Ce sera à son successeur, Mgr de Gonssans, qu'incombera l'obligation d'une transformation radicale que nous exposerons dans un des chapitres

(1) *Mémoires de Maulny*, II, 205, 227, 230.

suivants, en faisant connaître avec toute la précision désirable ce qu'était l'ancien évêché du Mans au moment de la Révolution (1).

ROBERT TRIGER.

, (A suivre.) .

(1) Comme complément à ce travail sur le Palais épiscopal du Mans, nous donnerons peut-être un jour une notice spéciale sur le château d'Yvré-l'Évêque, aujourd'hui rasé.

LOUIS DE MONTECLER

GOUVERNEUR DE LAVAL

SOUS LES RÉGNES D'HENRI III ET D'HENRI IV

Dans la précédente *Revue*, M. Maurice Passe a donné une excellente description du château de Montecler, situé dans la Mayenne, non loin d'Évron, et il a accompagné cette description d'un rapide aperçu sur l'histoire de la très ancienne et très noble famille qui a donné son nom, après l'avoir considérablement agrandi, au modeste manoir de Launay-Péan, en Châtres, devenu, au commencement du XVII^e siècle, grâce à Louis et à Urbain de Montecler, l'imposant château que nous voyons aujourd'hui.

Il nous a semblé toutefois que l'auteur de l'article en question, qui a consacré une page toute entière à Jehan de Montecler, le vaillant canonnier du siège d'Orléans, aurait pu mettre davantage en relief un des descendants de ce dernier qui, plus qu'aucun membre de sa famille, a largement contribué à l'illustration de celle-ci. Nous voulons parler de Louis de Montecler, sieur de Courcelles, lequel après avoir été pendant quelques années guidon, puis enseigne dans la compagnie d'ordonnance de François Le Roy, seigneur de Chavigny, a joué un certain rôle dans l'histoire du Bas-Maine comme gouverneur de Laval sous les règnes de Henri III et de Henri IV.

Fils cadet de Jehan de Montecler et de Béatrix de Jon-

chères, mariés en 1534, Louis de Montecler, né évidemment entre l'année 1535 et l'année 1540, avait pour frère aîné René de Montecler lequel, d'abord guidon dans la compagnie de Chavigny, avait été promu en 1564 au grade d'enseigne dans la même compagnie, et, blessé mortellement à la bataille de Saint-Denis, en novembre 1567, était mort quelque temps après (1).

A cette dernière époque, ce personnage devait être bien près de la trentaine, s'il ne l'avait pas déjà atteinte, et il devait y avoir au moins dix ans qu'il avait embrassé le métier des armes ; mais, il faut bien l'avouer, ce passé militaire du frère cadet de René de Montecler a jusqu'ici échappé complètement à toutes nos recherches ; nous savons en tous cas que ce n'était pas dans la compagnie de Chavigny qu'il servait alors (2).

René et Louis de Montecler, avaient pour beau-frère René de Montboucher, seigneur du Bois en Chambellay, qui avait en 1556 épousé leur sœur Renée (3). Or celui-ci était depuis 1564 guidon de la compagnie dont René de Montecler était enseigne (4). Il est à croire qu'après la bataille de Saint-Denis et la mort de son beau-frère, René de Montboucher lui avait succédé dans la charge d'enseigne de leur compagnie, et avait été remplacé lui-même comme guidon par le frère cadet du défunt. Ce qui est certain, c'est que c'est vers cette époque que notre Louis de Montecler était entré comme guidon dans la compagnie d'ordonnance dont François Le Roy était capitaine. Nous le voyons en effet donner à la date de 1569 quittance de ses gages de « guidon de la

(1) Voir Fleury Vindry, *Dictionnaire de l'Etat-Major français au XVI^e siècle*, première partie : Gendarmerie.

(2) Voir à la Bibliothèque nationale, ms., Clairambaut, 260, et aux Archives de Dobert les montres de la Compagnie de Chavigny de 1564 et de 1567.

(3) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, dossiers généalogiques de Montecler.

(4) Voir la montre de la Compagnie de Chavigny en 1564.

compagnie de 50 hommes d'armes des ordonnances du Roy sous la charge de Monsieur de Chavigny » (1).

Comme on le voit, le cadet de la maison de Montecler se qualifiait dès lors « sieur de Courcelles », qualification qu'il conserva dans tous les actes ultérieurs signés de lui. Cette qualification de « sieur de Courcelles », il l'avait prise de la terre du même nom située en la paroisse de Houssay, entre Laval et Château-Gontier, et à lui attribuée par les partages des successions de Louis de Montecler son ayeul et de Jehan de Montecler son père, faits entre lui et ses nièces Madeleine et Catherine de Montecler, représentées par Claude des Hayes, dame de Bourgon et de Fontenailles, leur mère (2).

C'était aussi en cette même année 1569 que par contrat passé à la date du 21 juillet, Louis de Montecler avait épousé demoiselle Renée Nepveu, fille de noble et puissant seigneur Jacques Nepveu, seigneur de Launay-Péan en Châtres, et de Françoise Le Porc (3). Celle-ci avait deux frères, Claude et Antoine Nepveu, qui moururent tous deux sans enfants (4), et c'est ainsi que les terres de Launay-Péan et de Charné ne devaient pas tarder à passer au sieur de Courcelles, à cause de sa femme.

En 1571 nous retrouvons l'époux de Renée Nepveu, « enseigne de la compagnie de 50 lances des ordonnances du Roy sous la charge de Monsieur de Chavigny », et de plus « chevalier de l'ordre du Roy ». Telles sont en effet les qualifications qu'il prend cette année-là en donnant quittance de la somme de 200 livres « à lui ordonnée tant pour son estat d'enseigne de lad. compagnie que pour son estat

(1) Bibliothèque nationale, ms. Clairambaut, titres scellés, dossier Montecler.

(2) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, dossiers généalogiques de Montecler. Transaction entre Claude des Hayes et Louis de Montecler.

(3) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, dossiers généalogiques de Montecler.

(4) A. Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, article sur le château de Montecler.

d'homme d'armes » (1). Ainsi, non seulement il venait d'être promu à un grade plus élevé dans la compagnie d'ordonnance où il servait, mais il fallait qu'il fut assez avant dans la faveur de Charles IX pour que ce prince l'eût honoré, à peine âgé de 35 ans, du collier si envié de l'ordre de Saint-Michel.

En ces années-là, la compagnie d'ordonnance du seigneur de Chavigny était le plus ordinairement en garnison au Mans ; pourtant, à la fin d'octobre de cette même année 1576, nous la voyons passée en revue à Château-du-Loir. Sur le rôle de la monstre qui fut dressé à cette occasion, figure comme enseigne « Loys de Montecler, sieur de Courcelles, chevalier de l'ordre du Roy » (2).

L'année suivante, au mois de mars, la compagnie de Chavigny était au Mans (3), mais au mois de septembre, elle était à Lornay ; le sieur de Courcelles en faisait toujours partie comme enseigne (4).

La compagnie à laquelle appartenait Louis de Montecler était sans doute dès cette époque en marche sur la Rochelle dont les huguenots s'étaient emparés après la Saint-Barthélemy et sous les murs de laquelle le duc d'Anjou avait donné rendez-vous à l'armée royale. Toujours est-il qu'elle prit part à ce siège (5) qui, commencé au mois de novembre 1572 ne devait se terminer par la capitulation de cette ville qu'au mois de juillet 1573.

L'année suivante, au commencement du printemps, François Le Roy se trouva également avec sa compagnie en Poitou où le duc de Montpensier combattait les huguenots à la tête de forces importantes ; au mois de septembre de la

(1) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, P. O. Montecler.

(2) Bibliothèque nationale, ms. Clairambaut, 270.

(3) Archives nationales, Z 1^c 84.

(4) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, 1435.

(5) Voir Agrippa d'Aubigné, *Histoire universelle*, t. IV, p. 7, et Bibliothèque nationale, ms., fonds fr. 21543.

même année, il fut envoyé avec six cents chevaux au secours de Nuaille, petite place assiégée par les Rochellois (1). Enfin en janvier 1575, il fut au siège et à la prise de Luzignan (2). Nul doute que pendant ces différentes campagnes le sieur de Courcelles ne se soit vaillamment comporté en partageant les fatigues et les périls de ses compagnons d'armes de la compagnie de Chavigny.

Après le siège de Luzignan, François Le Roy ayant été nommé par le nouveau roi Henri III capitaine des cent gentilshommes ordinaires de sa maison, et sa compagnie d'ordonnance ayant été par suite licenciée, Louis de Montecler revint dans ses foyers prendre un repos bien gagné. Dans un acte de cette époque, émané de l'autorité royale, il est qualifié « chevalier de nostre ordre, sieur de Courcelles, naguères enseigne de la compagnie d'hommes d'armes que souloit avoir le sieur de Chavigny, à présent capitaine des cents gentilshommes de nostre maison » (3).

Privé de son emploi comme enseigne d'une compagnie d'ordonnance, que devint dans les années suivantes le sire de Courcelles ? En 1577, à la date du 16 février, nous le retrouvons assistant au château de Bourgon au contrat de mariage de l'ainée de ses nièces, Madeleine de Montecler, avec le futur maréchal de France, Urbain de Laval, seigneur de Boisdaphin (4). Si l'on en croit le savant auteur du *Dictionnaire de la Mayenne*, ce serait quelques semaines auparavant cette dernière date que, par lettres du 20 janvier 1577, il aurait été nommé gouverneur du pays et comté de Laval. Il y a évidemment là une erreur. Dans une lettre écrite le 12 mai 1585 de Touvoie par Philippe d'Angennes, sei-

(1) Agrippa d'Aubigné, *Histoire universelle*, p. 250 et 296.

(2) Agrippa d'Aubigné, *Histoire universelle*, p. 331.

(3) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, dossiers généalogiques de Montecler.

(4) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, dossiers généalogiques de Montecler.

gneur de Fargis, gouverneur particulier du Maine, au comte du Bouchage, gouverneur général des provinces du Maine, Anjou et Touraine, nous remarquons les lignes suivantes : « J'ay entendu que Monsieur de Laval et quelques-uns de la ville ont escript à la cour pour faire que Monsieur de Courcelles, qui est, à ce que j'entends, oncle de Boisdauphin, soit gouverneur de Laval ; si cela n'est dépesché, je vous supplie de rompre ce coup, car, en ce païs, plusieurs le soupçonnent d'estre du parti contraire, et, oultre cela, il y a beaucoup d'autres considérations que j'espère vous conter quand j'aurez cest heur de vous voir..... » (1).

Comme le prouve le passage de la lettre de du Fargis que nous venons de citer, c'est donc seulement en 1585 et non en 1577 que Louis de Montecler fut nommé gouverneur de Laval. Ce document est d'ailleurs des plus intéressants pour nous à d'autres points de vue encore. C'était le temps où, à la suite de la mort du duc d'Alençon, les catholiques, effrayés de voir l'hérétique roi de Navarre devenir l'héritier présomptif de Henri III qui n'avait pas d'enfants, s'étaient constitués à l'instigation des princes de la maison de Lorraine, en parti de la Ligue, et parmi les champions de ce parti dans notre province, le neveu par alliance du sieur de Courcelles, le jeune Urbain de Laval Boisdauphin, commençait à prendre la place prépondérante qu'il devait conserver jusqu'à la fin des guerres de religion. Il n'est pas étonnant que la nomination d'un aussi proche parent de ce dernier comme représentant de l'autorité royale dans le Bas-Maine suscitât à la fois les sympathies des partisans de la Ligue et les défiances de leurs adversaires. Quoi qu'il en soit, les premiers ne tardèrent pas à avoir gain de cause, et Louis de Montecler, muni d'une commission royale en règle, put commencer à exercer à Laval l'autorité de gouverneur. Nous possédons une des quittances qu'il donna en ces

(1) Bibliothèque nationale, 500 Colbert, vol. IX, p. 228.

années-là, celle de 1587, de ses appointements en qualité de « commandant pour le service du Roy en la ville de Laval » (1).

Cependant les temps devenaient de plus en plus difficiles et la situation singulièrement délicate pour les gouverneurs qui tenaient à concilier leurs sentiments irréductiblement catholiques avec la fidélité due à leur souverain légitime. Or tel paraît avoir été précisément le cas de l'oncle de Boisdauphin. C'était, la suite de ce récit le montrera suffisamment, un catholique convaincu, mais d'un autre côté il ne pouvait oublier qu'il portait le collier de l'ordre de Saint-Michel et qu'à ce titre il lui était impossible, sans se parjurer et se déshonorer, de refuser au roi son obéissance. A vrai dire, sa situation de gouverneur n'eut tout d'abord rien de très compliqué. En 1586 et surtout en 1587, Henri III, quels que fussent ses sentiments intimes, se crut obligé de marcher d'accord avec les chefs de la Ligue et de combattre les huguenots. Mais à partir des premiers mois de 1588, il n'en fut plus de même. Le roi avait décidément rompu avec les catholiques, ou du moins avec la faction des Guises, et l'on sait quelles terribles conséquences avait eues pour lui cette nouvelle attitude. Obligé d'abandonner Paris à l'émeute triomphante (12 mai) il avait dû se retirer à Chartres, et il en était réduit à se demander si les différentes provinces de son royaume, mal contenues par leurs gouverneurs, n'allaient pas suivre l'exemple donné par la capitale.

Au Mans, Henri III pouvait compter sur Louis d'Angennes, qui venait de succéder à son frère Philippe ; les d'Angennes n'avaient aucune accointance avec les ligueurs ; mais à Laval n'était-il pas à craindre que Louis de Montecler ne profitât d'une occasion aussi favorable pour pactiser ouvertement avec le parti dont son neveu était le chef déclaré dans le Maine ? Heureusement pour la cause royale dans le

(1) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, P. O.

Bas-Maine, le gouverneur de Laval, quand il eut connaissance des graves événements dont la capitale du royaume venait d'être le théâtre, ne voulut, quelles que fussent ses sympathies par ailleurs, se souvenir que de ce qu'il devait à son souverain dans le malheur. Après avoir maintenu les Lavallois dans l'obéissance à la seule autorité légitime, celle du roi de France, il écrivit à celui-ci pour l'assurer de sa fidélité. La réponse de Henri III, datée du 25 mai, ne se fit pas attendre ; elle prouve combien le royal vaincu de la journée des Barricades était agréablement surpris d'un acte de fidélité auquel il ne s'attendait peut-être pas de la part d'un homme qu'on lui avait autrefois dénoncé comme soupçonné d'être « du parti contraire ».

« Monsieur de Montecler, le témoignage que vous m'avez rendu de vostre affection au bien de mon service et de la bonne volonté qu'ont les habitants de ma ville de Laval de se maintenir et conserver fidèlement en mon obéissance et en le debvoir, m'a esté très agréable. Aussi est-ce chose dont je n'ay jamais douté. Pourtant je vous prie de continuer à ne vous lasser de bien faire et tenir tousjours la main à la conservation de mad. ville en confortant mes bons sujets d'icelle en ceste bonne résolution selon la confiance que j'ay en vous, vous assurant que vos services ne vous demeureront point inutiles, mais que je les recognoistroy en tout ce qui se présentera pour vostre bien et avantage, priant Dieu, Monsieur de Montecler, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. Escript à Chartres, le 25^e jour de may 1588.

» Signé HENRY, et plus bas, DE NEUFVILLE. »

La suscription de cette lettre si flatteuse et si honorable pour celui à qui elle était adressée, était : « A Monsieur de Montecler, cappitaine et gouverneur de ma ville de Laval » (1).

(1) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, carrés d'Hozier, Montecler.

Toutefois, si, en voyant son roi dans une situation précaire, Louis de Monteclerc n'avait eu qu'une pensée, celle de l'assurer de sa fidélité, il ne faudrait pas croire pour cela qu'il n'eût pas conservé un profond et sincère attachement à la foi de ses ancêtres. Si l'on eût pu douter de cet attachement, il le prouva dans une seconde lettre qu'il écrivit à Henri III, quand, au mois de juillet suivant, ce prince eut fait sa paix avec les ligueurs en leur accordant l'Édit d'union. Tout en continuant à protester de sa fidélité, le sieur de Courcelles s'était fait cette fois un devoir d'avertir le roi qu'il était « besoin d'avoir l'œil soigneusement ouvert à ce que ceulx de la nouvelle opinion ne puissent entreprendre aucune chose » contre son service. Loin du reste de savoir mauvais gré au gouverneur de Laval de ce conseil, Henri III lui répondit le 8 août par une nouvelle lettre non moins bienveillante que la première :

« Monsieur de Courcelles, j'ay bien sceu le bon et grant debvoir que vous avez fait pour mon service pendant ces derniers mouvemens et troubles en la charge que je vous ay commise à Laval, dont je vous sçay très bon gré et vous pry de continuer encores pour quelque temps en vostred. charge, et vous me ferez service très agréable dont j'auray très bonne souvenance quand les occasions se présenteront de faire pour vous, à qui je diray au demourant que j'ay eu bien agréable la lettre que vous m'avez escripte le 1^{er} jour de ce mois, suivant laquelle il est besoin d'avoir l'œil soigneusement ouvert à ce que ceulx de la nouvelle opinion ne puissent entreprendre aucune chose contre mon service par delà, priant Dieu, Monsieur de Courcelles, vous avoir en sa sainte et digne garde. Escript à Chartres, le 8^e jour d'aoust 1588.

» Signé HENRY, et plus bas, PINART. »

La suscription était pour cette seconde lettre :

« A Monsieur de Courcelles, chevalier de mon ordre de Saint Michel, et commandant pour mon service à Laval » (1).

Mais les événements se précipitaient, et, à la fin de cette même année 1588, le ciel politique, un moment éclairci, s'était assombri de nouveau. Les États-Généraux que Henri III avait convoqués à Blois (4 octobre) s'étaient ouvertement déclarés pour la Ligue ; le roi alors, abreuvé d'humiliations, ne crut pouvoir mieux faire, pour rétablir son prestige amoindri, qu'en recourant à l'assassinat ; le 23 décembre il faisait tuer sous ses yeux Henri de Guise, et le lendemain le cardinal de Lorraine avait le même sort. Ce double crime, au lieu d'être profitable à celui qui l'avait ordonné, ne fit qu'exaspérer davantage encore le fanatisme des ligueurs qui proclamèrent sa déchéance et nommèrent le duc de Mayenne lieutenant général du royaume. Bientôt Henri III eut contre lui la plus grande partie de la France et ne fut plus guère soutenu que par le roi de Navarre et ses huguenots.

Dans le Maine, après la prise du Mans par Boisdauphin (11 février 1589), les principales villes, y compris celle de Laval, ne tardèrent pas à se mettre du parti de l'Union. Dans ces terribles conjectures, le gouverneur du Bas-Maine, qui avait toujours été catholique avant tout, ne songea pas plus longtemps à résister à la formidable poussée de l'opinion contre un roi qui, devenu assassin, avait semblé ainsi délier lui-même ses sujets de tout devoir d'obéissance à son égard. Comment du reste Louis de Montecler aurait-il pu refuser son on adhésion à la cause des Princes de l'Union, quand il voyait son propre neveu, Urbain de Laval Boisdauphin, représenter désormais cette cause comme gouverneur de l'Anjou et du Maine ? Il ne fit donc rien cette fois pour empêcher la population lavalloise, ardemment catholique, de se déclarer pour la

(1) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, carrés d'Hozier, Montecler.

Ligue, mais, toujours soucieux de son devoir, il veilla plus que jamais au maintien du bon ordre en se concertant avec le chef de la milice urbaine, Guillaume Le Clerc, sieur de Crannes. De là, la missive suivante adressée par lui à ce dernier à la date du 1^{er} avril.

« Loys de Montclerc, sieur de Courcelles, chevalier gouverneur de la ville et comté de Laval, au sieur de Crannes, capitaine de cette ville.

» Nous vous mandons et prions, en conséquence de l'ordonnance et délibération faite à assemblée publique, prendre et choisir le nombre de douze soldatz, gens de guerre expérimentez au faict des armes, pour servir à la deffence de ceste ville, conservation des habitans d'icelle, et nous adsister en ce qui sera tant par nous que par l'advis et conseil..... délibéré estre nécessaire pour la conservation de lad. ville, et de ce vous donnons pouvoir.

» Fait à Laval le premier jour d'avril soubs nostre seing et sceel de noz armes l'an 1589.

» Signé, LOYS DE MONTECLERC » (1).

Comme on le voit, ce document est des plus caractéristiques et dépeint admirablement la situation nouvelle où se trouvait le gouverneur de Laval. D'abord, dans l'énumération de ses qualités, il s'intitule simplement chevalier, et non plus chevalier de l'ordre de Saint-Michel. On comprend facilement la cause de cette réticence. Puis, ce n'est plus au nom du roi qu'il parle, mais « en conséquence de l'ordonnance et délibération faite à l'assemblée publique ». C'est qu'avec l'avènement du gouvernement des ligueurs, les choses étaient bien changées en France au point de vue des sources de l'autorité publique. On était désormais en pleine

(1) Archives de la Mayenne, fonds du Boisthibault,, dossier Le Clerc.

démocratie, et, si les Princes de l'Union commandaient en apparence, en réalité eux et leurs représentants ne faisaient qu'exécuter les ordres du peuple, c'est-à-dire de la population catholique, toute puissante dans la plupart des villes, et particulièrement à Laval. Dans le cas présent, il y avait eu évidemment dans cette ville une assemblée populaire, où on avait réclamé des mesures sérieuses pour assurer la défense commune en cas de péril intérieur ou extérieur, et c'est au nom de l'assemblée dont il s'agit que nous voyons le sieur de Courcelles se concerter avec le chef de la milice urbaine.

Pendant ce temps-là, les événements prenaient une tournure de plus en plus grave. Henri III qui, abandonné de presque tous les catholiques, s'était, ainsi que nous l'avons déjà dit, jeté dans les bras du roi de Navarre, réunissant ce qui lui restait de forces à l'armée de ce dernier, était allé mettre le siège devant Paris, quand il fut assassiné le 11 août à Saint-Cloud par Jacques Clément.

Le Béarnais, devenu, grâce à cet événement inattendu, le roi légitime bien qu'hérétique, entreprit de conquérir son nouveau royaume par la puissance des armes. Après avoir vaincu à Arques le duc de Mayenne et échoué devant Paris, il s'était replié sur Tours, d'où il avait été soumettre le Vendômois, et il s'était ensuite approché du Mans. La fortune de la guerre lui devint alors décidément favorable. Dans les premiers jours de décembre, il prend la capitale du Maine, reçoit la soumission de Sablé, de Beaumont-le-Vicomte, de Château-Gontier, et il se dirige en personne sur Laval où il arrive le 7, sans que cette ville fasse plus de résistance que les autres villes du Maine déjà occupées par ses armes. Nous ignorons quelle fut en cette circonstance critique l'attitude de l'oncle de Boisdauphin. Tout ce que nous savons de lui, c'est que le roi de Navarre lui enleva sa charge de gouverneur qu'il confia à Brandelis de Cham-

pagne, marquis de Villaines, capitaine de cent hommes d'armes, lequel appartenait à la noblesse du Maine et était un de ses plus zélés partisans (1).

A partir de cette époque, nous perdons de vue pendant quelques années Louis de Monteclerc. Quand, après la victoire de Mercœur à la bataille de Craon, la ville de Laval rentra sous l'obéissance des Princes de l'Union, ce ne fut pas à lui, comme on eût pu le croire, qu'en fut confié le gouvernement. Cette charge, Boisdauphin se la réserva avec, comme lieutenant, d'abord Gilbert du Puy du Fou, baron de Combronde, puis la Perraudière. Qu'était donc devenu le sieur de Courcelles ? S'était-il rendu suspect aux Ligueurs ? Nous serions d'autant plus porté à le croire qu'en 1594, lorsque la ville de Laval fut remise entre les mains d'Henri IV, ce fut lui qui fut nommé gouverneur. Il est vrai que les circonstances n'étaient plus tout à fait les mêmes à cette dernière époque que quelques années auparavant. Le prétendant à la couronne de France ayant en 1593 abjuré solennellement l'hérésie, la principale raison qui lui avait jusque-là aliéné les catholiques n'existait plus désormais, et d'ailleurs, Boisdauphin lui-même ne méditait-il pas déjà sa soumission laquelle, on le sait, ne devait pas tarder ? Il ne faut donc pas trop s'étonner de la nomination de Louis de Monteclerc en 1594 comme gouverneur de Laval. Celui-ci l'avait acceptée plutôt que sollicitée. C'était, croyons-nous, un gage que Henri IV donnait aux catholiques du Bas-Maine. Et nous dirons plus encore : c'était en quelque sorte une des conditions de la capitulation faite par la cité lavalloise le 28 avril. En effet l'article VII de cette capitulation portait que « Madame de Laval (la protestante Anne d'Allegre) donnera pour lieutenant à Monsieur son fils (Guy XX) un gentilhomme de la religion catholique, apostolique et ro-

(1) Voir notre *Etude sur Guillaume Le Clerc, sieur de Crannes, capitaine de Laval pendant les guerres de religion*.

maine », etc. (1). Or c'est précisément parce que l'ancien gouverneur de Laval destitué en 1589 remplissait cette condition, qu'il avait été réintégré dans ces fonctions en 1594.

Un des premiers actes de Louis de Monteclerc en cette qualité de gouverneur avait été de pourvoir à l'entretien de la garnison, entretien qui d'ailleurs, en vertu de l'article VI de la capitulation, ne devait avoir lieu que d'accord avec les représentants de la ville, et ne devait être payé que sur les tailles et taillon de l'élection de Laval en la forme ordinaire. Il s'était en conséquence fait fournir au mois de mai et au mois de juillet de cette même année 1594, sur les deniers de la recette de Nicolas Lefebvre, receveur particulier des tailles à Laval, une somme de 930 écus destinée à subvenir à l'entretien de la garnison. C'est là du moins ce que nous apprend un acte du 27 septembre suivant passé devant M^e Croissant, notaire à Laval, où il est dit que la somme en question a été fournie « *ès mains de Monsieur de Courcelles, gouverneur et commandant pour le service du Roy en ceste ville de Laval* » (2).

Louis de Monteclerc avait eu de son mariage avec Renée Nepveu deux enfants, un fils Urbain, et une fille Renée. Celle-ci épousa en 1595 M^{re} Bruant Briand. Dans son contrat de mariage, son père se qualifie aussi de : « *Noble et puissant seigneur Messire Louis de Monteclerc, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur de Courcelles, lieutenant et gouverneur soubz l'autorité de S. M. en la ville et conté de Laval* » (3).

En 1597 le sieur de Courcelles prend les mêmes qualifications dans une quittance qu'il donne de ses appointements comme gouverneur (4).

(1) Le texte original de cette capitulation est conservé aux Archives nationales, dans le registre X 1 a 8641, f^o 65 et suivants.

(2) Archives de la Mayenne, E, Minutes notariales.

(3) Archives du château de Monteclerc.

(4) Bibliothèque nationale, Cabinet des titres, P. O., Monteclerc.

En 1596 la guerre avait recommencé dans le Maine entre le gouvernement de Henri IV et les partisans attardés de la Ligue, passés aux ordres de Mercœur qui n'avait pas encore fait sa soumission. Laval semble même un moment menacé de quelque entreprise de la part des rebelles. C'est ce qui décida « Monsieur de Courcelles » à écrire à Lavardin, alors gouverneur du Maine, « qu'il avoit eu avis que les ennemis avoient quelque entreprise sur la ville de Laval ». De son côté, Lavardin écrivit à Guillaume Le Clerc, capitaine d'une compagnie de cent hommes de guerre à pied français qui constituait la garnison du château et de la ville en ces années-là, pour le « prier d'avoir l'œil à la conservation de lad. ville et d'y assister led. sieur de Courcelles en ce qu'il en aura besoin », etc. Est-il besoin d'ajouter que les alarmes de Louis de Monteclerc furent heureusement sans objet, et que la pacification définitive eut lieu dans le cours de cette même année, grâce à la soumission de Mercœur ? (1).

En 1598 Louis de Monteclerc nous apparaît pour la dernière fois à l'occasion du contrat de mariage de son fils Urbain avec Marie de Froullay (18 avril). Il se qualifie en cette circonstance : « Sieur de Courcelles, chevalier de l'ordre du Roy, et gouverneur pour S. M. au conté de Laval et y demeurant » (2).

Il mourut aux environs de l'année 1600, et eut pour successeur, comme gouverneur de Laval, René de Bouillé, seigneur de Créance.

Tel fut ce Louis de Monteclerc qui méritait assurément, ainsi qu'on a pu en juger, une place à part dans l'histoire du château qui porte son nom et qu'il avait peut-être commencé à faire construire entre 1575 et 1585, dans ces années de repos pour lui qui avaient suivi le licenciement de la

(1) Voir notre *Etude sur Guillaume Le Clerc*.

(2) Archives du château de Monteclerc.

compagnie de Chavigny et sa nomination au gouvernement de la ville et du comté de Laval. N'avions-nous pas raison de dire, au commencement de cet article, que, plus qu'aucun autre membre de sa famille, il a grandement contribué à l'illustration de sa maison ?

Marquis DE BEAUCHESNE.

PONTVALLAIN

(Suite)

FÉODALITÉ

LA FAIGNE

La châtellenie de la Faigne relevait à foi et hommage lige de la baronnie de Château-du-Loir et lui devait deux mois de garde et un homme d'armes « suffisamment armé et appareillé en armes et en chevaux ». Elle avait haute, moyenne et basse justice sur tous ses vassaux, arrière-vassaux et sujets et possédait pour exercer ses droits un bailli avec son lieutenant, un procureur fiscal, un greffier, des avocats, des notaires, des huissiers-audienciers, des sergents et une prison (1). Elle jouissait de droits nom-

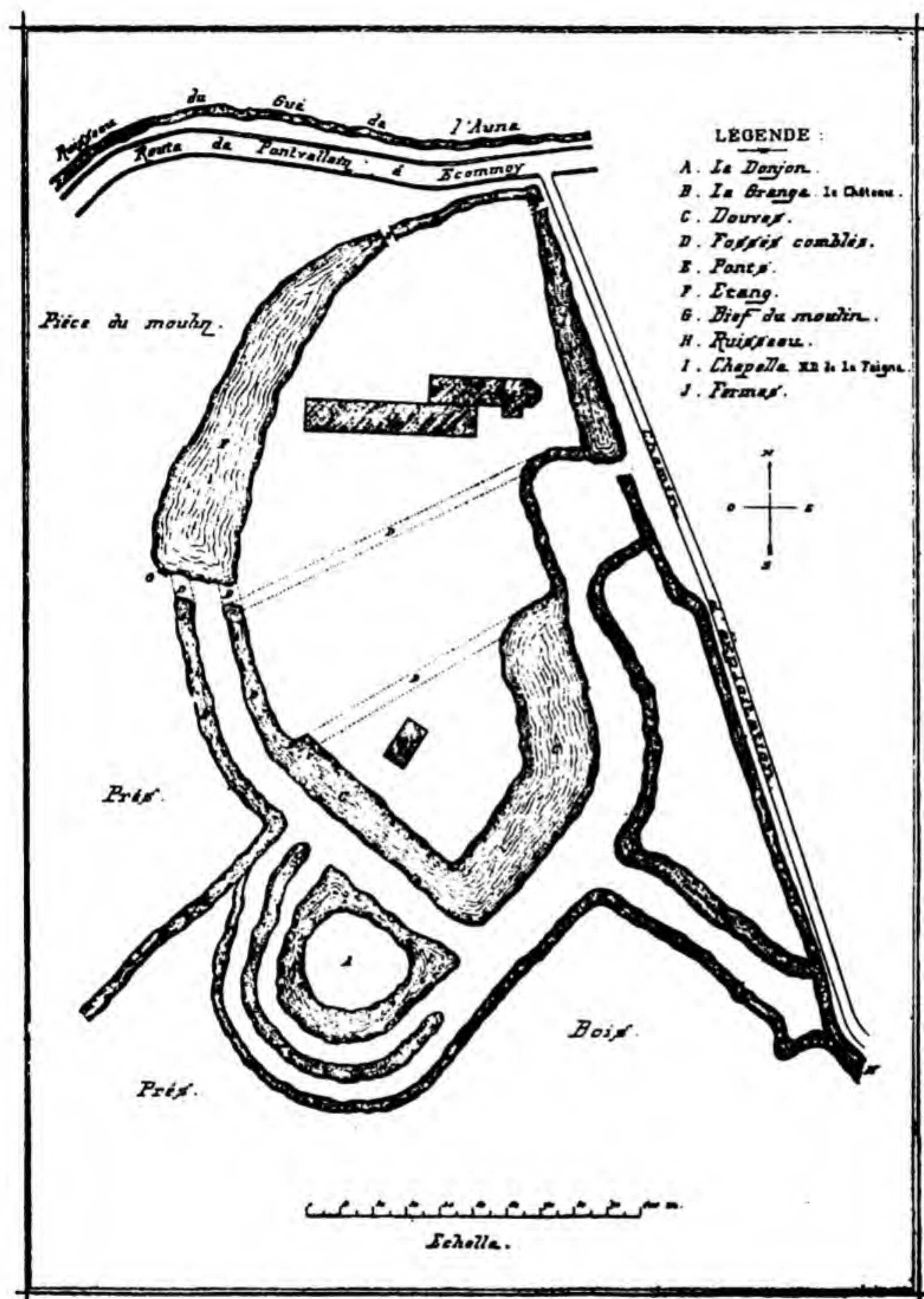
(1) Guillaume Heurtelou, laboureur, demeurant en la communauté des paroisses de Sarcé et de Pontvallain, âgé de 75 ans ou environ, dépose dans une enquête :

« Dit que en icelle terre y a chasteau anxien environné deau, a troys paires de douves, lequel chasteau est sis près le bourg dud. lieu de Pont Vallain a ung quart de lieue de distance ou environ, le scet par ce quil est demorant près dicelui et quil y a esté plusieurs foiz. Dit que en icelle terre y a hante justice moienne et basse, le scet par ce que xl ans a et plus il fut present que ung qui avoit nom Le Desrée qui estoit tort y fut pendu a la justice qui estoit lors a troys pilliers pour ce qu'il avoit emblé une jument..... Et dit que xxx ans a ou environ il vit mettre a la requeste du procureur de la terre une femme nommée La Mouenete en prinson ou chastel de La Faigne pour ce que l'on disoit qu'elle avoit emble certain argent. Ne scet quelle délivrance il en fut faictz ne a point veu forbanir ne rappeler aucune personne en lad. seigneurie. Dit que en icelle y a sceaux a contratz, le scet par ce qu'il en a veu user dès son jeune

breux : de halles et de four à ban au bourg de Pontvallain, de mesures à vin, de levage, de garde sur la rivière d'Aune, de prévôté sur Pontvallain et Oizé, de garnes défensables, de chasse à toutes bêtes, rouges, rousses et noires dans sa mouvance et dans les bois des Guillardières et de Grosbois ; d'usage, de paissage et de pâturage, de chasse et de bois sec et mort dans les forêts de Douvres (1) et de Bersay, pour son château et les choses qui en dépendaient et son

aage..... Dit qu'il y a marché de present au jeudi en icelle terre et y a troys foires ou jour de saint Pere, le scet par ce quil a esté ausd. foires et marché par plusieurs foiz près dun champ appelé la Pelouse ou souloient estre les halles et boucherie comme il a oy dire, ne les y a point veues. Et aussi dit quil y a jour à ban près le lieu ou souloient estre lesd. halles..... quil y a une chappelle fondée par les prédécesseurs dud. chevalier seigneurs de lad. terre de La Faigue en léglise parochiale dud. lieu de Pont Vallain et une autre aud. chastel de La Faigue, le scet par ce que dicelle qui est en lad. eglise de lad. cure messire Michel Peguineau en est chappelain et a esté plusieurs foiz aux messes dicelle chappelle et aussi a celles dud. chastel..... Dit aussi que... et oyt dire et tenir a feu Jehan Petitpas et Jehan Grasseleau qui furent receveurs chacun en son temps de lad. terre par avant les guerres quelle valloit v cens livres de rente et plus et autrement ne le scet..... ». Macé Chesneau, laboureur, demeurant paroisse de Pontvallain, âgé de 80 ans, dépose de même. Il « vit pendre » Le Desrée, qui avait volé une jument à un nommé Robin Dronne. « Dit oultre que xxxv ans ou environ fut emprisonné ou chastel dud. lieu de La Faigue ung qui avoit nom Moreau et y fust long temps pour ce que on disoit contre lui quil avoit tué un homme en son courtil avec une besche et le vit iceluy tesmoing en prison par plusieurs foiz. Aussi vit ung Meignan en icelui temps emprisonné oud. chastel pour la vecuis quil avoit faiz comme lon disoit ». (Archives de La Roche-de-Vaux, cote 39*, 4* liasse, une feuille parchemin. Fragment d'enquête, sans date, écriture du milieu du XV^e siècle.)

(1) La forêt de Douvres, située entre les landes du Bourray et de La Faigue et la forêt de Bersay, s'étendait sur les paroisses de Requeil, Château-l'Hermitage, Saint-Ouen et Saint-Biez-en-Belin. Elle faisait partie du domaine des seigneurs de Château-du-Loir et possédait son administration particulière : châtelain, sergent, gruyer, etc. Son siège était à Montaglenet ou Montagenet, à Château-l'Hermitage. Parmi ses châtelains nous connaissons Jean I^{er}, Jean II, Cataut et François I^{er} Moreau de la Poissonnière, Louis d'Alexandre, écuyer, seigneur de Chantelou (1582), et Joseph-Augustin de Mailly, seigneur de La Roche-de-Vaux (1754).



PLAN DU CHATEAU DE LA FAIGNE

Dessin de M. E. Gaulupeau.

four à ban de Pontvallain ; de marché chaque jeudi au bourg de Pontvallain ; de courtage (12 den. par pipe de vin vendue au dedans de la ville de Pontvallain, et 2 s. par pipe vendue au dehors) ; de péage sur les deux ponts sur l'Aune des routes de Mayet et du Lude ; de tabellionnage par toute sa terre ; de franchise pour tous ses hommes et sujets dans la baronnie de Château-du-Loir ; de four à ban et de foire au bourg de Verneil-le-Chétif le jour de la Saint-Denis, avec droit d'y mettre ce jour, pour la vente du vin en détail, mesure taillée sur celle de la baronnie de Château-du-Loir, et d'y prendre 18 deniers et son sergent 6 deniers sur tous hôtes, avec le profit des forfaitures ou délits qui pouvaient y advenir ; « droit de listre avec armes dedans et dehors l'église de Saint-Pierre de Pontvallain, et de pouvoir faire afficher lesdites armes et écussons tant à la voûte et lambris de ladite église que partout autres lieux d'icelle où bon lui semblera ; comme pareillement droit de banc, siège et oratoire dans icelle, droit de sépulture, de faire ériger tombes aux lieux les plus éminents du chœur et chancel, et tous autres droits honorifiques comme à seigneur fondateur chastelain appartiennent par la coutume du pays ».

Sa mouvance comprenait la plus grande partie de la paroisse de Pontvallain, soit directement, soit par l'intermédiaire de divers petits fiefs, et s'étendait en outre sur les paroisses de Saint-Ouen-en-Belin, Château-l'Hermitage, Requeil, Oizé, Foulletourte, Mansigné, Coulongé, Sarcé, Mayet et Verneil-le-Chétif. Ses vassaux étaient chargés de nombreux cens en argent, grains, marrons, œufs, poules, chapons et corvées ; certains autres, tel celui qui tenait les geôles et prisons, lui devaient un chapeau de roses ; d'autres, un bouquet de violettes, deux rameaux de laurier, des gaules de chasse, un moineau requérable, une douzaine de pinpreneaux et un sac de mousse (le seigneur de Sellé), une paire d'éperons dorés, deux rames de papier fin pesant neuf livres, l'entretien d'une fontaine, etc. Le curé de

Pontvallain était obligé, pour le don d'une métairie fait à la cure, de dire une messe tous les mercredis à la chapelle de la Faigne, avec prière pour le seigneur donateur et ses prédécesseurs au *lavabo*. Il devait chanter ténèbres dans cette chapelle, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine sainte et y faire quatre processions chaque année ; le curé de Marigné fournissait le luminaire pour les ténèbres (1).

Construit au milieu de la forêt du même nom (2) et dans un lieu très marécageux, le château de la Faigne fut à l'époque féodale une forteresse très importante. Des fossés profonds, formés ou alimentés par plusieurs ruisseaux qui vont se jeter tout aussitôt dans l'Aune, l'entouraient complètement et lui formaient une défense naturelle et facile. Sur son emplacement, un bataillon d'infanterie pourrait camper et manœuvrer tout à son aise. Le donjon, édifié à l'extrémité sud-est, était défendu par trois rangs de douves, derrière lesquelles se trouvaient à l'ouest des marécages et un étang. De son sommet on dominait toute la contrée, et dans le lointain on apercevait distinctement les clochers de Pontvallain, Mayet, Écommoy, Saint-Biez, Saint-Ouen-en-Belin et Château-l'Hermitage, et le château de la Roche-de-Vaux, à Requeil.

La nature a repris aujourd'hui tous ses droits, et de ce fier château, assiégé maintes fois par l'Anglais envahisseur, il ne reste plus rien, sinon une faible partie, en ruines, appelée improprement *la grange*, habitée encore au commencement du XVII^e siècle par ses seigneurs et séparée du donjon par deux douves larges chacune d'une dizaine de mètres ; les vastes communs convertis en fermes, la maison

(1) Archives nationales, P. 344/1, 348 bis, 352, 354, 357, 405 et 425.

(2) Cette forêt occupait un vaste territoire entre Pontvallain, Mayet, Marigné, Ecommoy, Saint-Biez, Château-l'Hermitage et Requeil, et confinait à celles de Bersay et de Douvres. La terre de la Faigne en comprend encore aujourd'hui une certaine partie.

du garde, restaurée il y a quelques années, et la chapelle, dédiée à la sainte Vierge.

Son plus ancien seigneur connu est Raherius de la Faigne (*de Fannia*), qui donna à la fin du XI^e siècle, aux religieux de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, le droit de faire paitre cent porcs (1) sur sa terre de la Faigne et au moine qui résidait à Sarcé tout le bois nécessaire pour la fabrication de ses ustensiles (2).

Patrice de la Faigne (*Patricius de Fannia*), son frère et ses quatre fils concédèrent au prieuré de Château-l'Hermitage, au commencement du XII^e siècle, une terre près Oliveau, vraisemblablement la closerie d'Oliveau, vendue comme bien national en 1791, pour 3.675 livres. Guillaume de Passavant, évêque du Mans, en confirmant en 1146 la fondation de ce prieuré, mentionne encore parmi ses bienfaiteurs Robert, écuyer de la Faigne (*Robertus, armiger de Fannia*), donateur d'un pré, avec l'assentiment de sa femme et de ses fils (3).

A la fin du XII^e siècle, Hamelin de la Faigne se vit enlever par les religieux de la Couture l'église de Pontvallain et la suzeraineté de leur prieuré, dons d'Hugues de Semur. Quoique condamné par Henri II, roi d'Angleterre, il n'abdiqua pas ses droits et assassina Geoffroy Belvant, abbé de la Couture, le 6 août 1210. Poursuivi pour ce meurtre et désireux d'en obtenir le pardon, il reconnut sa faute et accorda en 1216, en son nom et au nom de ses complices, à l'abbé et au couvent de la Couture une rente annuelle et perpétuelle de dix sous mansais à la Toussaint, sur les revenus de la Faigne, pour célébrer l'anniversaire de sa victime. Il leur accordait en outre le droit de prendre dans ses bois de

(1) Aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles, la chair de porc constituait le principal aliment populaire. Les paysans et les religieux possédaient, comme les Gaulois, des troupeaux de porcs qu'ils envoyaient chercher leur nourriture dans les grandes forêts des seigneuries et des monastères.

(2) Abbé R. Charles et S. d'Elbenne, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent*, t. I, p. 196.

(3) Archives nationales. MM. 894. Original parchemin.

la Faigne de la bruyère pour le chauffage de leur four de Pontvallain, et les quittait de tout hommage pendant sa vie seulement (1).

Hamelin vivait encore en février 1249 (2). Renauld de la Faigne, son héritier, et Aliénor, son épouse, vendirent en août 1255 les deux tiers de la métairie de la Jacquère, à Pontvallain, au prieur et au couvent de Château-l'Hermitage, pour 18 livres mansaises (3). Un de ses parents, Patrice de la Faigne, chevalier, remit aux religieux de l'Épau, en décembre 1236, toutes les redevances à lui dues pour les terres qu'ils avaient acquises sur ses fiets (4).

Le 1^{er} août 1282, Gilles de la Faigne et quatre autres vassaux du comte de Dreux seigneur de Château-du-Loir, se présentent au Mans devant Maurice de Craon, sénéchal du Maine, et lui font la déclaration suivante au nom de leur suzerain :

« Mons^r Jouffroy de Courceillon, mons^r Pierre d'Eschelles, mons^r Guillaume d'Orne, mons^r Gilles de la Faigne, mons^r Mathé de Belin, chevaliers, se sont présentez pour le comte de Dreux et ont quenu pour led. comte que led. comte doit tant de chevaliers au signour dou Mans de oust, par quarante jours, allant et venant en la comté d'Anjou et dou Maine a son besongne, et la ou dreit douira, dou Chasteau dou Loir, de Mayet, de Oizé, de Ostillé, de La Suze, o les appartenances, tant en fiéz et rière fiéz, comme en domaines, que il tient dou seignour dou Mans en sa ligeance, et de ce furent jugiés les devant dits chevaliers » (5).

(1) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, chartes 139, 140, 141 et 246.

(2) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, p. 411.

(3) Pesche, *Dictionnaire topographique, historique et stat. de la Sarthe*, t. II, p. 27. — Abbé Amb. Ledru, *Les pèlerinages à la sainte Vierge dans le diocèse du Mans. La Province du Maine*, t. X, p. 310.

(4) Abbé L. Froger, *L'Abbaye de l'Epau du XIII^e au XV^e siècle. Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XXXIV, p. 269.

(5) Bibl. nat., lat. 9067, fol. 326 v^o.

Gilles de la Faigne rendit aveu pour la Faigne en 1293 (1)

Hamelin de la Faigne, chevalier, seigneur de la Faigne, est au nombre des habitants du Maine et de l'Anjou qui, en l'année 1301, en appelèrent au Parlement, après avoir été condamnés par la cour de leur comte, comme ayant refusé de fournir l'aide levée pour le mariage d'Isabelle, fille aînée de Charles de Valois, avec Jean III, duc de Bretagne (2).

Quelques années plus tard, en 1328, la seigneurie de la Faigne passa, probablement par achat, aux mains de Baudouin des Roches (3), écuyer, fils de Baudouin des Roches, chevalier, seigneur de Jarzé. Au mois de juillet 1340, par lettres datées d'Arras, Philippe VI de Valois lui accorda l'autorisation de faire tenir « ung marché une fois la semaine en la ville de Pontvallain, au jour de jeudy », après enquête « par Juliot Quentin, Jehan Garestin et Aubert de Germaincourt » (4). Il lui octroya en outre à Paris, en décembre 1341, en faveur des services rendus par son père, le « féal chevalier et chambellain Baudouyn des Roches », la concession d'une foire annuelle le jour de saint Denis (9 octobre) en la ville de Verneil, en la baronnie de Chateau du Loir » (5), avec profit de 40 sols par an, à la condition que cette foire ne serait placée ni le samedi, ni le mardi, jours des marchés de Château-du-Loir et de Mayet (6).

(1) Bibl. nat., lat. 9067, fol. 374.

(2) Archives nationales, J. 178 B.

(3) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, p. 411. — Armes des des Roches : d'argent à la bande fuselée de gueules, à la bordure de sable, chargée de huit besants d'or, trois en tête, cinq sur les côtés. (*Armorial de France*, du héraut Berry (Gilles Le Bouvier), publié par M. Vallet de Viriville, n° 82 v°. — André du Chesne, *Histoire de la Maison de Montmorency*, p. 632.) — La famille de la Faigne continua d'habiter la contrée. Robin de la Faigne, un de ses membres, vivait en 1378. Le 4 novembre 1388, « Hubert de la Faigne, hair seul et pour le tout de feu Robin de la Faigne », fit un accord avec les moines de Château (Archives de la Sarthe, H. 550, et Archives de La Roche-de-Vaux).

(4) Archives nationales, JJ. 73, fol. 120, n° 142.

(5) Verneil-le-Chétif, canton de Mayet (Sarthe).

(6) Archives nationales, JJ. 74, fol. 191 v°, n° 330.

Jean, son fils aîné, duc de Normandie, donna vers la même époque à Baudouin « son usage à ardoir pour son manoir de Beauregard en la forest de Douvre » (1).

Au mois de juin 1342, Baudouin rendit aveu au comte du Maine, seigneur de Château-du-Loir, pour son « habbergement » de la Faigne (2). De concert avec Marguerite de Courcillon, son épouse, il fonda la chapelle de sainte Catherine de la Faigne, dans l'église de Pontvallain, et la dota du bordage du Grand-Mouasné ou Moiné (3); tous deux en outre assignèrent sur la Faigne une rente annuelle et perpétuelle de 15 sols à la cure de Pontvallain pour la célébration de leur obit et de celui de « Philippe leur fils » (4).

Vers 1360, les Anglais qui se trouvaient à la Plesse-Chamaillard, à Roézé, voulurent s'établir dans le « chasteau et forteresse de la Faigne ». A cette époque « Jehan de la Vallée, âgé d'environ vingt-cinq ans, obtint un sauf-conduit d'un Anglais du fort de Gane à Marçon, pour aller à la recherche d'un sien compagnon, pris par les ennemis ». En revenant de son voyage, il fut lui-même capturé par d'autres Anglais qui le conduisirent au fort de la Plesse-Chamaillard. Là il fut détenu pendant six semaines « en grand povreté et misère et ès fers, et..... fu telement traittiez que le jour que il mengeoit il ne buvoit point, et le jour que buvoit il ne mengoit point. Et un jour entre autres ordenèrent que il seroit mis à mort ou il paieroit III^e royaulx de rauencon ». N'ayant pas la somme demandée, il prômit aux ennemis de les servir pendant un an. Dès le quatrième jour de sa détention, il combina un plan d'évasion en proposant aux Anglais de leur livrer « le fors de la Faigne, estant à sept ou huit

(1) Archives de la Sarthe, fonds municipal, n° 25, fol. 20.

(2) Archives nationales, P. 344/1, cote 1103/5. — A. Ledru, *Histoire de la Maison de Broc*, p. 34-35. — Archives de la Sarthe, fonds municipal, n° 25, fol. 41.

(3) Archives de la Sarthe, H. 548.

(4) Etat civil de Pontvallain, 1^{er} registre.

lieues d'illec, combien que audit fors n'eust oncques entré ». C'était, paraît-il, une embûche qu'il méditait. « Par le moyen d'un prisonnier françois qui estoit avec lui prisonnier et repairoit audit lieu de la Faigne », il fit annoncer aux Français de la Faigne qu'il « leur meneroit les dis ennemis de la Plesse-Chamaillart en tel nombre que les dis de la Faigne auroint l'avantage. Laquelle chose fut faite et y mena XII d'iceulx ennemis ; mais les diz de la Faigne ne furent pas bien diligens, et ne sorti pas l'emprinse son effect, par la coulpe et négligence des dis de la Faigne, combien que ils fussent asses plus fort des dis ennemis ». Voyant l'échec, Jehan de la Vallée, « moult dolens », s'enfuit au plus vite.

« Les lettres de rémission accordées à la Vallée par le roi Charles V, en novembre 1372 (1), ne sont pas autrement explicites, mais elles laissent supposer que l'échec des Français doit se traduire par la prise du fort de la Faigne, qui tomba aux mains des ennemis, grâce à la malheureuse combinaison ou à la trahison de Jehan de la Vallée » (2).

Geoffroy des Roches, chevalier, seigneur de la Faigne et fils de Baudouin des Roches (3), reçut quittance à Saumur le 7 juin 1363 d'Amaury de Craon, lieutenant du roi en Anjou, Maine et Touraine (4). La cure de Pontvallain percevait chaque année sur la Faigne 10 sols pour son obit (5). Il mourut peu après 1367. Roberde de la Haye, sa veuve s'unit en secondes nocces à Guillaume de Sainte-Maure (6),

(1) Archives nationales, JJ. 103, fol. 137 v^o, n^o 292.

(2) A. Ledru, *Le Maine sous le règne de Jean le Bon. La Province du Maine*, t. VII, 324-325.

(3) Archives nationales, P. 1343, fol. 28 v^o.

(4) Bibliothèque nationale, tit. scel. Clérambault, t. XCVI, p. 7513.

(5) Etat civil de Pontvallain, 1^{er} registre.

(6) Une rente de vingt sols « sur la recepte de la Faigne » était affectée chaque année à la célébration, dans l'église de Pontvallain, d'un service anniversaire pour le repos de l'âme de Guillaume de Sainte-Maure. (Papier des legs et rentes deus chacuns ans à la cure de Pontvallain au jour des Trépassés..., 1604. Mairie de Pontvallain, 1^{er} registre de l'état civil.)

chevalier, fils de Jean de Sainte-Maure, aussi chevalier, et en eut plusieurs enfants. Elle régla en 1388, tant en son nom que comme ayant « le bail, garde et gouvernement » des enfants issus d'elle et de feu Guillaume de Sainte-Maure, certains différends qu'elle avait avec Guillaume de Harcourt, chevalier, seigneur de La Ferté-Imbault et de Roche-Corbon, et Isabeau de Thouars, son épouse (1).

Le 28 janvier 1398 (n. st.), « Roberte de La Haye, dame de la Faingne », obtint en raison de ses infirmités une souffrance féodale, c'est-à-dire un répit pour prêter foi et hommage à son suzerain. L'officier royal ne vit là qu'un prétexte, et sans tenir compte de l'acte saisit son fief. Elle se plaignit du fait au roi, et celui-ci lui accorda le 18 septembre de la même année, une nouvelle souffrance, « considérés l'enfermeté et maladie de la dite suppliante où elle estoit pour lors et encores est, si comme elle dit, et que elle ne nous pourroit de présent venir faire les diz foy et hommage sans très grandement empirer et grever son corps » (2). Par un acte du 27 décembre 1407, elle fonda une chapellenie de trois messes par semaine dans l'église de « monsieur Saint Pierre de Pontvallain », à la présentation des enfants de Sainte-Maure et eux défailants à ceux des Roches et à la collation de l'évêque du Mans. Elle la dota de 16 livres de rente perpétuelle sur la métairie de Ruigny, « size en la communauté des paroisses de Sarcé et d'Aulbigny » (3).

Deux enfants lui naquirent de son union avec Geoffroy des Roches, son premier mari : 1^o messire Félix des Roches, seigneur de la Faingne », contre qui, en 1389, les religieux de Château-l'Hermitage firent exécuter une enquête pour le

(1) Dupan, *Généalogie des seigneurs de Sainte-Maure*, p. 640.

(2) P. Bonnassieux, *Souffrances féodales au Moyen âge. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. XXXVII, p. 54, note 3.

(3) Dupan, *Généalogie des seigneurs de Sainte-Maure*, p. 640. — Archives de La Roche-de-Vaux, cote 39^e, 10^e liasse.

maintien de leurs droits (1) ; 2^o et Jean des Roches, chevalier, seigneur de la Faigne, qui se déclara homme de foi lige du baron de Château-du-Loir le 1^{er} mars 1387 (v. st.), le 25 mai 1393 et le 1^{er} janvier 1407 (v. st.), pour son « chasteau et forteresse de la Faigne », son « vergier », sa « fuye », « la chappelle de la Faigne », ses « estangs d'Oliveau, la Ferrière, Malabry, les landes de Rigallet », et ses autres biens (2).

Jean des Roches, chevalier, baron de la Haye en Anjou, seigneur des Roches, de la Faigne, de Jarzé, de Longué et « de soubz la Mote du Lude » (3), épousa Jeanne de Beaupréau et en eut Jean et Beraud des Roches, décédés sans laisser de postérité, et Jeanne des Roches, qui apporta à son mari, Jean de Sainte-Maure (4), chevalier, comte de Benon, seigneur de Montgauguier et de Néelle, toutes les terres et seigneuries de sa famille. Jeanne des Roches et Jean de Sainte-Maure moururent tous deux de bonne heure. Arnaud de Sainte-Maure, chevalier, seigneur de Pusac, tuteur de leurs jeunes orphelins, Jean et Charlotte de Sainte-Maure, fit pour eux, le 28 avril 1425, hommage à la reine de Sicile et au roi, son fils, pour leurs terres de Brain-sur-l'Authion, relevant du château d'Angers, de Jarzé et de Longué, tenues du château de Baugé, et de la Faigne, vassale de Château-du-Loir. Parvenue à l'âge nubile, Charlotte de Sainte-Maure épousa Guy II de Laval, seigneur de Loué, Benais, Montsabbert et autres lieux, fils de Thibaud de Laval, seigneur de

(1) A. Ledru, *Le Maine sous le règne de Jean le Bon. La Province du Maine*, t. VIII, p. 231.

(2) Archives nationales, 344/1, cotes 86, 1103/2 et 1103/3. — Archives de la Sarthe, fonds municipal, n^o 25, fol. 44 v^o et 49 r^o.

(3) Archives de La Roche-de-Vaux. Aveux de « frère Denis, prieur de Chasteaulx-en-l'Ermitaige », rendus à Jean des Roches en 1403 et 1408.

(4) Armes : *d'argent à une fasce de gueules*. Cimier : *une tête de reine, de profil, cheveux épars* ; tenants : *deux anges* ; cri : *Sainte-Maure*. (De Maude, *Suite à l'essai sur l'Armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 331. — André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 602.)

Loué, Saint-Aubin, Benais et Brée, conseiller et chambellan du roi Charles VI, et de Jeanne de Maillé (1).

La Faigne était retombée au pouvoir des Anglais en 1428 ; de là ils rayonnaient dans tous les environs, faisant peser durement leur domination sur les malheureux paysans. Mathieu Gough, appelé aussi « Mathe Goge » et « Matago », écuyer, originaire du pays de Galles, est qualifié à cette date capitaine de Château-l'Hermitage, par Camille Favre, dans son *Introduction au Jouvencel* (2), et par Champollion-Figeac, capitaine de la Faigne (3). Une enquête faite en 1438 à la demande de frère Jacques du Verger (*de Virgulto*), prieur de Château-l'Hermitage, contre frère Guy de Domaigné, prieur de Pontvallain, à cause d'une rente annuelle de deux septiers de seigle, nous fait connaître « qu'à cause des guerres et lors de l'arrivée des Anglais, quelques années auparavant, les prieur et curé de Pontvallain se mirent à couvert plusieurs fois, avec leurs biens, dans la forteresse de la Faigne » (4).

Guy de Laval, seigneur de Loué et de la Faigne (5), de l'illustre maison de Montmorency, servit d'abord le roi Charles VII, qui le fit son chambellan, au mois de mai 1436 (6). Peu de temps après, il s'attacha à la personne de René, roi de Jérusalem, duc d'Anjou, de Bar et de Lorraine, et comte de Provence, et devint un de ses principaux

(1) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*. A Paris, chez Sébastien Cramoisy, rue Saint-Jacques, aux Cigognes, MDCXXIII, p. 601-602.

(2) *Le Jouvencel*, par Jean de Bueil (Société de l'Hist. de France), t. I, p. XVIII ; t. II, p. 275.

(3) Champollion-Figeac, *Lettres des rois, reines, etc.*, t. II, p. 339.

(4) Archives de la Sarthe. *Inventaire sommaire*, H. 550.

(5) Armes des Laval-La Faigne : d'or à la croix de gueules, chargée de cinq coquilles d'argent et cantonnée de seize allerions d'azur. (Le P. Anselme, *Hist. généalogique, etc.*, t. III, p. 635).

(6) Le P. Anselme, *Hist. généalogique de la maison royale de France, des pairs, grands officiers de la couronne et de la maison du roi*, t. III, p. 636.

officiers. Le roi René le nomma son conseiller et son chambellan, puis son grand veneur en « ses pays d'Anjou, Barrois, Lorraine et Provence », le 6 décembre 1445 (1), gouverneur du château de Saumur le 16 février 1446 (v. st.) (2), et le choisit pour un des chevaliers de l'Ordre du Croissant lors de la fondation de cet ordre, le 16 mars 1448 (v. st.) (3). En 1451, il est qualifié seigneur de Loué, de la Faigne et de la Mothe-sous-Le-Lude, à cause de Charlotte de Sainte-Maure, son épouse (4).

Il fut un serviteur fidèle et dévoué. Pour le récompenser Charles VII l'autorisa, le 2 mars 1445 (v. st.), à ajouter un troisième pilier à sa justice de Benais ; et Charles IV, comte du Maine, érigea en sa faveur la seigneurie de la Faigne en châtellenie, le 24 septembre 1452 (5). Le 3 mai suivant, le roi René affranchit à perpétuité, à sa requête, le seigneur de Brain-sur-l'Authion des droits dus aux officiers du comté de Beaufort (6) et le délégua avec Louis de Beauvau, sénéchal d'Anjou, et Bertrand de Beauvau, seigneur de Précigné, son chambellan et son conseiller, pour procéder le 3 septembre 1454 à son contrat de mariage avec Jeanne de Laval, fille de Guy XV, comte de Laval, et d'Isabeau de Bretagne (7). Grand-maitre des eaux et forêts d'Anjou en 1458 (8), le roi René le

(1) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 601. — C^{te} Bertrand de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XIV, p. 372.

(2) *Revue de l'Anjou*, 1893, p. 110.

(3) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 601.

(4) *Inventaire des archives du château du Lude. Revue hist. et arch. du Maine*, t. XXXVII, p. 312.

(5) Archives nationales, P. 1344, cote 576, et Bibl. nat., dom Housseau, IX, 3917.

(6) *Revue de l'Anjou*, 1873, p. 35.

(7) Archives nationales, P. 1334/18, cote 94.

(8) Bibl. nat., fonds français, 22.450, fol. 344. — B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XV, p. 218.

nomma son premier chambellan, le 26 juillet 1462, à la place de Louis de Beauvau, alors décédé (1). Le 8 octobre 1464, Charles IV, comte du Maine, lui donna le quart de la prévôté d'Oizé et le 8 octobre 1467 en réunit l'hommage à celui qu'il devait pour la châtellenie de la Faigne (2). L'office de sénéchal d'Anjou étant devenu vacant par le décès de Jean de Lorraine, le roi René le lui confia aussitôt par lettres du 24 février 1472 (v. st.) (3) ; le 29 décembre 1473, il lui donna pouvoir de prononcer des remises en son nom aux fermiers victimes de la guerre avec la Bretagne et de la mortalité exceptionnelle de l'année (4).

En reconnaissance de ses « bons et agréables services », Louis XI l'autorisa à fortifier le bourg de Loué, par ces lettres, données à Cléry au mois de mai 1482 :

« Loys,

« Savoir faisons à tous présens et avenir. Nous avons receue l'umble supplicacion de nostre amé et féal cousin, conseiller et chambellan, Guy de Laval, seigneur de Loué, contenant que ledict lieu est assis en nostre païs du Maine, est ung beau et notable bourg et de grant estandue, ouquel ledict suppliant a droit de chastellenie et de guet et garde et lequel ensemble ung beau chasteau, qui souloit estre au dedans pour retraicte du seigneur et habitans d'icellui lieu, ont été ou tems jadis cloz et fermez de murailles et estat de forteresse ; mais à l'occasion des guerres et divisions qui ou temps passé ont eu cours en nostre royaume, mesme-ment du temps des guerres des Anglois, nos anciens

(1) C^{te} B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XV, p. 227.

(2) Archives nationales, P. 1343, cote 560 et 1343/4.

(3) Archives nationales, P. 1334/9, cote 194.

(4) Archives nationales, P. 1349/9, n^o 255.

ennemis, ont esté totalement démoliz et abatuz ; et tellement que à présent il ne seroit possible à icellui nostre cousin suppliant, ne aux manans et habitans d'icellui lieu, eulx deffendre ne garder au besoing.

« Et à cette cause, icellui cousin suppliant, pour obvier à tous inconvéniens, feroit volontiers à présent réeddiffier, clooir et remectre en estat, sesdicts chasteau et lieu de Loué, s'il nous plaisoit sur ce lui donner noz congié et licence, requérant humblement iceulx.

« Pourquoi, nous, considéré ce que dict est, inclinans à la supplicacion et requeste de nostredict cousin suppliant et pour considéracion des bons et agréables services qu'il nous a faiz par cy devant, comme espérons que encores plus face ou temps avenir ; à icellui, pour ces causes et aultres à ce nous mouvans, avons donné et octroyé, donnons et octroyons de grâce especial par ces présentes congié et licence, de faire réeddiffier, construire et clouoir sesdicts chasteau et lieu de Loué et de y faire murailles, tours, sarbacannes, portaulx, foussez et aultres choses nécessaires et convenables à fortificacion.

« Si donnons en mandement par ces dictes présentes aux sénéchal et juge du Maine et à tous que de nos presens grâce, congié, licence et octroy, ils facent, souffrent et laissent nostredict cousin suppliant joïr et user plainement et paisiblement, sans en ce lui faire mectre ou donner ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire.

« Pourveu toutes voys que ce ne tourne à nostre préjudice et dommaige, ne de païs d'environ.

« Car ainsi nous plaist il estre faict, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffences à ce contraires.....

« Donné à Cléry ou mois de may l'an de grâce M CCCC LXXXII et de nostre règne le XXI^e.

« Par le Roy, nous, l'arcevesque de Vienne et aultres présens.

« L. TOUSTAINGS » (1).

Au mois de juin suivant, Louis XI, « pour le bien, prouffit et utilité, population et entretenement dudict lieu de Loué, qui est ung beau bourg assis en nostre païs du Maine, et en bon et fertile terrouer, et ouquel lieu..... passent chascun jour plusieurs gens marchans, allans et venans d'un païs en aultre, portant de diverses denrées et marchandises », créa et établit dans « icellui lieu ung marché ou assemblée de gens une fois la sepmaine au jour de jeudi de chascune sepmaine et deux foires chascun an, cest assavoir au jour Saint Simphorien, qui est le xxii^e jour d'aoust, et l'autre au jour monsieur Saint Sébastien, qui est le xxii^e jour de janvier, pour iceulx marchié et foires y estre tenues et continuées à tousjoursmais..... », pourvu toutefois « que ausdicts jours n'ait aucuns marchié et foires à trois ou quatre lieues à la ronde dudict lieu de Loué, et que iceulx marchié et foires ne soient préjudiciables à nous ne à la chose publique et que noz droiz et devoirs n'en soient aucunement diminués » (2).

II. ROQUET.

(A suivre.)

(1) Archives nationales, JJ. 207, n^o 273. — C^{te} B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XV, p. 425.

(2) Archives nationales, JJ. 207, fol. 124.

LE CLERGÉ FRANÇAIS A MUNSTER

DE 1796 A 1798

De 1791 à 1802 les nations étrangères firent toutes un généreux accueil au clergé de France exilé. Si l'Allemagne ne fut pas des premières à le recevoir, elle n'en devait pas moins être une des plus hospitalières.

Le clergé français n'y arriva qu'en seconde étape. Arrêté tout d'abord en Belgique, il dut quitter ce pays quand, en novembre 1792, la bataille de Jemmapes l'eût donné à la France. C'est alors que commença l'exode vers les provinces rhénanes. L'attitude bienveillante de Dumouriez ralentit quelque temps cet exode qui reprit après la bataille de Fleurus (23 juin 1794), la Belgique devenant tout à fait province française.

« Long et pénible voyage ! les routes étaient encombrées par les troupes impériales en retraite ; il fallait leur disputer les charrois, les voitures et jusqu'au passage. Ce n'était qu'à gros frais qu'on pouvait se procurer quelque misérable moyen de transport ; le plus grand nombre allait à pied, sac au dos, à travers des plaines immenses, par des chaleurs intolérables. A côté des fatigues et des souffrances physiques, que d'inquiétudes ! que d'angoisses ! que de misères ! L'un de ces voyageurs a peint « l'humiliante nécessité d'aller trois fois par jour frapper à la porte d'un couvent ou d'un presbytère, l'attente continuelle de quelque rebut désagréable ou offensant, l'insuffisance des ressources,

l'incertitude de trouver assez de personnes charitables qui voulussent se charger du poids de notre existence » (1). On se levait à trois heures du matin pour marcher jusqu'à huit heures, le soir on se remettait en route, de six heures jusqu'à neuf ; on couchait sur la paille ; on mangeait « d'atroce soupe à la bière ».

M. Victor Pierre de regrettée mémoire, à qui nous avons emprunté les détails qui précèdent, a raconté la vie de ces exilés avec l'intérêt qu'il savait apporter à toutes ses études révolutionnaires. A sa savante étude nous ajoutons aujourd'hui quelques lignes récemment retrouvées chez des âmes pieuses qui les conservent comme des reliques (2).

Le registre que nous analysons en ces pages ne s'occupe que des prêtres français réfugiés à Münster de 1796 à 1798 (3).

Dans cette ville, comme à Cologne et à Dusseldorf, fonctionnait un comité ecclésiastique qu'avaient constitué, avec l'agrément du prince-évêque, les prélats y résidant. Ce comité recevait et plaçait les exilés, pourvoyait à tous leurs besoins (4). M. le baron de Furstemberg, vicaire général de l'évêque, conseiller intime du prince, grand chantre de la cathédrale de Paderborn, en était l'âme. Il était assisté de

(1) *Six années de la Révolution française ou précis des principaux événements correspondants à la durée de ma déportation de 1792 à 1797 inclusivement*, par F. D^{'''}, prêtre, mort en 1798. Dentu, 1819, in-8°, p. 190.

(2) V. Pierre, *Le Clergé Français en Allemagne pendant la Révolution*. *Revue des Questions historiques*, 1^{er} janvier 1898, pp. 148-184.

(3) Registre grand in-8° de 152 p. (0,32 / 0,21) dont 44 feuilles, paginées au recto et au verso, sont numérotées et écrites. Le papier est filigranné E. B. L. B. avec une figure allégorique et en exergue ces mots : PRO PATRIA. Ce registre appartient aujourd'hui à M. l'abbé Lefebvre, vicaire général du Mans, qui a bien voulu nous le communiquer.

Münster, ville épiscopale, ancienne capitale de la province de Westphalie (40,000 habitants), fait actuellement partie du royaume de Prusse ; fut préfecture française de 1810 à 1815.

(4) Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, t. IV, p. 35.

M. Claude-François-Joseph-Judith-Xavier de Sagey, originaire de Besançon, grand archidiacre du Mans, depuis 1786 (1). Hôte de la baronne de Kerkering, il devint bientôt l'ami et le conseiller de la famille et fut très considéré dans la ville. Aussi présentait-il lui-même ses confrères, il les accompagnait partout, il plaidait leur cause.

Une loi du pays de Münster, interdisait aux émigrés français de séjourner dans le diocèse plus de vingt-quatre heures. En dépit de cette loi, le baron de Furstemberg forma le généreux projet de placer les prêtres français. Sans lui, « il est fort incertain, a écrit l'un d'eux, que nous eussions été admis dans l'évêché de Münster. Il nous envoyait dans les communautés, on nous y recevait, seulement parce qu'on ne voulait pas lui déplaire. Il en était de même des curés auxquels il nous adressait, et si les pasteurs, dans ce pays-là, n'avaient pas été immédiatement soumis à l'autorité de l'évêque, la plupart nous auraient refusé le secours » (2).

Cependant, M. de Sagey, débordé par le nombre des sollicitateurs, dut renoncer à les placer tous dans le diocèse de Münster : il leur conseilla de passer dans celui de Paderborn qui n'était pas encore envahi (3). Aussi bien, un nouvel exode d'exilés s'effectuait vers la Westphalie, en

(1) Né à Ornans (Doubs), le 2 avril 1759, Claude-Joseph-Judith-François-Joseph de Sagey (*d'azur à la croix ancrée d'or*) fut sacré évêque de Tulle, à Issy, le 1^{er} mars 1823 ; prit possession par procureur le 22, et fit son entrée le 18 juillet. Il résigna ses fonctions en 1824 et fut nommé chanoine de Saint-Denis. Retiré à Paris, il y mourut le 20 mars 1836.

(2) *Six années.....*, cit. pp. 362, 364.

(3) M. V. Pierre, *Revue* citée, p. 155. Mgr. François de Jouffroy-Gonssans, évêque du Mans, s'était retiré à Münster. Il quitta cette ville le 23 mars 1795 pour Paderborn avec plusieurs prêtres manceaux. Il y fut accueilli avec joie et y mourut le 23 janvier 1799. Les moines de Paderborn étaient venus au IX^e siècle chercher au Mans des reliques de Saint-Liboire qu'ils conservaient précieusement. En souvenir de cette translation les deux diocèses de Paderborn et du Mans avaient été toujours et sont encore en relation très étroite.

1794. Aux arrivants, il était de toute nécessité de faire des places.

* * *

C'est peut-être à ce dernier groupe qu'appartenaient les prêtres français dont les comptes nous ont été conservés. Leur nombre varia entre 12 et 18 et tous étaient des « vieillards ». En novembre 1796, ils étaient incorporés au petit hospice et y venaient prendre leur repas chaque soir.

A cette date, ils louèrent une chambre avec cuisine à un sieur *Houesman* à raison de un écu et demi par mois. C'est là qu'ils prenaient en commun leur repas, qu'ils passaient leurs journées à deviser des choses de France. Leur propriétaire, qui devait vraisemblablement occuper le reste de la maison, avait en partie meublé cette chambre. Néanmoins nos prêtres durent encore acheter bon nombre d'objets : ustensiles et linges de cuisine, service de table fort ordinaire, si bien que leurs « dépenses d'établissement » s'élevèrent à 37 écus, 3 gros, 1 liard. Le détail de ces objets est curieux à conserver, tant pour connaître le prix des denrées en Allemagne à cette époque que pour apprécier la pénurie de nos pauvres prêtres :

Article I, dépenses d'établissement.

6 Aunes de toile cirée pour couvrir deux tables et 200 clous pour attacher ladite toile. . 2 écus d'Allemagne. 14 gros. 7 liards.

18 aunes de ruban pour servir à attacher ladite toile. . » — 4 — 2 —

Un pot de fer avec son couvercle et son anse. . . . 3 — 5 — » —

4 bancs. 2 — 14 — » —

Une cueillère à la soupe. » — 14 — » —

2 chandeliers de cuivre. . » — 19 — 8 —

4 couteaux et 4 grandes fourchettes. 1 — 18 — » —

18 fourchettes de table. . .	1 écus d'Allemagne. 12 gros. » liards.		
17 verres. »	—	14 —	» —
2 éponges pour nettoyer les			
tables. »	—	21 —	» —
12 cueillères à manger. . .	1	—	20 — » —
24 assiettes et 2 salières. . .	2	—	22 — » —
14 albe canes et 5 pots de			
grès. 2	—	22 —	4 —
1 pause-corde. »	—	2 —	» —
Un pot pour mettre du			
beurre fondu. »	—	6 —	» —
Une soupière de fer blanc			
avec son couvercle. 2	—	10 —	» —
Un bloque. »	—	17 —	» —
Une mouchette et un cade-			
nat. »	—	8 —	» —
Une cueillère à ragoût. . . »	—	17 —	» —
Pour avoir fait rempailler			
quatre chaises. »	—	14 —	10 —
33 aunes de toiles pour faire			
des torchons. 3	—	» —	» —
Du ruban et du fil pour faire			
des tabliers et torchons. . . »	—	8 —	4 —
Une cuvette. »	—	13 —	» —
Une écumoire et une lampe. »	—	14 —	» —
Une passoire de cuivre. . . »	—	8 —	» —
Pour ce présent registre,			
encre et papier. »	—	22 —	» —
Total. 37	—	3 —	1 (1)

Rassembler les ustensiles, établir l'humble ménage, c'était déjà beaucoup, mais il fallait encore du bois, il fallait des légumes, du beurre, des œufs et tout ce qui sert à l'ali-

(1) Registre cité. pp. 15-16.

mentation. Le bois surtout est nécessaire à ces pauvres infirmes dont le sang usé par les maladies, l'âge, les tracas et les inquiétudes de l'exil a perdu sa chaleur d'antan. C'est ce qui explique que, dès le début, et à peu de jours de distance, seize voitures de bois dont le prix varie, sont demandées. Les provisions sont donc apportées, oignons, betteraves, haricots, choux blancs, œufs, ainsi que les « chandelles » qui devront éclairer, aux soirées d'hiver, les exilés. Peut-être que parmi ces provisions, plusieurs venaient de France. Ainsi se comprendraient « les frais de douane et de transport » qu'ils déboursent pour le beurre (1).

Les voilà installés dans leur modeste chambre. L'un d'eux, l'abbé de Vicques, chanoine promoteur de la cathé-

(1) Article II. Dépenses de provisions.

4 Voitures de bois.	16 écus d'Allemagne,	9 gros, 6 liards.
3 —	13 —	4 — » —
3 —	14 —	2 — » —
2 —	9 —	16 — » —
3 —	13 —	23 — 11 —
3 livres de chandelles.	6 —	21 — » —
76 livres de beurre y compris les frais de douane et de transport.	14 —	5 — 6 —
96 livres de beurre douane et transport.	17 —	18 — 7 —
24 mesures de pommes de terre. .	8 —	» — » —
3 mesures de carottes.	2 —	4 — 4 —
Oignons.	3 —	» — » —
Betteraves. . . .	1 —	8 — » —
Haricots.	5 —	» — » —
1 mesure d'haricots.	2 —	14 — » —
Choux blancs. . .	1 —	18 — » —
Œufs.	11 —	4 — 13 —

(Registre cité, p. 17.)

drale d'Arras tient régulièrement la comptabilité de chaque jour. Les menues dépenses comme les plus élevées, ce qui intéresse du moins la table commune, il inscrit tout. C'est lui qui paie les fournisseurs et règle à la fin de l'année avec l'abbé de Sagey.

Ce dernier, en effet, s'est activement occupé de l'installation de ces prêtres, ses compatriotes ; le 7 novembre 1796 il a donné au comptable 65 écus ; cette somme a permis de payer dès l'arrivée deux mois de loyer (1). Il renouvelle ses dons à peu près tous les huit jours, à des jours indéterminés. Le 15 novembre 52 écus, le 28, il en laisse 50. Les 7, 15, 26 décembre une somme de 25 écus chaque fois. C'est parfois par des intermédiaires qu'il envoie les secours ; le 2 janvier 1797 il remet à M. l'abbé Dupré 76 écus pour le comptable. Après cette date il donne trois fois par mois une somme de 25 écus, sauf le 23 octobre 1797 où il envoie 75 écus qui serviront à un malade, et le 6 décembre suivant où la somme s'élève à 32 écus 12 gros. En 1798 la quantité des envois ne varie que le 9 janvier (53 écus, 9 gros, 1 liard), et le 29 suivant (50 écus) (2). Récapitulant les divers envois on obtient :

1796 : 242 écus d'Allemagne.

1797 : 951 — 12 gros.

1798 : 328 — 9 — 1 liard (3).

Le loyer est payé selon que l'argent est plus ou moins

(1) « Au sieur Houesman 3 écus pour le loyer de deux mois de la chambre occupée par MM. les prêtres du petit hospice ainsi que l'usage de la cuisine et de la cave qui échéront le 1 janvier 1797. » Novembre 1796 (*Ibid.*, p. 18). Le 7 novembre 1795 était un dimanche ; le 15, un lundi ; le 28, un dimanche,

(2) Dates des envois : 7, 15, 28 novembre, 7, 15, 26 décembre 1796 ; 2 janvier 1797 ; 6, 20, 27 février ; 12, 20 mars ; 3, 13, 25 avril ; 1, 11, 22, 29 mai ; 7, 17, 21, 28 juin ; 10, 26 juillet ; 7, 17, 27 août ; 10, 21, 30 septembre ; 9, 20, 29 octobre ; 13, 28 novembre ; 6, 15, 25 décembre ; 1798 : 5, 9, 15, 25, 29 janvier ; 19, 28 février ; 12, 19, 25 mars ; 2 avril (*Registre cité*, p. 1-4).

(3) *Registre cité*.

abondant. Après l'avance du début, M. de Vicques donne au sieur Houesmann un acompte en février 1797 ; il anticipe ses paiements quelquefois aussi. Le dernier (7 écus 12 gros) est fait en mars 1798 (1).

« Pour le service de la cuisine » nos vieillards ont une domestique, « Thérèse » qu'ils paient 1 écu 6 gros par mois (2). Elle est aidée, chaque mois, par des femmes qui viennent ou laver les torchons et tabliers de cuisine, ou nettoyer la batterie de cuisine (3).

La nourriture est celle de France : la viande de boucherie et les légumes ordinaires. Parmi ces derniers les plus fréquemment employés sont les choux rouges, les fèves de marais, les carottes, les pommes de terre, l'oseille etc. qu'ils assaisonnent avec les épices connus : moutarde, sel, poivre. Quelques prix précis sont indiqués et utiles à retenir : une mesure et demie de haricots coûte 22 gros, une mesure de pois vingt gros (4).

De temps en temps, rarement cependant, la cuisinière achète une oie qui se paie 5 gros (une fois en une année ! !), une poule qui coûte 5 gros, ou bien va jusqu'à faire l'énorme achat d'un porc qui est vendu 12 écus : ce sera peut-être plus économique que d'acheter chaque mois le lard dont elle use souvent (5).

(1) Février. « A Houesman pour le loyer de deux mois de chambre..... échus le 1 mars, 3 écus. » — Mars « le 7, au sieur Houesman par anticipation 12 écus pour le loyer de 8 mois..... ». Mars 1798, « pour le loyer pendant cinq mois..... 7 écus, 12 gros ».

(2) « Thérèse » est payée régulièrement au début de chaque mois : « A Thérèse pour le service du mois dans la cuisine, 1 écu, 6 gros ». En mars 1798 : « A Thérèse pour le service du présent mois et jusqu'au 6 avril, 1 écu 12 gros ».

(3) « Savoir pour blanchir les tabliers et torchons de cuisine 16 gros ; à la femme qui est venu les laver 18 gros ; « à la femme qui aide à laver les torchons, 14 gros ; à la femme qui est venu aider à relaver l'étaing, 6 gros ». Registre cité.

(4) D'autre part, le lecteur a pu voir certains prix d'ustensiles et de denrées.

(5) On rencontre encore : 1 morue 16 gros, poisson 16 gros, plat de

J'ai relevé mois par mois ce que le groupe dut payer au boucher et au boulanger :

Les dépenses pour le boucher varient de 11 à 18 écus en 1796 et 1797.

En janvier 1798 la somme va jusqu'à 38 écus. Pour le boulanger, la somme de chaque mois est bien variable. De 3 écus pour certains mois elle monte jusqu'à 6,10 et même 1, 11 et 34.

Certains mois sont plus chargés que d'autres, parce que peut-être la maladie accablait les pauvres vieillards. En octobre 1797, par exemple, je rencontre les mentions suivantes : « petits pains pour le curé malade....., 5 gros, 12 liards.... ; farine d'avoine pour le malade. »

Ce qui leur fut pénible pendant ce long exil ce fut de s'abreuver de bière qu'ils achetaient au rabais, chez le boulanger. Cette boisson ne contribua pas à les remettre en santé.

Somme toute, leur vie était paisible. Mais un jour vint où cette tranquillité dont ils jouissaient se ralentit. Au mois de février 1798, Hoesman, leur hôtelier, tomba malade. J'aime à croire que nos prêtres furent, en cette circonstance, aussi charitables que ceux-là qui, au lendemain de Nerwinden, secoururent les blessés prisonniers français (1). En tous les cas ils prirent à leur charge les frais de la maladie, payèrent la nourriture et une garde malade. Il en fut de même quand, l'hôte mort, il fut procédé à la vente de ses meubles (2).

La divine Providence, semblait accumuler depuis 17 mois,

terre 3 gros 7 liards, 1 cuve de beurre, 9 écus, 16 gros, 4 liards ; 24 livres de chandelles, 4 écus, 12 gros ; 1 cuve de beurre, 7 écus, 5 gros ; une scie, 17 gros ; deux traverses de bois, 6 gros, etc.

(1) V. Pierre, dans *Revue* citée, p. 172.

(2) « A la femme qui est venue pendant la maladie d'Hoesmann....., œufs pour le malade..... ; à la femme qui est venue travailler pendant la vente des meubles d'Hoesmann, 18 gros. » Février-mars 1798.

épreuves sur épreuves. Malgré les rigueurs de l'exil les dix-huit vieillards français n'avaient cependant point à murmurer. Leur retraite avait été calme, joyeuse parfois. Certes, leur grand âge ne leur permettait pas de se mêler aux fêtes bruyantes de leurs collègues allemands dont M. V. Pierre nous a conté la vie, « mœurs exotiques, dit-il, qui tranchaient trop avec les nôtres pour que nous les puissions juger librement » (1); néanmoins ils durent ne point y rester indifférents.

Il fallut abandonner tout cela après le décès d'Houesman. Qu'advint-il de leurs personnes ? Nous sommes réduits aux conjectures. Vers la fin de 1797, l'horizon de France semblait moins sombre. Plusieurs prêtres manceaux par exemple avaient pensé revenir vers leurs troupeaux. La loi du 19 fructidor les surprit, les arrêta et les contraignit à demeurer cachés (2). C'est peut-être cette pensée qui fit partir les prêtres de Münster.

(1) *Revue* citée, p. 174.

Qu'on se rappelle le chanoine du Mans, Hitzler, venu en notre diocèse avec Mgr de Pidoll, fréquentant assidûment les cafés de la ville, au grand scandale de ses confrères peu habitués à ces coutumes étranges d'Outre-Rhin.

(2) On nous permettra de signaler ici les noms de plusieurs prêtres manceaux exilés en Allemagne pendant la Révolution. Outre le vénérable évêque du Mans, Mgr de Jouffroy-Gonssans retiré quelque temps à Münster et décédé à Paderborn en 1799 et M. de Sagey, nous rencontrons : Gilles Appert, curé de Villaines-la-Carelle, les trois frères Louis-Joseph, Michel et François Goussay. François Guignon, Louis Prévost, François-Charles-René Perdrigeon, Duvernier curé de Courcelles, qui suivirent leur évêque à Paderborn. M. Freulon, précepteur en Westphalie († curé de Sillé, 1834) Henri-Marie Jobbé-Deisle († chanoine du Mans, 1838), M. Charles-Pierre Paumier, curé de Saint-Étienne de Sillé qui, revenu de Westphalie en 1797, dut se réfugier chez un bordager († à Ballon), Pierre Huart qui donna des leçons en Allemagne († curé de la Couture, 28 janvier 1835). R.-M. Bourdon, de Châlons ; Bernard Calbris ; le R. P. Coince ; Pierre-François Leterme, régent du collège de Laval († 1830) ; Louis Brière, curé de Saint-Pierre-la-Cour, né à Saint-Corneille, 1774, † 1819 ; Mathurin-Joseph Gaultier de Vaucenay, chanoine de Saint-Michel, revint privé de raison : il se croyait évêque de Münster († 1813) ;

Quoi qu'il en soit, leur compte s'arrête au 6 avril 1798. Il est présenté par M. de Vicques, le 13 avril suivant, à M. de Sagey qui le clôt définitivement le 16 et solde les dettes tout à fait (1). Depuis lors, aucun document ne nous renseigne. Il est à présumer que ces vieillards reprirent non sans crainte, mais la joie au cœur pourtant, le chemin de France.

LOUIS CALENDINI.

l'abbé Grandin, curé d'Ernée, fut aumônier de l'armée des Princes ; René Martin, vicaire d'Yvré-l'Évêque, etc.

Vers cette époque, on rencontre à Münster M. Jaffre, prêtre français, rentré chez les R. P. Minoristes et M. Pasquier. Archives Nat. W. 385, dossier 916, 2^e partie. — Cfr. D. Piolin, *op. cit.*, t. IV, pp. 36 sq. Abbé Aubry, *Ballon, Saint-Mards, Saint-Ouen*, p. 71. *Semaine du Fidèle du diocèse du Mans*, t. II, p. 592, t. IV, p. 727. *Province du Maine*, t. VI, pp. 125 sq. Abbé Perrin, *Les Martyrs du Maine*, t. I, pp. 244 sq. Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, passim. Peut-être aussi que l'affluence des prêtres venus à Münster obligea nos prêtres à chercher, comme quelques mois plus tôt, un asile dans d'autres villes.

(1) « Compte-rendu à M. l'abbé de Sagey, vicaire général du Mans, par le soussigné chanoine promoteur de l'Église cathédrale d'Arras de la recette et de la dépense faites pendant les trois premiers mois de l'année 1798 pour la nourriture de 18 vieillards prêtres français.

Recette.	228	9	1
Dépense.	298	13	13
Dû par le comptable. .	29	19	2
Mais comme par le compte de l'année dernière il était dû au comptable.	78	9	1
Il suit, soustraction faite, qu'il est dû au comptable.	48	13	13

Au surplus, comme le susdit comptable retient une portion du bois qu'il a acheté, laquelle portion est jugée valoir : 9 écus.

Il suit, déduction faite, que M. l'abbé de Sagey doit à M. de Vicques pour fin de compte : 39 écus, 13 bongros, 13 phenings.

Présenté le 13 avril 1798.

DE VICQUES.

Vu et arrêté ce présent compte, à Münster, le 16 avril 1798.

L. DE SAGEY, vic. génér. du Mans.

Reçu 39 écus, 13 gros, 13 phenings, solde de tout compte, le 16 avril 1798.

DE VICQUES.

APPENDICE

RELEVÉ DES DÉPENSES DES PRÊTRES FRANÇAIS, 1796-1798

I. Au boucher.

1796. — Novembre, 10 écus 12 gros. — Décembre, 13 écus, 9 gros, 4 liards.

1797. — Janvier, 11 écus, 13 gros. — Février, 14 écus, 2 gros. — Mars, 13 écus. — Avril, 15 écus, 13 gros. — Mai, 14 écus, 9 gros. — Juin, 13 écus, 18 gros. — Juillet, 16 écus, 10 gros. — Août, 18 écus, 8 gros. — Septembre, 15 écus, 18 gros. — Octobre, 16 écus, 8 gros. — Novembre, 18 écus, 12 gros. — Décembre, 11 écus, 14 gros.

1798. — Janvier, 38 écus, 7 gros. — Février, 13 écus, 14 gros. — Mars, 21 18 écus, gros.

II. Au boulanger :

1796. — Novembre : le 6, 13 écus, 8 liards ; le 13, 17 écus, 12 gros, 10 liards ; le 20, 9 écus, 19 gros, 12 liards ; le 27, 11 écus, 13 gros. — Décembre : le 4, 5 écus, 8 gros, 2 liards ; le 11, 12 écus, 5 gros, 8 liards ; le 18, 10 écus, 14 gros, 12 liards ; le 26, 4 écus, 22 gros, 4 liards ; le 31, 9 écus, 6 gros.

1797. — Janvier : le 2, 85 écus, 14 gros, 10 liards ; le 16, 10 écus, 17 gros, 6 liards ; le 22, 7 écus, 12 gros, 8 liards ; le 29, 11 écus, 17 gros, 2 liards. — Février : 29 écus, 8 gros, 4 liards. — Mars : 15 écus, 54 gros. — Avril : 34 écus, 42 gros. — Mai : le 7, 9 écus, 3 gros ; le 15, 9 écus, 1 gros, 10 liards ; le 21, 8 écus, 17 gros, 5 liards ; le 29, 8 écus, 20 gros, 2 liards. — Juin : 9 écus, 3 gros, 10 liards ; 3 écus, 6 gros ; 5 écus, 19 gros, 5 liards ; 12 écus, 19 gros,

4 liards ; 6 écus, 12 gros, 2 liards. — Juillet : le 9, 9 écus, 21 gros, 3 liards ; le 16, 4 écus, 3 gros, 9 liards ; le 23, 9 écus, 11 gros, 11 liards ; 9 écus, 1 gros, 10 liards. — Août : 4 écus, 18 gros, 6 liards ; 8 écus, 22 gros, 13 liards ; 9 écus, 16 gros, 12 liards ; 6 écus, 15 gros. — Septembre : 10 écus, 14 gros, 5 liards ; 4 écus, 9 gros ; 10 écus, 12 liards (petits pains) ; 7 écus, 7 gros ; 4 écus, 17 gros, 9 liards. — Octobre : 7 écus, 10 gros, 13 liards ; 8 écus, 11 gros, 14 liards ; 5 écus, 2 gros, 8 liards ; 5 gros, 12 liards (petits pains) ; 16 écus, 8 gros. — Novembre : 10 écus, 6 gros ; 8 écus ; 10 écus, 12 gros ; 11 écus, 3 gros ; 3 écus, 8 gros, 7 liards. — Décembre : 10 écus, 10 gros ; 12 écus, 9 gros ; 7 écus, 6 gros ; 6 écus, 12 gros.

1798. — Janvier : 8 écus, 6 gros ; 11 écus, 3 gros ; 14 écus, 18 gros ; 6 écus, 12 gros ; 12 écus, 12 gros. — Février : 8 écus, 18 gros ; 9 écus, 12 gros ; 4 écus, 17 gros, 2 liards. — Mars : 11 écus, 17 gros, 2 liards ; 9 écus, 4 gros, 4 liards ; 7 écus, 12 gros, 12 liards ; 9 écus, 11 gros, 2 liards ; 5 écus, 21 gros, 3 liards ; 2 écus, 18 gros, 12 liards.

CONFÉRENCE ARCHÉOLOGIQUE

DE M. E. LEFÈVRE - PONTALIS

Le lundi 7 Mars, M. Eugène Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'archéologie, membre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur à l'École nationale des Chartes, est venu donner au Mans la conférence que nous avons annoncée, sur les *Vieux Châteaux de la France et l'architecture militaire au Moyen-âge*.

La séance a eu lieu à la Salle des Concerts, mise gracieusement par la Municipalité à la disposition de notre Société.

Près de *cinq cents* personnes avaient répondu à la convocation ; jamais, jusqu'ici, nous n'avions eu l'honneur de réunir une aussi nombreuse et aussi brillante assistance.

Aux premiers rangs avaient pris place M. le Général de Langle de Cary, commandant le 4^e corps, M. Legué, maire du Mans, et l'un de ses adjoints, M. Déan-Laporte, M. Auburtin, président du Tribunal, MM. les vicaires généraux Lefebvre et Gouin, M. Gentil, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, M. G. Guillot, président de la Société d'archéologie de la Manche, M. Morancé, président de la Société d'horticulture, conservateur du Musée archéologique, M. le général comte de Cléric, président du Comité départemental de la Croix-Rouge, M. Gabriel Fleury, inspecteur de la Société française d'Archéologie, et les membres du Bureau de la Société historique et archéologique du Maine. Beaucoup d'officiers, de magistrats, de dames et de jeunes filles en élégantes toilettes, achevaient de rehausser l'éclat de la soirée.

M. le Préfet de la Sarthe, ainsi que MM. les généraux Blanche et Desaleux, retenus par les conseils de révision, M. le général de division Perreaux et Mgr l'Évêque du Mans avaient bien voulu s'excuser.

Conformément à l'ordre du jour, M. Robert Triger a pris le premier la parole.

Après avoir remercié M. Lefèvre-Pontalis au nom de la Société archéologique du Maine, et rendu hommage à la Société française d'archéologie dont les congrès toujours très suivis exercent une si heureuse action, il a annoncé que le Congrès de cette année se tiendrait à Angers-Saumur et ferait une excursion au Mans le samedi 18 juin. Puis, profitant de cette séance solennelle pour intéresser à la question l'élite de l'opinion, il a rappelé en quelques mots la valeur archéologique de l'enceinte gallo-romaine du Mans et l'importance de son dégagement, depuis longtemps désiré. De chaleureux applaudissements ont prouvé les sympathies de l'auditoire pour le projet qu'il préconisait et que la Municipalité se propose d'ébaucher au moins prochainement par la démolition des mesures qui masquent la tour du Tunnel.

M. Lefèvre-Pontalis a commencé ensuite sa conférence, rattachant son sujet avec beaucoup d'à propos à la communication précédente par la présentation de l'enceinte gallo-romaine de Senlis et des belles portes de Trèves et d'Autun. Successivement, il a exposé avec une sûreté d'érudition et une clarté remarquables toutes les transformations de l'architecture militaire, depuis les premières mottes féodales et les donjons carrés de l'époque romane jusqu'aux luxueux châteaux de la fin du XV^e et du commencement du XVI^e siècle.

Une centaine de projections d'une netteté et d'un relief réellement surprenants, d'après les excellents clichés de sa collection, lui ont permis de montrer à l'appui de ses explications les plus beaux spécimens des constructions

féodales, les donjons de Chambois, de Châteaudun, de Houdan, de Provins, le Château Gaillard, les tours de Gisors et d'Issoudun, l'enceinte de Carcassonne, les châteaux de Bonaguil et de Coucy, les remparts d'Aigues-Mortes, le palais des Papes à Avignon, les églises fortifiées de Royat et des Saintes Maries, en Camargue, le donjon de Vincennes, le château du roi René à Tarascon, les portes de Chartres, de Dinan, de Nevers et de La Ferté-Bernard, les châteaux de Pierrefonds, Fougères, Langeais, Montreuil-Bellay, Lassay, Elven, Montsoreau, Valençay, etc.

Pour terminer et généraliser mieux encore son intéressant résumé de l'architecture militaire au Moyen-âge, le savant professeur a évoqué les silhouettes fantastiques de plusieurs châteaux d'Espagne, peu connus, qui ont excité à juste titre l'étonnement et l'admiration des spectateurs. (1)

Cette conférence, certes, fera date dans nos annales archéologiques, et on peut dire qu'on n'avait point encore eu, au Mans, la bonne fortune d'entendre une leçon d'archéologie aussi complète et aussi instructive. Par son attention soutenue et ses applaudissements, le public d'élite qui remplissait la salle a hautement témoigné combien il appréciait cette leçon, si sérieuse qu'elle fut. Sans aucun doute la soirée du 7 mars contribuera à faire connaître et aimer davantage au Mans nos anciens monuments : ce sera la meilleure récompense de ceux qui l'ont organisée.

Au milieu de la conférence de M. Lefèvre-Pontalis, une quête a été faite au profit des inondés du Mans par Mesdemoiselles de Loriane, de Saint-Rémy, Dugué et Thibaudin. Elle a produit une somme de 340 francs qui a été remise à M. le Maire et dont l'administration municipale a très

(1) Ces projections, si bien réussies, étaient faites à la lumière électrique, avec le très obligeant et très habile concours des électriciens de M. Séguin. Notre dévoué confrère, M. l'abbé Corbin, un maître lui aussi en matière de projections, avait bien voulu se charger de faire passer les vues.

aimablement remercié la Société historique et archéologique du Maine par une lettre officielle au président (1).

La conférence de M. Lefèvre-Pontalis étant, comme ses cours de l'École des Chartes, une leçon orale, la Revue à le vif regret de ne pouvoir la publier. A son défaut, elle croit devoir reproduire ci-après le texte de la communication de M. Robert Triger, pour le double motif qu'on y trouvera un hommage bien dû à M. Lefèvre-Pontalis et l'exposé intégral du projet de dégagement de l'enceinte gallo-romaine du Mans qui intéresse tout particulièrement en ce moment notre Société.

(1) Postérieurement, M. le Maire a bien voulu transmettre au Président l'état nominatif de tous les inondés qui ont reçu un secours sur le produit de la quête, avec l'indication de la somme attribuée à chacun.

LA
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ARCHÉOLOGIE
ET
LE DÉGAGEMENT DE L'ENCEINTE GALLO-ROMAINE
DU MANS

Mesdames,

Messieurs,

Je suis sincèrement confus de prendre la parole en ce moment et de retarder de quelques instants la savante conférence que vous êtes venus écouter avec un si aimable empressement.

Mais l'honneur d'organiser cette séance étant échu à la Société historique et archéologique du Maine, son président ne saurait éluder certains devoirs imposés par les circonstances et qu'il s'estime très heureux d'avoir à remplir.

Le premier de ces devoirs est de remercier devant vous et en votre nom, notre éminent ami, M. Eugène Lefèvre-Pontalis, directeur de la Société française d'archéologie, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, d'avoir bien voulu nous apporter ce soir au Mans l'une de ces intéressantes leçons d'archéologie toujours si appréciées à l'Ecole Nationale des Chartes, au Musée du Trocadéro et dans les Congrès archéologiques.

Il ne m'appartient pas, certes, de vous présenter M. Lefèvre-Pontalis. Ce n'est pas à l'élève de présenter le maître, et la présentation, d'ailleurs, n'est point nécessaire.

Depuis longtemps, M. Lefèvre-Pontalis a acquis droit de cité dans la ville du Mans.

Dès 1889, il consacrait à la nef de notre magnifique cathédrale un article très remarqué, qui est resté la base de toutes les études postérieures. A maintes reprises, il est revenu parmi nous. Il nous a fait l'honneur d'amener plusieurs générations d'élèves de l'Ecole des Chartes étudier nos monuments. En 1903, il a bien voulu prendre part à la première visite du nouveau musée archéologique, avec deux membres de l'Institut aimés et vénérés entre tous, MM. Jules Lair et Robert de Lasteyrie, dont il continue brillamment les traditions scientifiques.

Ce n'est pas une illusion de l'amitié, c'est l'expression d'une opinion unanime de dire que M. Lefèvre-Pontalis est aujourd'hui l'un des maîtres de l'archéologie française, et que ses travaux font autorité à l'Etranger aussi bien qu'en France.

Toutefois, si je n'ai pas à vous présenter le distingué conférencier, il n'est peut-être pas inutile, Mesdames, Messieurs, de vous faire connaître, en quelques mots, la Société qu'il dirige avec tant de compétence et de succès.

La Société française d'archéologie a été fondée à Caen en 1834 par l'illustre archéologue Arcisse de Caumont, qui fut, comme vous le savez, l'un des premiers à prendre la défense de nos anciens monuments, à en faire apprécier la valeur.

M. de Caumont avait une prédilection marquée pour la ville du Mans. Il y comptait bon nombre d'amis — je pourrais dire d'admirateurs — et il y trouvait, selon sa propre expression, les éléments d'un cours complet d'archéologie. Dès la première heure, il fit dans ses ouvrages une large place à nos monuments : bien des fois, il réunit autour

d'eux, en Congrès ou en séances solennelles, l'élite de ceux des travailleurs qu'on appelait alors des « antiquaires ».

Sous cette impulsion vigoureuse, la Société française d'archéologie ne tarda pas à prendre, au Mans, une extension exceptionnelle. En 1846, ses membres y étaient déjà en nombre assez élevé pour former une subdivision spéciale qui avait à sa tête le préfet, l'évêque, le maire, et qui contribua très efficacement à la création du musée archéologique. Une subvention de 400 francs de la Société française d'archéologie permit, notamment, de faire entrer dans le nouveau musée les belles statues tombales des vicomtes de Beaumont, que bien des cités importantes envient maintenant à la ville du Mans.

Après avoir fait, pour ainsi dire, ses premiers pas dans la Sarthe et y avoir semé les germes féconds de notre future Société archéologique du Maine, qui la considère aujourd'hui comme une aïeule très aimée, la Société française d'archéologie se répandit rapidement dans la France entière.

Successivement dirigée, depuis la mort de M. de Caumont, par M. Gustave de Cougny — dont j'ai la joie de saluer dans cette assemblée un parent très rapproché — par M. Léon Palustre, le comte de Marsy et M. Lefèvre-Pontalis, elle compte en ce moment près de 1,100 membres et 200 correspondants étrangers. Parmi ces derniers, figurent les représentants les plus autorisés de l'archéologie européenne et plusieurs savants américains. Dans le Comité d'honneur, ont bien voulu prendre place quatre membres de l'Institut, deux inspecteurs généraux des Monuments historiques, un inspecteur général des Ponts et Chaussées, un ancien président de l'Académie royale de Belgique, un des membres les plus éminents de l'Institut archéologique d'Angleterre et un inspecteur général des Monuments historiques de la Suisse.

En outre du *Bulletin monumental*, devenu, grâce aux efforts de M. E. Lefèvre-Pontalis, une publication de tout

premier ordre, l'œuvre principale de la Société est le *Congrès* qu'elle tient, chaque année, dans une grande ville de France.

Accueilli avec sympathie par la plupart des autorités et par les élites intellectuelles, ce Congrès suscite toujours un mouvement très avantageux pour la province. Il lui attire la visite d'étrangers distingués et il est souvent suivi avec un tel empressement que plus d'une fois, au cours de ses savantes explications, nous avons vu notre cher directeur sur le point d'être étouffé par les 3 ou 400 auditeurs qui se pressaient autour de lui.

Je suis, dès lors, très heureux, Messieurs, de vous annoncer que le Congrès de la Société française d'archéologie se tiendra cette année dans nos environs, à Saumur et à Angers. Bien mieux, par une aimable attention de M. Lefèvre-Pontalis, il fera une excursion au Mans et nous consacra une journée entière, celle du Samedi 18 Juin.

Je ne doute pas et j'espère, pour son honneur, que la ville du Mans justifiera une fois de plus, dans cette circonstance, sa vieille renommée de courtoisie et de bonne hospitalité. Tous, j'en ai la ferme confiance, vous voudrez bien nous aider à donner à nos savants hôtes une impression favorable des Manceaux.

Je l'espère d'autant plus qu'en répondant déjà si nombreux, ce soir, à l'invitation de nos sociétés d'archéologie, vous montrez, Messieurs, et vous surtout, Mesdames, qu'on ne reste pas indifférent au Mans, aux études sérieuses, qu'on sait y apprécier le talent et y honorer, non seulement la musique qui attirait ici-même, mardi, une si brillante assistance, mais aussi la science, beaucoup plus aride. Nous vous en sommes doublement reconnaissants.

Plus que jamais, dans la société contemporaine, le travail, sous ses diverses formes, s'impose comme le seul moyen efficace de conquérir l'estime publique. Encourager les travailleurs de tout ordre, c'est donner un salutaire

exemple aux jeunes générations ; c'est faire acte de patriotisme, car une nation ne peut se maintenir puissante et prospère que par le travail.

En mettant gratuitement et avec tant d'obligeance cette salle à la disposition de notre Société et en venant assister à cette séance, la Municipalité du Mans nous a traités en travailleurs. Je l'en remercie tout particulièrement, de même que je remercie les hautes notabilités militaires et civiles et les membres des diverses sociétés dont la présence rehausse, d'une manière si flatteuse, l'éclat de cette réunion. Puisse, Messieurs, l'érudition de M. Lefèvre-Pontalis, secondée par les habiles électriciens de M. Séguin, justifier votre bienveillant intérêt !

A l'ombre de nos vieux monuments, témoins impassibles des événements, il n'y a de place que pour les souvenirs rétrospectifs de l'histoire nationale et toutes les opinions peuvent reposer en paix.

Je n'ai pas à craindre de troubler ce repos en appelant votre attention, quelques minutes encore, sur une question d'actualité, mais d'actualité archéologique qui, par une heureuse coïncidence, se présente en ce moment comme la préface logique de la conférence de M. Lefèvre-Pontalis, la question du dégagement de notre Enceinte gallo-romaine.

La ville du Mans, d'origine gauloise, a le rare privilège d'avoir gardé intacte, en beaucoup de ses parties, l'enceinte construite à la fin du III^e siècle, pour la protéger contre les premières invasions barbares.

Cette enceinte, l'une des mieux conservées de France, est depuis longtemps célèbre parmi les archéologues. Elle a été étudiée dans ses moindres détails par deux de nos confrères, M. l'abbé Robert Charles, l'un des premiers vice-présidents de la Société archéologique du Maine, et M. Gabriel Fleury (1). Récemment encore, l'un des membres

(1) V. *Revue historique et archéologique du Maine*, tomes IX et X (1881), et à part, l'abbé Robert Charles, *Le Vieux Mans, l'enceinte gallo-romaine*, Le Mans, Pellechat, 1882, in-8 ; *Ibidem*, tome XXIX (1891),

les plus distingués de la Société française d'archéologie et de la Société des Antiquaires de France, M. Adrien Blanchet, lui a fait une place des plus honorables dans son savant ouvrage d'ensemble sur les *Enceintes romaines de la Gaule* (1).

Bâtie au sommet de la colline qu'occupait l'oppidum gaulois, l'enceinte romaine du Mans dessine un parallélogramme de 500 mètres de longueur sur 200 mètres de largeur, dont le grand axe est parallèle à la Sarthe. Son périmètre total est de 1.400 mètres. Inférieur à celui de Bordeaux, Bourges, Nantes, Paris, Rouen et Dijon, il surpasse celui d'Angers, Tours, Rennes, Orléans, Grenoble, et semble placer Le Mans au 22^e rang dans la liste des grandes villes de la Gaule.

Quelques traits de la construction sont caractéristiques.

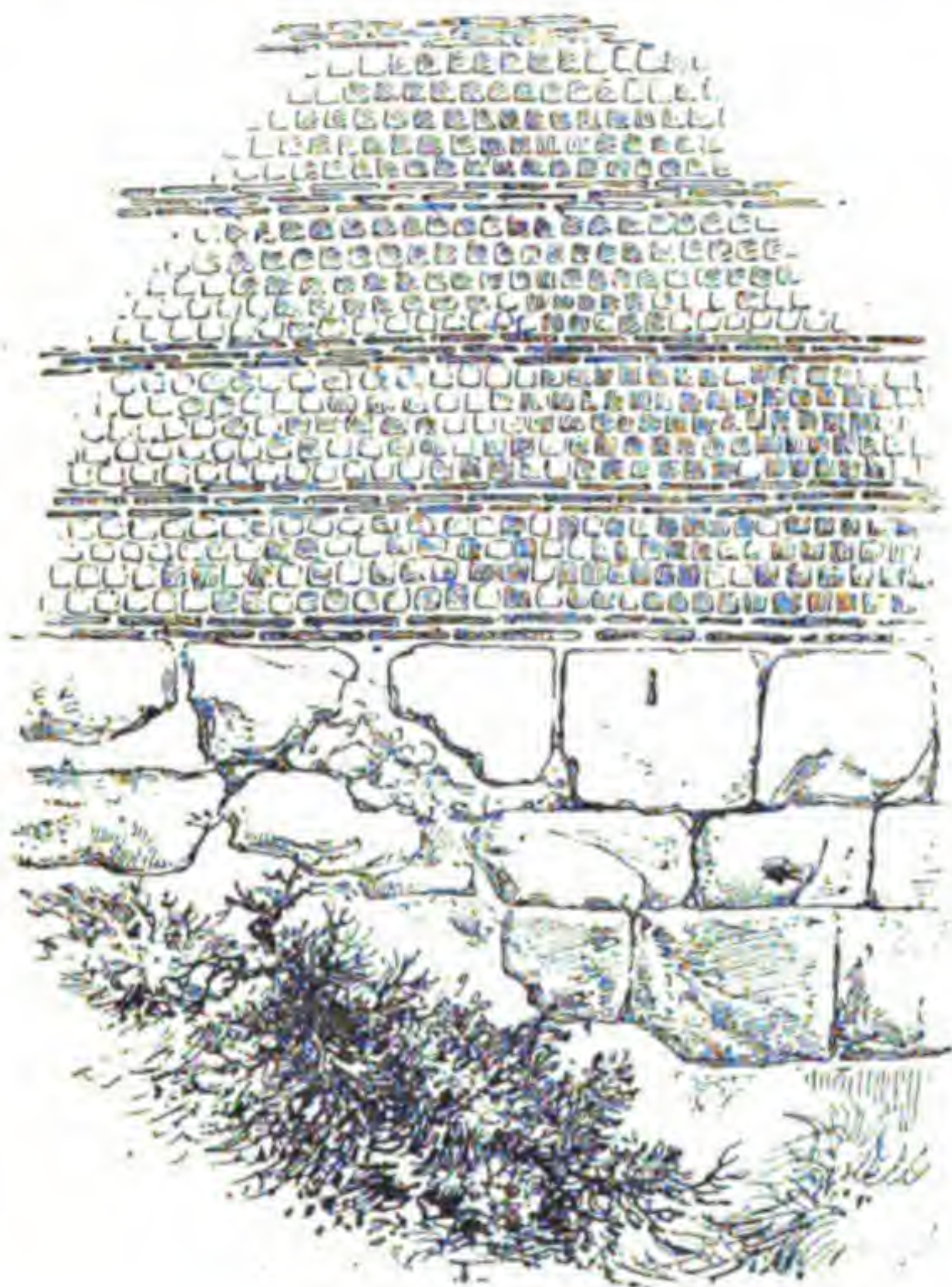
Je me bornerai à vous dire, Messieurs, que les murailles n'ont pas de fondations, qu'elles reposent simplement sur de gros blocs de pierre juxtaposés sans mortier, parfois sur des fragments d'inscriptions ou de monuments antérieurs qui indiquent qu'au Mans, comme en beaucoup d'autres villes, l'enceinte de la fin du III^e siècle fut élevée au milieu d'une violente panique et après la destruction de florissants faubourgs.

Au-dessus de ces blocs, le revêtement extérieur présente un parement de petites pierres cubiques, de 10 à 12 centimètres carrés, disposées par assises régulières et noyées dans un lit épais de mortier mélangé de brique pilée. De cinq en cinq, ces assises sont séparées par une chaîne de trois rangs de briques. En certains endroits, on a reconnu la trace de décorations géométriques, triangles, losanges et cercles, formées par l'emploi simultané de la pierre blanche et du grès brun ou roussard.

G. Fleury, *La Tour Orbrindelle et le Mont Barbet*, Mamers, Fleury et Dangin, 1891, in-8. — Antérieurement, l'enceinte gallo-romaine du Mans avait été maintes fois signalée et décrite dans leurs différents ouvrages par MM. de Caumont, E. Hucher et l'abbé Voisin.

(1) Paris, Ernest Leroux, 1907, un vol. in-8.

Les tours, en forme de talon, hémisphériques à l'extérieur, s'élèvent sur un massif plein et ne sont évidées qu'à la partie haute. Leur diamètre approximatif est de dix



MURS GALLO-ROMAINS DU MANS

GROS BLOCS ET PETIT APPAREIL PRÈS DE LA GRANDE POTERNE

(Dessin de M. G. Bouet).

mètres avec la maçonnerie. L'une des mieux conservées, la *tour Magdeleine*, montre encore plusieurs baies en plein cintre, percées à la hauteur du premier étage pour permettre aux défenseurs de battre le fossé.

Trois portes et plusieurs poternes s'ouvraient dans l'enceinte (1) : la principale de ces poternes se voit presque intacte dans la rue de la Tannerie.

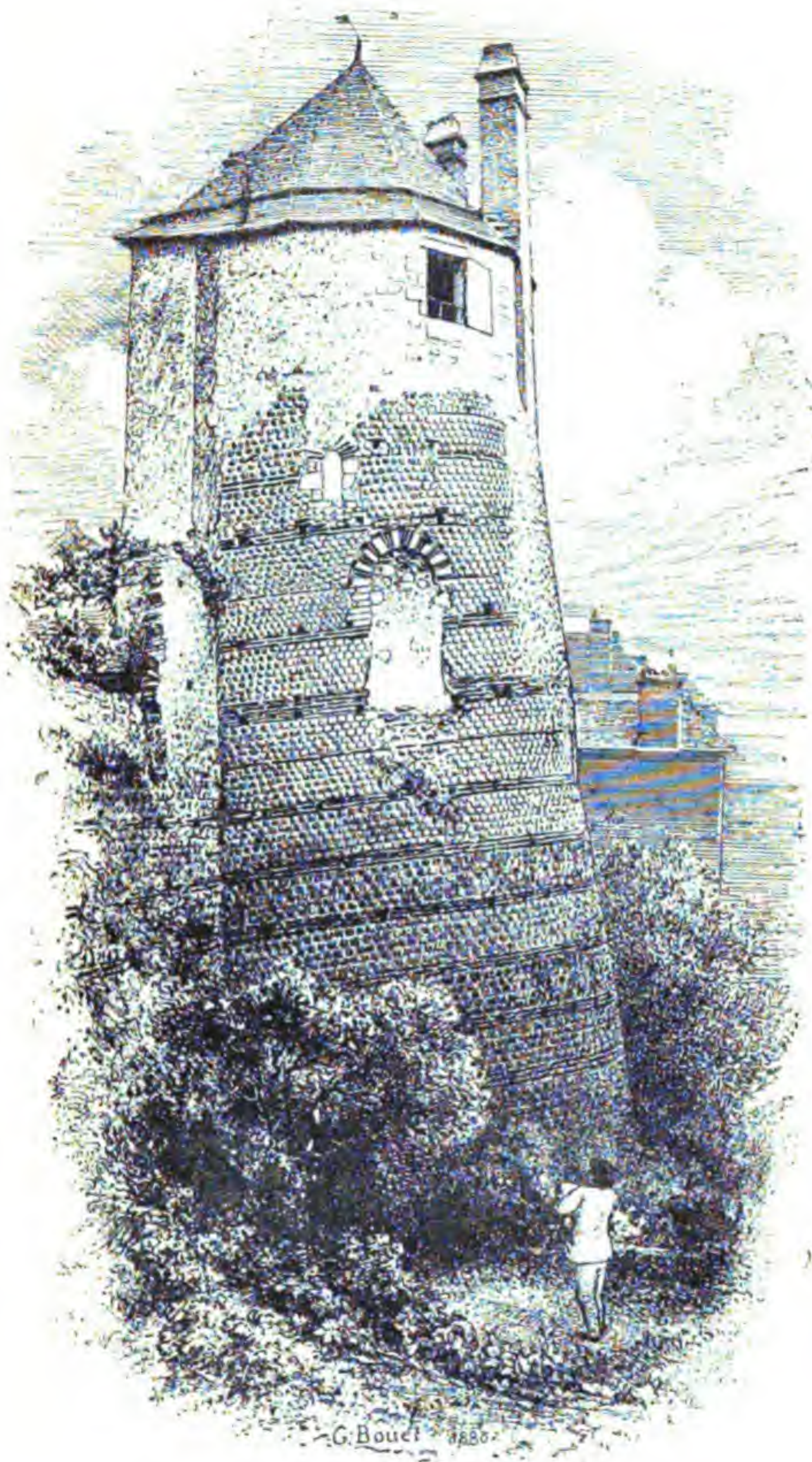
Je n'insiste pas, Mesdames, sur des détails techniques qui pourraient mettre votre bienveillance à une trop rude épreuve. Je constate seulement que l'enceinte gallo-romaine du Mans, vieille de bientôt dix-sept siècles, demeure un spécimen très intéressant de la fortification ancienne et qu'elle est construite suivant toutes les règles de cette fortification. Pour n'en citer qu'un exemple, la rampe d'accès qui conduisait à la porte du midi, située au bas de la Grande-Rue, et qui correspond aujourd'hui à la rue de la Truie-qui-File, avait été soigneusement établie comme le prescrit Végèce, de manière à contraindre les assaillants à présenter aux défenseurs de la courtine le flanc droit que le bouclier ne pouvait protéger (2).

Au dire de tous les professionnels, archéologues ou ingénieurs militaires, l'enceinte gallo-romaine du Mans est donc un monument de grand intérêt et des plus rares.

Il n'y a qu'un malheur, Messieurs, c'est que ce très curieux débris de notre première civilisation est presque invisible pour la masse du public, pour la plupart des étrangers et surtout pour vous, Mesdames. Enfouie au fond de cours d'aspect peu attrayant, masquée par des mesures

(1) L'une des grandes portes était située au Midi, au bas de la Grande-Rue ; une autre, découverte en 1881 par MM. Charles et Fleury, dans l'angle N.-O. de l'enceinte ; une troisième s'ouvrait sur le flanc oriental, sur la rue actuelle des Bas-Fossés.

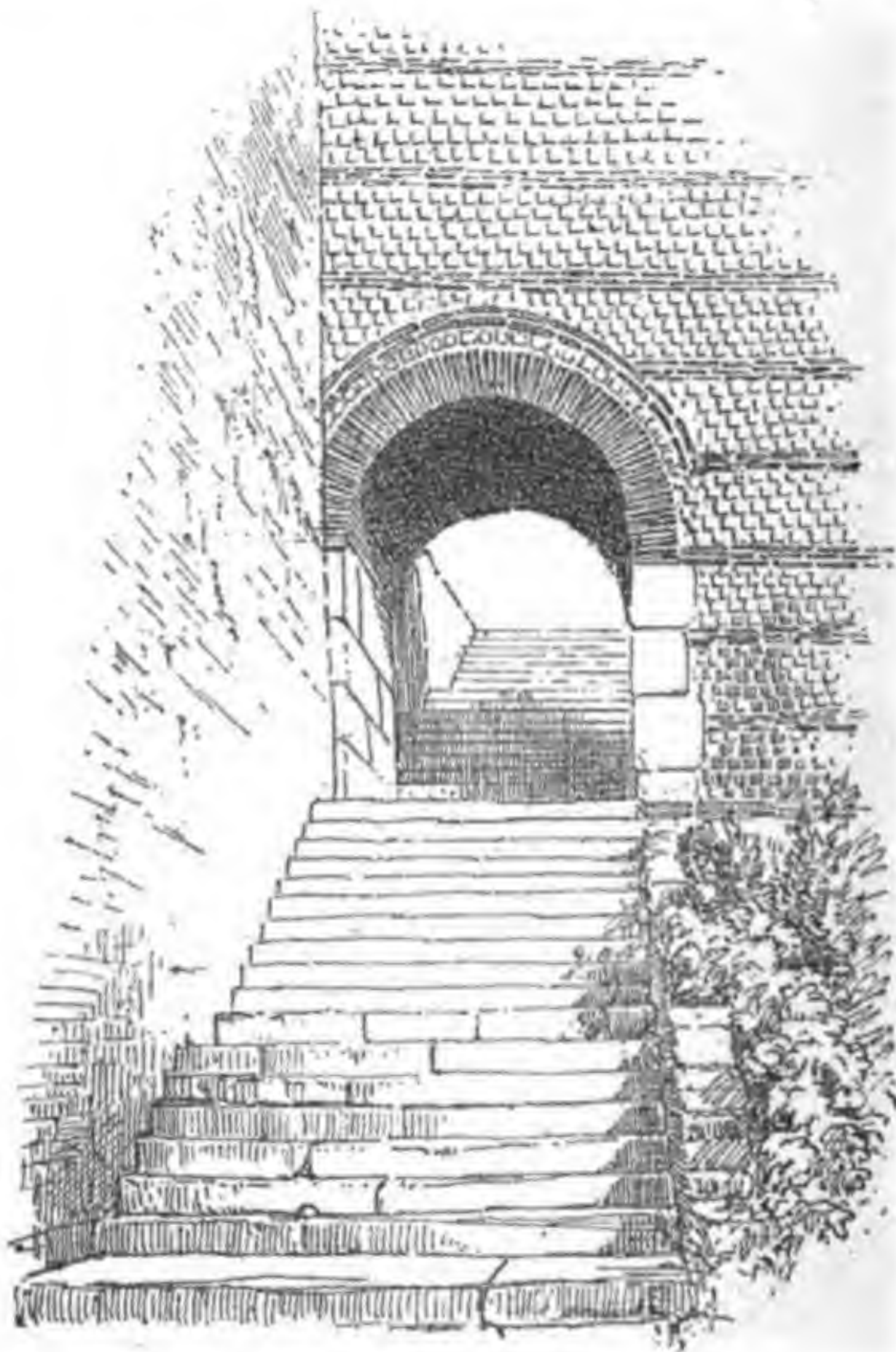
(2) A ce moment, une interruption de quelques minutes permet à M. Robert Triger de faire passer sous les yeux de l'assistance, à titre de spécimens, les projections de quatre dessins de M. Bouet, le distingué collaborateur de M. de Caumont, d'après d'excellents clichés de M. l'abbé Corbin : *Mur gallo-romain près de la petite Poterne ; la tour Magdeleine ; la grande et la petite Poterne*. Nous reproduisons ci-contre plusieurs de ces dessins.



TOUR MAGDELEINE
Dessin de M. G. Bouet.

LXVII. 14

de tout genre et de toute époque, la vieille enceinte est difficile à découvrir. Il faut une connaissance particulière



LA GRANDE POTERNE
(Restitution de M. G. Bouet).

des abords pour entreprendre son exploration : il faut un certain courage, un dédain héroïque des microbes et des émanations « moyen-âgeuses ».



LA PETITE POTERNE
(Dessin de M. G. Bouet).

Jusqu'à ces derniers temps, j'ai le regret de le dire, la ville du Mans n'a compris ni l'intérêt scientifique, ni l'intérêt pratique de son enceinte gallo-romaine. En dépit des efforts de nos premiers maîtres, les de Caumont et les Hucher, elle n'a rien fait pour son dégagement. Bien plus, en 1867, lors de l'établissement si coûteux du quai de la rive gauche de la Sarthe, on a perdu l'occasion favorable d'ouvrir au pied des murs romains un large boulevard qui les eut mis en pleine valeur, en faisant apparaître aux yeux stupéfaits des manceaux et des étrangers plusieurs tours dignes de la célèbre cité de Carcassonne.

Pour la première fois, en 1908, à la suite des intéressants travaux commencés autour de Saint-Benoît, la municipalité actuelle a eu le mérite d'inscrire, dans son programme électoral, le dégagement du mur de ville.

Les archéologues, Messieurs, s'honorent d'être justes, de louer toujours ce qui mérite d'être loué. Unanimement, ils ont applaudi à la promesse du programme de 1908 en faveur de l'enceinte gallo-romaine, et je suis assuré d'être l'interprète fidèle de leurs sentiments, en priant M. Legué, maire du Mans, et M. l'adjoint Déan-Laporte, qui ont bien voulu assister à cette réunion, de recevoir ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Mais si la promesse déjà est méritoire, il serait regrettable que des difficultés d'exécution en fissent de nouveau ajourner la réalisation.

Ces difficultés du dégagement de l'enceinte gallo-romaine sont-elles insurmontables? Nous ne le pensons pas. Permettez-nous au moins, Mesdames, Messieurs, de vous soumettre brièvement une solution que nous a suggérée l'étude approfondie de la question, ne serait-ce que pour vous prouver qu'à l'occasion les archéologues savent être de leur temps, en alliant à l'amour du passé le respect des intérêts économiques et financiers.

Il n'est plus possible, aujourd'hui, il faut le reconnaître, de réclamer un dégagement complet et immédiat par l'ouverture d'un large boulevard continu, tout le long des remparts. Un tel projet entraînerait des dépenses considérables, et, depuis l'établissement du quai, à cinquante mètres de distance, les exigences de la circulation ou de l'hygiène ne pourraient plus justifier suffisamment ces dépenses.

D'autre part, il faut reconnaître que les vieux murs, même du côté de la Sarthe, où, sur treize tours neuf subsistent encore, ne présentent pas partout un égal intérêt : en bien des endroits leur parement est dégradé ; sur certains points on a dû les reprendre dans une bonne partie de leur hauteur pour soutenir les terres.

Dégager à grands frais ces reprises modernes serait une dépense inutile, sans profit pour les archéologues, quelque peu cruelle pour les contribuables.

En fait, le seul résultat désirable et urgent, c'est le dégagement des parties les mieux conservées, qui offrent des éléments d'étude sérieux ou des aspects vraiment pittoresques.

Il est facile de déterminer ces points intéressants, et pour notre part, nous l'avons déjà fait. Ils se disséminent, depuis l'escalier des Pans-de-Gorron jusqu'à Saint-Benoît, sur des emplacements distincts, variables d'importance et de valeur commerciale.

Rien n'oblige à acquérir toutes ces parcelles à la fois, à subir les exigences souvent exagérées des propriétaires. On peut ne les acheter qu'au fur et à mesure des occasions et des ressources, en ne recourant à l'expropriation que dans quelques cas exceptionnels.

Avec un plan d'ensemble bien arrêté et un peu de persévérance, le but n'en serait pas moins vite atteint, car la plupart des possesseurs de terrains ne tarderaient pas à comprendre l'avantage de céder à la ville, à des prix raison-

nables, des immeubles dont ils ont souvent bien de la peine à tirer un revenu régulier.

Bientôt, il ne resterait plus qu'à encadrer les parties dégagées dans des massifs de verdure et à les relier aux voies existantes par de petits squares qui formeraient de charmants oasis.

A défaut d'un dégagement grandiose et méthodique, ce dégagement partiel, par pénétrations successives, semble de réalisation très pratique.

Réparties sur plusieurs exercices, les dépenses ne surchargeraient guère un budget aussi puissant que celui de la ville du Mans, et, du coup, les archéologues de la France entière seraient dans l'enthousiasme.

Je me hâte d'ajouter, Messieurs, que les commerçants manceaux, eux aussi, feraient certainement une bonne affaire.

Le seul moyen maintenant, pour une ville de province, d'attirer touristes et étrangers, est de leur offrir des curiosités sensationnelles ; des monuments que toutes les villes ne possèdent pas. Jusqu'ici, nous n'avons jamais ouï dire qu'aucun étranger soit venu au Mans pour admirer le boulevard Levasseur ou la malencontreuse bosse de l'avenue Thiers. Par contre, nous savons de source certaine qu'un grand nombre de touristes, de haute envergure, et même une très gracieuse souveraine, se sont arrêtés dans notre ville pour visiter la cathédrale et la maison de la Reine Bérengère, qu'ils ont même manifesté l'intention de nous revenir pour mieux les connaître.

Une enceinte murale, vieille de dix-sept siècles, est assurément un bibelot peu banal, un bibelot que les américains, tout américains qu'ils soient, ne sauraient emporter chez eux et qu'il faut bien venir voir sur place. Tous les touristes, sans doute, n'apprécieraient pas autant que nous son intérêt archéologique. Tous au moins, y compris les automobilistes de grande vitesse, seraient fiers de dire à

l'occasion qu'ils ont vu, de leurs yeux, des remparts... du temps des Barbares !

De là, nécessairement, une source de profits continus et très appréciables pour le commerce local.

En définitive, Messieurs, à l'heure actuelle, le dégagement de l'enceinte gallo-romaine s'impose tout à la fois comme la conséquence forcée de la vulgarisation des connaissances archéologiques et comme une opération avantageuse au point de vue économique.

A leur grand honneur, plusieurs des membres de l'administration municipale le comprennent et ils viennent, pour commencer, d'obtenir l'achat des mesures qui masquent la tour du bas du Tunnel.

Cette œuvre de dégagement ne demande pas seulement à être approuvée par les Sociétés savantes qui la désirent depuis si longtemps. Elle demande à être encouragée et soutenue par l'opinion publique. Vous me pardonnerez donc de profiter de cette réunion solennelle pour réclamer en sa faveur le concours de vos chaleureuses sympathies.

A notre époque, l'opinion publique est souveraine.

Dans une question de ce genre elle ne peut être qu'unanime, et je crois même qu'il n'est pas impossible d'intéresser au projet les masses populaires.

Les temps sont loin où une grossière ignorance rendait nos anciens monuments responsables des événements ou des méfaits des hommes. Sous peine d'une contradiction violente, le vandalisme n'est plus de mise dans une société qui place au premier rang de ses préoccupations le développement de l'instruction.

Plus d'une fois déjà, dans notre modeste sphère, nous avons eu la satisfaction de constater que le peuple commence à comprendre les efforts des sociétés archéologiques.

En toutes circonstances, il accueille avec une sympathique curiosité les explications qu'elles sont heureuses de

lui donner. Très vite, grâce à son bon sens instinctif, il saisit les avantages pratiques qu'il peut retirer de l'existence, dans une localité, d'un beau et curieux monument.

De grâce, Messieurs et vous-mêmes Mesdames, aidez les amis du Vieux-Mans à obtenir le dégagement de l'enceinte gallo-romaine. Aidez surtout nos Sociétés à poursuivre l'un des buts essentiels de leurs efforts, l'éducation archéologique de l'opinion.

Non seulement cette éducation devient indispensable pour assurer, sous un régime démocratique, la conservation des monuments que vous appréciez à juste titre, mais elle peut avoir une heureuse conséquence sociale en rapprochant des travailleurs de situations bien diverses dans une intelligente appréciation et dans un respect commun des œuvres de l'architecture nationale.

Je me permets, en terminant, de vous livrer cette pensée. Elle vous prouvera que les archéologues ne sont pas égoïstes. Ils ont à cœur aussi d'être charitables, de ne pas se désintéresser des souffrances contemporaines.

Au milieu de la conférence de M. Lefèvre-Pontalis, de jeunes et gracieuses quêteuses vont donc vous tendre la main pour les inondés de la ville du Mans.

Toutes appartiennent à la famille archéologique. Deux d'entre elles, même, ont déjà conquis un chevron en explorant intrépidement avec notre Société les ruines de Jublains et de Sainte-Suzanne.

Je vous en prie instamment, Messieurs, soyez généreux. Procurez-nous, par vos offrandes, la joie de montrer que si nous nous appliquons, pour l'honneur du pays, à sauver de la destruction les glorieux souvenirs du passé, nous tenons plus encore à sauver nos concitoyens des détresses du présent.

APPENDICE

Afin de mieux préciser les détails du projet de dégagement de l'enceinte gallo-romaine présenté dans la réunion du 7 mars, nous ajoutons ici trois plans qui compléteront utilement notre communication.

Le premier est un plan d'ensemble des diverses enceintes du Mans, d'après le plan de MM. Hucher et Landel, pour la première fois rectifié conformément aux découvertes et aux travaux récents.

En outre de la *Petite Poterne* gallo-romaine, qui n'était point indiquée sur le plan Hucher, on y trouvera le donjon carré de Guillaume le Conquérant, restitué par M. Gabriel Fleury ; la grande porte du nord ou *Porte du Cavalier*, découverte en 1880 dans l'angle N.-O. de l'enceinte de la cité par MM. Robert Charles, Bouet et Fleury ; la curieuse porte romaine retrouvée par eux, à la même époque, sous la maison Juliard-Dunial, rue des Fossés-Saint-Pierre, et plusieurs tours disparues que MM. Hucher et Landel n'avaient pas figurées.

On trouvera de même sur ce plan le nouveau tracé proposé par M. Fleury pour le bastion de l'Eperon et une légère variante qu'un ancien plan, retrouvé par M. Vérité, nous a fait apporter à l'enceinte de l'Evêché.

Les deux autres plans sont empruntés à notre précédente notice sur les *Grandes transformations anciennes et modernes de la ville du Mans*, dans laquelle nous avons émis, dès 1907, la première idée du dégagement partiel de l'enceinte

gallo romaine. Ils sont établis d'après le plan cadastral et les plans du service spécial des grands travaux (1869).

L'un de ces plans correspond à la partie de l'enceinte comprise entre l'escalier des Pans-de-Gorron et le Tunnel, en amont du Pont-Yssoir. La première tour, à gauche, est le bastion à pans dit *de Gorron*, la deuxième (A) la belle *tour Magdeleine*, la troisième la *tour du Tunnel*, dont la Municipalité va, dès maintenant, achever le dégagement. Entre ces deux dernières tours s'élevait la très intéressante *tour Hueau*, que M. de Caumont a jadis dessinée ; rétablie sur notre plan d'ensemble, elle n'existe déjà plus sur le plan cadastral.

Le dégagement de la *tour Magdeleine* mérite à tous égards le premier rang parmi les projets partiels de dégagement. Pour l'effectuer, il suffirait d'acquérir les quatre maisons numérotées au cadastre 524, 525, 526, 527, et indiquées sur notre croquis par un pointillé. Le résultat serait sûrement satisfaisant : le square qu'on pourrait créer sur l'emplacement des maisons formerait le prolongement direct de la place de l'Hôpital, et, de cette place, la tour apparaîtrait sous une excellente perspective. Nous n'hésitons pas à considérer ce projet comme de première urgence archéologique.

Ajoutons qu'il demanderait à être complété peu à peu par le dégagement de l'enceinte jusqu'à la *tour du Tunnel*. Dans cette partie, il est vrai, le mur n'est pas partout d'un égal intérêt, et la brèche de la *tour Hueau* notamment a entraîné une reprise moderne. Mais, au point de vue pratique, l'élargissement de la rue de Gourdainne serait fort appréciable : les exigences de la circulation aussi bien que de l'hygiène contribueraient même à justifier la démolition des masures situées à l'entrée de cette rue.

Le dernier de nos plans présente la partie la plus importante de l'enceinte, depuis le tunnel jusqu'à l'angle S.-O. près de Saint-Benoit.

On y voit, en partant du tunnel, une première tour dont

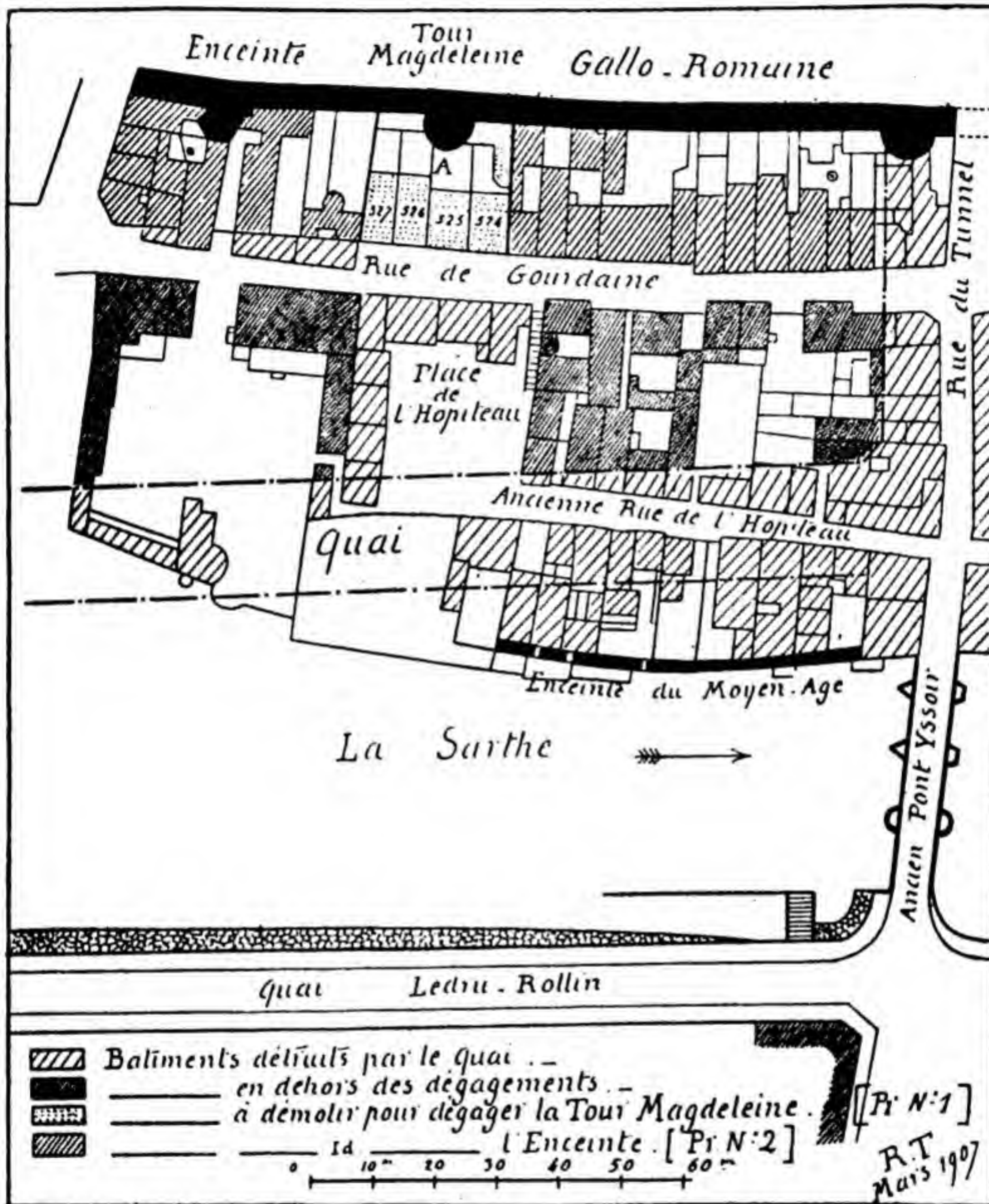
L'ENCEINTE GALLO-ROMAINE DU MANS

Tour
de Gorron.

Tour
Magdeleine.

Tour Huau,
détruite.

Tour
du Tunnel.



PLAN DES ANCIENS BORDS DE LA SARTHE

Entre l'escalier des Pans-de-Gorron et le Tunnel.

Projets de dégagement : 1^o De la Tour Magdeleine ; 2^o de l'Enceinte romaine le long de la rue de Gourdain.

il ne subsiste aujourd'hui que le soubassement, puis les *tours de Tucé* (B) et *Saint-Hilaire*, bien conservées l'une et l'autre, l'emplacement d'une autre tour détruite (C), la *grande Poterne*, l'intéressante *tour du Vivier*, plus loin trois dernières tours et la *petite Poterne*.

Le dégagement le plus urgent dans cette partie serait, croyons-nous, celui de la *tour de Tucé* (projet B).

Il n'exigerait que l'acquisition de cinq petites parcelles (pointillées sur notre plan) et ne nécessiterait la démolition d'aucune vieille maison ; mais il y aurait lieu de le poursuivre, le plus rapidement possible, jusqu'à la tour suivante, dite de *Saint-Hilaire*, en établissant au moins un passage au pied des remparts.

Nous plaçons ensuite, presque au même rang, le projet C, comportant d'une part, à gauche de la *grande Poterne*, le dégagement du mur que couronne l'hôtel de Vaux ; d'autre part, à droite, le dégagement de la *tour du Vivier*.

Le premier de ces dégagements offrirait un double avantage : il mettrait en relief les parties gallo-romaines qui se voient encore à une grande hauteur sous la terrasse de l'hôtel de Vaux et il permettrait l'établissement d'un square en prolongement de la place Saint-Hilaire.

Par contre, nous pensons que ce serait une erreur, au point de vue archéologique et pittoresque, de supprimer les maisons qui bordent l'escalier de la *grande Poterne*.

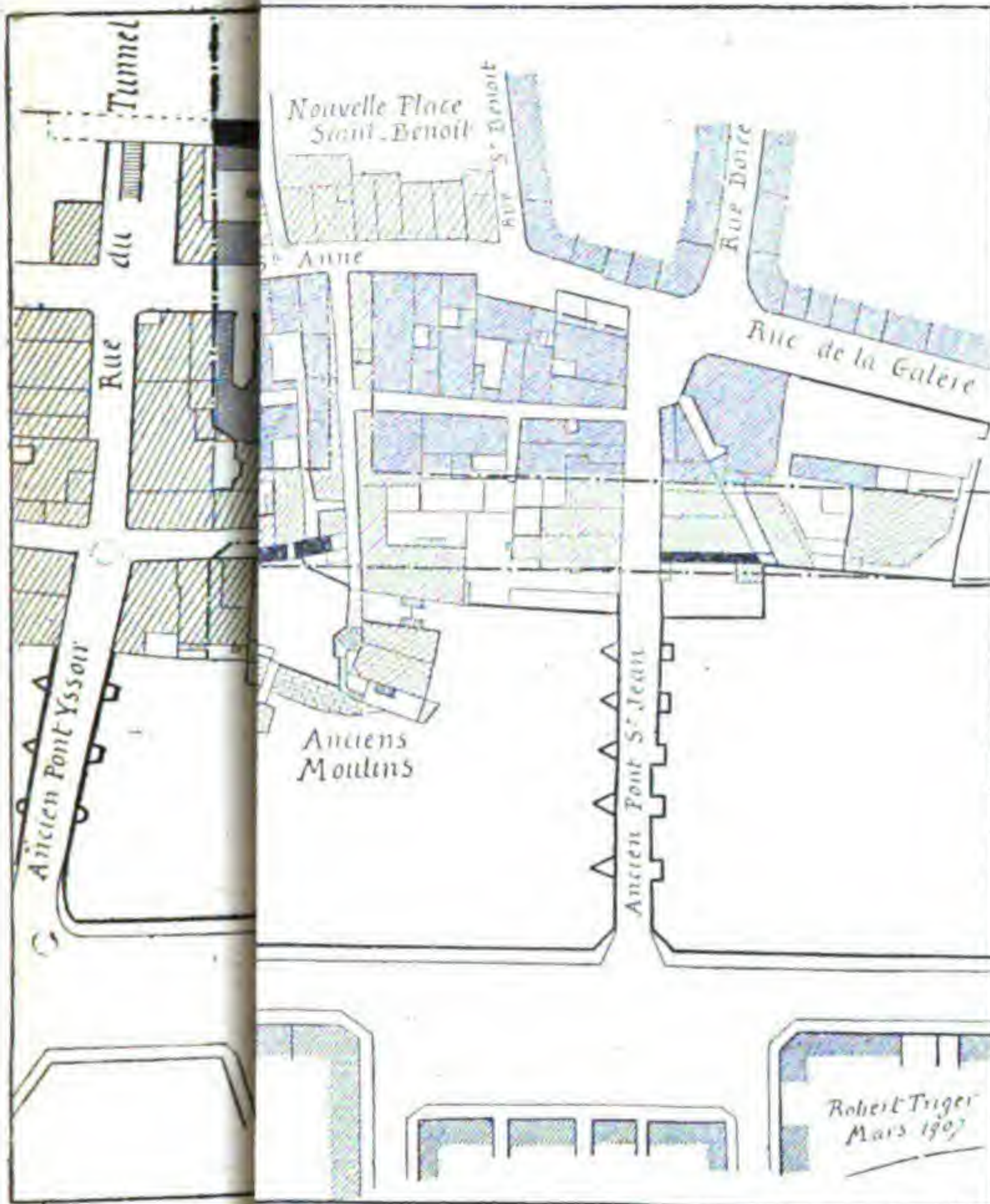
Non seulement l'une d'elles, à l'angle gauche, garde quelque cachet ancien, mais dans leur ensemble, ces maisons forment à la vieille poterne romaine un encadrement « moyen-âgeux » de caractère pittoresque, que les artistes seraient en droit de regretter.

Plutôt que de mettre trop « en l'air » la *grande Poterne*, il semblerait préférable de lui conserver son cadre du moyen-âge, en l'enchâssant, ainsi que la *tour du Vivier*, dans des massifs de verdure.

En tout cas, c'est entre les *tours de Tucé et du Vivier*,

Tunnel.

Église
Saint-Benoit.



gallo-romaine.

x maisons situées

l'une des parties les mieux conservées et les plus imposantes de l'enceinte, que devraient porter les principaux efforts.

Le dernier dégagement, enfin, que nous réclamons — de proportions bien modestes — est celui de la *petite Poterne* et de l'avant-dernière tour, qui l'avoisine (projet D). L'acquisition de deux ou trois mesures insignifiantes permettrait de donner au moins accès à ces deux points et de faire disparaître un cloaque qu'on ne saurait aborder en ce moment sans un certain stoïcisme.

Telles quelles, nous abandonnons ces idées à l'attention de ceux qu'intéresse l'enceinte gallo-romaine du Mans. Tous pourront ne pas les approuver entièrement, mais on ne pourra leur refuser le mérite d'être d'une réalisation pratique, de concilier les vœux justifiés des archéologues avec les ressources financières ordinaires de la ville du Mans.

Pour exécuter ce dégagement partiel, qui n'entraînerait pas de transformations radicales, il suffira au Conseil municipal de le vouloir.

ROBERT TRIGER.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison, ont été admis comme membres de la Société :

MM. LAMOUREUX (l'abbé), curé d'Étival-lès-Le Mans.

PURNOT, juge au tribunal civil, rue Sainte-Marie, 4,
au Mans.

Nous avons eu le regret, par contre, de perdre encore trois de nos confrères les plus anciens et les plus fidèles : M. l'abbé Hullin, curé de Saint-Christophe-du-Jambet, décédé le 11 janvier, dans sa 58^e année ; M. l'abbé Lainé, ancien curé d'Yvré-le-Pôlin, décédé le 6 mars à Parigné-l'Évêque, dans sa 77^e année, et M. Lamoureux, ancien adjoint de Souigné-sous-Ballon, décédé le 3 mars, dans sa 72^e année. M. Lamoureux, collectionneur et amateur d'antiquités, portait à nos travaux un intérêt tout particulier ; il nous témoignait des sympathies dont nous garderons un bien reconnaissant souvenir.

Nous tenons à recommander sans retard à la généreuse attention des lecteurs de cette *Revue* deux œuvres patriotiques qui se poursuivent en ce moment et qu'il importe d'encourager à tous égards : l'érection, au Prytanée de La Flèche, d'un monument à tous les *Brutious* qui ont succombé devant l'ennemi, notamment au sous-lieutenant Richard, blessé mortellement le 24 janvier 1871, aux portes de La Flèche, et l'érection d'une pyramide commémorative sur

l'emplacement des combats du Tertre et du Pavillon, à Changé près Le Mans, les 9, 10 et 11 janvier 1871.

L'initiative du premier de ces monuments appartient à un comité patriotique, constitué sous la présidence de notre dévoué collègue M. le chanoine Morancé, aumônier du Prytanée, président du *Souvenir Français*.

L'initiative du second à un comité composé pour la majeure partie d'anciens Mobiles du 33^e, qui vient de publier la circulaire suivante :

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'un groupe d'anciens Officiers et de Mobiles du 33^e Régiment (Sarthe) vient de prendre l'initiative d'élever un monument commémoratif aux soldats français tombés dans les combats des 10, 11 et 12 janvier 1871, à Changé et aux environs.

Les combats du Pavillon et du Tertre de Changé ont été, avec celui d'Auvours, les plus acharnés et les plus sanglants des trois journées de la bataille du Mans.

Il y eut là une glorieuse résistance dont il est désirable de perpétuer le souvenir, en rendant un juste hommage aux nombreux soldats frappés sur ce point du champ de bataille.

Cet hommage se composera d'une simple pyramide en rapport avec l'épisode qu'elle doit rappeler, et il empruntera surtout sa valeur aux sentiments patriotiques dont il sera la touchante manifestation.

L'emplacement, qui est dès maintenant la propriété de l'Association Nationale du *Souvenir Français*, a été choisi au carrefour du Chemin-aux-Bœufs et de la route de Changé, à l'angle du champ où furent ensevelis quarante-cinq soldats.

Nous espérons, Monsieur, que vous voudrez bien approuver le projet, et nous vous prions instamment de nous aider à le réaliser par votre souscription, si modeste qu'elle soit.

Le Comité n'hésite pas à faire appel, dans cette circons-

tance, au patriotisme de ses concitoyens. Tous, il n'en saurait douter, tiendront à honneur de témoigner, une fois de plus, la fidélité de leur souvenir pour les vaillants soldats tombés les 10, 11 et 12 janvier 1871, en défendant la ville du Mans.

Veillez recevoir, etc.

Au nom du Comité :

Le Président,
Lieut^t-Colonel R. GASSELIN,
Délégué du *Souvenir Français*
Président de la 361^e section des Vétérans.

Le Vice-Président,
Com^t CH. DE MONTESSON,
Ancien chef de bataillon des Mobiles du Mans.

Nota. — Les souscriptions pourront être adressées à M. BIOCHE, rue du Mouton, 2, Le Mans, ou à M. ÉRARD, 36, rue des Maillets, Le Mans.

Membre du comité du monument de Changé, nous nous permettons d'appeler tout particulièrement sur cette circulaire l'attention de nos confrères du Mans.

Fléchois et Manceaux, nous l'espérons, tiendront à honneur de rivaliser, dans la circonstance, pour affirmer leurs sentiments patriotiques.

ROBERT TRIGER.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXVII. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1910. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1910

SOMMAIRE

DE LA

TROISIÈME LIVRAISON DE 1910

1^o L'ANCIEN ÉVÊCHÉ DU MANS AVANT LA RÉVOLUTION (*suite*),
par M. ROBERT TRIGER. Page 225

2^o PONTVALLAIN (*suite*), par M. HENRI ROQUET. Page 263

3^o NOTE SUR UNE SÉPULTURE ANCIENNE DÉCOUVERTE A
CHEVILLÉ ET SUR LES SEIGNEURIES DU ROULEAU ET DE
HARDANGES, par M. ED. DE LORIÈRE. Page 296

4^o CHRONIQUE : Admission de nouveaux membres et Nécro-
logie. — Exposition de la Société des Amis des Arts.
— La Société de Géographie du Mans. — *Histoire du
Comté du Maine aux X^e et XI^e siècles*, par M. Robert
Latouche. — *Le colonel d'Angély*, par M. le vicomte de
Noailles. — *La Guerre de la Chouannerie en 1795*,
par M. le chanoine Froger. — *La Crise de l'histoire
révolutionnaire*, par M. A. Cochin. — *Louis XVI*, par
M. Marius Sepet. — *Aux Rochers et autour des Rochers*,
par M. Frain. — Publications récentes. Page 308

5^o TABLE DES MATIÈRES DU LXVII^e VOLUME. Page 317

L'ANCIEN ÉVÊCHÉ

DU MANS

AVANT LA RÉVOLUTION

(Suite)

CHAPITRE III

Le mobilier du Palais épiscopal au XVIII^e siècle. — Les antichambres. — La salle à manger ; services de table et argenterie. — Les salons. — La chambre de l'Évêque. — Sa garde-robe, la toilette de Monseigneur. — Son cabinet ; cadeaux offerts à Sa Grandeur ; tableaux et portraits de famille ; ornements pontificaux, vases sacrés et bijoux. — La petite chapelle. — La bibliothèque. — Appartements divers, meubles, tableaux, portraits et gravures. — La pharmacie. — Les chambres du marquis de Tressan et de l'aumônier. — Le Belvédère. — Les cuisines. — Le Secrétariat. — Les caves, la serre et la lingerie. — Les chevaux et les voitures. — Le personnel des domestiques.

Si intéressant qu'il soit déjà par ses souvenirs historiques ou par son architecture, un édifice où plusieurs générations ont vécu, travaillé et prié, prend un intérêt plus vif encore lorsqu'on peut en reconstituer le mobilier. Les grandes salles désertes et froides se raniment en quelque sorte avec les mille objets de la vie journalière. Mieux que beaucoup de documents, ces objets, d'une simplicité émouvante à défaut de valeur artistique, révèlent les habitudes et les

LXVII. 15

goûts de ceux qui les ont possédés. Ils les ressuscitent pour ainsi dire avec leurs qualités et leurs faiblesses, tour à tour dans l'intimité du foyer, au milieu du luxe et de l'apparat des salons, dans le silence des grandes bibliothèques ou le recueillement des antiques chapelles.

Nous nous estimons donc heureux, avant d'exposer les dernières transformations du palais des évêques du Mans, de pouvoir le remeubler tel qu'il était dans la première moitié du XVIII^e siècle. Après cent cinquante ans, ses anciens habitants pardonneront bien à l'historien quelques indiscretions qui feront la joie des amateurs d'art, des collectionneurs, et même des simples curieux. Notre époque, si passionnée pour les « ameublements de style », trouvera d'ailleurs des indications utiles et pratiques dans ces inventaires dont l'un remonte jusqu'au règne de Louis XIV.

Trois inventaires distincts nous permettront de restituer dans tous ses détails le mobilier de l'ancien évêché du Mans. Le premier fut dressé au mois de mars 1712, au décès de Mgr de La Vergne Montenard de Tressan par les notaires Michel Martigné, François Gendrot et Louis Hodebourg ; il est suivi d'un catalogue méthodique de la bibliothèque du prélat (1). Le second, non daté, est présumé, d'après une note récente, remonter à la mort de Mgr Rogier du Crévy, 1723 : cette attribution, toutefois, nous semble douteuse et certains indices nous portent à le croire postérieur (2). Le troisième est du mois de février 1767, époque de la mort de Mgr de Froullay (3) ; quelques passages en ont été analysés dans le tome V de l'*Inventaire sommaire des Archives de la Sarthe*.

(1) Archives de la Sarthe, fonds municipal, 816. *Inventaire du mobilier du Palais épiscopal du Mans, 1712*.

(2) Archives de la Sarthe, fonds municipal, 820. *État général des meubles et effets du Palais épiscopal du Mans [1723]*.

(3) Archives de la Sarthe, fonds municipal, 822. *Inventaire et apposition de scellés au Palais épiscopal du Mans, 1767*.

Ces trois documents en main, nous allons parcourir rapidement pour la seconde fois le palais épiscopal, en suivant autant que possible l'ordre de notre description précédente, afin de mieux nous reconnaître dans le dédale des appartements. Nous pourrons par là même nous rendre compte des différences d'ameublement de chaque pièce aux trois dates de nos inventaires et exquissier ainsi l'historique du mobilier des évêques du Mans de 1712 à 1767.

L'antichambre et la grande salle du rez-de-chaussée, dans lesquelles nous entrons tout d'abord, sont tendues en 1712 de « cinq pièces de cuir doré » et de neuf pièces de tapisserie de haute lisse à grands personnages, représentant *l'Histoire d'Achille*. Sur les murs, se voient un *Armorial de Messieurs les Maréchaux de France* et plusieurs tableaux : *Une bataille* avec un cadre d'architecture doré, *Le Christ mort*, *la Vierge*, *les Parques* ; on y remarque, en outre, trois bustes de bronze, l'un « du Roy Reignant », Louis XIV, les deux autres de Monsieur Frère du Roi et de Mgr de Tressan, « élevés chacun sur un piédestail de marbre », puis un autre portrait de Monsieur, Frère du Roy. En 1767, nous retrouvons dans les mêmes appartements les pièces de cuir doré et les tapisseries de haute lisse ainsi qu'un portrait d'évêque, un autre portrait de Louis XIV et un grand tableau *la Descente de Croix*. Les meubles consistent en trois banquettes, vingt-quatre « caquetoires » couverts de mocade, un sofa à deux places couvert de panne rouge et verte, deux pliants, des tables à jouer, et diverses autres tables dont une grande couverte d'un tapis de Turquie, une autre « quarrée montée sur quatre piliers » et une table de marbre. Les croisées sont garnies de grands rideaux et l'éclairage est assuré par deux lampes, l'une de fer blanc et l'autre de cristal, garnie de ses poulies et d'un « cœur de pigeon ».

La salle à manger, d'après l'Inventaire dit de 1723, est tendue, plus simplement déjà, de papier sur toile encadrée

et les fenêtres sont garnies de rideaux de toile blanche. On y voit dix chaises de moquette bleue et une fontaine de cuivre avec sa cuvette de marbre. Du temps de Mgr de Froullay, les chaises sont remplacées par des caquetoires, couvertes de mocade ou de panne jaune et blanche, et cinq fauteuils de tapisserie : la pièce est chauffée par un poêle de fonte, éclairée par cinq bras de bois doré et par une lanterne de cristal en forme de cul de lampe, garnie d'un cœur de plomb et de sa poulie. Aux rideaux de croisées en toile blanche s'est ajoutée une portière de panne couleur jonquille, et sur l'un des panneaux a pris place un tableau long en forme d'optique, représentant « *la Figure de N.-S. dans le Calvaire* ».

Les services de table, accessoires obligatoires de toute salle à manger, demandent aussi une mention. En 1712, l'office renterme cinq grandes corbeilles longues et quatre octogones, toutes argentées et neuves ; plus treize autres corbeilles tant grandes que petites aussi argentées, dix de bois doré et « cinquante machines de bois de différentes figures pour y mettre du fruit ». En 1767, l'argenterie, dont nous avons une liste détaillée, est fort nombreuse et fort riche. Elle comprend, entre autres objets, trois grands plats à potage, quatre plats d'entrée, quatre plats ovales pour hors d'œuvres, neuf plats à rôts grands et moyens, six plats d'entremets, deux plats longs, douze casseroles rondes dont six à manches d'ébène avec leurs cuillères ; neuf jattes carrées ou à deux anses, une écuelle à oreilles, un moutardier, huit salières, deux saucières, un porte huillier, deux sucriers, quatre compotiers, quatre cafetières ou chocolatières, deux cuillères à potage, dix-huit à ragoût, une à olives, huit à sel, deux à sucre, dix-huit à café, quarante-huit couverts, quarante-deux couteaux à manches et lames d'argent, six douzaines d'assiettes, huit flambeaux, un bougeoir et son éteignoir, des mouchettes et un porte mouchettes, plus le couvert personnel de Mgr de Froullay,

composé d'un couteau à manche d'argent, d'une cuillère, d'une fourchette et d'un tire-moelle. Toutes ces pièces sont aux armes de l'évêque et le total de l'argenterie, qui pèse 610 marcs 5 onces, est évalué, à raison de 50 livres le marc, à une somme de 30531 livres 5 sols !

De la salle à manger passons dans les salons. Nous y rencontrons, en 1712, deux grands rafraichissoirs, l'un de cuivre rouge et l'autre de marbre, aux armes de Mgr de Tressan, douze chaises à dossiers élevés couvertes de mocade, dix autres sièges à dossiers bas, « une table de chesne longue sur quatre piliers », deux paravents de trois feuillets en serge verte et rouge. Au-dessus de la cheminée, un cadre doré ovale « avec l'effigie du seigneur évêque ». A l'entour, sept chandeliers de bois doré. Sur les murs, des *Cartes d'Allemagne et de France*, la *Chronologie des ducs et pairs*, les *Armoiriaux des Papes, des Cardinaux et des Maréchaux de France*, dix-neuf portraits du « Roi Reignant », et autres personnes de la cour, quatre autres portraits de cardinaux. L'une des portes est fermée d'une portière de broderie aux armes de Mgr de Tressan.

Lors des inventaires postérieurs, ce mobilier s'est sensiblement modernisé. Il comprend alors vingt-quatre fauteuils de velours d'Utrecht, jaune, deux écrans en tapisserie à moulure dorée, des tables de breland et de piquet, un grand miroir garni d'or moulu et deux bras à branches de cuivre. Aux fenêtres, des rideaux de toile de coton ou d'indienne blancs et bleus. En 1767, en plus des fauteuils en velours d'Utrecht, jonquille ou cramoisi, des paravents en tapisserie et des tables à jeu, nous trouvons dans le grand salon de compagnie : quatre bergères de bois de noyer couvertes d'indiennes, un petit guéridon en noyer, des coussins d'indienne bleue et blanche, deux « bonnes grâces » à dossier de damas jonquille, une garniture de cheminée « en figure de pyramide et bois doré », une pendule à répétition surdorée montée sur quatre piliers, des bras de cheminée en cuivre

et bois doré. Les rideaux de fenêtres sont en basin ou en taffetas jonquille. Les murs sont ornés de tableaux, *Saint Chrysostome, Notre-Dame de Pitié, Notre Seigneur*. L'un de ces tableaux est particulièrement curieux, il représente *Monsieur de Froullay lors de la pose de la première pierre de l'abbaye d'Évron, entouré des religieux bénédictins et des bénédictines demeurant audit Evron*.

C'est dans le grand salon de compagnie que meurt le 31 janvier 1767, à 8 heures $3/4$ du soir, Mgr de Froullay : on y rencontre, par suite, à cette date, quelques meubles hétéroclites à l'usage d'un malade : un fauteuil roulant de velours d'Utrecht cramoisi avec deux brancards doubles pour le porter, un autre fauteuil en velours d'Utrecht à ressort, dans l'enfoncement duquel est un siège d'aisance et sur le devant une table aussi à ressort avec un tiroir à écritoire, un lit « à l'ange » avec rideaux etc. C'est dans ce salon également que le corps « du seigneur évêque » est exposé, et que M^e Thibaudin de la Rozelle, lieutenant particulier au Présidial du Mans, « jette de l'eau bénite sur son cadavre et fait ses prières à Dieu pour le repos de son âme », lorsqu'il arrive à 9 heures du soir assisté de son greffier et d'un huissier audiencier pour apposer les scellés.

Entrons maintenant dans les appartements les plus intimes du palais épiscopal et par conséquent les plus intéressants : la chambre de l'évêque, sa garde-robe, son cabinet de travail et sa bibliothèque.

La chambre de Mgr de La Vergne Montenard de Tressan en 1712, mérite tout d'abord un respectueux examen. Nous y voyons, sur la cheminée, une garniture en bois doré de treize pièces, aux fenêtres des rideaux de futaine à grain ; sur le sol deux grands tapis de mocade à fond bleu rayés de rouge. Le lit très luxueux est en bois de noyer et a un « entour » en velours noir doublé de satin blanc bordé de galons d'or, avec chiffres brodés en or et soie violette ; la courte-pointe est en taffetas blanc, piquée, avec doublure

de taffetas d'or. Ça et là : un petit bureau de bois de guignier sur six piliers tournés qui s'ouvre en trois endroits dans le dessus et sert d'écritoire, couvert d'un tapis de serge verte ; un autre bureau de « pièces de rapport » aussi couvert d'un tapis de drap vert ; une table sur quatre piliers de bois de guignier tournés ; vingt-deux fauteuils couverts de broderie dont quatorze aux armes du prélat, avec leurs housses de camelot de différentes couleurs, et un brodé en soie et laine au petit point sur fut doré ; une table pliante en sapin et une autre table carrée en noyer ; deux paravents de chacun quatre feuillets de broderie aux armes de Mgr de Tressan, doublés d'une cotonnade à fleurs à personnages ; cinq écrans aussi brodés, les uns armoriés, les autres représentant le *Sacrifice d'Abraham*, des personnages, des oiseaux, etc. A côté de la cheminée sont placés quatre chandeliers à bras de bois doré, un guéridon de bois de noyer tourné et une table de noyer sur laquelle est un petit « dressouer de six planches » fermé par deux rideaux de taffetas vert. Parmi les menus objets signalons un thermomètre, un Enfant Jésus de plâtre, dix globes avec leurs boccas, une *Carte de la Prévosté et Élection de Paris*, un balai « de soie de cochon » et, dans un placard, 421 livres de bougie de table en vingt boîtes.

Les tableaux ou portraits sont nombreux et évoquent le souvenir d'une véritable galerie de peinture. Au-dessus des quatre portes sont des portraits de papes ; tout autour de la chambre, formant bordure par le haut, trente-quatre portraits de cardinaux et évêques. Sur les panneaux, dans des cadres dorés : *Notre Seigneur au jardin des Oliviers* ; *Moïse avec les tables de la Loi* ; *Moïse frappant le rocher* ; *Moïse enfant présenté à la fille de Pharaon* ; un *Ecce Homo* ; un *Saint Étienne* ; une *Vierge* ; un *Paysan portant un oison* ; *l'Ascension de Notre Seigneur* ; *l'Agneau de l'Apocalypse* ; *Jésus-Christ enseignant le peuple* ; la *Transfiguration* ; le *Grand prêtre Aron avec un encensoir*,

etc. L'inventaire malheureusement se borne à énumérer ces tableaux sans faire connaître leurs auteurs. Nous n'avons pu entreprendre dès lors de les identifier ni de rechercher ce qu'ils étaient devenus. Peut-être le hasard permettra-t-il d'en reconnaître un jour quelques-uns. Leur signalement suffit, au moins, pour révéler tout l'intérêt artistique et toute l'importance des collections de Mgr de Tressan.

Mgr de La Vergne de Tressan était, il est vrai, un amateur d'art distingué, en relations suivies avec M. de Chambray et la plupart des collectionneurs ou des artistes célèbres de son époque. Depuis longtemps, on sait que sa galerie de tableaux contenait plusieurs œuvres de grands maîtres et qu'il avait eu recours au pinceau d'un artiste français qui, comme le Poussin, avait quitté son pays pour se fixer en Italie. Des lettres de Claude Lorrain parlent, en effet, des travaux que ce peintre illustre exécutait à Rome pour le compte de l'évêque du Mans. Aujourd'hui encore la cathédrale du Mans possède un superbe portrait en pied du prélat qui permet d'apprécier la valeur des œuvres dont il avait enrichi son évêché.

Sous les successeurs de Mgr de Tressan, le caractère de la chambre épiscopale se modifie profondément et perd beaucoup en grandeur. Aux portraits majestueux de papes et de cardinaux, se substitue sur les murs une vulgaire tenture de papier fond gris encadrée de baguettes : les rideaux de croisées sont en toile de coton, ceux de l'alcôve en serge de couleur. Toutefois, le lit à baldaquin, ainsi que les huit fauteuils, sont en damas cramoisi garni de crépine dorée, et l'on voit, à côté d'une pendule et d'un miroir, deux beaux meubles d'un genre nouveau, une commode « demi-tombeau » ornée de cuivres couleur d'or, et un secrétaire de bois de placage, avec dessus de marbre.

Suivant l'usage du temps, à cette chambre en est annexée une autre, qui, sous le nom de garde-robe, est plus spécialement destinée à recevoir les vêtements, le linge et les

objets intimes du prélat. Nous allons donc commettre l'indiscrétion de fouiller cette garde-robe et d'analyser dans tous ses secrets la toilette de l'évêque du Mans.

Mgr de La Vergne de Tressan, en 1712, a quatre chapeaux de castor dont un seul neuf avec cordons de crin ou de soie, et cinq perruques, tant bonnes que mauvaises. Il porte des chemises fines, des caleçons, des culottes violettes de drap ou d'étamine doublées de toile, des pourpoints ou des justaucorps violets de drap, de soie ou d'étamine, doublés de taffetas blanc, rouge et couleur feu; des bas de fil, de laine et de soie violets, cerises, verts, gris perle et couleur feu, avec les jarretières assorties; des souliers brodés d'or, des souliers en maroquin rouge, des souliers noirs, parfois aussi des « galoches ». Il possède quatre soutanes de moire violette ou d'étamine doublées de taffetas cramoisi ou violet, trois soutanelles de même couleur, deux ceintures violettes à franges et glands d'or et une de satin noir à fleurs, dix simarres violettes de drap ou d'étamine doublées de taffetas rouge ou violet, deux hermines d'étamine violette, trois manteaux courts violets de drap ou d'étamine, doublés de taffetas rouge ou couleur feu, un mantelet de satin blanc à fleurs doublé de taffetas bleu. Il s'abrite du soleil avec un parasol de taffetas garni d'une frange d'argent, de la pluie avec un parapluie de toile cirée. Il possède, en outre, pour tenir chapelle, trois rochets ornés de point de France, deux autres garnis de point de Venise, trois camails de moire doublés de taffetas rouge, un autre d'étamine, deux bonnets carrés pliants.

Dans ses poches se trouvent une petite montre solaire en argent, des mouchoirs « fort usés », un porte-crayon d'argent avec étui de cuir bouilli, une tabatière d'or, une bourse de velours bleu, brodée d'or et d'argent, contenant 99 jetons qui d'un côté présentent ces mots *Tutum prebet iter*, et de l'autre *Ruina hec sub mane tua*, une autre petite bourse de velours vert contenant 60 pièces d'argent

à l'effigie du Roy, avec l'inscription « *Celorum Eterna leges* » au revers.

Au coin de son feu, Sa Grandeur porte des chemisoles de futaine blanche à poil ou de flanelle d'Angleterre, des robes de chambre de damas rouge ou vert à fleurs, un bonnet de velours violet orné d'un galon d'or ou des bonnets de toile piqués de piqueure de Marseille. Son costume de nuit comprend des peignoirs et des bonnets de toile fine.

Pour sa toilette, Elle se sert de frottoirs de toile, d'une brosse à tête, d'un cure-oreilles et d'un cure-dents en argent, d'un bassin à barbe et d'un coquemarcq d'argent à ses armes, d'une coupe de vermeil aussi armoriée. Enfin, comme un prélat, si grand seigneur qu'il soit, n'en demeure pas moins sujet aux misères humaines, Monseigneur dissimule honnêtement dans un étui de cuir bouilli un petit instrument « d'estain » que messieurs les notaires, toujours consciencieux, nous montrent sans pitié. Il n'est rien de si terrible qu'un notaire consciencieux !

De la garde-robe, lesdits notaires nous conduisent dans le cabinet du « feu seigneur évêque » ; notre curiosité n'y perdra pas, car si elle n'y retrouvera pas des objets aussi intimes, elle sera dédommée par la variété. Ce cabinet renferme de si étranges collections qu'on pourrait l'appeler le *Bazar du Palais épiscopal*.

Jetons d'abord un regard rapide sur l'ameublement. Il consiste en un lit avec entour de damas rouge orné d'une frange d'or et argent, dix fauteuils de tapisserie, un écran brodé à pied, une chaise à dossier élevé couverte de broderie, trois tables couvertes de tapis verts, un bureau « de pièces de rapport » à huit tiroirs, un guéridon octogone en bois doré, « une grande écritoire couverte de cuir noir, garnie d'un cornet de cuivre ». A la croisée est un rideau de futaine à grain.

Sur les meubles, dans les tiroirs, s'entassent ensuite une quantité d'objets des plus dissemblables : un christ d'ivoire

sur velours noir avec une bordure de bois doré et un bénitier d'argent aux armes de Monseigneur, un petit tableau sous verre avec l'inscription *Veritas temporis filia*, un suaire sur soie ornée de fleurs aussi de soie et de reliefs de fil d'or, des cadres dorés contenant « les armes du seigneur évêque », un coffret servant d'écritoire couvert de taffetas à reliefs d'or, marqué du nom de *Jésus*; un autre coffret en paille avec armoiries et reliefs brodés en or, une plume d'argent, une petite boiste de bois de fouteau dans laquelle sont enfermés deux coffres de carton brodés or et argent et un petit bureau de carton recouvert de soie, un grand sachet de senteurs doublé de taffetas violet, piqué de fil d'argent et de taffetas couleur feu, orné de douze rubans à glands d'argent et de quatre pochettes de taffetas piqué, cinq reliquaires, six bénitiers en « ouvrage de paille ou bois doré », un coffret couvert « d'ouvrage en cheveux », deux pièces de toile de Laval, six écrans à main de toile fine, une boîte de cadres dorés garnis de « figures de paille », des cadres de filigrane d'argent avec des tableaux « en miniature », un coffre de bois de Sainte-Lucie aux armes de Monseigneur, une cave de bois de sapin garnie de douze bouteilles rondes de cristal, des tablettes de bois peint, des écritoires, deux petits lustres en filigrane d'argent, des « bouquets d'hiver », un porte bougie en bois de Sainte Lucie, des « boistes avec des plottes nommées *grimaces* », vingt-sept bourses de broderie d'or, d'argent ou de cheveux, vingt-huit porte-lettres de même façon, vingt-cinq lunettes d'approche et une grande de grosseur du bras, trois pendules de différentes grandeurs, la grande à répétition par Turet, les deux autres par Le Maire, une canne à poignée d'or et cordon de soie, une corbeille de damas blanc brodée, deux portefeuilles de cuir noir, un grand Christ sur toile avec un cadre doré, une « figure changeante sur papier représentant *Saint Louis* et le *Roi Reignant* », une petite fiole à mettre de « l'eau de la reine de Hongrie »,

cinq loupes, un chapelet d'agate avec une médaille d'argent du pape Innocent XI, etc.

Tous ces objets, sont sans aucun doute, des cadeaux faits à l'Illustrissime et Révérendissime Evêque du Mans par ses diocésains et surtout par ses communautés. Il est facile, en effet, d'y reconnaître quantité de ces petits ouvrages de femmes toujours à la mode dans les couvents.

Nous n'avons pas hésité à en donner l'énumération. Malgré sa longueur, elle est incontestablement curieuse en faisant connaître le genre de cadeaux qu'un évêque recevait au temps de Louis XIV. Comme aujourd'hui, les donateurs se rencontraient souvent en dépit de la fertilité des imaginations, témoins les 28 bourses, les 27 porte-lettres et les 25 lunettes d'approche !

Aux cadeaux se joignent quelques objets à l'usage personnel de Monseigneur, tels qu'une aulne de Paris, un petit marteau, un niveau de cuivre à eau, « un pot de feyance propre à faire un pot pourry », une grande lampe d'Allemagne avec son pied doré, 46 livres de bougie de table de cire blanche, 6 rames 1/2 de papier à lettre, une bourse de velours vert avec cent jetons d'argent, une clochette armoriée, un bougeoir d'argent et même un petit fusil à meiche aux armes de Sa Grandeur. Dans un tiroir est son argent de poche, 286 livres, 12 louis 9 deniers. Aux murs sont suspendus toute une suite de tableaux et portraits de famille : *L'image de Saint Jean-Baptiste, la Nativité, Germanicus malade entouré de sa famille, la Vierge, saint Joseph et l'Enfant Jésus, N. S. au tombeau* ; une peinture fort effacée, une *Vierge et un Enfant Jésus*, un *Paysage*, un *saint François*, une *Madeleine* sur cuivre, un portrait de *saint François de Sales* sur plaque d'argent, un autre tableau représentant *l'Enfant Jésus, la Vierge et saint François* avec une bordure de bois de Sainte-Lucie ; un portrait du Roy en ovale et un autre de feu M. le duc d'Orléans ; les portraits des deux Messieurs de la Motte,

neveux de Mgr de Tressan, ceux de M^{me} la comtesse de la Motte sa nièce, de M. le maréchal de Thoiras, son oncle, de dame Anne de Pisselot et de deux autres personnes de la famille (1), deux portraits « du seigneur évêque », dont un ovale au pastel, et un médaillon à son effigie, bronzé et doré, à « l'auvalle de la cheminée » ; ce dernier sera bientôt remplacé au-dessus de la cheminée du cabinet épiscopal par une glace et un portrait de Louis XV.

Dans ce cabinet sont également conservés les ornements pontificaux, les vases sacrés et les bijoux.

Parmi les plus beaux ornements, nous citerons six mitres dont l'une à fond rouge brodée d'or et d'argent, la seconde d'un tissu d'or à fleurs d'argent doublée de satin rouge, la troisième à fond d'or avec des fleurs d'or et des ramages verts, doublée de satin vert, la quatrième d'un tissu d'or, la cinquième d'un ouvrage fait à la main à fond d'argent avec des festons de plusieurs couleurs au milieu, d'un côté la figure du Christ et de l'autre côté l'image de la Vierge, doublée de satin vert, la sixième de tabis vert recouverte de *Point d'Espagne*, or et argent d'un côté, au milieu, une colombe avec le rameau d'olivier, de l'autre côté un agneau, chacune de ces mitres dans un étui de cadix vert ; deux aubes de toile de Hollande ornées de vieux *Point de France* ; six tuniques de taffetas, violettes, rouges et vertes ; une chape ou pluvial à deux envers, de tabis vert et rouge avec broderie d'or à ramages, et une autre chape blanche et rouge entièrement brodée ; trois chasubles et leurs accessoires, l'une à deux envers de tabis vert et violet, la deuxième de satin blanc brodé de fleurs naturelles de soie avec la croix du milieu brodée or et argent, relevée d'un pot de fleurs dans le bas et d'une Assomption dans le croisillon, la troisième de velours noir ; une étole de tissu

(1) Plusieurs de ces portraits de la famille de Tessé se trouvent aujourd'hui, nous dit-on, au château de la Rongère (Mayenne), qui appartient à la famille de Saint-Mauris.

d'argent brodé d'or et de fleurs naturelles, ornée au bas de deux cartouches représentant les figures de N. S. et de la Vierge ; huit paires de gants, dont sept de soie, rouges, violets, blancs et verts, brodés d'or ; quatre paires de brodequins et deux paires de souliers à croix d'or pour officier pontificalement, etc.

Parmi les vases sacrés et les objets composant la chapelle de Monseigneur, se trouvent un calice de vermeil doré, « le pié et la coupe ciselés représentant plusieurs mystères » ; deux calices d'argent ; une cuvette ciselée avec deux burettes en argent aux armes de Sa Grandeur ; un grand bassin ovale ciselé avec feuillages et un grand vase d'argent armorié ; un grand bougeoir de vermeil aussi armorié, trois petits vases d'argent pour les Saintes Huiles dans une boîte de cuir bouilli.

Parmi les bijoux : six croix d'or, dont l'une ornée de six grosses pierres avec des fleurs de lys au bout et une d'or émaillé à l'usage d'un chevalier de Malte ; cinq anneaux d'or, ornés de rubis, de pierres bleues, d'une pierre brune et d'une topaze ; sept cachets d'or avec pierres gravées.

En 1767, lors du décès de Mgr de Froullay, les plus beaux ornements pontificaux ne seront plus au Palais épiscopal : ils seront déposés au couvent de la Visitation, confiés à la garde de la supérieure, Madame de Tahureau. A la réquisition des gens de justice, celle-ci délivrera, « pour habiller le prélat défunt sur son lit de parade », un rochet de dentelle, quatre chasubles, dont l'une de damas d'argent moiré à croix d'or brodée sur fond de soie cramoisi, la deuxième de broderie d'or et soie ancienne, la troisième d'étoffe ancienne blanche et or, la quatrième de taffetas moiré violet et vert, brodée en or ; un grémial de satin blanc ; deux chapes avec orfrois brodés sur or, l'une de moire blanche, l'autre à deux revers de tabis vert et cramoisi ; une mitre rouge brodée en or, etc. Le total des

bijoux de Mgr de Froullay, y compris une montre à répétition, sera évalué à 983 livres.

Près des appartements de l'évêque et en communication directe avec eux, s'élève, on se le rappelle, une petite chapelle ou oratoire intérieur, distinct de la grande chapelle construite par le cardinal de Luxembourg. Il nous faut la visiter avant d'arriver à la bibliothèque.

En 1712, la garniture d'autel, composée d'une croix et six chandeliers, est en bois doré, aux armes de Mgr de Tressan. Le tapis d'autel est de satinade barrée doublée de toile jaune et le parement de brocard entouré d'un encadrement doré. Au-dessus de l'autel, se voit un grand tableau représentant la *Descente de N. S. de sa croix*. Suspendus aux murs, plusieurs autres tableaux : l'*Enfant Jésus*, la *Nativité*, l'*Épiphanie*, deux *Sainte Cécile*, treize petits cadres dorés de différentes représentations. Sur un piédestal en bois de noyer, une statuette de la Vierge. Aux fenêtres, des rideaux de futaine blanche rayée. Dans la chapelle, un prie-Dieu en noyer avec coussins couverts de mocade, un tabouret aussi garni de mocade rayée, un bénitier de bois doré et un de faïence, quatre chasubles de camelot vert, rouge, violet et blanc, puis divers objets qu'on ne s'attendrait pas à trouver en cet endroit, une « *Carte du Mayne* » encadrée de bois noir, et « une garniture de cheminée de douze pièces de verre ».

Quelques années plus tard, l'inventaire dit de 1723 signalera dans ce même oratoire un devant d'autel de satin gris à fleurs avec dentelles en argent, un tapis de moquette, une croix de nacre de perles, deux pots à fleurs et deux chandeliers de bois doré.

Pénétrons maintenant dans la bibliothèque de Mgr de Tressan, dont nous avons non-seulement une description mais encore un catalogue qui nous permettra d'en apprécier tout l'intérêt.

Le mobilier est en rapport avec la destination. Il com-

porte trois tables de différentes grandeurs avec tapis vert, un guéridon de noyer, deux fauteuils, l'un à dossier élevé recouvert de soie violette, l'autre à dossier bas, recouvert d'étoffe rouge, une chaise et neuf carreaux remplis de plume d'oie recouverts de mocade, « une grande écritoire » carrée de chagrin, garnie d'une serrure argentée, un gradin pour atteindre les livres.

Autour de la pièce sont disposés huit dressoirs chargés de livres, et ces dressoirs laissent encore place à quelques tableaux ou gravures tels qu'une grande toile « représentant six personnages dont l'un perce le bras de l'autre » ; une religieuse peinte sur cuivre ; deux portraits d'un abbé et d'une autre religieuse ; sept images en papier sur toile. Notons, d'autre part, vingt cartes de géographie, treize autres cartes sur toile contenant les armoiries de Messieurs les archevêques, évêques, maréchaux de France, etc., deux portefeuilles de cuir noir, et pour chasser sans doute les microbes des livres, « un carreau recouvert de soie dans lequel sont enfermés des odeurs ».

Si nous voulons maintenant fureter sur les dressoirs et nous rendre compte des ouvrages qui les garnissent, rien ne nous sera plus aisé. Nous n'avons qu'à ouvrir le *Catalogue méthodique* qu'ont dressé pour les liquidateurs de la succession de Mgr de Tressan, le 26 avril 1712, deux prêtres érudits MM. Barthélemy Griffaton et Pierre Morin.

D'après ce catalogue, la bibliothèque du Palais épiscopal du Mans, à la fin du règne de Louis XIV, comprenait près de 1700 volumes, d'écriture sainte, de théologie et de controverses, de liturgie, d'histoire ecclésiastique et profane, de géographie et voyages, de médecine et de droit ; c'est dire qu'elle était aussi riche que variée et digne d'un prélat éminent comme Mgr de La Vergne Montenard de Tressan.

Il serait assurément curieux d'en parcourir lentement le catalogue et d'en extraire toutes les indications intéressantes qu'il contient au double point de vue bibliographique et

littéraire, mais ce travail nous arrêterait trop longtemps. Nous nous contenterons de relever au passage quelques ouvrages qui méritent une mention particulière.

Tels sont, par exemple, des éditions de la *Bible* du XVI^e siècle, les œuvres complètes de « Messieurs du Port Royal et de M. Bossuet, évêque de Meaux », *La Vérité de la créance de l'Église romaine* par Martin, prêtre du Mans, les *Actes des Assemblées du Clergé*, le *De Antiquis Ecclesiæ Ritibus*, de dom Martène, des volumes de droit civil en gothique, la *Réfutation des sentiments touchant la Comédie*, quatre volumes sur la *Sainte Larme de Vendôme*, par M. Thiers, le *Dialogue sur le Quiétisme*, par La Bruyère, le traité de *La Vérité de la Religion*, par Duplessis-Mornay, les collections complètes des Pères de l'Église, des rituels et bréviaires de Paris et du Mans, les *Dictionnaires* de l'Académie, de Moréry, de Furtière, de Trévoux, les *Méditations métaphysiques* de Descartes, le *Débordement du Nil*, par La Chambre, l'*Histoire des chanceliers de France* de Duchesne, l'*Histoire de Bretagne* des Bénédictins, l'*Histoire de France* de Mézeray, l'*Histoire* de M. de Thou, le *Panegyrique de M. de Turenne*, les *Mémoires de Brantôme*, le *Journal des Scavans*, les œuvres de « M. Boileau et de M. Racine », les *Histoires ecclésiastiques* de Fleury et de Tillemont, des recueils d'édits et d'ordonnances, les *Devoirs de la vie monastique* par M. l'abbé de la Trappe, les *Miscellanea*, les *Conciles* et les *Capitulaires* de Baluze, les *Analecta* de Mabillon, les *Vies de saint François de Sales* et de M. Vincent (saint Vincent de Paul), les *Dissertationes* de Launay, les œuvres de sainte Thérèse, les sermons du P. Bourdaloue et du P. Massillon, etc.

Bon nombre de livres signalés *hérétiques* et plusieurs ouvrages de Calvin montrent, en outre, avec quelle pieuse attention l'évêque du Mans suivait les attaques dirigées contre la foi ; des recueils d'estampes et des tableaux du

cabinet du Roy nous prouvent ses goûts artistiques ; quelques livres bizarres, comme l'*Histoire des Perruques*, reliée en maroquin rouge, l'*Histoire des Drogues* par le sieur Pomme et les *Poésies galantes* de Tristan, ses goûts de bibliophile.

Quant à la bibliographie locale, elle est représentée par la plupart des ouvrages dont la province peut déjà s'honorer : les œuvres d'Hildebert de Lavardin, les *Vies des Évêques du Mans* de dom Bondonnet, l'*Histoire des Évêques du Mans* de Le Corvaisier de Courteilles, le *Parallèle de l'architecture antique et moderne* et l'*Idée de la Peinture* par M. Fréart de Chambray, les *Mémoires de du Bellay*, les œuvres de La Motte Le Vayer et de nombreuses cartes du Maine.

Aux livres s'ajoute enfin une masse énorme de « titres et de papiers », sans doute d'un grand intérêt. Malheureusement nous n'en avons pas l'inventaire et nous savons seulement que leur triage dura plusieurs jours. Quels trésors ne devaient pas contenir ces archives des évêques du Mans, à jamais dispersées par la Révolution !

Seuls, quelques livres, richement reliés aux armes de Mgr de Tressan, se sont conservés jusqu'à nos jours, entre autres le traité sur la peinture de Bernard du Puy du Grez, que M. H. Chardon eut jadis entre les mains.

Avec la bibliothèque se termine la série des appartements personnels de l'évêque. La plupart des autres pièces du bâtiment central n'ayant ni destination spéciale, ni nom bien défini, nous les passerons en revue dans leur ensemble, en notant seulement les objets d'un réel intérêt.

C'est ainsi que nous y rencontrons encore en 1712 : vingt pièces de vieilles tapisseries de haute lisse, dont six à personnages, trois de cuir doré, seize de toile de futaine à fleurs rouges et vertes, cinq de damas rouge, trois de satin à barres rouges et vertes, cinq de tapisserie de verdure, dix-neuf de tapisserie de Bergame ; des lits avec entours de

damas bleu ou rouge, de cadix vert à bordure blanche, de taffetas violet, de velours vert, de moire rayée blanche et feuille morte avec bandes de damas à fleurs, doublé de taffetas bleu ; des rideaux de croisées en futaine blanche ; des chaises à dossier élevé, à colonnes torses ou tournées à boulettes, recouvertes de mocade à fleurs vertes, de velours citron, de broderies anciennes, de damas et de serge rouge ; des fauteuils en bois de noyer, avec broderies à fleurs, des caquetoires en mocade à fleurs, des tables à colonnes torses dont l'une peinte à fleurs, des tapis de Turquie, des miroirs, des écrans, une grande armoire à linge et même un petit baquet rond garni d'une mauvaise tapisserie, servant de « lit à chien ».

Nous rencontrons encore dans les différentes pièces des tableaux, des gravures et des portraits distincts des précédents, dont il nous faut donner l'énumération pour achever de restituer autant que possible la galerie de peinture du Palais épiscopal.

Tableaux : Un grand tableau de cheminée représentant *Elie* ; *Moïse*, *Esther*, *l'Adoration des Mages*, *la Femme adultère*, *la Madeleine pénitente*, quatre *Paysages*, un *bouquet de fleurs*, *l'Assomption de la Vierge*, une grande toile à personnages, deux *Déeses* et un *Cupidon*, une seconde *Madeleine*, une *Sainte Thérèse* un *Saint Michel* et onze autres tableaux « de diverses représentations ».

Gravures : Cinq thèses en papier sur bordure de bois représentant les *Sacrements*, une *image de la Vierge*, un plan de la *Maison du Séminaire du Mans*, une thèse sur satin dédiée au feu seigneur évêque par le sieur Bouquet, doublée d'un taffetas rouge, ornée d'un galon d'or dentelé et de deux bois dorés ; cinq estampes, des cartes de géographie, deux tables des Conciles généraux, etc.

Portraits : six portraits ovales ou carrés dudit seigneur évêque du Mans, l'abbé de Saint-Albin, le comte de Taillac, le comte et la comtesse de la Motte, un portrait de Jésuite

et un de femme ; neuf autres portraits sans désignation, etc.

Tous ces tableaux et portraits sont encadrés de bois doré, les gravures de bois noir ou doré.

Les inventaires postérieurs ne mentionneront plus de tableaux dans ces appartements, mais des tentures de toile ou de papier sur toile, des rideaux de coton, d'indienne et de mousseline, des tapisseries de Siamoise de la Porte, des lits à baldaquin et à colonnes avec entours de damas et de serge, des fauteuils de tapisserie ou de velours d'Utrecht, des commodes, des carreaux de velours cramoisi, des banquettes et des chaises de tapisserie, des caquetoires, des bidets, etc.

Quelques lignes enfin, avant de quitter la partie centrale du Palais épiscopal, sur trois dernières pièces qui ont leur originalité : la pharmacie de Mgr de Tressan, la chambre de son neveu le marquis de Tressan, et la chambre de son aumônier.

La pharmacie de Mgr de Tressan, placée dans un passage, contient des bouteilles d'élixir, d'extrait de rhubarbe, d'extrait de genièvre, du baume du Pérou, de la confection d'Hyacinthe, deux pots de Thériacle, une petite fiole de gouttes aromatiques d'Angleterre, deux d'eaux de Chafouze (*sic*), un sac de poudre de mirre, et, dans « un bassin de fayance », une masse de pilules balsamiques brûlées.

La chambre du marquis de Tressan le jeune, située au deuxième étage, a son aspect sur la cour. Elle est tendue de huit pièces de vieille tapisserie de verdure à feuillages, meublée de trois lits à entours de damas et de serge couleur verte, d'un fauteuil de cuir rouge, de trois autres fauteuils, de neuf chaises recouvertes de tapisserie à roses, et d'un paravent vert.

La chambre de l'aumônier est tendue plus simplement de « mauvaise tapisserie de Bergame ». Le lit, en noyer, a des rideaux et une courte-pointe de serge verte. L'ameublement ne comprend plus de fauteuils, mais de modestes

chaises de noyer, couvertes de mocade ou de tapisserie usée, une table de bois sur quatre piliers tournés et une autre « en façon de bureau ».

De la partie centrale du Palais épiscopal que nous connaissons désormais dans tous ses détails, gagnons maintenant sans retard la tour des Cordeliers et ce petit pavillon du Belvédère, si aimé des évêques. Nous ne serons point surpris de le trouver décoré avec un certain luxe. Le plafond est orné d'un tableau « attaché avec des vices », les panneaux des murs de quatre glaces et de quatre tableaux représentant les *Saisons*, les fenêtres de rideaux de taffetas. Comme sièges, on y voit deux banquettes et six chaises à cadre de bois de noyer, recouvertes de mocade à barres rouges et blanches.

Redescendons ensuite dans l'arrière-cour et sans pénétrer dans la grande chapelle, que nous connaissons déjà, revenons directement aux bâtiments de l'ouest qui contiennent comme nous l'avons vu, la salle du commun, les cuisines et le secrétariat.

Dans la salle du commun et les cuisines, nous ne rencontrons nécessairement que des objets d'utilité pratique, des tables à tréteaux, de grandes bancelles, des marmites en fonte, un mortier en marbre et une batterie de cuisine en cuivre rouge fort complète. La vaisselle du commun est en étain.

Le Secrétariat ne prétend pas davantage à l'élégance. Ses meubles sont ceux de tous les bureaux, armoires, dressoirs, échelles, tables, chaises de paille, poêle de faïence, chandeliers et porte-mouchettes ! En 1767, il s'enrichit de la *Carte Cénomaniqne* et d'une inscription burinée à la louange de Monseigneur de Froullay. On y conserve à cette date le *Pouillé du diocèse*, spécialement mentionné dans l'inventaire.

Beaucoup plus intéressantes sont certaines dépendances du Palais épiscopal qu'il nous reste à parcourir et qui achè-

veront de faire connaître sous tous ses aspects le genre de vie des évêques du Mans.

Les caves sont trop remplies pour que nous tentions de les « étudier » en détail. Disons seulement qu'en 1712 elles renferment, à côté des poinçons de vin de Châteaudun, des pipes de vin rouge et de vin blanc d'Yvré, de vin Bichet et de vin gris, plusieurs pipes de cidre dont deux fournies par le fermier de la Foresterie.

L'ancien évêché du Mans n'ayant pas de jardins, les serres sont modestes ; on n'y trouve que trente-huit orangers en caisses et douze lauriers roses en pots.

La lingerie, en revanche, est prodigieuse. Du temps de Mgr de Tressan, elle compte déjà plus de quatre-vingts nappes, trente-trois douzaines de serviettes et soixante draps. Une partie de ce linge est damassé ou en toile très fine de Rouen. En 1767, Mgr de Froullay laissera au Palais épiscopal 18 paires de draps, 60 douzaines de serviettes, 62 nappes de différentes espèces, 91 torchons, 79 tabliers.

Mais les remises et les écuries surtout révèlent un train de grand seigneur

En 1712, Mgr de Tressan possède dans ses écuries quatre juments de carrosse à poil noir, deux juments aussi à poil noir, achetées 605 livres au mois de juillet précédent à un maquignon nommé Beaucousin, une autre vieille jument de carrosse noire, un petit cheval entier gris, un autre cheval brun, soit 9 chevaux ou juments. Dans ses remises, deux carrosses armoriés, onze coussins de velours découpé rouge ou jaune, des coussins de drap gris, des couvertures assorties pour le siège du cocher, des rideaux de taffetas couleur d'or ou de damas rouge ; un vieux carrosse doublé de velours découpé à fond jaune ; une litière doublée de drap gris, un chariot, une selle de postillon, une selle de cheval neuve, « couverte d'un drap écarlate bordé d'un galon d'or, avec une housse aussi d'escarlate ornée d'un galon d'or large de deux doigts ».

En 1767, Mgr de Froullay, plus richement monté encore, a dans ses écuries 14 chevaux ou juments, dont huit noires pour son carrosse, un bidet sous poil gris et 3 mulets sous poil brun.

Son carrosse de gala, entièrement neuf, en bon état et bien conditionné, est d'un grand luxe. Il est à ses armes, garni de glaces et doré, avec huit pomelles à jour dorées. Le dedans est garni de velours d'Utrecht cramoisi, de quatre rideaux de taffetas même couleur, de coussins en plein aussi de velours d'Utrecht : on peut y placer un fauteuil, et le siège du cocher est recouvert de panne cramoisie. Son second carrosse est également armorié, peint en vermillon vert, doublé à l'intérieur de velours d'Utrecht cramoisi, avec stores, coussins de velours et rideaux de taffetas de même couleur. Mgr de Froullay possède en plus six harnais de carrosses, trois selles et une chaise à porteurs à glaces doubles, garnie de damas cramoisi, avec un coussin assorti et trois rideaux blancs de taffetas.

Comme on le pense, pour répondre à un état de maison aussi considérable et entretenir le riche mobilier que nous venons de décrire, le personnel des domestiques est nombreux au Palais épiscopal du Mans.

En 1723, à la mort de Mgr Rogier du Crévy, il comprend au moins quatorze personnes : un maître d'hôtel Louis Thibault, sieur des Bois, aux gages de 500 livres par an ; un valet de chambre payé 200 livres, un chef de cuisine, 250 livres ; un chef d'office, 150 livres ; trois valets de pied, 90 livres chacun ; un cocher, un postillon, un palefrenier, un garçon de cuisine, un concierge, un suisse, une lingère, etc.

En 1767, les gens de Mgr de Froullay sont encore plus nombreux. Leur total se monte à seize personnes : un maître d'hôtel Louis Augé, un valet de chambre, trois laquais, un frotteur, un garçon d'office, un cuisinier, un

garçon de cuisine, un cocher, un postillon, un muletier, un palefrenier, deux concierges et une lingère.

Le maître d'hôtel de Monseigneur, chef attitré de tout ce personnel, n'est pas un mince personnage. Il occupe une chambre confortable où l'on voit, en 1723, un lit à baldaquin de Siamoise de la Porte, une commode, une armoire, une table, des chaises et même des cadres dorés avec des armoiries ; en 1767, un fauteuil, un caquetoire et un écran de tapisserie, un lit à « l'ange », un bureau, une table à jouer et une tenture de tapisserie de Bergame. Mgr de Froullay semble choyer particulièrement son maître d'hôtel. Louis Augé revendique, comme à lui appartenant, vingt-cinq bouteilles de vin de Bourgogne, et vingt-trois demies remplies d'huile de Vénus, qui lui ont été données en cadeau, plus un cabriolet qu'il a payé 750 livres le 2 septembre dernier au sieur Dupuy, marchand sellier, rue du Bacq, faubourg Saint-Germain, à Paris.

Les autres domestiques sont aussi fort bien traités et fort bien meublés. Le valet de chambre de Monseigneur a, dans son appartement tendu de tapisserie de Bergame, « deux lits dont un « à tombeau » de serge rouge, un fauteuil de cuir à roulettes, un fauteuil « à mécanique de velours cramoiisy », une commode, un tableau en camaïeu bleu. Ses confrères, ont des lits à quenouilles, des caquetoires de panne, etc. En 1712, la chambre du suisse est même tendue de trois pièces de tapisserie de veau doré, et contient « un fauteuil de commodité », dont le dos est couvert de cuir et le siège de mocade verte à fleurs !

Si longue qu'elle ait pu paraître, cette reconstitution du mobilier du Palais épiscopal, de 1712 à 1767, aura eu tout au moins l'avantage de fixer dans ses moindres détails le cadre au milieu duquel vivaient les évêques du Mans avant la Révolution. En même temps que leurs goûts et leurs habitudes de grands seigneurs, elle a mis une fois de plus

en relief la place considérable qu'ils occupaient alors dans la société provinciale.

CHAPITRE IV

Mgr de Jouffroy-Gonssans, son plan de restauration du Palais épiscopal, enquête *de commodo et incommodo*, exécution des travaux 1780-1786. — La rue Neuve de l'Évêché (aujourd'hui rue de l'Ancien Évêché). — Description du Palais épiscopal du Mans à l'époque de la Révolution. — La Révolution ; division et mise en vente du Palais épiscopal.

Le 30 juin 1778 arrivait au Mans un nouvel évêque, Mgr François-Gaspard de Jouffroy-Gonssans, appelé à prendre possession du siège de saint Julien vacant par la nomination de Mgr de Grimaldi à l'évêché de Noyon.

Mgr de Jouffroy-Gonssans était un prélat de haut mérite, d'une piété profonde et d'une foi vive ; bientôt même il devait conquérir, avec le respect de ses diocésains, l'honneur d'être réputé « le prélat le plus régulier de tout le royaume ». Dès les premières années de son séjour au Mans, il appliqua son zèle ardent à accomplir, dans l'ordre spirituel et dans l'ordre temporel, de nombreuses améliorations.

Frappé de l'état de délabrement d'une partie du Palais épiscopal, il ne tarda pas à reprendre les projets de restauration de son prédécesseur, mais en les simplifiant. Mgr de Grimaldi s'était en effet résolu à substituer aux anciens bâtiments « une maison commode et conforme à la dignité des évêques, bâtie dans la partie moderne de l'évêché », et il avait même soumis ce plan à l'autorité royale qui l'avait approuvé. Mgr de Gonssans, trouvant sans doute la dépense trop considérable et le terrain trop exigü, proposa plus simplement de démolir les appartements primitifs des évêques, tombés en ruine, et de transférer leur habitation dans la salle synodale remaniée et transformée.

Cette divergence de vues donna lieu, au mois de décembre 1780 et en vertu d'un arrêt du Parlement en date du 9 juin précédent, à une enquête *de commodo et incommodo* dont les pièces sont parvenues jusqu'à nous.

Plusieurs personnages importants de la ville du Mans, tels que Messire Jean-Charles de la Briffe-Ponsan, doyen du Chapitre, vicaire-général ; le marquis de Savonnières, colonel en second du régiment de dragons de Monsieur ; le curé de la Couture Geoffroy-Michel Maulny ; le conseiller au Présidial Louis-Geoffroy-Julien Maulny ; Messire Charles-Jean Chesneau de la Drouerie, doyen du Chapitre de Saint-Pierre-de-la-Cour ; Messire Charles-Pierre Cureau, esquier, secrétaire du Roy, lieutenant de maire, et Maître Pierre Raison, bâtonnier de l'ordre des avocats, déposèrent à cette enquête.

Tous furent unanimes pour donner leur préférence au projet de Mgr de Gonssans.

M. de la Briffe-Ponsan, le premier appelé, déclare tout d'abord « qu'il croit nécessaire pour que les évêques du Mans soient logés plus commodément que par le passé et d'une manière plus convenable à leur dignité, de construire le Palais épiscopal dans la salle sinodale, laquelle est dans une portion saine et avantageuse ; que les évêques auront ainsi l'agrément de la grande route de Paris et une vue charmante sur la campagne ; qu'ils se trouveront par là même logés à côté de leur chapelle et du passage qui conduit à la cathédrale ». Pour rendre le nouveau palais plus agréable, il croit en outre nécessaire de détruire les deuxième et troisième corps de bâtiments qui forment en partie la composition actuelle du Palais épiscopal, ainsi qu'une grosse tour en ruine placée à l'angle du mur de ville, en face de la route de Paris, et le belvédère qui la surmonte. A son avis, « il en coûterait considérablement pour former un Palais épiscopal dans un autre endroit que celui où est la salle sinodale ».

Le marquis de Savonnières, le curé de la Couture, le conseiller Maulny, M. Chesneau de la Drouerie, expriment presque textuellement le même avis. M. Cureau insiste sur la nécessité de démolir les bâtiments en ruine. Il déclare qu'il y avait même du danger à les habiter, « danger que Mgr de Grimaldi avait tellement reconnu qu'il avait été forcé de se loger, ainsi que M. l'Évesque actuel, dans un bâtiment peu étendu que M. de Froullay avait fait réparer et augmenter pour servir de logement aux secrétaires et gens d'affaires de l'évesché ».

M. Raison, après avoir développé les mêmes arguments, y ajoute une considération nouvelle qui avait sa valeur, c'est que seules la démolition des vieux bâtiments et l'utilisation de la salle synodale comme logement des évêques, en laissant libre une plus grande surface de terrain, « leur permettrait d'avoir des parterres, des jardins et des promenades » (1).

Conformément aux conclusions de l'enquête, le projet de Mgr de Gonssans fut définitivement approuvé à la fin du même mois de décembre 1780, un procès-verbal de ses propositions aussitôt dressé, et un accord conclu, pour 32,161 livres avec Mgr de Grimaldi, tenu de contribuer aux réparations dans une certaine proportion (2).

Les principaux travaux, commencés peu de temps après, étaient terminés le 2 septembre 1786, date de leur réception officielle (3).

Suivant le plan adopté, ils consistèrent dans la démolition de la tour des Cordeliers et du Belvédère, dans la suppres-

(1) Archives de la Sarthe, B, 1003. *Information de la commodité ou incommodité que les démolitions ou constructions que..... les experts ont arbitrés, par leur rapport du 24 août dernier, devoir être faites, peuvent apporter à l'évesché du Mans, etc., décembre 1780.*

(2) Archives de la Sarthe, B, 1003. *Avis de Mgr de Gonssans, 22 décembre 1780 ; Propositions et accord entre Mgr de Grimaldi et Mgr de Gonssans, 23 décembre ; Convention d'experts et pièces accessoires.*

(3) Archives de la Sarthe, B, 1075.

sion des anciens appartements épiscopaux dont l'emplacement fut transformé en un quinconce planté d'arbres, et dans la transformation complète de la salle synodale qui perdit sa destination primitive pour devenir l'habitation de l'évêque.

De plus, une somme de 19,097 livres étant restée disponible, Mgr de Gonssans l'employa, de 1786 à 1789, à de nouveaux travaux et porta les réparations « à une telle perfection » qu'il lui en coûta 8,700 livres de plus, soit 27,754 livres au lieu de 19,097 (1). Au dire d'un contemporain, Négrier de la Crochardière, il rendit dès lors le Palais épiscopal « aussi agréable qu'on pouvait le désirer » (2), et d'après dom Piolin, il eut même fait venir pour le décorer et en restaurer les tableaux un peintre de talent nommé Bellecroix (3).

Vers la même époque, en 1788, s'ouvrit sur l'emplacement des vieux fossés de l'enceinte de l'Évêché une rue neuve allant « des Cordeliers au boulevard du château » et au carrefour Saint-Vincent, la rue actuelle de l'Ancien Évêché (4). Son tracé avait été proposé dès 1784 par la Municipalité et approuvé par Mgr de Gonssans qui, pour en faciliter l'exécution, s'était empressé de renoncer à tous les droits que les évêques possédaient sur le terrain (5).

Le Palais épiscopal présentait désormais l'aspect qu'il devait garder jusqu'à la dernière heure de son existence,

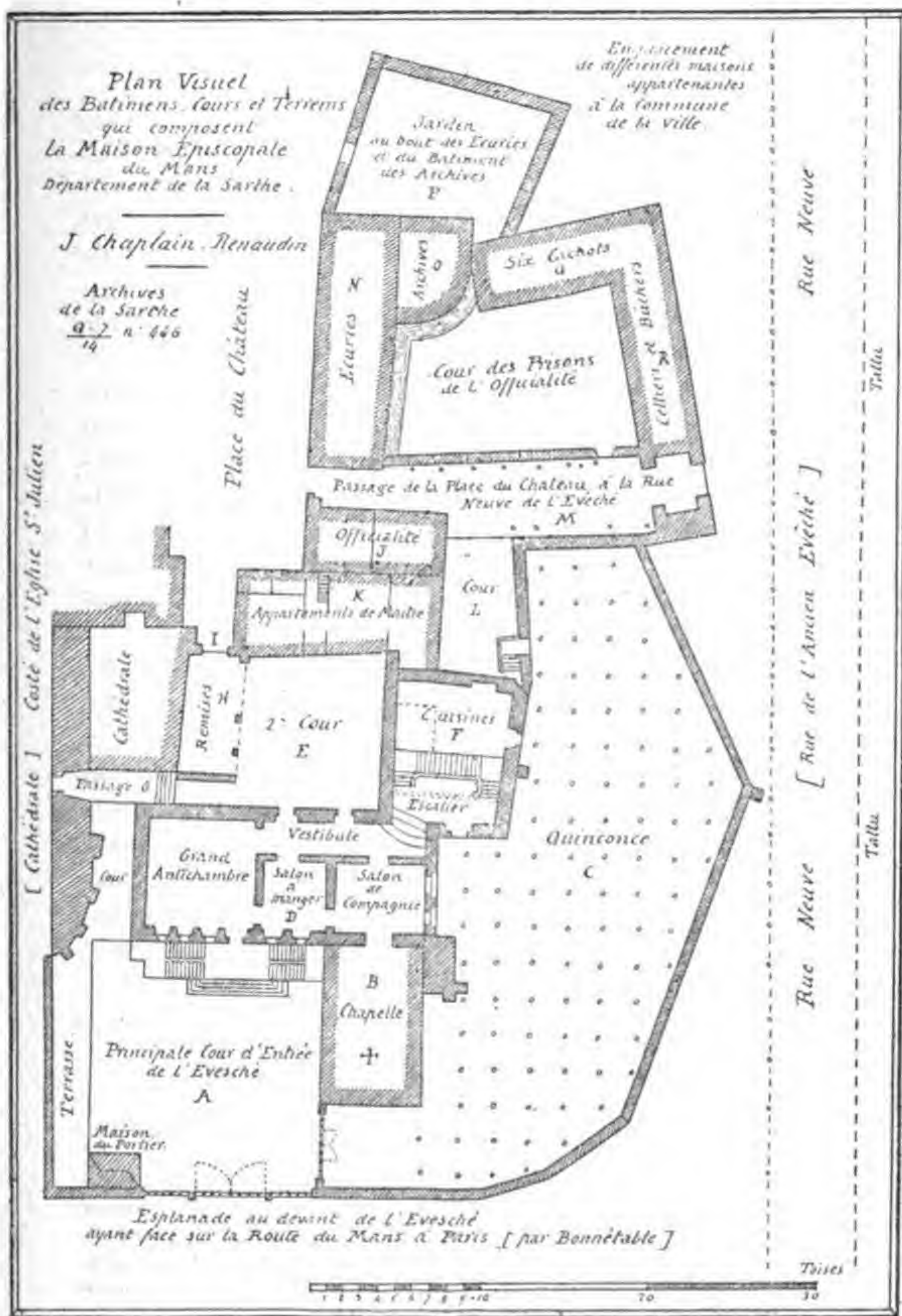
(1) Archives de la Sarthe, B, 1119.

(2) Ms. 21 de la Bibliothèque du Mans, tome I, p. 45 et 494.

(3) *Histoire de l'Église du Mans*, VI, p. 557.

(4) Archives de la Sarthe, fonds municipal. *Registres de l'Hôtel de Ville du Mans*, 239, fol. 98 v°.

(5) Au mois de juin 1790, pour la première fois, la procession de la Fête-Dieu de la paroisse Saint-Vincent passera par la *Rue Neuve de l'Ancien Évêché* (appelée aussi à cette époque *Rue du Boulevard*), au retour de la station des Cordeliers, et un arrêté de la Municipalité enjoindra aux habitants de la nouvelle rue « de tendre, suivant l'usage, sur le devant de leurs maisons ». Archives municipales, 240, f° 130.



L'ANCIEN EVÊCHÉ DU MANS DE 1786 A 1792

en 1792. Les importantes transformations dont il venait d'être l'objet ayant sensiblement modifié ses anciennes dispositions, nous devons en donner une nouvelle description. Plus heureux que pour les époques antérieures, nous pouvons publier à l'appui un plan très intéressant, jusqu'ici inédit, qui fut dressé lors de la vente nationale de 1792, par l'expert architecte Chaplain-Renaudin, et nous aider de la description jointe à ce plan (1).

La porte de la place du Château ou de la Psalette ayant cessé, depuis Mgr de Froullay, d'être l'entrée principale du Palais épiscopal, nous suivrons, dans cette dernière visite, un ordre différent, et c'est par la grande grille qui fait face à la place des Jacobins et à la rue de Tessé actuelle, que nous pénétrerons dans l'évêché de Mgr de Gonssans.

« L'entrée principale, nous dit tout d'abord le sieur Chaplain-Renaudin, se présente au midi de la ville et sous un aspect lointain très intéressant ; elle est précédée d'un placître de terrain assez vaste, lequel borde la chaussée de la grande route de Paris à Nantes (aujourd'hui rue de Tessé).

« Cette entrée présente une très grande cour bien pavée, close sur le devant par une grille en fer de 61 pieds de longueur (A). A gauche, est un petit bâtiment pour le portier, et, en arrière, une terrasse de 98 pieds de longueur qui longe en remontant ladite cour et se termine aux contre-

(1) Archives de la Sarthe, Q, 7/14, n° 446 et titres de propriété de notre maison actuelle de la rue de l'Ancien Évêché, 5 : *Procès-verbal du 23 août 1792*. En outre du plan de Chaplain-Renaudin, nous avons retrouvé à Paris, aux Archives Nationales (cf. *Inventaire*, col. 719), un autre plan de l'évêché du Mans, sans date, mais qui se rapporte incontestablement à la même époque, épiscopat de Mgr de Gonssans. Ce plan, moins détaillé que celui que nous publions, ne présente aucune indication nouvelle pour les bâtiments, mais il figure encore la tour des Cordeliers. Il est intitulé : *Plan géométrique de l'Évêché du Mans contenant l'enceinte des murs, les emplacements de bâtiments et les cours, fossés et ouvertures de portes dans lesdits murs concédés à MM. les Évêques en différents temps par l'hôtel de ville du Mans*.

forts de l'église Saint-Julien. C'est sur cette terrasse, plantée d'arbres, que le seigneur évêque se promène aux heures de repos ».

« A droite de la cour, est une seconde grille d'environ 29 pieds de longueur, qui communique à un très grand quinconce, aussi planté d'arbres et établi sur l'emplacement des bâtiments démolis (C).

« En remontant sur la même ligne que la seconde grille, est un corps de bâtiment de 60 pieds de longueur sur 30 de largeur. Cet édifice renferme la chapelle de l'Évêché, qui est d'une structure solide, et d'une architecture antique ». C'est la célèbre chapelle du cardinal de Luxembourg que nous avons déjà fait connaître dans tous ses détails (B).

Dans le sous-sol de la chapelle, très élevée au-dessus du niveau de la cour, sont alors installés les bureaux du Secrétariat. Au haut de la cour d'entrée, un grand et vaste perron, qui a la forme figurée sur le plan, donne accès à la maison d'habitation de l'évêque, et notamment à un grand corps de bâtiment d'environ 96 pieds de longueur sur 40 de largeur (ancienne salle synodale, D).

« Ce corps de bâtiment renferme en souterrains des caves, des bûchers, un office et quelques autres petits accessoires.

« Le rez-de-chaussée est distribué d'un très vaste antichambre, une salle à manger, un salon de compagnie de plain pied avec la chapelle et servant à son exploitation ; sur le derrière de ces deux pièces est un très grand vestibule ; le tout très parfaitement éclairé, sous un étage de 15 à 16 pieds de hauteur ; ce vestibule communique à l'escalier qui conduit à l'étage supérieur.

« Cet étage supérieur est distribué de deux grands appartements complets, avec premier et second antichambre, cabinets et logements de domestiques ; tous les appartements sont parquetés et boisés en lambris. Sur le palier de l'escalier se trouvent des lieux à l'anglaise, un petit cabinet

à côté et un escalier de service pour monter dans un grand grenier.

« Du rez-de-chaussée de ce bâtiment, on passe, par le vestibule, dans une arrière-cour de plain pied (la cour de la Psallette, *E*).

« A droite, s'élèvent la cuisine et les accessoires (*F*). A gauche, au-delà du passage qui conduit à la cathédrale (*G*), les remises (*H*) ; au-dessus des remises, couvertes en mansardes, sont des logements de domestiques.

L'ancienne entrée, porte de la Psallette (*I*), conservée comme porte secondaire, fait communiquer cette cour avec la place du Château.

« Au bout de ladite cour, en face des appartements de l'évêque (salle synodale) est un corps de bâtiment de maître, distribué à la moderne (*K*) ; au rez-de-chaussée d'une antichambre avec escalier, d'une salle, d'un salon, d'un office, et d'une chambre à coucher ; au premier étage « de très beaux appartements, et de galetas dans les combles ». C'est le bâtiment reconstruit par Mgr de Froullay pour le secrétariat, dans lequel Mgr de Grimaldi et Mgr de Gonssans ont dû chercher un asile provisoire ; il est alors occupé par un vicaire général et les étrangers de passage (1), et seul de tout l'ancien évêché, il a subsisté jusqu'à nos jours comme nous l'avons dit.

« Sur le derrière est l'audience de l'Officialité (*J*) avec des caves dans le sous-sol et un passage souterrain qui communique à une petite cour intermédiaire ou cour des cuisines (*L*).

« Au delà de l'Officialité, un autre passage (*M*), traversant tout le terrain de l'évêché établit une communication directe de la place du Château à la rue Neuve, aujourd'hui rue de l'Ancien Évêché et sépare très nettement le Palais

(1) Archives de la Sarthe, fonds municipal, 21, *Lettre de l'abbé Tournesac*, 9 juin 1861, avec croquis fait de mémoire.

épiscopal proprement dit de ses annexes, les écuries et les prisons.

Ces annexes n'ayant pas été remaniées par Mgr de Gonssans, nous les connaissons déjà et nous n'avons qu'à les revoir rapidement pour mettre à profit le plan et les indications de notre nouveau guide Chaplain-Renaudin.

Parallèlement à la nef de la cathédrale, sur la place du Château, face au sud, s'élèvent les écuries (*N*), de 92 pieds de longueur sur 25 de largeur, avec un étage très haut, des greniers dessus et une entrée à chaque extrémité.

« A côté et au bout, à l'ouest, est un second corps de bâtiment de 25 pieds de longueur sur 34 de largeur (*O*), distribué d'un rez-de-chaussée, de deux étages et d'un grenier. Ce dernier (dans la tour Margot) sert de dépôt aux archives. Au-devant et en pointe sur la place du Château, s'étend un très grand jardin (*P*).

« A la suite du bâtiment des archives, sont encore deux bâtiments formant retour d'équerre, l'un au bout de l'autre (*Q* et *R*). L'un (*Q*) renferme six cabinets de grandeur à contenir cinq à six détenus chacun. L'autre (*R*), parallèle à la rue Neuve de l'Évêché, renferme une maison d'habitation distribuée en souterrains, caves et bûchers, avec trois chambres à feu à l'étage, et grenier dessus. Ce sont les prisons de l'Officialité.

« Entre les écuries, les archives et les prisons se trouve une grande cour qui sert de préau aux détenus.

« Tous les bâtiments du Palais épiscopal, conclut Chaplain-Renaudin, sont en très bon état de réparations, construits à murs et couverts d'ardoises. Les principaux sont bâtis à la moderne, depuis peu d'années, et les accessoires ont été bien entretenus. » C'est le meilleur éloge qu'on puisse faire du zèle et de l'administration si consciencieuse de Mgr de Jouffroy-Gonssans.

Au moment où éclata la Révolution, ce vénéré prélat était

donc en mesure de léguer à ses successeurs un Palais épiscopal bien compris et en parfait état.

Dès la première heure de son application, malheureusement, la Constitution civile du Clergé, de si funestes conséquences pour les provinces de l'Ouest, vint compromettre la conservation de ce Palais épiscopal, en le livrant à l'évêque constitutionnel « de la Sarthe », Prud'homme de la Boussinière, qui en prit possession le dimanche de la Passion 1791, au son du canon et au chant du *Ça Ira* !

Ambitieux et impatient, « l'intrus » ne sut pas même respecter les convenances. Sans égard pour les hautes vertus de Mgr de Gonssans que bon nombre de révolutionnaires étaient les premiers à reconnaître, il signifia sur le champ à son représentant, le chanoine François Chéhère, « de vider les lieux », ne lui laissant que vingt-quatre heures pour enlever les derniers meubles.

Dès lors, le vieil évêché, habité depuis le XII^e siècle par tant de vénérables prélats, devenait la proie des vainqueurs du jour et était fatalement condamné à subir entre leurs mains les vicissitudes les plus étranges, les destructions les plus irrémédiables.

Tout d'abord, par un prompt et juste retour des événements, l'évêque constitutionnel en est chassé à son tour. Un an après sa prise de possession si bruyante et si triomphale, Prud'homme de la Boussinière est expulsé par ses amis eux-mêmes. Une loi du 25 juillet 1792 porte que « tous les ci-devant palais épiscopaux seront vendus au profit de la Nation, dans la même forme que les biens nationaux ». Si dure qu'elle parut alors aux intrigants qui s'étaient substitués avec tant d'empressement aux évêques légitimes, la mesure était justifiée par leur propre conduite : la Nation — à bon droit — ne les jugeait pas dignes d'occuper les édifices élevés par les siècles pour des hommes d'une autre trempe et d'une autre valeur.

Sans aucun doute, Prud'homme de la Boussinière, dans son for intérieur, maudit alors la Nation ; il ne lui fallut pas moins déguerpir.

Le 11 août 1792, le Directoire du département de la Sarthe notifiait au district du Mans la loi du 25 juillet, lui en recommandait la prompte exécution, et lui prescrivait d'étudier « les divisions qui pourraient faciliter la vente », l'invitant à faire établir un plan visuel à l'appui de ces divisions. Le 24 septembre, conformément aux ordres de l'Assemblée législative, le dossier était transmis à M. Amelot, administrateur de la caisse de l'extraordinaire (1).

Un remords ne tarda pas, cependant, à saisir les administrateurs de la Sarthe. Il leur parut regrettable d'abandonner si vite aux spéculations privées un emplacement et des bâtiments qui pouvaient être utilisés fort avantageusement dans l'intérêt public. Par une lettre du 11 octobre, ils demandèrent à M. Amelot d'affecter le ci-devant palais épiscopal » à l'établissement du séminaire, en faveur duquel une loi récente autorisait la conservation d'une des maisons des congrégations religieuses supprimées. En échange, ils proposaient la transformation en caserne ou en manufacture de l'ancien séminaire de la Mission, « grand et beau bâtiment entouré d'eau et de jardins », mais beaucoup trop vaste désormais pour sa destination et trop éloigné de la cathédrale (2).

Cette proposition était assurément intelligente et économique. Malgré une démarche favorable des députés de la Sarthe, l'administration supérieure ne l'accepta pas et voulut appliquer rigoureusement la loi du 25 juillet (3).

Le ci-devant palais épiscopal fut mis en vente quelques mois plus tard et divisé, dans ce but, en deux lots distincts.

(1) Archives de la Sarthe, série L, 155, fol. 110 v^o et L, 128.

(2) Archives de la Sarthe, série L, 155, fol. 130 et L, 128.

(3) Archives de la Sarthe, série L, 128.

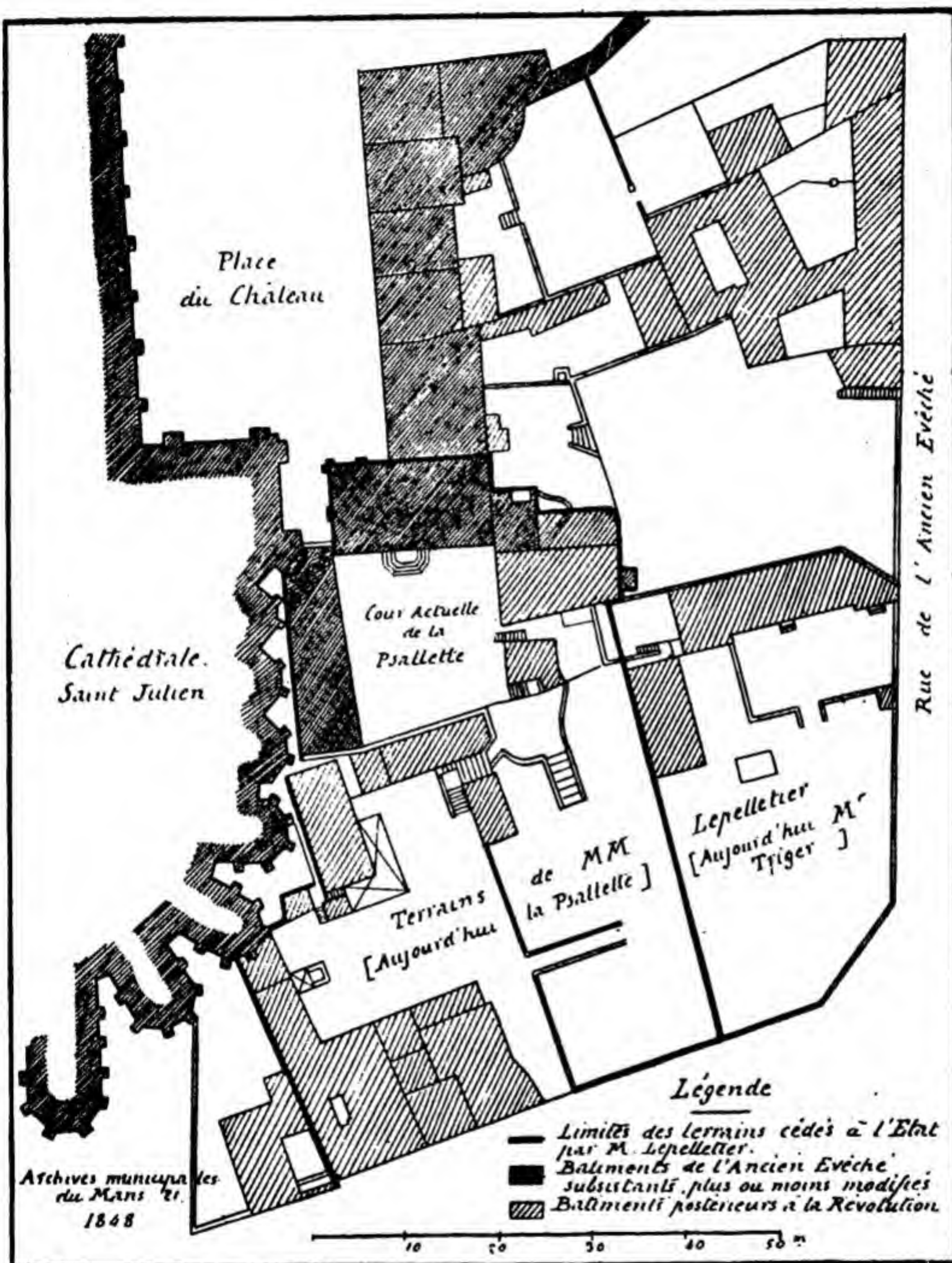
Le premier comprit tous les terrains et bâtiments affectés à l'habitation personnelle des évêques et au secrétariat, correspondant actuellement aux terrains de la Psallete et au nôtre : le second, les dépendances situées entre la place du Château et la rue Neuve de l'Évêché, c'est-à-dire les écuries, l'Officialité et ses prisons.

Le 12 avril 1793, le premier de ces lots était adjugé par le District du Mans, pour la somme de 32,000 livres, au citoyen Philippe-René Bardou-Boisquetin, ancien procureur syndic du district de Fresnay, ancien député à l'Assemblée législative (1). En signant cette acquisition, le citoyen Bardou-Boisquetin faisait « une affaire superbe ». Le prix total de 32,000 livres était à ce point dérisoire, qu'au dire de certains contemporains il fut en grande partie couvert par la vente des magnifiques grilles en fer forgé de la façade principale (2). Par contre, la spéculation était désastreuse pour la Nation, qui se désaisissait à vil prix d'un emplacement précieux dont il lui faudra racheter la moitié à grands frais, soixante ans plus tard. Elle était plus désastreuse encore pour la ville du Mans, qui devait y perdre la chapelle du cardinal de Luxembourg, démolie peu après, sans aucun scrupule, par le citoyen Bardou-Boisquetin.

Quoi qu'il en soit, la vente nationale du 12 avril 1793 mettait fin à l'histoire de la « Maison épiscopale », ou mieux de la partie principale de l'Évêché du Mans, livrée désormais aux hasards de la spéculation privée. Toutefois, la suite des événements montrera que la justice divine n'entendait pas abandonner définitivement un terrain sur lequel l'Église du Mans conservait tant de droits légitimes. Ruiné par la Révolution elle-même, Bardou-Boisquetin fut bien-

(1) *Titres de propriété de notre maison de la rue de l'Ancien Évêché.*

(2) Négrier de la Crochardière, ms. 21 de la Bibliothèque du Mans, I, p. 46, et II, p. 532.



DIVISION DES TERRAINS DE L'ANCIEN EVÊCHÉ DU MANS, 1848.

tôt contraint de revendre son acquisition à MM. Lepeltier (1), et ceux-ci ne la garderont pas davantage. Dès le 12 mars 1853, ils en céderont la majeure partie à l'État pour le dégagement de la Cathédrale et l'installation de la Psalette (2). Vingt-trois ans plus tard, l'autre partie tombera entre nos mains à la suite d'une acquisition bien inattendue (3); or nous nous honorons, tout en appréciant les progrès de notre temps, d'être de ceux qui savent comprendre les leçons de l'histoire et réparer, quand l'occasion leur en est donnée, l'injustice des révolutions.....

Quant au second lot prévu par la division de 1793, c'est-à-dire à l'Officialité, aux prisons et aux écuries du Palais épiscopal, n'ayant pas trouvé d'acquéreur « national », il fut transformé par la Révolution en « maison d'arrêt » ; il nous fournira ainsi le sujet d'un nouveau travail tout différent du précédent, en nous amenant, pour compléter cette étude sur l'ancien évêché, à esquisser le tableau dramatique d'une prison du Mans pendant l'époque révolutionnaire.

ROBERT TRIGER.

(1) Une partie avant le 5 fructidor an XIII, et le surplus le 8 octobre 1808. Cf. nos titres de propriété.

(2) Voir le récit des incidents administratifs de cette intéressante affaire, qui se prolongea pendant de longues années et ne se termina que par un décret du 12 mars 1853, grâce aux démarches multipliées de M. le vicaire général Pierre-Antoine Dubois, dans l'ouvrage de M. le chanoine Pichon, *Essai sur les travaux faits à la cathédrale du Mans pendant le XIX^e siècle*, Le Mans, Leguicheux, 1876, in-8, p. 35 et 36. Nous donnons en outre, ci-joint, le croquis des terrains et bâtiments ainsi vendus à l'État par M. Lepeltier pour la somme de 80,000 francs.

(3) 18 décembre 1876; vente par M. Valuy, légataire universel de M. Louis-François Lepeltier, à M. Gustave Triger, alors inspecteur des lignes télégraphiques du département de l'Orne.

PONTVALLAIN

(Suite)

FÉODALITÉ

LA FAIGNE (suite)

Guy de Laval, riche, puissant et comblé d'honneurs, touchait à la fin de sa carrière lorsque Louis XI lui accorda ces faveurs. Il mourut le 19 décembre 1484 et Charlotte de Sainte-Maure, sa veuve, le 30 août suivant. Leurs corps furent inhumés dans l'église de Benais (1), dans un même tombeau, sur lequel on voyait encore au XVIII^e siècle leurs armes et cette épitaphe :

« En gist messire Guy de Laval, chevalier, seigneur de Coué et de Benays, conseiller et premier chamberlain du roy de Sicille, gouverneur et seneschal d'Anjou, qui trespassa le xix^e jour de décembre l'an M CCCC LXXXIIII.

« En gist Madame Charlotte de Sainte More, dame de Coué, son esponse, qui trespassa le penultiesme jour d'aoust en l'an M CCCC LXXXV » (2).

Ils léguèrent par testament une somme de cent francs à départir entre les pauvres filles à marier de dix paroisses (3),

(1) Benais, canton de Bourgueil (Indre-et-Loire).

(2) Bibl. nat., Estampes, Pe 2, 63.

(3) Archives de Maine-et-Loire, G. 2.300.

et assignèrent une rente de quarante sols sur la Faigne pour la célébration de leur anniversaire dans l'église de Pontvallain (1).

Guy de Laval et Charlotte de Sainte-Maure eurent dix enfants :

1^o André de Laval, mort jeune, sans avoir contracté d'alliance.

2^o Gilles de Laval, vicaire général de Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, et doyen du chapitre (2). Il obtint l'évêché de Séez par la résignation de Robert Cornegrue, qui s'était déjà démis de son siège en faveur d'Étienne Goupillon. Gilles de Laval prêta serment de fidélité au roi en qualité d'évêque de Séez le 25 septembre 1481, et son concurrent le 10 octobre 1483 (3). Après un long procès évoqué tant au Parlement qu'au Grand Conseil du roi, où chaque adversaire fit agir toutes les influences qu'il pouvait posséder (4), Gilles de Laval obtint gain de cause en novembre 1487 et entra en possession de son évêché. Le 14 décembre 1482, il céda son droit d'aînesse à Pierre de Laval, son frère puîné, chevalier, seigneur de Loué et de Benais (5). Il mourut en 1501.

3^o Pierre de Laval, chevalier, seigneur de Loué, Benais, Montsabert, Marcillé et autres terres, qui épousa Philippe de Beaumont, dame de Bressuire et de Lezay, par contrat passé à Saumur le 14 décembre 1482, continua la branche des seigneurs de Loué. Il fut un des trente-neuf

(1) Registres de l'état civil de Pontvallain, 1^{er} registre.

(2) Abbé L. Denis, *Cartulaire de Vivoin*, p. 243.

(3) *Gallia christiana*, t. XI, p. 700.

(4) Bibl. nat., fonds français, nouv. acq., 1231 fol. 80, 1232 fol. 42 ; fonds français, 15540, fol. 83. — Pelicier, *Gouvernement de la dame de Beaujeu*, p. 237. — *Conseil de régence de Charles VIII*, p. 158, 179. — *Lettres de Charles VIII*, t. I, p. 257.

(5) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 605.

députés aux États du royaume assemblés à Nantes le 15 janvier 1498, pour ratifier la paix conclue à Etaples-sur-Mer avec le roi d'Angleterre au mois de novembre 1492. Il mourut, âgé de 80 ans, le 18 octobre 1528 et fut enterré dans l'église de Benais (1).

4^o René I^{er} de Laval, seigneur de la Faigne, qui suit.

5^o François de Laval, chevalier, seigneur de Marcillé et de Saumoussay, marié : 1^o à Catherine de Batarnay, fille d'Antoine de Batarnay, seigneur dudit lieu, et de Renée de Houllefort ; 2^o à Marie de Ronssart, fille d'Olivier de Ronssart, chevalier, seigneur de la Poissonnière et de La Chapelle-Gaugain, et de Jeanne d'Illiers (2). Louis XI lui confia en 1481 la direction de l'arrière-ban du Dauphiné, avec 600 livres de pension (3). Charles VIII ordonna à Louis II de La Trémoille, le 2 avril 1488, de démanteler Marcillé (4). « Toutesfoiz, ajoute-t-il, il nous desplait » que cette place soit « à nostre cousin de Laval, mais nous l'avons trouvé et trouvons tousjours si bon parent et serviteur que nous sommes seurs que ne luy en desplaira point ; et aussi de ceste perte et des autres qu'il fait pour nostre service nous avons entencion de l'en recompenser de façon qu'il en sera très bien content » (5). Gouverneur de Vitré en 1496 (6), il reçut mission du roi, à plusieurs reprises, de faire les montres des hommes d'armes suisses ou allemands à

(1) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 605. — Le P. Anselme, *Dict. généal.*, t. III, p. 637.

(2) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 603.

(3) Bibl. nat., fonds français, 20436, fol. 34.

(4) Aujourd'hui Marcilly-sur-Maulne (Indre-et-Loire).

(5) Duc de La Trémoille, *Correspondance de Charles VIII*, n^o 28, et *Lettres de Charles VIII*, t. I, p. 331. — B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XVI, p. 36.

(6) Bibl. nat., fonds français, 25781, fol. 56.

Dinan, Fougères et Vitré (1). Le 29 mai 1492, il écrivit à Charles VIII :

« Au Roy mon souverain seigneur,

« Sire, lundi au soir arriva monsieur le prinsse à Rènes, mais les gens qu'il avoit amené avecques luy ne sont point rectournez. Et, dit-on, que l'armée de mondict seigneur le prinsse et de monsieur de Rieux sont ensemble ; et à leur assemblée ils ont fait deffoncer du vin, pour faire boire les Angloys et Allemans, pour en faire l'appointement, car ils avoinst haine, pour ce que ils s'estoint enstrebastus avant ledict appointement. Ils se vantent que bien tost ils marcheront et meneront la guerre.

« Sire, le bruit de Rènes est qu'il est dessendu mille Engloys et que bien tost en dessendra plus largement. Je ne say si il est vray, car les Brestons sont bons oulvriers de ne dire pas toujours vérité. Bien tost je soré se qu'il en est ; incontinent vous en advertiré.

« Sire, il vous a pleu escrire à monsieur de Braseulx qu'il en envoaist vingt de ses gens ; si la guerre recommence, il seroit plus grand besoing de renforcer ceste garnisson que d'en oster, et principalement de gens de pié, car le païx est avantageux pour eulx.

« Sire, commandés moy vos bons plaisirs pour les acomplir de tout mon pover, priant Dieu qui vous doint bonne vie et longue.

« Escript à Vitré, ce xxix^e jour de may.

« Vostre très humble et très obéissant subject

et serviteur.

« FRANÇOIS DE LAVAL » (2).

(1) Bibl. nat., fonds français, 25781, fol. 56 et 66, et 28153, fol. 126-127.

(2) Bibl. nat., fonds français, 15541, fol. 83.

François de Laval trépassa peu après 1533 et reçut sépulture dans l'église de Benais, auprès de Catherine de Batarnay, sa première femme.

6^e Marie de Laval, qui s'allia par contrat du 18 août 1459 à Jean de Daillon, le fameux compère de Louis XI, veuf en premières noces de Renée de Fontaines, à qui il s'était uni le 28 juin 1443, et seigneur de la terre du Lude par acquêt du 30 décembre 1456 de Guy de Parné et de Jeanne de Mussillac, son épouse (1). Elle lui apportait en dot la terre de la Motte-sous-Le Lude avec 2.500 écus d'or (2). Jean de Daillon mourut à Roussillon-sur-le-Rhône, siège de son gouvernement du Dauphiné, le 22 novembre 1481. Sa veuve lui survécut jusqu'en 1488. Jean de Châlon, prince d'Orange, comte de Tonnerre et seigneur d'Arlay, lui accusa réception le 28 janvier 1484 (n. st.), des lettres de partage de la succession de Catherine de Bretagne, veuve du prince d'Orange, qu'elle lui avait envoyées (3).

7^e Louise de Laval, mariée à Jean-Louis de Boulliers, vicomte de Demont (4), et en secondes noces, le 4 novembre 1479, à Gilles Tigeon, seigneur de la Tigeoire et de Marchais-Renaud (5).

8^e Hardouine de Laval, conjointe à Jacques de Beauvau, chevalier, seigneur de Cigné, Ternay et Pressigny. En exécution de ses dernières volontés, Pierre de Laval, seigneur de Loué, son frère, fonda une chapelle dans l'église paroissiale de Benais, le 11 juillet 1515 (6).

9^e Yolande, unie à Olivier de Souvré, seigneur de la Nouë (7).

(1) A. Ledru, *Histoire de la Maison de Broc*, p. 43.

(2) Bibl. nat., fonds dom Housseau, XII/1, fol. 6192.

(3) Bibl. nat., fonds dom Housseau, XII/1, fol. 6154.

(4) A. du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 604.

(4) Le P. Anselme, *Dict. généal.*, t. III, p. 636.

(6) Bibl. nat., fonds dom Housseau, XIII/1, fol. 9432.

(7) A. du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 604. — Le P. Anselme, *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 636.

10^e Et Jeanne de Laval, prieure du prieuré de La Fontaine-Saint-Martin en 1466, puis du prieuré de Saint-Jacques-de-Lattay, diocèse d'Angers, en 1470. Elle prit possession de l'abbaye d'Étival-en-Charnie en qualité d'abbesse, le 5 juillet 1478, et fonda une chapelle de trois messes en l'église paroissiale de Loué. Elle mourut en 1513 et fut remplacée à Étival, par Antoinette de Souvré, sa nièce (1).

René I^{er} de Laval, seigneur de la Faigne et de Pontvallain, suivant partages effectués à Saumur le 14 décembre 1482, fit cinq ans plus tard (1^{er} janvier 1487, v. st.) foi et hommage pour cette terre au duc d'Anjou, comte du Maine et baron de Château-du-Loir. Il épousa : 1^e Catherine de L'Hôpital, par contrat du 17 novembre 1484 (2); 2^e par contrat passé à Argueil le 11 février 1494 (v. st.), Antoinette de Havart, troisième fille de Georges Havart, seigneur de la Rozière, Ver, Argueil, la Puisaye, Fresne-le-Samson, Montigny, Gemages et la Coudraye, vicomte de Dreux, sénéchal héréditaire du Perche, conseiller et maître des requestes ordinaire de l'hôtel du roi, et d'Antoinette d'Estouteville. Charles VIII lui manda en mars 1488, ainsi qu'à « monsieur de Ingrande », de mettre des gens d'armes dans la ville de Château-Gontier (3), et en juillet 1490 rétablit à Pontvallain, à sa requête, le marché hebdomadaire du jeudi (4), créé en 1340 par Philippe IV de Valois, par lettres dont voici la teneur :

« Charles,

« Savoir faisons à tous présens et avenir, nous avons

(1) *Gallia christiana*, t. XIV, p. 506. — Archives de la Sarthe, H. 1371, 1418 et 1561. — C^{te} B. de Broussillon, *La Maison de Laval*, t. III, p. 284, 292, 378, 380 ; t. IV, p. 39, 41 ; t. V, p. 109, 131.

(2) Bibl. nat., fonds français, 28153, fol. 109.

(3) Bibl. nat., fonds français, 6602, fol. 76.

(4) Ce marché subsista à Pontvallain jusqu'à la Révolution, avec quatre foires : le 3 mai, le 30 juin, le 21 septembre et le 25 novembre.

receue l'umble supplication de nostre amé et féal conseiller et chambellan René de Laval, escuyer, seigneur de la Faigne, contenant que feu de bonne mémoire le Roy Philippes, par la supplication et requeste de feu Baudouyn des Roches, lors seigneur de la ville de Pontvallain, deppendant de la dicte terre et seigneurie de la Faigne, donna et octroya au seigneur dudict lieu, ses hoirs et successeurs, qu'il peust faire tenir et avoir par chascune sepmaine, au jour de jeudi, ung marché, lequel, au moien du don et octroy dessusdict a longuement esté tenu en ladicte ville ; mais à l'occasion des guerres, divisions, mortalité et autres fortunes qui sont survenus en ladicte ville et pays d'environ, ledict marché a esté par longtemps discontinué, et tellement qu'il est du tout aboly, à l'occasion de quoy ledict suppliant, qui désire l'augmentation de ladicte ville, nous a humblement fait supplier et requérir que nostre plaisir soit ordonné ledict marché estre tenu et entretenu en ladicte ville par chascune sepmaine à jour de jeudi, ainsi que d'ancienneté il a accoustumé estre, luy conformer, louer et approuver le contenu ès dictes lectres de don et créacion dudict marché, ainsi fait par nostre dict prédécesseur, et le luy donner de nouvel, se mestier est.

« Desquelles lectres de don et créacion la teneur s'ensuict. » (Ici le texte des lettres par lesquelles Philippe VI, à Arras, en juillet 1340, avait créé le marché du jeudi à Pontvallain.)

« Lesquelles lectres dessus déclairées et tout le contenu en icelles avons louées, rattifiées, confirmées et approuvées. Et par ces présentes, de grâce especial, plaine puissance et auctorité royal, louons, ratiffions, confermons et approuvons et de nostre plus ample grâce avons octroyé et octroyons que ledict suppliant, ses hoirs, successeurs et qui de luy auront cause en ceste partie ou temps advenir, qu'ils ayent et puissent avoir, tenir et faire tenir désormais

perpétuellement ledict marché en icelle ville le jour dessus dict par chascune sepmaine.

« Si donnons en mandement par cesdictes présentes aux sénéchaux et juges d'Anjou et du Maine, et à tous nos aultres justiciers et officiers, présens ou advenir ou à leurs lieutenans et à chascuns d'eulx, sur ce requis et comme à luy appartiendra, en comectant, se mestier est, que en faisant ledict suppliant et ses successeurs joïr et user de nos présens grâce et confirmacion pleinement et paisiblement, ils facent ledict marché crier et publier en et par tous les lieux qu'il appartiendra, en manière que aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, sans en ce leur faire mettre ou donner ne souffrir estre fait, mis ou donné ores ne pour le temps advenir aucun destourbier ou empeschement en aucune manière; lequel se fait, mis ou donné leur avoit esté ou estoit au contraire, qu'ilz le facent tantost et sans délai oster et mettre au néant et au premier estat et deu.

« Pourveu toutes voies que à quatre lieues à la ronde il n'y ait à ce jour aultre marché. Et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours nous avons faict mettre nostre scel à cesdictes présentes, sauf en aultres choses nostre drois et l'aultruy en toutes.

« Donné aux Montils-lès-Tours ou mois de juillet l'an de grâce M CCCC XC et de nostre règne le septiesme.

« Par le Roy, les sires de Graville, admiral de France, de Myolans et de Pyennes et autres présens.

« BOHIER » (1).

René de Laval mourut à Paris le 31 juillet 1496 et fut enterré dans l'église Saint-Nicolas-du-Chardonneret. Antoi-

(1) Archives nationales, JJ. 221, fol. 72, n° 116. — B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. et arch. de la Mayenne*, t. XVI, p. 51.

nette de Havart, sa veuve, convola en secondes noces avec Hugues de Broyes, seigneur de Nanteuil (1). Elle décéda aussi à Paris, « en la maison de la Faigne, rue Saint-Anthoine », le 10 mars 1526 (v. st.). Son corps et celui de son mari furent transportés dans le tombeau élevé par eux de leur vivant dans l'église paroissiale de Pontvallain, « qui est l'ancienne et primitive fondation des deffuncts seigneurs et dames de la Faigne ». Leurs deux corps, en présence de plusieurs seigneurs et de treize pauvres « portant habitz et chapperons de deul, tenans chacun une torche parrée d'armoyrie », furent « mis et ordonnez chacun en son vaisseau, puyz joincts et accompaignez en un seul et commun chariot comme s'ilz estoient assemblez par rénovation de mariage, qui fut chose à veoirs bien pitoyable.

« Et duquel lieu et ville de Paris ils furent levez et partiz, et l'ordonnance prédicte, et par petites journées, enrichis de divin service et multiplication d'aulmosnes, conduitz et renduz, à ung mardi au soir, premier jour d'apvril, au bourg de Pont-Vallain, où lesdicts nobles corps furent par les gens d'église, manans et habitans dudict lieu, et plusieurs autres circonvoyains révérentement et honorablement receuz et descenduz en la chappelle de l'Hostel-Dieu dudict lieu, en laquelle reposèrent jousques au lendemain mercredi des ténèbres, neuf heures du matin, qu'ilz furent levez et portez révérentement en ladicte église de Pont-Vallain, chacun en ordonnance particulière par plusieurs nobles à ce ordonnez, en la compaignie de monseigneur du Boys Daulphin, monseigneur du Lude, monseigneur de Marcillé, monseigneur de Broassein, monseigneur de Lézé (2), monseigneur de Malicorne, monseigneur de Mondan et plusieurs nobles du

(1) *Livre de raison des Laval-La Faigne*. Bibl. nat., fonds français, 11557, fol. 54. — Publié par M. le C^{te} B. de Broussillon, dans *La Province du Maine*, t. VI, p. 257-261 et 283-297.

(2) Guy de Laval-Lezay, leur neveu, fils de Pierre de Laval-Loué et de Philippe de Beaumont-Bressuire.

pays, qui lesdicts corps présentèrent en ladicte église avecques chappelle noblement ordonnée et garnye de luminaire à grant nombre. Et fut le service divin célébré par révérens pères en Dieu monseigneur l'abbé de Beaulieu, monseigneur l'abbé de l'Espau, monseigneur l'abbé de Vaas, le prieur de Chasteau-l'Hermitage, et plusieurs autres vénérables curez et gens d'église. Et après avoir esté célébré messe solennelle par ledict révérend abbé de l'Espau, furent par luy lesdicts deux corps nobles de mondict seigneur René de Laval, seigneur de la Faigue, et de madicte damoyselle Anthoynette de Havart, dame de la Rouzière, vénérablement inhumez ou cueur de ladicte église parochial de Pont-Vallain » (1).

René II de Laval, chevalier, seigneur de la Faigue, son « filz unique et seul héritier » (2), naquit au château de Montsabert (3), le 9 janvier 1495 (v. st.). Il eut pour parrain René de la Jumelière, seigneur de Martigné, et Christophe de Goulainne, seigneur de Goulainne, et pour marraine Hardouine de Laval, dame de Cigné, sa tante (4). Il accompagna en 1515 François I^{er} en Italie et à la journée de Marignan, où il combattit vaillamment, « acquist estat et nom de chevalerie ». A son retour, il s'unit à Marie de Bussu, fille unique d'Artus de Bussu, chevalier, seigneur de Bussu, Aveluis, Donquerre, Tartigny et Auvilliers, et de Madeleine,

(1) *Livre de raison des Laval-La Faigue*. Bibl. nat., fonds français, 11557, fol. 54-64. — C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 288.

(2) C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 258. — Du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 628, lui donne à tort un second enfant, une fille nommée Madeleine, conjointe à Guillaume de Pisseleu, seigneur de Heilly, fils de Jean de Pisseleu, aussi seigneur de Heilly, et de Marie d'Argicourt, sa première femme.

(3) Montsabert, château situé dans la paroisse de Couture (Maine-et-Loire).

(4) C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 258.

de Donquerre. Gravement malade et sentant sa fin approcher il voulut avant de mourir visiter tous ses parents et leur faire ses adieux. Il se réconcilia avec « Nostre Seigneur » et présenta « ses humbles supplications à Nostre-Dame de la Faigue », puis partit en litière de la Faigue, le 16 février 1532 (v. st.), passa deux jours et demi au château du Lude chez son cousin, deux autres jours à Marcilly chez François de Laval, son oncle, et huit jours au château de Maillé (1). Il se fit ensuite conduire au prieuré de Saint-Venant (2) et y trépassa le 4 mars 1532 (v. st.). Son cœur fut enseveli devant le maître autel de ce prieuré et son corps dans l'église collégiale de Maillé, en attendant son transport, l'année suivante, dans l'église de la Puisaye, au Perche (3).

Marie de Bussu, sa veuve, convola en secondes noces avec Charles de Teligny, chevalier, seigneur de la Salle, gentilhomme de la chambre du roi et sous-lieutenant de la compagnie du dauphin, et mourut seulement en 1572 (4). Elle avait donné à René II de Laval sept enfants :

1^o Louis de Laval, chevalier, seigneur de la Faigue, qui suit.

2^o Françoise de Laval, née au château de la Faigue le 15 février 1520 (v. st.) et baptisée dans l'église de Pontvallain par « monsieur Loys (5), prieur de Chasteaux-l'Hermitaige » ; son parrain fut François de Laval, seigneur de Marcillé, son grand-oncle, et ses marraines Jeanne d'Illiers,

(1) Maillé, aujourd'hui Luynes, à 12 kilomètres de Tours (Indre-et-Loire).

(2) Saint-Venant était à la fois prieuré et paroisse dans la ville de Maillé.

(3) *Livre de raison des Laval-La Faigue*. — C^{te} B. de Broussillon. *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 289-297.

(4) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 629.

(5) Louis de la Taillaye ou Teillaye, prieur de Château-l'Hermitage de 1520 à 1542.

dame du Lude, et Jeanne de La Chapelle, dame de Bazouges et de Brouassin. Elle épousa : 1^o Georges de Casenove, chevalier, seigneur de Gaillarbois, dont elle demeura veuve dès 1555, avec quatre filles et un fils, tué jeune au siège de Rouen ; 2^o Gabriel de Saint-Périer, seigneur de Maupertuis, qui, au nom d'elle, transigea en 1568 avec Hugues de Laval, son frère, au sujet de la succession de René de Laval, leur père.

3^o Hugues de Laval, chevalier de l'ordre du roi, seigneur d'Aveluis, Tartigny et Fresnay-le-Samson, né le 2 mars 1523 (v. st.) à Nantheuil, où il fut baptisé par le curé du lieu et tenu sur les fonts par Hugues de Broye, seigneur de Broye et de Nanteuil, mademoiselle de Nanteuil, son épouse, et Jean de Broye, seigneur de Passy, son frère. Il prit pour femme, par contrat du 29 septembre 1547, Marie de Mézières, fille de Jacques de Mézières, seigneur de Montcueil, Montbaudry, Floville et Montigny, et de Marie de Trousseauville. Il mourut peu après 1574, laissant plusieurs enfants, dont l'aîné, Jean de Laval, devint par héritage seigneur de la Faigne.

4^o Jacques de Laval le majeur ou l'aîné, seigneur de Bussu et d'Ancrebellemers, né à Pontvallain le 2 février 1526 (v. st.). « Monsieur Loys, prieur de Chasteaulx-l'Hermite », lui administra le baptême le surlendemain dans l'église Saint-Pierre de Pontvallain ; ses parrains furent Jacques de Daillon, chevalier, seigneur du Lude, et Jean de Laval, seigneur du Bois-Dauphin, et sa marraine Françoise des Mésangères, dame de Mangé. Il contracta mariage : 1^o avec Marie de Villiers, dame de L'Estang, fille aînée de Jean de Villiers, seigneur de L'Estang, et de Marguerite de Mézières, femme en secondes noces de Jacques de Laval le jeune, son frère puîné ; 2^o avec Marie Le Sec (1). Il

(1) C^{te} B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. de la Mayenne*, t. XVII, p. 373.

mourut en 1579, sans laisser d'enfants de ces deux alliances.

5^e Jacques de Laval le mineur ou le jeune, seigneur de la Faigue après Louise de Laval, sa nièce, fille de Louis de Laval et d'Aliénor de Castillio.

6^e Madeleine de Laval, née à Tartigny le 14 avril 1530 (v. st.) et tenue sur les fonts par Antoine Ravenel, seigneur de Rantigny, Sablonnières et Boisy, Louis de Lannoy, seigneur de Morvillier et de Solleville, Madeleine de Donquerre, sa grand'mère, et Marie de Quely, fille du seigneur de Quely et femme de François de Lannoy. Elle fut conjointe à Pierre de Normanville, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme de sa chambre et seigneur de Boucault, duquel elle eut, entre autres enfants, Adrien de Normanville, chevalier, seigneur de Boucault, mentionné dans un acte de 1597.

7^e Jacqueline de Laval, née « ou beau vergier de la Roussière », le 1^{er} décembre 1532, et qui eut pour parrain Jacques de Mézières, seigneur de Montuel et de Montigny, et pour marraines Catherine des Essarts, dame de la Pommeraye et de Beauche, et Françoise de Laval, sa sœur aînée. Elle prit pour maris : 1^o Charles de Souvigné, chevalier des ordres du roi et seigneur baron de la Roche-Bousseau, Puimorin, la Puisaye et la Fouralière ; 2^o Jean de Gellain, seigneur de Saint-Mard, avec lequel elle vivait en 1566 (1).

Louis de Laval, chevalier, seigneur de la Faigue, la Puisaye, la Rosière et Ver, naquit à la Puisaye (2) le 17 mars 1517 (v. st.) ; il reçut le baptême des mains de l'abbé de

(1) *Livre de raison des Laval-La Faigue*. Bibl. nat., fonds français, 11557, fol. 54-64. — C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 260-261 et 285-287. — André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 621-633.

(2) La Puisaye, canton de Senonches (Eure-et-Loir).

Saint-Vincent au Perche, et eut pour parrains Louis de Vendôme, vidame de Chartres, et Jean de Boisset, seigneur de Torcy, et pour marraine Hélène de Boisy, femme de Louis de Vendôme. Etant parvenu à l'âge nubile, il contracta mariage avec Aliénor de Castillio, fille unique de Léonard de Castillio, seigneur de la tierce partie de Baussey et de Mathefelon, bailli et gouverneur d'Etampes, et de Françoise de Chasteaubriant. Il acquit de son oncle François de Chasteaubriant, chevalier, seigneur de Sainte-Jame, et de Jeanne de Tucé, son épouse, la terre et seigneurie de Mervé, à Luché, pour laquelle il y eut transaction le 6 juillet 1547 entre Jean de Villiers, seigneur de L'Estang, curateur de Charles de Beaumanoir, seigneur de Lavardin et de Tucé, fils de Jeanne de Tucé, d'une part, et Aliénor de Castillio, tutrice de Louise de Laval, sa fille. Louis de Laval était alors décédé, en pleine jeunesse, laissant une seule fille pour héritière, Louise de Laval, sous la tutelle de sa mère, puis de Charles de Thiercelin, seigneur de la Roche-du-Maine. Aliénor de Castillio s'unit en secondes noces à René de Rancé, seigneur d'Aiguson, à qui elle donna Maximilien de Rancé, chevalier, seigneur d'Aiguson ; et en troisièmes noces à Claude Fauconnier, seigneur du Breuil, duquel elle eut encore plusieurs enfants, tous morts sans laisser de postérité (1).

Louise de Laval, dame de la Faigue, la Rosière, Ver et la Puisaye, épousa : 1^o par contrat passé au château de Mathefelon, le 27 septembre 1566, François de Chastaigner, chevalier de l'ordre du roi, seigneur de Talmont et de la Rocheposay, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du roi et capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordon-

(1) C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigue et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 261. — André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 631.

nances, qui trépassa à Nanteuil-le-Haudouin chez Gaspard de Schomberg, comte de Nanteuil, son beau-frère, le 9 septembre 1579, laissant un fils, René de Chastaigner, lequel décéda à Chartres en 1591, à l'âge de 13 ans ; 2^o par contrat du 23 février 1584, Pierre de Montmorency, chevalier, seigneur de Loresse (1), Brusson (2) et Hauteperche (3), chevalier de l'ordre du roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur du Perche et de Château-du-Loir, fils de Pierre de Montmorency, marquis de Thury, et de Charlotte du Val. Elle lui abandonnait par contrat les terres de Ver et de Gaule. Un fils naquit de cette seconde union et mourut en bas âge.

Pierre de Montmorency rendit aveu pour la châtellenie de la Faigne au baron de Château-du-Loir en 1585 (4). A la mort de Louise de Laval, survenue entre 1595 et 1601 (5), les terres de la Faigne et de la Rosière passèrent à Jacques de Laval le jeune, seigneur de Bussu et d'Auvilliers, son oncle.

Remarié par contrat du 21 juillet 1601 à Suzanne de Rieux, Pierre de Montmorency en eut trois fils et deux filles, dont l'une, Marguerite, s'unit dans l'église de Pontvallain, le 19 octobre 1621, à Jacques Fresneau, chevalier, seigneur des Rochettes (6).

(1) Loresse, fief situé dans la paroisse de Lombron (Sarthe).

(2) Brusson, fief situé dans la paroisse de Soulitré (Sarthe).

(3) Hauteperche, fief situé dans la paroisse de Marigné, relevant de Château-du-Loir (Sarthe). — Des aveux sont rendus pour ce fief en 1342, par Henriot de Pernes, à cause de sa femme ; en 1393 et 1402, par Guillaume de Vendosmois, seigneur de Chourches, à Mayet. (Archives de la Sarthe, fonds municipal, n^o 25, fol. 37, 41 et 50.)

(4) D'autres aveux de la Faigne furent depuis fournis par ses différents possesseurs : Jean de Laval, en 1604 ; Gabriel de Laval, en 1625 ; Charles de Laval, en 1667 et 1681 ; Claude-Charles de Laval, en 1704 ; et Jacques Molin, en 1725. (Archives nationales, P. 352, 354, 357, 405 et 425.)

(5) « Loyse de Laval, dame de la terre et seigneurie de la Faigne.... Faict en nostre chastel de la Faigne ». Acte du 18 mai 1595. (Archives de La Roche-de-Vaux. Original parchemin.)

(6) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 309-310 et 631-632. — Registres de l'état civil de Pontvallain.

Jacques de Laval le jeune, chevalier, seigneur de la Faigne, Auvilliers et Montueil, fils de René II de Laval et de Marie de Bussu, naquit à la Puisaye le 15 mars 1528 (v. st.). Pierre de Silly, chantre de Bayeux, vint le baptiser dans l'église paroissiale de ce lieu. Il eut pour parrains Jacques de Silly, évêque de Séez, et Louis d'Estissac, seigneur d'Estissac, et pour marraine Denise de la Barre, dame de Villebon. Lors des partages de la succession de ses père et mère, il reçut pour héritage la seigneurie d'Auvilliers avec une partie de la châtellenie de la Faigne, dont les autres parts lui revinrent après le décès de Louise de Laval, sa nièce.

Il épousa, par contrat du 2 février 1554 (v. st.) (1), Marguerite de Mézières, dame de Montuel, fille de Jacques de Mézières et de Marie de Trousseauville, et sœur de Marie de Mézières, femme d'Hugues de Laval, seigneur de Tartigny. Elle était alors veuve de Jean de Villiers, seigneur de L'Estang, à Saint-Cosme-de-Vair, dont elle avait trois filles, entre autres Marie de Villiers, mariée à Jacques de Laval l'ainé, seigneur de Bussu. De cette seconde alliance de Marguerite de Mézières sortirent un fils et deux filles :

1^o René de Laval, seigneur d'Auvilliers, qui s'unit à Catherine de L'Hospital, veuve de Jean, baron d'Orbec, et mourut sans laisser d'enfants.

2^o Suzanne de Laval, conjointe par contrat du 13 mai 1587 à Esprit d'Allonville, chevalier, seigneur d'Allonville, Herville et Lenesville. Elle décéda en 1592, laissant deux fils en la garde de son mari : Jacques d'Allonville, seigneur d'Auvilliers, et René d'Allonville, seigneur de la Rosière.

3^o Elisabeth de Laval, femme en premières noces de Gabriel du Bocquet, seigneur de la Gadelière, et en se-

(1) C^o B. de Broussillon, *La Maison de Laval. Bull. de la Comm. hist. de la Mayenne*, t. XVII, p. 232.

condes noces, en 1598, de Georges de Gouville, seigneur d'Amilly et de Matzanvillier (1).

Jean de Laval, chevalier, seigneur de Tartigny, Aveluis, Gournay-le-Guérin et Fresnay-le-Samson, et fils d'Hugues de Laval et de Marie de Mézières, acheta la châtellenie de la Faigne, vers 1600, des enfants de Jacques de Laval le jeune, son oncle. Il prit pour femme Claude de Prunelé, fille d'André de Prunelé, chevalier, seigneur de Gazeran, et de Marguerite Le Veneur, et trépassa à Tartigny en septembre 1615, quelques mois seulement après Marie de Mézières, sa mère, décédée le 17 juin précédent (2). Il laissait neuf enfants :

1^o Gabriel de Laval, baron de la Faigne, qui suit.

2^o Charles de Laval, seigneur de la Rosière, étudiant au collège de Navarre et pourvu de la chapelle de Sainte-Catherine, desservie en l'église de Pontvallain, en 1604, et dont la succession fut partagée par ses frères le 20 avril 1629.

3^o Hugues de Laval, seigneur de Montigny, marié à Michelle de Pericard, le 1^{er} octobre 1617.

4^o Albert de Laval, chevalier de Malte, mort en 1611.

5^o Madeleine de Laval, conjointe à Christophe Le Conte de Nonant, seigneur de Servières, en Normandie.

6^o Hélène de Laval, unie en 1620 à François Moreau, seigneur de la Poissonnière, à Saint-Ouen-en-Belin.

7^o Elisabeth de Laval, alliée à Pierre des Hayes, dit d'Espinau, seigneur d'Auvergny, en Normandie.

8^o Marie de Laval, religieuse à la Chaise-Dieu.

9^o et Suzanne de Laval, religieuse à Caen (3).

(1) *Livre de raison des Laval-La Faigne*. (Bibl. nat., fonds français, 11557, fol. 54-64). — C^{te} B. de Broussillon, *Les Laval-La Faigne et leur livre de raison. La Province du Maine*, t. VI, p. 286. — Le P. Anselme, *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 648.

(2) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(3) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 633. —

Gabriel de Laval, chevalier, baron de la Faigue, seigneur d'Aveluys, Tartigny, Fresnay-le-Samson et Gournay, et gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, s'allia en 1609 à Anne Viole, fille de Pierre Viole, seigneur d'Athis, conseiller du roi en son Conseil d'Etat et président aux enquêtes au Parlement de Paris, et de Jeanne Besnard de Rosny. Il mourut le 14 mai 1664 et fut inhumé dans l'église paroissiale de Gournay. Il eut au moins dix enfants :

1^o Louis de Laval, parrain dans l'église de Pontvallain le 24 octobre 1617.

2^o Thomas de Laval, baron de la Faigue, qui suit.

3^o Jean de Laval, seigneur de Gournay, tué en duel à l'âge de 25 ans, sans avoir été marié.

4^o Charlotte de Laval, conjointe le 16 novembre 1632 à Guillaume Osmont, seigneur d'Aubry-du-Pantoux.

5^o François de Laval, baptisé dans l'église de Pontvallain le 27 novembre 1623, et tenu sur les fonts par François d'Averton, chevalier, seigneur de Belin, et damoiselle Marie Perot. Il fut reçu chevalier de Malte le 7 juin 1631 et devint commandeur d'Artins, en Vendômois.

6^o Robert de Laval, reçu chevalier de l'ordre de Malte le même jour que son frère.

7^o Charles de Laval, baptisé à Pontvallain le 8 mars 1628, et dont furent parrain Charles de Prunelé, seigneur de Cristot, et marraine Hélène de Laval, dame de la Rosière.

8^o Jeanne de Laval, baptisée dans l'église de Pontvallain le 19 février 1632, et nommée par Jacques de Segrais, seigneur de Segrais, et Jeanne d'Achin, femme du seigneur de la Roche de Mayet.

9^o Gaspard de Laval, baptisé à Pontvallain le 19 décembre 1634 et levé sur les fonts par Gaspard de Daillon, évêque et comte d'Agen, conseiller du roi en son Conseil, et Hélène

Le P. Anselme. *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 644.
— Registres de l'état civil de Pontvallain.

de Laval, épouse de François Moreau, seigneur de la Poissonnière.

10^e et Jeanne de Laval, religieuse à la Chaise-Dieu (1).

Thomas de Laval, chevalier, baron de la Faigne, seigneur de Tartigny, Gournay, Aveluys, la Rosière et Fresnay-le-Samson, périt assassiné « à Massac proche le chasteau de Pescheray », au Breil, le 8 mars 1651. Son « meurtrier, nommé Jean Theriot, aultrement Querprix, domestique de M^r de Coisi », son oncle, « estoit souzdiacre et avoict été par l'espace de sept ans religieux recolet, comme il a confessé sur leschaufault où il fut rompu vif peu de temps après dans la ville du Mans » (2).

Louise de Vallée, fille d'Etienne de Vallée, seigneur de Pescheray, et de Marie du Resnier, à laquelle il s'était uni par contrat du 1^{er} février 1636, finit ses jours dans son château de Pescheray le dimanche 3 janvier 1694, et fut inhumée dans l'église du Breil (3). Bonne et compatissante, elle « fut la providence des pauvres dans toute la contrée », et « volontairement se réduisit elle-même à la pauvreté pour soulager les indigents » (4). Six enfants lui étaient nés :

1^o Charles de Laval, marquis de Laval et baron de la Faigne.

2^o Gabriel de Laval, comte de Laval, seigneur de Rostis, mari : 1^o de Renée-Barbe de la Forterie ; 2^o d'Adélaïde de Grimoard du Roure ; né en 1639, domicilié au château de Pescherai, avec sa mère, en 1673, et au Mans, paroisse de la Couture, en 1689. Il mourut en mars 1723.

(1) André du Chesne, *Hist. de la Maison de Montmorency*, p. 634.
— Le P. Anselme, *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 645.
— Registres de l'état civil de Pontvallain.

(2) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(3) Registres de l'état civil du Breil-sur-Mérize.

(4) Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, t. VI, p. 369.

3^o Henri de Laval, dit le chevalier de Tartigny, né en 1640, et mort sans avoir contracté d'alliance.

4^o Etienne de Laval, né en 1642, prêtre, pourvu des chapelles de Sainte-Catherine et de Saint-Martin, à Pontvallain en 1675, et de la cure du Breil en 1678 (1).

5^o Louise de Laval, religieuse.

6^o Catherine-Louise de Laval, baptisée à Saint-Sulpice le 5 août 1651, religieuse professe à l'abbaye d'Arcis en 1669 (2).

Charles de Laval, chevalier, marquis de Laval, baron de la Faigne et seigneur de Gournay, Pontvallain et Buat, né en 1637, épousa le 19 mars 1668, dans l'église de Saint-Jean en Grève, à Paris, Louise Le Meusnier, fille de Pierre Le Meusnier, seigneur de Rubelles, de Saint-Prix et du fief de La Tremoille, à Paris, président à mortier au Parlement de Metz, et d'Elisabeth Morot. En 1673, il comparut comme noble et possesseur de fiefs et arrière-fiefs et déclara sa châtellenie de la Faigne produire annuellement un revenu de 2.500 livres. Les commissaires royaux le taxèrent à payer la somme de 300 livres pour sa contribution (3). Le 30 mai 1675, il fut parrain de la grosse cloche de Pontvallain, et Louise Le Meusnier, son épouse, marraine de la seconde cloche (4).

Louise Le Meusnier, « depuis longtemps faible et indisposée », dicta son testament à M^e Guillaume Fouin, notaire royal au Mans, le 17 juin 1688. Elle souhaite, dit-elle, que son corps « soit ensépulture au lieu qu'il plaira audit seigneur son mary, laissant à discrétion tant le lieu de sa sépulture que sa cérémonie funèbre, parce qu'elle est per-

(1) Archives de la Sarthe, G. 365, fol. 224 et 260, et G. 366.

(2) Le P. Anselme, *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 645.

(3) *Annuaire du département de la Sarthe pour 1843*, p. 87.

(4) Registres de l'état civil de Pontvallain.

suadée qu'il en uzera toujours avec la mesme bonté et l'amitié qu'il luy a toujours témoignée. Elle désire qu'il soit remis 200 livres aux prêtres de l'Oratoire du Mans, et autant aux religieux Cordeliers, Minimes et Capucins, pour célébrer des messes à son intention. Elle donne 100 livres aux pauvres honteux de la paroisse de la Couture, pour estre distribuées par les dames de la Charité, et autant aux pauvres honteux de la paroisse de Pontvallain, et pour l'amitié qu'elle porte audit seigneur son mary, pour reconnaissance de celle qu'il luy a toujours tesmoignée, elle luy donne l'usufruit et jouissance pendant sa vie de tous ses biens meubles et immeubles, et généralement de tout ce que la Coutume de Paris et de cette province du Mayne et autres provinces où ses biens sont situez luy permettent de donner..., à condition par ledit seigneur de Laval de ne point se remarier, et qu'au cas qu'il passe dans un second mariage il demeurera privé de l'effet du présent don » (1). Elle décéda dans son hôtel, au Mans, paroisse de la Couture, le 22 juin suivant, à l'âge de 45 ans, et le 25 son corps, déposé dans l'église de Pontvallain, fut transporté par quatre gentilshommes, « après les vigilles chantées et messes célébrées », dans la chapelle de la Faigne (2), où il repose sous une dalle à ses armes et à celles de son mari. Celui-ci mourut en mars 1709 et fut enseveli dans l'église de Gournay, auprès de Gabriel de Laval, son aïeul. Il habitait encore le château de la Faigne en 1697 (3).

Il avait eu cinq enfants :

1^o Louise de Laval, née le 15 janvier 1669.

2^o Henri-Charles de Laval, né le 12 janvier 1671, mort sans alliance.

(1) G. Esnault, *Inventaire des minutes anciennes des notaires du Mans*, t. IV, p. 248.

(2) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(3) Etude de Pontvallain, minutes Antoine Hameau.

3^o Claude-Charles de Laval, baron de la Faigue, né le 2 septembre 1672.

4^o Marie-Angélique de Laval, née le 8 avril 1674.

5^o et Claude-Charles de Laval le jeune, dit l'abbé de Laval, né le 4 mai 1676, prieur de Mamers par résignation de son frère Claude-Charles (1), décédé à Paris le 30 décembre 1708 et enterré le lendemain dans l'église paroissiale de Saint-André des Arts (2).

Claude-Charles de Laval, chevalier, baron de la Faigue, marquis de Laval, seigneur de Gournay-le-Guérin, Pontvallain, Buat et Chesnebrun, prieur de Mamers en 1686 (3), capitaine au régiment du Roi, puis colonel d'un régiment d'infanterie, s'allia le 29 juillet 1699, dans l'église de Saint-Sulpice, à Paris, à Marie-Thérèse d'Hautefort, fille de Gilles, marquis d'Hautefort et de Surville, comte de Montignac, lieutenant-général des armées du roi, capitaine-lieutenant des gendarmes d'Orléans et premier écuyer de la reine, et de Marthe d'Estourmel. Le 25 août 1704, il fut parrain de la grosse cloche de l'église de Pontvallain et son épouse marraine de la seconde cloche (4).

Le 7 janvier 1720, devant M^e Savigny, notaire au Châtelet de Paris, il vendit la terre, fief et châtellenie de la Faigue à Jacques Molin, écuyer, conseiller secrétaire du roi, maison et couronne de France et de ses finances, médecin ordinaire de Sa Majesté, demeurant à Paris (5), qui la céda le 28 septembre 1728, pour 36.000 livres, à Joseph de Mailly, marquis d'Haucourt, seigneur de la Roche-de-Vaux et du Bouchet-aux-Corneilles (6). Celui-ci transmit la Faigue

(1) Archives de la Sarthe, G. 370.

(2) Le P. Anselme, *Hist. généalogique et chronologique, etc.*, t. III, p. 645.

(3) Archives de la Sarthe, G. 369.

(4) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(5) Etude de Pontvallain, minutes Antoine Hameau et Le Bourcier.

(6) Archives de La Roche-de-Vaux.

à Joseph-Augustin, comte de Mailly, marquis d'Haucourt et maréchal de France, décapité à Arras le 23 avril 1794 ; ses descendants en sont encore aujourd'hui propriétaires.

FIEF DU PRIEURÉ OU DE SEMUR

Ce fief est celui donné à l'abbaye de la Couture par Hugues de Semur (1), vers la fin du XII^e siècle, et dont la possession souleva de longs débats avec les seigneurs de la Faigne. Ceux-ci en possédèrent la suzeraineté jusqu'à la Révolution (2).

Il comprenait une certaine étendue de territoire dans le bourg et ses environs, sur laquelle les prieurs s'appliquèrent toujours à exercer scrupuleusement leurs droits. Leurs sujets comparaissent souvent à leurs « plaids et assises » : M^e Jean de Crepreul, prêtre, curé de Pontvallain (1476) ; Guillaume Richardeau (1479) ; Girard de Broc (1482) ; Laurent de la Porte, possesseur d'une maison au bourg (1482) ; M^e Jean de la Porte, prêtre (1488) ; Jean Maulny, prêtre, maître de la Maison-Dieu de Pontvallain (1494) ; Guillaume Boyvin, praticien en cour laie, créé notaire du prieuré en 1499 ; Philippe Moré, qui fait foi et hommage simple le 9 mai 1503 pour « son lieu, fié et domaine de

(1) Hugues de Semur devait tirer son nom du fief de Semur, à Mareil-sur-Loir, canton de La Flèche. Dreux de Semur, Hugues et Goslin, ses fils, sont témoins de nombreuses libéralités en faveur de l'abbaye de Saint-Vincent, de 1066 à 1100 ; vers 1070, Herbert de Semur est chanoine de la cathédrale de Saint-Julien. (S. Menjot d'Elbenne et R. Charles, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent du Mans*, p. 148, 153, 155, 180, 181, 185, 192, 219 et 220.) Le *Cartulaire de l'abbaye de la Couture* mentionne en outre Geoffroy de Semur, en 1235. Jehan de Semur, écuyer, « parroissien de Saint Christoffe de Maroel » vend à Guillaume de la Chevalerie, le 2 mars 1341 (v. s.), une pièce de pré contenant « journée à seis laucheurs ou environ sise en la parroisse de Serens ou fie du seignour de Fouletorte ». (A. Ledru, *Hist. de la Maison de Broc*, p. 389.)

(2) *Cartulaire de l'abbaye de la Couture*, chartes 83, 109, 139, 140, 141, 246, etc.

Lesperon », en la paroisse de Pontvallain, tenu à 15 deniers de service par chacun an au jour de la Saint-Pierre aux liens (1) ; Georges de Marennes, sieur de Premigné (1584, 1606) ; M^e René Joubert, prêtre, chapelain de la chapelle de Saint-Martin (1586) ; Jacques Deronne, sieur de la Bordelière (1588) ; noble Jacques Lestellier, sieur du Buisson (1591) ; M^e Jean Touschard, avocat (1591), et Marie Colas, sa veuve (1600 et 1615) ; Daniel Barbin, sieur de la Bouvelière (1593) ; René Leber, sieur du Verger (1595) ; Julien Joubert, sieur de la Héraudière (1596) ; Edin ou Adam Le Mercier, sieur de la Viennière (1598 et 1623) ; M^e Innocent Fournier, titulaire de la chapelle de Sainte-Barbe (1599) ; M^e Catherin Adam, notaire royal à Pontvallain (1600 et 1623) ; MM^{es} Antoine Séglineau et Olivier Court, notaires de la châtellenie de la Faigue (1603 et 1606) ; M^e Louis de Courtois, écuyer, maître de la Maison-Dieu de Pontvallain (1615) ; Pierre de Courbefosse (2) (1615) ; Martin Rustin, sieur de la Fontaine (1615) ; Pierre Moricet, procureur fiscal de la châtellenie de la Faigue (1615 et 1633) ; Jean Bazoges, sieur du Perray (1616 et 1621) ; Michel Patriau, sieur du Doulcet (1633) ; et en 1711 : Georges Clouet, maître de l'école de Pontvallain ; Jean Hubert, sieur de la Patrière ; Julien Moricet, écuyer ; Jean Dumont, garde de la connétablie de France ; M^e Michel Fournier, prêtre, chanoine de l'église de Saint-Pierre-de-la-Cour, et M^e René Fournier, avocat au Mans, son frère (3) ; M^e Urbain Belin, ancien bailli de la châtellenie de la Faigue ; François Le-

(1) Archives de la Sarthe, H. 74.

(2) Laurent de Courbefosse, veuf depuis quinze jours, décéda à Pontvallain le 16 mars 1608. Outre Pierre de Courbefosse, il laissait une fille nommée Marie. Armes : *d'azur à la croix recroisetée d'or*. (Etat civil de Pontvallain. — Le Joyant, *Généalogie de la famille Chappelain*, ms. Cabinet de feu M. L. Brière.)

(3) M^e François Fournier, avocat au siège présidial du Mans, fut inhumé à Pontvallain le 28 juillet 1727, à l'âge de 82 ans. (Registres de l'état civil de Pontvallain.)

febvre, sieur des Bessardières, mari de Renée Martin ; Pierre Papin, sieur de Corges, etc. (1).

L'ÉPERON

Le 9 mai 1503, Phelippe Moré fit foi et hommage simple au prieur de Pontvallain pour « son lieu fié et domaine de Lesperon », situé en la paroisse de Pontvallain et tenu sous le devoir de 15 den. de service au jour de la saint Pierre aux liens (2).

Phelippe Moré vivait encore en 1507.

FAUTEREAU

Ses possesseurs nous sont inconnus pendant fort longtemps. Il appartenait à Jehan Touschart, clerc, en 1438, et en 1576 à Julien Le Royer. Marie Le Mercier, femme de Jehan Le Roy, sieur de la Gaillardière et de la Boivinière, et fille de feu Odin, *alias* Adam Le Mercier, sieur de la Viannière, et de Renée Pastoureau, le reçut en dot, par avancement d'hoirie, avec une somme de 3.000 livres en argent, le 10 octobre 1627 (3). Françoise Le Roy, une de ses filles, en fut pourvue en 1662, lors de son mariage avec François Massue (4), seigneur de Malitourne.

(1) Archives de la Sarthe, H. 75 et 76.

(2) Archives de la Sarthe, H. 74.

(3) Cabinet de M. J. Chappée, E. 92, pièce 8.

(4) Pierre Massue, sieur des Bruères, aïeul de François Massue, était greffier du domaine des eaux et forêts du comté de Château-du-Loir. Il acquit le 14 octobre 1603 le bordage de Malitourne de Jehan Deschermes et de Marie d'Argouges, son épouse, et le 2 décembre suivant, le lieu, fief et seigneurie du Vaudupuy, à Saint-Pierre-du-Lorouer, de François Moreau, seigneur de la Poissonnière, et paya les droits de francs-fiefs de ces terres et de celle de la Querolle, à Flée, le 18 septembre 1616. De son union avec Marie Pavin il eut un fils, François Massue, procureur du roi au siège de Château-du-Loir, mari par contrat du 14 juillet 1619 de Françoise Menault, fille de M^e Jacques Menault, procureur du roi au

Fautereau passa ensuite aux mains de M^e Louis-François Massue, fils aîné de Françoise Le Roy, puis en 1741 à Jacques-Hercule Massue, son frère, et en 1743 à la fille de celui-ci, Louise Massue, épouse de René Le Féron, écuyer, seigneur des Touches, qui le conserva jusqu'à sa mort.

La famille de Mailly vendit Fautereau en 1880, à M. Clément Sarcé, ancien notaire à Pontvallain ; MM. Marion, ses petits-fils, en sont aujourd'hui propriétaires.

Françoise Le Roy fut marraine de la grosse cloche de Pontvallain le 30 mai 1675 (1).

siège de la prévôté du Mans, et de Françoise de la Croix, d'où deux fils et une fille : 1^o François Massue, qui suit : 2^o Jacques Massue, procureur du roi au siège de Château-du-Loir, conjoint le 4 octobre 1660 à Marie Guillot, fille de Pierre Guillot, sieur de la Poterie, qui lui donna Jacques-Joseph-Hercule Massue, sieur du Vaudupuy, époux de Marie Caget ; 3^o Marie Massue, femme de François Mariette, capitaine au régiment de Chalembert (1662) et lieutenant général de la ville d'Arras (1670).

François Massue, écuyer, seigneur de Goulard, de Malitourne et de la Querolle, exempt des gardes du corps du roi (1653-1658), pourvu de la charge de procureur du roi à Château-du-Loir en 1663, eut de son mariage avec Françoise Le Roy de la Gaillardiére : 1^o Louis-François Massue, seigneur de la vicomté de la Chapelle-Xaintrilles, *alias* Gaugain, et de Fautereau, avocat en parlement (1694), procureur du roi à Château-du-Loir (1695), maire perpétuel de cette ville en 1710 ; il décéda le 10 avril 1741, à l'âge de 76 ans, sans avoir contracté d'alliance ; 2^o Jacques-Hercule Massue, seigneur de Malitourne, de la Querolle, du Vaudupuy et de Fautereau, conseiller du roi, receveur général des tailles de l'élection de Château-du-Loir, qui s'unit par contrat du 7 novembre 1709 à Louise-Gabrielle Marchant, fille de Renault Marchant, sieur de Beauchesne, receveur au grenier à sel de Bouloire, et de Jeanne Le Marié. Il mourut le 16 juin 1743, laissant : 1^o Jacques-Hercule-François Massue, lieutenant général de Château-du-Loir, seigneur de Malitourne ; 2^o et Louise Massue, femme de René Le Féron, écuyer, seigneur des Touches. (Cabinet de M. J. Chappée.) — La famille Massue portait : *d'azur à une massue d'argent soutenue d'un croissant de même et accostée de deux trèfles d'or.* (*Armorial des Généralités*, 1698, ms.)

(1) Registres de l'état civil et minutes des notaires de Pontvallain. — Archives de la Sarthe, H. 550.

LA BOIVINIÈRE

Jehan Le Roy, sieur de la Gaillardière, fils de feu Gilles Le Roy, aussi sieur de la Gaillardière, échevin du Mans en 1598, 1600 et 1618, et de Marie Bougler, et petit-fils de Dominique Le Roy, possédait la Boivinière dès 1627. Il épousa le 10 octobre de cette année, Marie Le Mercier, fille d'Adam Le Mercier, sieur de la Viannière, et de Renée Pastoureau, et en eut au moins sept enfants, tous baptisés à Pontvallain : 1^o Marie, le 28 août 1628, mariée à Louis Drouet, sieur d'Aubigny, avocat au Mans, suivant contrat du 3 février 1650 ; 2^o Edin, *alias* François, le 15 septembre 1629, dont le parrain est « noble Jean Huet » et la marraine Renée Le Mercier, sa tante ; 3^o Renée, le 28 avril 1635, qui a pour parrain René Le Roy, sieur des Perrays, son oncle (1) ; 4^o Françoise, qui épousa dans l'église de Pontvallain, le 26 juin 1662 (2), François Massue, seigneur de Malitourne ; 5^o Thomas, le 10 mars 1641, lieutenant au régiment de....., mort à Presbourg, en Hongrie ; 6^o Renée, le 6 mai 1642 ; 7^o Jean, le 17 avril 1648, récollet. Marie Le Mercier décéda le 30 novembre 1663 et fut inhumée le lendemain dans l'église de Pontvallain. Jean Le Roy de la Gaillardière mourut à la Boivinière le 27 avril 1669 (3). Son fils François, « M. de la Gaillardière Le Roy, capitaine au régiment des Vaisseaux », l'avait précédé au tombeau, à Toulon, en avril 1666 (4).

Louis Drouet, sieur d'Aubigny (5), né au Mans le 1^{er} juin

(1) René Le Roy, sieur des Perrays, receveur des tailles à Château-du-Loir, est parrain à Pontvallain le 26 avril 1633 de René, fils de Jean Le Roy et de Julianne Drouet. (Registres de l'état civil de Pontvallain.)

(2) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(3) Registres de l'état civil de Pontvallain.

(4) Cabinet de feu M. L. Brière, dossier Drouet d'Aubigny. — Cabinet de M. J. Chappée.

(5) La famille Dronet d'Aubigny fait remonter son origine à Guillaume

1620, du mariage d'Anselme Drouet, sieur d'Aubigny, et de Françoise Duclos du Coudray, devint échevin de cette ville le 1^{er} mai 1661 et mourut le 7 août 1668 à Paris, où il fut enterré dans l'église Saint-Séverin. Marie Le Roy, sa veuve, lui survécut jusqu'au 10 mai 1713 : on l'inhuma le lendemain dans l'église de Saint-Nicolas du Mans, « proche la grande porte d'entrée » (1). De leur union naquirent au Mans quinze enfants :

1^o Françoise, le 2 janvier 1651, décédée à l'âge de 8 ans ;
2^o Simon, qui suit ; 3^o une fille, le 18 mars 1653, morte le même jour ; 4^o Louis, le 12 avril 1654, capucin, décédé à

Drouet, paroissien d'Assé-le-Riboul et époux d'Anne Duponceau, né vers l'an 1430. Il donna le jour à André, père de Pierre I^{er} Drouet, sieur d'Aubigny, lequel eut d'Hélène Tafouereau Pierre II Drouet. Celui-ci épousa Rose Deschamps et procréa Adam I^{er}, mari de Françoise du Chesne, et René, qui s'unit à Godeau. Adam engendra Adam II, mort en bas âge, et Anselme Drouet, sieur d'Aubigny, mari de François Duclos du Coudray, dont naquirent : 1^o Françoise, religieuse aux Filles-Dieu du Mans ; 2^o Louis, époux de Marie Le Roy ; 3^o Simon, curé de Saint-Nicolas du Mans ; 4^o et Renée, femme de Michel Jodon, sieur de Villerochet. Les Drouet d'Aubigny portent : *d'azur au lion d'or, accompagné de trois soucis de même.* (*Famille Drouet d'Aubigny.* Le Havre, imp. Lenormand, 1851, 23 p. in-4^o. — Cabinet de feu M. L. Brière. — De Maude, *Suite à l'Essai sur l'armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 123 et 379.) — Le 5 février 1594, Julien Drouet, sieur d'Aubigny, mari d'Antoinette Leboucher, fait baptiser Michel, son fils, dans l'église de Fresnay. Il est parrain dans cette paroisse le 5 février 1591 et le 19 juin 1596. (Registres de l'état civil de Fresnay-sur-Sarthe.) — Françoise du Chesne, femme d'Adam I^{er} Drouet, sieur d'Aubigny, était fille de François du Chesne, sieur de la Gaulteraye, « maistre chirurgien barbier », demeurant paroisse de Saint-Benoit, au Mans (1556-1580). François du Chesne acquit le 16 octobre 1556, de François Housseau, de Moncé-en-Belin, le lieu de la Petite-Beulière, audit Moncé, et de 1560 à 1572 le lieu de la Boue et diverses terres à la Beulière, aussi à Moncé. Il mourut vers 1580, laissant trois filles : Françoise, Christine et Jacqueline. Jacqueline du Chesne, veuve de Jacques Le Prince, dame de Vaugardouin, acquit un lieu à la Petite-Beulière en 1617. Elle demeurait en 1627 paroisse du Crucifix. Ses héritiers, parmi lesquels nous trouvons M^e Anselme Drouet, sieur d'Aubigny, et Paschal Chaumont, sieur des Hadays, maître chirurgien au Mans, se partagèrent ses biens le 25 juin 1633. (Cabinet de feu M. L. Brière.)

(1) Cabinet de feu M. L. Brière. Dossier Drouet d'Aubigny.

Nantes le 7 août 1698 ; 5^e Michel, le 26 avril 1655, curé de Saint-Nicolas du Mans ; 6^e Charles, le 27 septembre 1656, mort de la petite vérole en septembre 1659 ; 7^e Anselme, le 20 mars 1658, bénédictin à l'abbaye de Saint-Florent près Saumur (1678), puis à la Couture, où il mourut le 18 octobre 1705 ; 8^e Françoise, le 14 mai 1659, décédée au mois de septembre suivant ; 9^e Marie-Françoise, le 10 mai 1660, qui s'allia à Louis Drouard, sieur de la Caillère, en 1681 et mourut le 28 octobre 1694 ; 10^e Jean, le 3 février 1662, qui épousa dans l'église Saint-Nicolas du Mans, le 16 mars 1700, Marie-Anne Le Bourdais, fille de René Le Bourdais, sieur de la Censie, et de Jeanne Fresnays ; 11^e Renée, le 9 avril 1663, décédée peu après sa naissance ; 12^e Marguerite, le 8 février 1665, qui prit pour mari le 20 septembre 1694, dans l'église Saint-Nicolas du Mans, Louis de Blanchardon, conseiller du roi, maître des eaux et forêts, capitaine des chasses du pays et comté du Maine et commissaire pour S. M. aux revues et logements des gens de guerre de la ville du Mans ; 13^e un fils, le 17 mai 1666, décédé le 9 juin suivant ; 14^e Louise, le 8 août 1667, religieuse (1691), puis supérieure de la Visitation à Tours, où elle mourut le 19 février 1731 ; 15^e et Anne-Madeleine, le 11 décembre 1668, qui devint femme, le 7 juin 1701, de Charles Le Bourdais, conseiller du roi au présidial du Mans (1).

Les 18 et 22 janvier 1701, Simon Drouet, Louis Drouard, sieur de la Caillère, tuteur de Louis, Françoise et Honorat Drouard, ses enfants et de feu Marie Drouet, Jean Drouet, Louis de Blanchardon, époux de Marguerite Drouet et demoiselle Anne-Madeleine Drouet partagèrent la succession de leur père ou beau-père et de leur mère, démissionnaire de ses biens en leur faveur. Simon Drouet eut pour sa part le quatrième lot, composé du lieu et bor-

(1) Cabinet de feu M. L. Brière. Dossier Drouet d'Aubigny.

dage de la Boivinière, avec la maison de maître, de la métairie de la Goutelle « avec le petit fief, sujets, cens, rentes et devoirs d'iceluy », des bordages des Bas-Mezeaux, de la Chenelière et du Tertre, de deux quartiers de vigne au clos de Chantelou, le tout paroisse de Pontvallain, des lieux de la Grande et de la Petite-Beulière et de la Pageotière (1), à Moncé-en-Belin, de la maison appelée le Pavillon, au bourg de Pontvallain, et de plusieurs sommes en argent (2).

Simon Drouet, sieur d'Aubigny, fut baptisé à la Couture le 1^{er} février 1652. D'abord avocat, il fut nommé conseiller-clerc au présidial du Mans le 14 août 1675 et procureur du roi le 18 janvier suivant. Il épousa le 6 août 1699, dans l'église de Mansigné, contre le gré de sa mère et de toute sa famille, Marie-Angélique de La Rue, fille de François de La Rue, sieur du Plessis, et de Marie Le Bouc du Genest, et veuve de M^e Pierre Houdayer, notaire royal à Mansigné. Il décéda à la Boivinière le 17 février 1716 et fut inhumé le lendemain dans l'église de Pontvallain. Marie-Angélique de La Rue trépassa aussi à la Boivinière le 1^{er} juillet 1745 ; sa sépulture eut lieu le lendemain dans le grand cimetière de Pontvallain. Elle avait eu sept enfants : 1^o un fils, né le 20 juillet 1700 et décédé le même jour ; 2^o Pierre-Simon, qui suit ; 3^o Michel, avocat, né au Mans le 5 mars 1703, marié par contrat du 18 octobre 1751 à Renée Menon, fille de René Menon, avocat, et de Renée-Jeanne Ouvrard, et

(1) Ces lieux étaient échus à Anselme Drouet lors du partage de la succession de Jacqueline du Chesne, le 25 juin 1633. La Grande-Beulière relevait de la Maison-Dieu de Coëffort sous le devoir de 3 s. de cens le dimanche après la fête des trépassés et comprenait, outre les terres labourables, prés, pâtures et landes, « deux chambres pour le maître, dont une à cheminée, deux autres chambres, l'une chaude et l'autre froide, pour le bordager, avec four en l'une d'icelles, des toits à porcs, une grange et deux étables ». La Grande-Beulière était affermée 70 livres et six livres de beurre en 1743. (Cabinet de feu M. L. Brière).

(2) Cabinet de feu M. L. Brière.

décédé au Mans le 21 avril 1759 (1) ; il leur naquit à Pontvallain le 24 juillet 1753 une fille qui mourut le même jour ; 4^o Marie-Marguerite-Angélique, née au Mans le 23 avril 1705, qui épousa dans l'église de Pontvallain, le 13 juin 1737, M^{re} Antoine-Alexandre d'Amboise, seigneur du Clos-Lucé, fils de M^{re} Gilles-Antoine d'Amboise, chevalier, et de Paule Guichard ; 5^o Marie-Anne, née au Mans le 23 juillet 1706 ; 6^o Madeleine, née à Pontvallain le 20 août 1707, qui firent toutes deux profession au couvent de Notre-Dame, à La Flèche, le 16 décembre 1726 ; 7^o Louis, né à Pontvallain le 15 décembre 1709, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin (2).

Pierre-Simon Drouet, sieur d'Aubigny et de la Boivinière, naquit au Mans le 2 février 1702. Il fut conseiller du roi et son procureur en la sénéchaussée de Château-du-Loir (3). Il mourut subitement le 20 août 1736. Françoise-Marie de Mées, fille de Jean de Mées, avocat à Beaumont-le-Vicomte, et de Françoise Maignée, à laquelle il s'unit dans l'église de Beaumont le 20 juin 1729, lui donna six enfants, tous nés à Château-du-Loir : 1^o Françoise-Marie-Angélique, le 30 mai 1730 ; 2^o Angélique, le 4 juin 1731, décédée à Château-du-Loir le 6 août 1736 ; 3^o Pierre-Simon-Michel, le 15 mai 1732, décédé à Château-du-Loir le 4 juillet 1768 ; 4^o Catherine-Françoise, le 20 juin 1733, décédée le 24 septembre 1733 ; 5^o Marie-Madeleine, le 8 septembre 1734, qui s'allia à Château-du-Loir, le 7 juillet 1761, à Jacques Lesueur, procureur du roi à Beaumont-le-Vicomte ; 6^o et Alexandre-Augustin I^{er}, qui suit.

(1) Renée Menon, sa veuve, fonda en 1784 une école de filles à Changé, à laquelle elle affecta diverses rentes sur le clergé de France, montant à 65 livres 10 s. 5 d. (Archives de la Sarthe, D. 35.)

(2) *Famille Drouet d'Aubigny*, Le Havre. Lenormand, 1851, p. 12-13. — Cauvin, *Annuaire pour 1833*, p. 232. — Registres de l'état civil de Pontvallain. — Cabinet de feu M. L. Brière. Dossier Drouet d'Aubigny.

(3) Louis-François Massue lui avait vendu cette charge le 14 décembre 1727 pour 12.000 livres. (Cabinet de feu M. J. Chappée.)

Alexandre-Augustin I^{er} Drouet, sieur d'Aubigny et de la Boivinière, né à Château-du-Loir le 27 mai 1736, épousa au Mans, suivant contrat du 22 avril 1774, Marie-Madeleine-Adélaïde Le Roy, fille de Guy-Claude Le Roy, avocat, et de Jeanne-Louise Garnier. Il embrassa la carrière judiciaire et comme son père exerça les fonctions de procureur du roi à Château-du-Loir. Il démissionna en 1791 et se retira à Pontvallain, où il s'adonna uniquement à l'agriculture. Le 7 juin 1775, il vendit à Charles de Vanssay, chevalier, seigneur de Chêne-de-Cœur, les lieux de la Grande et de la Petite-Beulière, à Moncé-en-Belin, pour 6.600 livres, et en 1778 prit du prieur de la Couture le moulin de la Lande, à Pontvallain, à bail pour 99 ans, moyennant une rente annuelle de 100 livres. Il mourut à Château-du-Loir le 11 juillet 1809. Sa femme était décédée avant lui, aussi à Château-du-Loir, le 26 décembre 1802. Ils avaient eu quatre enfants : 1^o Alexandre-Augustin II, né à Château-du-Loir en 1775 ; 2^o Jean-Louis, né en 1776, décédé à Paris le 11 juin 1786 ; 3^o Jacques-Marie, né à Château-du-Loir le 5 septembre 1777, qui s'unit à Charlotte-Victorine Gilles de Fontenailles, fille d'Alexandre-Victor Gilles de Fontenailles et d'Amélie de La Rue du Can ; leurs descendants habitent aujourd'hui le département d'Indre-et-Loire ; 4^o Marie-Françoise, née le 10 mars 1790, religieuse (1).

Alexandre-Augustin II Drouet d'Aubigny hérita de la Boivinière à la mort de son père. De son mariage avec Victoire Parent naquit une fille, Marie-Charlotte-Augustine, qui épousa à Pontvallain, le 27 novembre 1832, Pierre de Laage, agriculteur très distingué, fils de Pierre-Claude-Roger de Laage et d'Agathe Duchemin-Guiberdière. Pierre de Laage mourut à Pontvallain en 1865, laissant deux enfants : 1^o Marie-

(1) *Famille Drouet d'Aubigny*, p. 14-16. — Archives de la Sarthe, H. 37. — Cabinet de M. L. Brière. Dossier Drouet d'Aubigny.

Charlotte-Augustine de Laage, qui devint femme de M. Ernest Freulon, maire d'Andouillé en 1877 ; 2^o et Pierre-Paul-Augustin de Laage, graveur de talent, dont les œuvres ont été maintes fois remarquées au Salon, décédé à la Boivinière le 5 octobre 1898.

Celui-ci avait vendu la Boivinière quelques années auparavant à M. Hogg, pharmacien à Paris, son beau-père. Cette terre appartient aujourd'hui à M^{me} de Montmagner de Loute, née Hogg, par partages de la succession de son père effectués en 1904.

II. ROQUET.

(A suivre.)

N O T E

SUR UNE

SÉPULTURE ANCIENNE

DÉCOUVERTE A CHEVILLÉ

ET SUR

LES SEIGNEURIES DU ROULEAU ET DE HARDANGES

Dans les derniers jours du mois de mars, des ouvriers, tirant du sable dans un champ appelé la pièce des Poiriers, situé sur le territoire de la ferme du Rouleau, commune de Chevillé, canton de Brûlon, découvrirent un tombeau en pierre. Le propriétaire, Commandant Le Sassier-Boisauné, le fit ouvrir quelques jours après en présence de plusieurs amis, membres de la Société archéologique du Maine.

Ce cercueil, orienté sensiblement du sud au nord, dans la direction des églises de Chevillé et de Saint-Ouen-en-Champagne, était en calcaire coquillier, et enfoui à 0,60 centimètres seulement au dessous du niveau actuel du sol. Ses dimensions sont les suivantes : longueur, 2 mètres ; largeur et hauteur, 0,50 centimètres : il présente la forme classique d'une auge, plus large à la tête qu'aux pieds, sans aucune trace d'ornementation. Le couvercle, complètement plat, avait été défoncé d'ancien temps, ce qui avait

permis à la terre d'envahir toute la cavité. Soigneusement tamisée, cette terre n'a fourni aucun objet. Les ossements bien conservés ont été retrouvés absolument intacts et disposés dans leur ordre naturel, sauf la tête, qui semblait avoir été infléchie par pression ou par la pesée d'un fragment du couvercle. Il était facile de conclure que ce tombeau n'avait jamais encore été ouvert.

A défaut de tout objet permettant de préciser l'époque de l'inhumation, la première impression fut que l'on se trouvait en présence d'une sépulture du X^e ou XI^e siècle. Il est certain d'autre part que cette tombe n'était pas isolée en ce lieu : dans les talus, en effet, qui entourent la carrière, de nombreux fragments d'ossements, des dents, des mâchoires même, ont été recueillis : jusqu'alors personne n'y avait apporté d'attention. Ce cercueil de pierre est le premier qu'on découvre : peut-être n'est-il pas le dernier.

Beaucoup de cercueils du même genre, en calcaire coquillier très friable et en forme d'auges rétrécies aux pieds, avec couvercles plats, ont été retrouvés sur divers points du département ; entre autres, à Allonnes, Athenay, Brûlon, Connerre, Cré-sur-Loir, Luché, Saint-Mars-d'Outillé, Mayet, Pontvallain, Trangé (à Pannecières, près Le Mans), Clermont, etc. Des sépultures analogues, mais en schiste ardoisier, ont été découvertes simultanément à Allonnes, à Clermont, et, en 1907, sur le territoire de Crosnières.

Plus riche encore en sépultures anciennes, le département de la Mayenne a fourni des cercueils en calcaire coquillier dans 25 localités au moins, et aussi bon nombre de cercueils en ardoise.

Dans plusieurs des cercueils d'Allonnes, de Trangé, de Clermont, on a formellement reconnu le calcaire coquillier de Doué-la-Fontaine, petite ville de l'arrondissement de Saumur, qui paraît avoir été un centre mérovingien assez important : cette pierre, formée d'une infinité de petites coquilles, est facile à travailler et elle resta en usage

pour les tombeaux jusqu'au XII^e siècle. Les dimensions générales des cercueils correspondent à celles du cercueil que nous signalons (1^m 90 à 2^m de longueur, 0,50 au plus de largeur, 0,40 à 0,50 de hauteur), et ils n'étaient pas enfouis à une plus grande profondeur (0,40 à 0,50). A Connerré, ils étaient orientés *dans la direction de l'église*. A Clermont, l'un des squelettes, étant un peu plus long que le cercueil, la tête avait été inclinée par pression, ainsi que nous l'avons constaté pour le squelette de Chevillé.

La sépulture — peut-être pourra-t-on dire un jour le cimetière ancien — de Chevillé présente donc les mêmes caractères que la plupart des nombreux tombeaux en calcaire coquillier signalés jusqu'ici dans la Sarthe. Elle doit, par suite, remonter à la même époque, mais cette époque est difficile à préciser. Si les cimetières de Connerré et de Contilly et les anciennes sépultures de la Mayenne, dans 42 localités, ont pu, sans aucun doute, être attribués à la période mérovingienne, il paraît certain que les cercueils en pierre coquillière sont restés d'un usage fréquent jusqu'au XII^e siècle au moins, et il serait téméraire de choisir, sans réserves, entre ces deux dates extrêmes (1).

(1) Entre autres documents sur la question, au point de vue local, voir : Renouard, *Tombeaux découverts à Connerré*, dans l'*Annuaire de la Sarthe* de l'an XII, p. 61 ; Cauvin, *Statistique du département de la Sarthe*, *Annuaire* de 1834 (avec une première liste des cercueils en pierre découverts dans la Sarthe) ; Ch. Drouet, *Notice sur la découverte de neuf tombeaux... faite le 8 décembre 1841 dans la commune d'Allonnes*, Le Mans, Monnoyer, 1842, (avec une deuxième liste des cercueils en pierre de la Sarthe) ; Anjubault, *Cercueils anciens à Pannecières*, dans le *Messager de la Sarthe*, du 2 novembre 1865 ; R. Charles, *Sépultures mérovingiennes de Connerré*, Tours, 1875, in-8 ; *Conjectures sur les sépultures anciennes découvertes sur le territoire de Clermont*, dans l'*Écho du Loir et l'Union de la Sarthe*, avril 1875 ; Hucher, *Catalogue du Musée archéologique du Mans*, n^o 212 ; de Fromont, *Découverte de tombeaux mérovingiens à Contilly*, *Revue*, 1877 ; E. Moreau, *Essai sur les sépultures mérovingiennes de la Mayenne*, Laval, 1885, in-8.

Une étude approfondie du terrain au double point de vue de la géologie et de la topographie historique, ainsi que la découverte, dans le voisinage immédiat, des 150 cercueils en calcaire coquillier retrouvés jadis dans les souterrains du château de Brûlon, pourront, seules, fournir un jour des éléments d'appréciation plus précis.

En tout cas, on a posé, non sans raison, comme « un principe d'archéologie et de bon sens, que tout groupe de sépultures anciennes supposait à proximité un groupe d'habitations », et on nous permettra, à cette occasion, de donner quelques notes inédites sur les terres voisines du Rouleau, de Hardanges, et l'étang de Launay, aliàs du Rouleau, qui appartiennent depuis longtemps au même propriétaire (1).

Hardanges et le Rouleau sont, à n'en pas douter, d'anciens logis seigneuriaux, dont il reste peu de traces, il est vrai ; mais leurs cheminées, leurs bancs de pierre dans les embrasures, leurs fenêtres y font reconnaître sans hésitation les demeures de nobles familles.

Au commencement du XVI^e siècle, Hardanges appartenait à Nicolas Bougler, de Chantenay. Son fils, Jean, le vendit en 1531 à « noble homme Pierre de Boucher (2), sieur du Veau, et Anne de Noyeau, son épouse », ou plutôt il vendit sa part d'héritage qui ne devait pas être bien forte, puisque l'acte porte : « c'est assavoir la douzième partie par indivis du fief et seigneurie de Hardanges, profits, revenus, ventes, rachats, debvoirs et autres droits seigneuriaux et émoluments de fiefs estans et dépendans de la dite douzième partie d'iceluy fief et seigneurie, ainsy qu'il est venu et succédé au dit ven-

(1) Tout ce qui suit est tiré des archives du château de la Roche de Chevillé. Nous remercions l'aimable propriétaire de l'autorisation qu'il a bien voulu nous donner d'y puiser ces renseignements et de les publier.

(2) A. de Maude, *Essai sur l'armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 70.

» deur à titre successif et par les mort et trépas de deffunct
» Nicolas Bougler, en son vivant père du dict vendeur
» et sieur du lieu, fief et seigneurie de Hardanges, sis
» en la paroisse de Chevillé... Présents : ... noble homme
» Christophe de Noyeau, sieur du dit lieu... »

Ce partage en douze parts du bien familial nous apprend donc que Jean Bougler avait onze frères ou sœurs. Faut-il chercher parmi cette nombreuse famille le fameux prieur de Solesmes, le célèbre restaurateur de la Chapelle, l'inspi- rateur du merveilleux poème de pierre sculptée en l'hon- neur de la Sainte Vierge ? Nous ne pourrions le dire. Dom Guéranger, dans son *Essai historique sur l'abbaye*, dit seu- lement qu'il était né au Mans, ce qui ne serait pas un obstacle à notre hypothèse (1). Si cette question venait à être résolue dans le sens que nous souhaitons, ce ne serait pas un petit honneur pour notre modeste manoir, d'avoir abrité les premières années de ce grand moine, dont la statue au pied du sépulcre de N.-D. reproduit les traits si expressifs.

Les autres parcelles de l'héritage de Nicolas s'en allèrent comme celle de Jean. En 1535, Louis de Montaillé, seigneur de Biard (2), acheta un quartier et demi de vigne, et ce fut Pierre Bougler, prêtre, un des enfants certainement de Nicolas, qui prêta son assistance comme témoin.

(1) De Maude, dans son *Armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 71, dit que la famille Bougler était du « pays de Sablé » et cite un Robert Bougler, seigneur des Girardières. Il y a une ferme qui porte ce nom à Chevillé ; est-ce la même ?

(2) Ferme dépendant de la terre de la Roche, commune de Chevillé, qui a conservé son cachet de gentilhommière absolument intact. Au- dessus de la porte d'entrée décorée de pilastres renaissance et sur la cheminée de la grande salle d'en bas, se trouve un écusson, que nous croyons reconnaître pour celui des de Montaillé : au premier étage se voit une superbe cheminée en pierre décorée de modillons et de têtes dans le goût du XVI^e siècle. — Cf. de Maude, *loc. cit.* — L'histoire de cette seigneurie serait intéressante à faire : peut-être tenterons-nous de faire un jour ce travail.

Si nous passons au Rouleau, nous y trouvons en 1556, Jean Roblot qui y demeure et fait des échanges de terres avec Colas Le Clerc, seigneur d'Hierray, Villiers et Verneil.

Le 28 novembre de la même année, nous avons, pour l'étang du Rouleau ou de Launay, une pièce qui nous apprend que Jean d'Hauterive, seigneur de Chennevières (1), et Jeanne de Tacourant, sa femme, devaient comme redevance par an quatre douzaines de serviettes de lin pour le sus dit étang, « à haut et puissant seigneur René de Laval, seigneur de Loué, baron de Roussière, de Maillé, de Roche-Corbon, à cause de sa dite seigneurie de Loué, sous son hommage, fief et seigneurie d'Avessé..... ». Cette « *baillée à rentes* » nous est précieuse à cause des indications qu'elle donne sur les suzerains des domaines qui nous occupent ; les aveux malheureusement nous manquent pour ces débuts.

C'est en 1560 que nous trouvons pour la dernière fois la famille Bougler à Hardanges, dans la personne de Jeanne, épouse de Jean Poitevin, qui vend ou échange quantité de parcelles de terre.

En 1579, apparaissent de nouveaux propriétaires : Guillaume Roblot, fils probablement de Jean, notaire et demeurant à Chantenay, fait des échanges avec « noble homme, René d'Hauterive, seigneur de Chennevières et de Hardanges, demeurant au lieu seigneurial de Chennevières, paroisse de Fontenay..... ». La femme de René d'Hauterive, mentionnée dans l'acte, est Marguerite de la Haye ; or, rappelons-nous en passant que la famille de la Haye, qui avait formé les branches de vieille et jeune Sévaudière, de Raiseux, de Bellebranche de Montgazon, possédait cette dernière terre à Bouëre, ainsi que la Sévaudière, et Louis de la Haye allait épouser en 1604 Marguerite de

(1) Chennevières, grande ferme de la commune de Fontenay, très voisine du Rouleau, démembrée de la terre de Thaumasin.

Baubigné, dame de la Cœur d'Asnières, qui lui apportait cette seigneurie dans son contrat (1). Voilà des alliances conclues entre familles bien voisines, et bien originaires du même pays ! Enfin l'acte d'échange dont il s'agit est passé à Hardanges même, en présence de « noble Manassès de la Bécane, sieur de Grotteau, et y demeurant, paroisse de Chantenay, (il devait devenir quelques années plus tard seigneur de Chauvigné) (2), et de Jean Poitevin, demeurant au dit Hardanges ». Ce dernier était donc devenu de propriétaire en 1560, simple occupant, probablement locataire, en 1579, puisque René d'Hauterive se qualifie seigneur de Hardanges.

René d'Hauterive et Marguerite de la Haye eurent plusieurs enfants qui se partagèrent leur succession, ouverte avant 1608. C'est ce qui ressort d'un mémoire justificatif de Christophe d'Hauterive, sieur du Rouleau, pour prouver qu'il est bien seigneur du fief et seigneurie de Hardanges, et étang de Launay, et que « ces choses sont tombées dans son lot par partage et don que lui en a fait son frère aîné, Jean d'Hauterive, seigneur de Chennevières..... » Christophe exhibe deux actes, qui sont deux partages ; le premier, passé le 8 octobre 1608, devant Claude Devillier, notaire au Lion d'Angers ; et le deuxième, du 13 juillet 1609, passé devant Maître Michel Gérin, notaire royal, et René Chaillou. Celui-ci est une ancienne connaissance, car c'est lui qui, en 1605, achetait des quartiers de vigne à Célerin Périer, le procureur de la fabrique d'Asnières (3).

Christophe d'Hauterive d'ailleurs ne semble pas résider

(1) Cf. *Asnières-sur-Vègre et ses anciens fiefs*, p. 155, 169, 170, 180, 278 ; et *Dictionnaire historique de la Mayenne*, par l'abbé Angot, t. II, p. 378.

(2) Chauvigné, ferme de la commune de Chevillé, dépendant de la terre de la Roche, ancienne gentilhommière, dont il reste peu de chose, sauf les douves.

(3) Cf. *Asnières-sur-Vègre et ses anciens fiefs*, p. 68.

encore au Rouleau, puisque dans plusieurs contrats d'échange de terre passés l'année suivante, 1610, avec Maître Girard, demeurant au lieu seigneurial de Martigné (1), il y est mentionné comme habitant le lieu seigneurial de Huppès (2), paroisse de Loiré, au pays d'Anjou.

Mais le 3 juin 1611, Christophe et Claude Veillon, sa femme, demeurant cette fois au lieu du Rouleau, font un accommodement avec leur beau-frère, Louis de Saint-Martin, écuyer, sieur du Gué (3), époux d'Anne d'Hauterive. Ceux-ci abandonnent la closerie du Petit-Bois, qui relève de la Roche de Chevillé, et reçoivent diverses parcelles de terre et quelques mesures situées dans l'estrage de Hardanges. « Fait et passé au lieu de Hardanges, » en présence de Jehan d'Hauterive, écuyer, sieur de » Chennevières, frère aîné des dites parties, demeurant au » dit Fontenay, René Thieslin, aussy écuyer, sieur de Mon- » frou, et y demeurant, paroisse d'Auvers-le-Hamon, et » messire René Chaillou, sieur de la Bigeottière, demeurant à Asnières ». Le sieur et la dame de Saint-Martin habitaient le lieu seigneurial de la Gyrardière, paroisse de Chevillé. Il est à supposer, d'après ce qui précède, que Hardanges passa des mains du frère entre celles de la sœur.

En 1615, 1617, 1622, de nouveau : ventes, achats ou échanges de terres entre Christophe d'Hauterive et divers personnages, entre autres Nicolas Le Barbier, seigneur de la Roche de Chevillé, y demeurant. Christophe mourut, ainsi que Claude Veillon, sa femme, entre 1648 et

(1) Martigné, belle habitation de la fin du XVI^e siècle, en la paroisse d'Avessé.

(2) Ferme, en la commune de Loiré ; relevait de la Roche d'Iré. — Cf. *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, par Célestin Port, t. II, p. 378.

(3) Célestin Port, (II, 318), donne comme possesseur du château du Gué, situé commune de Loiré, Perrine Veillon en 1531 ; il est presque certain que Claude était sa petite-fille ; Louis de Saint-Martin sera devenu propriétaire du château par sa mère, qui devait être née Veillon.

1653, puisqu'à cette date, Jean de la Bécane, écuyer, seigneur de Chauvigné, usant de droits successoraux, à lui transmis par un acte du 8 février 1648, opère le retrait féodal de différentes terres sises au Rouleau, sur les nommés Brion et Lambert.

Toutefois les deux époux avaient eu au moins une fille, nommée Madeleine, qui épousa Anselme de Vazais, écuyer, sieur de Morennes, demeurant au château de la Perroussaye (1), paroisse de Loiré ; M. et M^{me} de Vazais eurent eux aussi une fille, qui s'appela Madeleine comme sa mère, épousa Antoine du Pont de la Chiquetière, et continua d'habiter avec ses parents le manoir de la Perroussaye. En Anjou comme au Maine, les prétendants n'allaient pas loin chercher leurs fiancées : les trois manoirs des Huppés, de la Perroussaye et du Gué se trouvaient dans la même paroisse ! Mais, d'autre part, M. et M^{me} de Saint-Martin avaient eu également une fille, nommée Louise, et lui avaient fait épouser Jean Le Ferron, écuyer, seigneur des Arcis ; ceux-ci, à leur tour, eurent une fille, nommée Marguerite, mentionnée comme majeure en 1676. Tous ces personnages se portant garants chacun de leur côté pour les deux cousines, Marguerite Le Ferron et Madeleine de Vazais, épouse d'Antoine du Pont, confirment en 1676 un concordat précédent du 12 août 1673, par lequel le sieur des Arcis achète « la terre fief et seigneurie du Rouleau ».

Cette vente ne produisit pas son effet, pour une raison que nous ignorons, puisqu'en 1703, le Rouleau est partagé entre les enfants d'Antoine du Pont de la Chiquetière, qui sont : François, seigneur de la Perroussaye, y demeurant ; Marie, fille majeure, non mariée, demeurant à Chevillé ;

(1) La Perroussaie, hameau, commune de Loiré ; ancien fief et seigneurie avec manoir relevant de Candé. — Cf. Célestin Port, t. III, p. 82.

Anne-Elisabeth-Thérèse, épouse de Claude de Sageon (1), écuyer, sieur du dit lieu, demeurant au lieu seigneurial du Rouleau ; enfin Madeleine, appelée la sœur aînée, que nous connaissons déjà, et Antoine. Ces deux derniers représentants avaient envoyé des procurations.

En novembre 1717, Claude de Sageon fit une déclaration intéressante pour fixer la situation féodale de cette terre. « S'ensuyt la déclaration des choses héritaulx que » Anne-Thérèse-Elisabeth du Pont, épouse de Claude de » Sageon, écuyer, seigneur du dit lieu, héritière en partie » de deffuncte dame Madeleine de Vazais, vivante épouse » de messire Antoine du Pont de la Chiquetière, chevalier, » seigneur de la Perroussais, et à cause de la dite dame » de Vazais, sa mère, dame de la terre, fief et seigneurie » du Rouleau, et de l'étang du dit lieu, et y demeurant au » dit Rouleau, paroisse de Chevillé, tiens et advoue tenir » censivement de messire Louis de Samson, chevalier, » seigneur de Martigné, Aversé, etc... savoir... l'étang du » Rouleau, tel qu'il a été baillé à mes prédécesseurs par » haut et puissant seigneur René de Laval, seigneur de » Loué et Aversé..... »

Hardanges, le Rouleau et l'Étang ne tardèrent pas à être vendus. En juin 1741, ils passèrent entre les mains de Michel Testard, conseiller et secrétaire du Roy, maison et couronne de France, seigneur de Chevillé, qui possédait déjà le domaine de la Roche. Ce fut ainsi que se forma parceller par parceller pendant le XVIII^e siècle la terre de cette habitation, qui ne sera plus morcelée, et va désormais rester réunie dans la main des divers propriétaires

(1) De Sageon, famille d'écuyers qui posséda et habita l'Oisardière à Thorigné (Mayenne). — Claude avait épousé en premières noces, Renée de Biars, dont deux enfants. A la réformation de la noblesse de 1666, il maintint sa qualité d'écuyer, et se dit seigneur de la Hutière en l'élection de La Flèche. — Cf. *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*, par l'abbé Angot, t. III. p. 183 et 486.

successifs qui sont, MM. Lambron de Maudoux (1), Gaillet de Bouffret (2), fils de Marguerite-Henriette Lambron de Maudoux, puis par achat en 1836, M. Hardy de Lévaré (3), et en 1856 le cousin de ce dernier, M. de Lorière. C'est son gendre, M. le commandant Le Sassier-Boisauné, qui la détient actuellement.

Pour terminer cette notice, malheureusement incomplète, nous voulons ne pas passer sous silence la redevance des serviettes de lin, qui était due, nous nous en souvenons, dès 1556. Cette servitude ne fut éteinte qu'à la révolution, par l'abolition des droits féodaux ; aussi est-il curieux de relever une dernière reconnaissance de ce droit, faite le 8 avril 1789, et qui, vu sa date, demeura évidemment caduque sans jamais avoir été appliquée : toutes les précautions avaient cependant été prises pour spécifier la valeur de la toile, puisqu'un *échantillon* (!) se trouve encore épinglé à la pièce. « Le huitième jour d'avril 1789, » avant midi, par devant les notaires royaux au Maine, » pour la résidence de Chevillé et Saint-Ouen au Maine, » soussignés, fut présent maître Jean-François-Etienne Fey, » notaire royal en Touraine, résidant et demeurant bourg » et paroisse de Souigny, au nom et comme fondé de la » procuration générale et spéciale de demoiselle Madeleine- » Henriette Lambron de Maudoux, dame de Chevillé, Saint- » Georges, Maudoux, le Puy d'Artigny, et autres lieux, » mineure émancipée par lettres du Prince, procédant sous » l'autorité de Messire Pierre - Anne - Alexandre Fouarre, » baron de Noirville, chevalier, seigneur patron de Rou-

(1) A. de Maude, Cf. *Essai sur l'armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 191.

(2) A. de Maude, Cf. *Essai sur l'armorial de l'ancien diocèse du Mans*, p. 146.

(3) « Famille de magistrature lavalloise qu'il est bien inutile, pour son illustration très réelle, de faire venir d'Angleterre ou de Bretagne », dit M. l'abbé Angot, dans son *Dictionnaire historique de la Mayenne*, t. II, p. 403. Une des principales places de Laval porte son nom.

» vron, Menil-le-Hubert, Ménil-Levillement et autres lieux,
» chef d'escadrons au Régiment des Dragons de Monsieur...
» lequel au dit nom a reconnu devoir à Demoiselle de
» Dommaigné, aujourd'huy épouse non commune de biens
» de Messire de Saint-Ouën, chevalier de l'ordre royal et
» militaire de Saint-Louis, demeurant paroisse de Chan-
» tenay..... *quatre douzaines de serviettes de lin, déliées,*
» *bonnes marchandes et compétentes d'une aulne de long*
» *et demie aulne de large*, de rente foncière, payable cha-
» cun an..... pour raison de l'étang de Launay, présente-
» ment en pré et rivages, appelé le pré du Rouleau, situé
» en la paroisse de Chevillé : le dit étang, place et rivages
» appartenant à la dite demoiselle de Maudoux, et dépen-
» dant de sa terre de Chevillé..... comme le tout est plus
» amplement spécifié et confronté par le contrat de baillée
» à rentes qui a été fait par Messire René de Laval, sei-
» gneur de Loué, et demoiselle de Tacourant, épouse de
» noble Jean d'Hauterive, le dit contrat attesté le 28 no-
» vembre 1156 .. laquelle rente le dit maitre Fey pour la
» demoiselle de Maudoux a promis de payer, etc... »

E. DE LORIÈRE.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison, ont été admis comme membres de la Société :

MM. LEROUX (l'abbé), docteur en droit, au château de Saint-Georges, et boulevard René-Levasseur, 20, au Mans.

THORIN (Alphonse), rue Dubignon, 34, au Mans, et au château de la Manouillère, à Pruillé-le-Chétif (Sarthe).

La Société a eu, par contre, le regret de perdre Madame Dobremmer, décédée à Paris le mois dernier et qui avait bien voulu en 1895 remplacer parmi nous son mari, M. Alfred Dobremmer, ancien officier d'artillerie et ancien conseiller général de la Sarthe.

La Société des Amis des Arts, récemment reconstituée au Mans sous la présidence de M. Th. David, a ouvert, le 28 mai dernier, à la Bourse de Commerce, sa première exposition artistique.

Cette exposition, très réussie et très intéressante, ne comprend pas seulement bon nombre d'œuvres remarquables signées de noms célèbres : elle comprend quelques tableaux qui ont un mérite spécial pour les archéologues,

tels que les *Intérieurs de l'église de La Ferté-Bernard*, par M. Monziès et plusieurs vues du Vieux Mans. Nous y avons trouvé, en outre, avec un plaisir tout particulier, des œuvres charmantes dues à plusieurs membres de notre Société, MM. Lionel Royer, de Grandval, Paul Verdier, M^{me} Auburtin, M^{lle} H. Thoré, etc.

Nous nous permettons d'adresser nos sincères compliments à la Société des Amis des Arts et de l'assurer des cordiales sympathies de la Société historique et archéologique du Maine.

Le lundi 6 juin, la nouvelle *Société de Géographie du Mans*, que dirige M. l'Intendant militaire Reichert, du cadre de réserve, Commandeur de la Légion d'honneur, a donné dans la salle du Cinéma-Pathé la seconde des conférences qu'elle se propose d'organiser chaque année.

Cette conférence était faite par M. Anatole Le Braz, lauréat de l'Académie française, et avait pour sujet *La Vie américaine*.

Breton d'origine et depuis longtemps connu en littérature comme l'évocateur de la Bretagne, M. Anatole Le Braz a été appelé deux fois déjà aux États-Unis pour y donner des séries de conférences. Il possède un réel talent de parole et a résumé avec beaucoup de charme les principales impressions qu'il a rapportées de ses relations avec les représentants les plus caractéristiques de l'Amérique. Ses attrayantes descriptions de la *nature américaine* et son étude morale de « *l'âme américaine* » ont été particulièrement appréciées de son brillant auditoire.

Le succès de la remarquable conférence de M. Le Braz sera un grand encouragement pour la Société de Géographie du Mans qui inaugure si heureusement dans notre ville un genre de conférences tout nouveau et très instructif. Nous applaudissons chaleureusement à ce succès en appelant la

bienveillante attention de nos lecteurs sur le double intérêt théorique et pratique de la jeune Société.

De très nombreux travaux ont été publiés depuis un demi-siècle sur l'histoire du Maine et bien des points de cette histoire ont été élucidés. Jusqu'ici, cependant, l'un des plus importants, l'origine du Comté du Maine au X^e siècle, n'avait été l'objet d'aucune nouvelle étude d'ensemble. La question, il est vrai, est si obscure, si complexe ; elle demande une connaissance si approfondie des premiers temps de la féodalité, une critique si sûre, qu'elle ne pouvait être utilement abordée que par un érudit de profession, au courant de toutes les découvertes récentes, à la hauteur des exigences de l'école historique contemporaine.

M. Robert Latouche, membre de notre Société, archiviste-paléographe et élève diplômé de l'École des Hautes Études, vient de rendre à ses compatriotes le grand service de débrouiller, autant que possible, ces origines lointaines du Comté du Maine. Il les a prises pour sujet de sa thèse de l'École des Chartes et vient de nous donner enfin une première *Histoire du Comté du Maine pendant le X^e et le XI^e siècle* (Paris, Champion, 1910).

Il faudrait de longues pages pour analyser convenablement cet important ouvrage, pour en donner un compte-rendu critique. Tous ceux qui s'occupent de l'histoire locale étant désormais obligés de le connaître et de s'en pénétrer, nous nous bornerons à signaler ici les principaux chapitres : Le Maine au IX^e siècle ; les Comtes du Maine du X^e et du XI^e siècle ; le Conflit de l'influence normande et de l'influence angevine ; Hélié de La Flèche ; la suzeraineté angevine ; développement de la féodalité ; les châteaux ;

l'organisation administrative du comté ; les évêques ; la ville du Mans et la population urbaine ; l'origine des seigneurs de Laval et la fondation du prieuré d'Auvers-le-Hamon ; les premiers vicomtes du Maine, etc.

L'œuvre, sans doute, pourra dans la suite être complétée ou rectifiée en certaines parties encore douteuses. Dès maintenant elle offre un chapitre tout nouveau de l'histoire du Maine et fait faire aux origines de cette histoire un progrès considérable.

Notre confrère, M. le Vicomte de Noailles vient de publier dans le *Carnet de la Sabretache*, un curieux article sur le colonel François-Marie d'Angély, né à Perpignan en 1735, mort à Altona en 1808.

Descendant d'une ancienne famille dont plusieurs membres s'étaient distingués au service de la France, le colonel d'Angély qui aurait dû être appelé par son caractère et ses qualités personnelles à jouer un rôle important, fut poursuivi par la malchance pendant toute sa carrière. Après avoir servi en Allemagne et en Danemark, il passa en Russie où il fut d'abord comblé de faveurs et pourvu de commandements importants par l'impératrice Catherine. Son honorable dévouement pour des officiers français tombés au pouvoir des Russes à Cracovie le brouilla avec l'altière souveraine qui finit par le faire emprisonner et expulser. Rentré en 1774 à Paris « dans un état lamentable », le colonel obtint du maréchal de Muy, avec une pension qui lui était indispensable pour vivre, beaucoup de belles promesses. Malheureusement, ces belles promesses ne furent point tenues. D'Angély en fut réduit à reprendre du service dans la légion de Nassau, puis à partir pour l'Amérique. Ses tentatives en vue de se rendre utile aux Américains ne

furent pas plus fructueuses. Réfugié en Hollande pendant la Révolution, il fut chargé de missions très périlleuses en Angleterre et en France même, auprès de l'armée vendéenne. A son retour, bien que très compromis par sa fidélité à la cause royale, il eut pour toute récompense une lettre gracieuse de Louis XVIII ! Il ne put pas même obtenir la croix de Saint-Louis.

En fin de compte, en 1808, il mourait de chagrin à Altona où il avait essayé de fonder un journal qui avait achevé d'absorber ses ressources et où il laissait sa femme et un petit-fils unique dans une profonde misère.

Les hommes « heureux » ne manquent jamais de biographies : les hommes « malheureux » en trouvent beaucoup moins et sont généralement oubliés. En rendant ce tardif hommage à la mémoire d'un brave soldat, malheureux et méconnu, M. le Vicomte de Noailles est sorti des voies ordinaires ; il a écrit un article original et il a fait une bonne action.

M. le Vicomte Ch. de Montesson a bien voulu offrir à la bibliothèque de notre Société un exemplaire du tirage à part de l'intéressant article que M. le chanoine Froger donnait dans le dernier numéro de la *Revue des Questions historiques* sur *La Guerre de la Chouannerie de janvier à juin 1795*.

Cet article nous apporte un résumé complet et précis de documents jadis copiés par M. de Montesson aux archives du château de la Roche-Pichemer (Mayenne), notamment de la correspondance des généraux Duhesme et Gency, qui commandaient les divisions de l'armée des Côtes de Brest cantonnées dans notre région (Orne, Sarthe et Mayenne). On y trouve un grand nombre de faits et de détails, inédits ou peu connus, sur les mouvements des troupes républi-

caines, leur répartition et les divers incidents de la Chouannerie. On y retrouve aussi la fameuse lettre du 27 ventôse (17 mars 1795), dans laquelle Hoche recommande expressément à Duhesme d'insinuer aux prêtres *qu'ils ne seront pas chagrinés « par le gouvernement républicain qui respecte leurs opinions religieuses »*. Ce nouveau recueil de documents sera consulté avec grand profit par tous les historiens de la Chouannerie dans la Sarthe et la Mayenne.

Quand on a eu, comme nous, l'occasion d'étudier avec quelque attention l'œuvre magistrale de Taine sur la Révolution, de contrôler personnellement sur certains points la valeur de sa documentation et de ses déductions, on ne peut se défendre d'un sentiment pénible en présence des attaques, évidemment préconçues, que M. Aulard dirigeait naguère contre lui. Nous pourrions au besoin justifier notre appréciation par des preuves tirées de ces critiques, en montrer tout au moins l'exagération. Si, par son importance même, le travail de Taine ne peut être exempt de quelques négligences matérielles de détail, il demeure dans son ensemble une œuvre loyale et honnête qu'il est injuste de décrier sous prétexte de quelques rares inexactitudes ou de quelques erreurs de références.

C'est, dès lors, avec une sorte de soulagement de conscience que nous lisons, il y a quelques mois, l'intéressant livre de M. Augustin Cochin *« La Crise de l'histoire révolutionnaire, Taine et M. Aulard »*. (Paris, Champion, 1909.) Dans ce livre, en effet, M. A. Cochin remet les choses au point avec un honorable souci de la vérité et le désir de rendre justice à chacun, en passant successivement en revue les deux écoles récentes d'histoire révolutionnaire, en s'efforçant de déterminer comment il convient de faire

l'histoire de la Révolution et du progrès de la démocratie en général.

Pour tout esprit impartial l'ouvrage de M. A. Cochin est à lire. Nous aurions voulu le signaler plus tôt et nous avons hâte aujourd'hui de réparer un retard involontaire. Nous n'aimons pas, pour notre part, les duels acharnés des vivants contre les morts. En prenant la défense du « mort », M. A. Cochin a conquis nos sincères sympathies.

Non moins honnête et consciencieuse est la nouvelle étude de M. Marius Sepet sur *Louis XVI*. (Paris, Téqui, 1910.) Comme l'auteur le dit expressément dans sa préface, « ce n'est ni un panégyrique ni une élogie, mais une étude d'histoire, qui a son indépendance ». Elle se rattache aux précédents travaux de M. Sepet sur la Révolution et en forme le complément. La vie de Louis XVI est un des specimens les plus singuliers de la destinée humaine. Il sera toujours d'un émouvant intérêt d'étudier d'après de nouveaux aperçus et avec un historien aussi loyal que notre savant ami, le caractère « d'un excellent et malheureux prince, héritier d'un long et glorieux passé, victime d'une transformation dont il aurait dû être le guide et recueillir le bénéfice, mais que l'héroïsme de ses souffrances a relevé au niveau des plus grands parmi ses ancêtres ».

Depuis longtemps aussi, nous désirions mentionner le charmant petit volume que notre laborieux confrère M. E. Frain a publié l'année dernière à Vitré « *Aux Rochers et autour des Rochers* ». L'évocation de l'inoubliable marquise est toujours attrayante. Elle le devient plus encore lorsqu'elle s'encadre pour ainsi dire, comme ici, dans un riche décor de détails inédits, de traits de mœurs provinciaux et de souvenirs historiques. M. Frain, on le sait, a le culte

des détails, mais des détails instructifs et pittoresques : son pays de Vitré n'a pas de secrets pour lui et nul ne sait mieux en faire valoir le passé et les gloires. Ce nouveau chapitre de l'histoire du Rocher ne peut manquer d'être accueilli avec grande faveur par les « admirateurs » toujours nombreux de la belle et spirituelle marquise de Sévigné.

M. Léonce Celier, archiviste aux Archives nationales, vient de faire paraître en tirage à part la série des articles qu'il avait bien voulu donner l'année dernière à notre revue. L'ouvrage intitulé *Catalogue des Actes des Evêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle* (Paris, Champion, 1910), forme un volume de plus de 400 pages, avec une excellente table alphabétique des noms de personnes et de lieux qui permet de consulter et d'utiliser plus facilement les très nombreux documents réunis avec tant de soin par notre érudit confrère. La Société historique du Maine s'estime heureuse et honorée d'avoir pu mener à bonne fin cette importante publication qui comptera désormais parmi les meilleures sources de l'histoire du Maine au Moyen-Age.

M. l'abbé Besnard, curé-doyen de Beaumont-sur-Sarthe, a également réuni en volume son consciencieux travail sur le *Monastère de Clarisses de Beaumont-le-Vicomte, 1632-1757* (Mamers, imp. Fleury, 1910, in-8° de 336 pages). Ainsi groupées, ses longues recherches prennent, comme toujours, un intérêt plus pratique, et on y trouvera non seulement de minutieux détails sur les Clarisses, mais

d'abondants renseignements sur l'histoire du pays et des familles de Beaumont. M. l'abbé Besnard se propose, d'ailleurs, de les compléter encore dans son *Bulletin paroissial*.

ROBERT TRIGER.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-SEPTIÈME VOLUME

	Pages.
Liste des Membres de la Société.	5
Les peintures murales de l'ancienne église d'Artins (Loir-et-Cher), d'après une note de MM. P. Clément et A. Hallopeau.	32
Pontvallain, par M. Henri Roquet.	41, 167, 263
Le château de Montécler et ses Seigneurs, par M. Maurice Passe.	88
L'Ancien Évêché du Mans avant la Révolution, par M. Robert Triger.	113, 225
Louis de Montecler, gouverneur de Laval, par M. le marquis de Beauchesne.	151
Le Clergé français à Münster de 1796 à 1798, par M. Louis Calendini.	184
Conférence archéologique de M. E. Lefèvre- Pontalis.	197
La Société française d'archéologie et le dégage- ment de l'enceinte gallo-romaine du Mans, par M. Robert Triger.	201
Note sur une sépulture ancienne découverte à Chevillé et sur les seigneuries du Rouleau et de Hardanges, par M. E. de Lorière.	296

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Admission de nouveaux membres. . .	101, 222, 308
Mort et obsèques de M. Adolphe Singher. . .	102
La vieille maison du carrefour de la Sirène, note de M. le V ^{to} de Montesson.	107
Les Stations préhistoriques des environs de Sablé.	110
Au sujet de la <i>Vie de dom Guéranger</i>	111
Nécrologies : MM. les abbés Hullin et Lainé, M. Lamoureux et M ^{mo} Dobremer.	222, 308
Deux œuvres patriotiques : le monument du sous-lieutenant Richard à La Flèche et le monument commémoratif des combats de Changé en 1871.	222
Exposition de la Société des Amis des Arts. . .	308
La Société de Géographie du Mans.	309
<i>Histoire du Comté du Maine aux X^e et XI^e siècles</i> , par M. Robert Latouche.	310
<i>Le colonel d'Angély</i> , par M. le V ^{to} de Noailles. . .	311
<i>La guerre de la Chouannerie</i> , par M. le cha- noine Froger.	312
<i>La Crise de l'histoire révolutionnaire</i> , par M. A. Cochin.	313
<i>Louis XVI</i> , par M. Marius Sepet	314
<i>Aux Rochers et autour des Rochers</i> , par M. Frain.	314
<i>Le Catalogue des Actes des Evêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle</i> , par M. Léonce Celier	315
<i>Le Monastère de Clarisses de Beaumont-le- Vicomte (1632-1757)</i> , par M. l'abbé Besnard. . .	315

PLANCHES ET GRAVURES

Ancienne église d'Artins (Loir-et-Cher), peintures murales.	33
L'église de Pontvallain.	45
La chapelle de la Faigne à Pontvallain.	77
Le château de Montécler (Mayenne).	89
Le Mans au XVII ^e siècle (avant la création de la place des Jacobins).	127
Dessin présumé de l'ancienne chapelle de l'Évêché, par Louis Maulny.	131
L'Ancien Évêché du Mans, d'après les plans les plus anciens et le premier plan officiel.	135
Tour de la Psallette.	141
Secrétariat de l'Ancien Évêché du Mans, reconstruit par Mgr de Froullay, aujourd'hui la Psallette.	147
Murs gallo-romains du Mans, gros blocs et petit appareil près la Grande Poterne.	207
Tour Magdeleine.	209
La Grande Poterne.	210
La Petite Poterne.	211
Plan de l'enceinte gallo-romaine et des enceintes du Moyen-Age.	217
Plan des anciens bords de la Sarthe.	219
Plan des anciens bords de la Sarthe (quai Louis Blanc), entre le Pont Yssoir et le Pont Saint-Jean.	221
L'Ancien Évêché du Mans, de 1786 à 1792.	253
Division des terrains de l'Ancien Évêché du Mans (1848)	261

NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
M ^{is} de Beauchesne.	151	E. de Loriaère.	296
L. Calendini.	184	M. Passe.	88
P. Clément.	3	H. Roquet.	41, 167, 263
A. Hallopeau.	32	R. Triger.	111, 113, 221,
E. Lefèvre-Pontalis.	197		225, 308

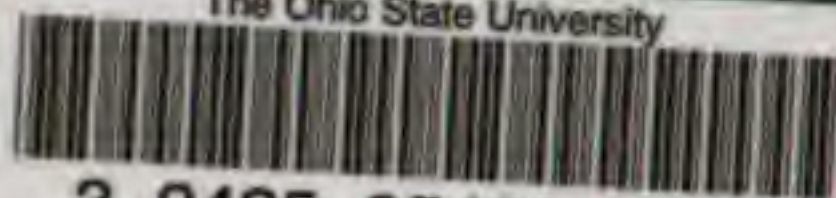
Le Gerant : G. FLEURY.

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1910.





The Ohio State University



3 2435 05439405 1

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	13	003	5